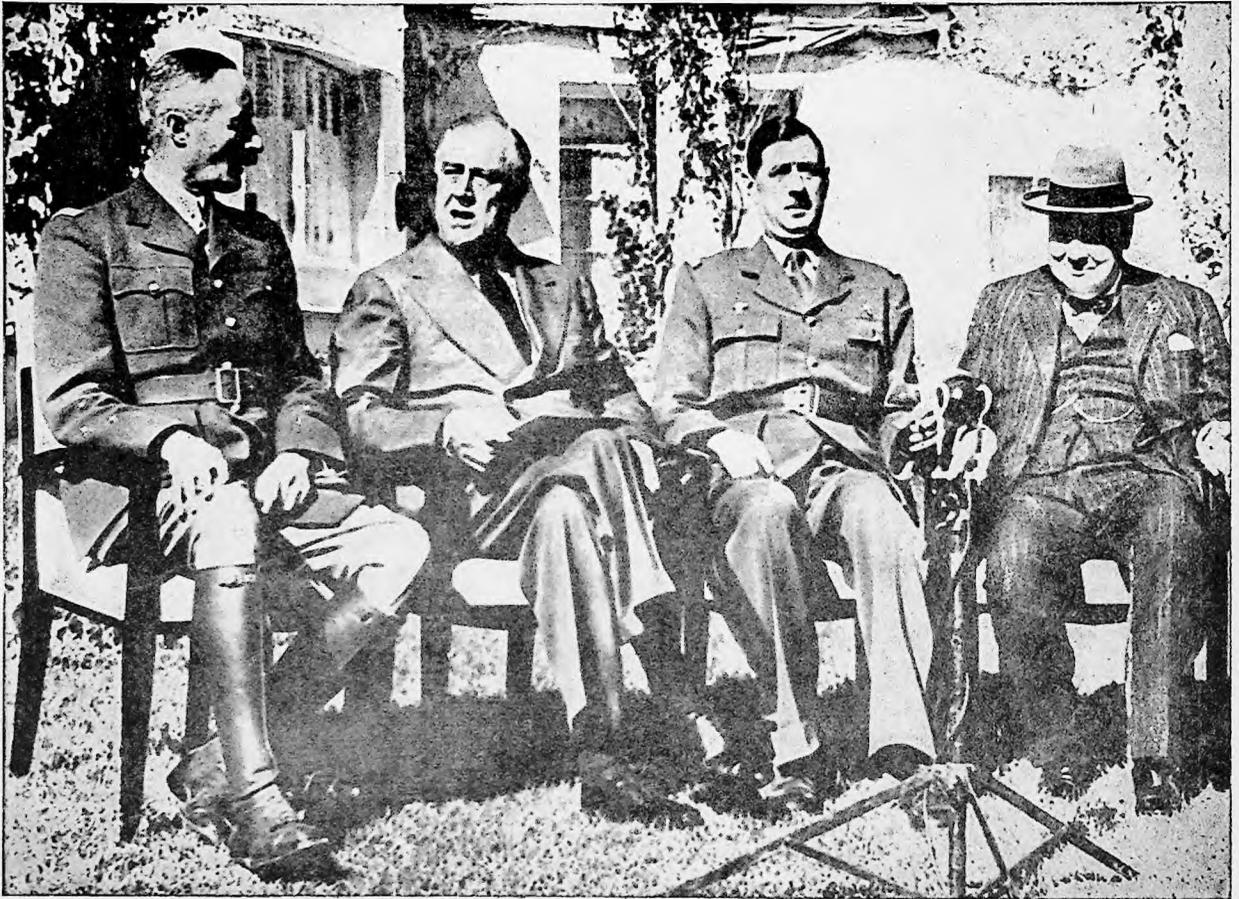


# CRAPOUILLOT

Magazine non-conformiste



DEUX GRANDS, GIRAUD (1 m. 90) ET DE GAULLE (1 m. 94) ET DEUX DES GRANDS, ROOSEVELT ET CHURCHILL  
EN WEEK-END A ANFA

## HISTOIRE DE LA GUERRE

1939-1945

PAR JEAN GALTIER-BOISSIÈRE

avec la collaboration de CHARLES ALEXANDRE

★★★★ LE DOUBLE JEU A VICHY - L'AMÉRIQUE ENTRE EN GUERRE -  
L'OCCUPATION... ET LA COLLABORATION - LE RETOUR DE LAVAL - LE DÉBAR-  
QUEMENT EN AFRIQUE DU NORD - LE DÉSASTRE DE STALINGRAD - LE DUEL  
GIRAUD-DE GAULLE - CHUTE DE MUSSOLINI

# CRAPOUILLOT

Directeur: JEAN GALTIER-BOISSIERE

Bureaux: 3, place de la Sorbonne, PARIS-V<sup>e</sup>. Tél.: ODE 87-91. Chèque Postal: Paris 417-26

PREMIÈRE ANNÉE (nouvelle série: 1948-1949)

**HISTOIRE DE LA GUERRE 1939-1945** par GALTIER-BOISSIERE et ALEXANDRE

TOME I - Les Causes Secrètes: 250 fr. — TOME II - La Campagne de France: 250 fr.  
TOME III - De Gaulle et Pétain: 250 fr. — TOME IV - La Collaboration - Le Débarquement en Afrique du Nord: 300 fr.  
Les 4 tomes ensemble: France: 1.050 frs — France et Colonies (port recom.): 1.250 frs — Etranger (recom.): 1.350 frs  
ÉDITION ORIGINALE sur beau papier couché (tirage limité à 450 exemplaires): Les 4 tomes ensemble:  
France et Colonies (port recommandé): 2.300 frs — Etranger: 2.500 frs (derniers exemplaires en vente)

## AVIS IMPORTANT

De nombreux documents sensationnels ayant vu le jour au cours de la publication de l'« HISTOIRE DE LA GUERRE », Galtier-Boissière et Alexandre ont été entraînés à des développements qu'ils n'avaient pas prévus dans leur plan primitif et se voient dans l'obligation d'ajouter un 5<sup>ème</sup> tome aux 4 prévus pour leur ouvrage.

D'autre part, les augmentations des tarifs d'imprimerie et de papier forcent notre administration à porter le prix de la livraison à 300 frs, prix qui reste extrêmement bas par rapport aux prix de vente des livres courants qui ne comportent ni papier glacé, ni illustrations en simili.

Le « Crapouillot » s'excuse auprès de ses lecteurs de cette pénible obligation et espère que tous ses amis lui resteront fidèles. Nous prions instamment nos souscripteurs de la première heure dont l'abonnement prend fin avec ce quatrième numéro de bien vouloir — s'ils estiment que le « Crapouillot » n'a pas démerité — NOUS ADRESSER DÈS MAINTENANT LEUR RENOUVELLEMENT D'ABONNEMENT (voir ci-dessous les nouveaux prix) pour éviter à notre personnel fort restreint le traditionnel embouteillage de dernière heure.

A tous nos lecteurs et amis, d'avance: Merci!

## DEUXIÈME ANNÉE (1949-1950)

A paraître 4 livraisons spéciales illustrées, savoir:

- 1) **TOME V de HISTOIRE DE LA GUERRE 1939-1945**: La Résistance — Le Débarquement et la Libération — La Terreur Rouge et l'hypocrisie de l'Épuration — Bilan de la Guerre: 300 fr.
- 2) **LE MONDE DES REVES**: Le rêve et la divination à travers les âges — La théorie de Freud sur le rêve érotique — Les clefs des Songes.
- 3) **BOBARDS 39-45**: Le bourrage de crâne avant, pendant et après la guerre, présenté par GALTIER-BOISSIERE.
- 4) **DICTIONNAIRE DES CONTEMPORAINS** par une Société de mauvaises langues.

ABONNEMENT aux 4 numéros spéciaux: France: 1.200 frs — France et Colonies (avec port recommandé): 1.400 frs  
Etranger (recommandé): 1.500 frs.

SOUSCRIPTION A L'ÉDITION ORIGINALE DE LUXE sur beau papier couché:

France et Colonies (recommandé): 2.300 frs — Etranger (recommandé): 2.500 frs.

## NUMÉROS SPECIAUX ANCIENS DU « CRAPOUILLOT »

|                              |       |                             |       |                              |       |
|------------------------------|-------|-----------------------------|-------|------------------------------|-------|
| Menaces sur le Monde....     | 300 » | L'Anarchie .....            | 250 » | Le Pétrole et la Guerre..    | 250 » |
| Expéditions coloniales....   | 300 » | L'Académie Française....    | 250 » | Le Crime et les Perversions. | 250 » |
| Histoire de la Guerre 14-18: |       | La Légion d'Honneur ...     | 250 » | Le Jardin du Bibliophile     |       |
| I. Les causes secrètes..     | 300 » | Vraie et Fausse Noblesse.   | 250 » | 1931, édition de luxe.       | 500 » |
| II. De Charleroi à Verdun    | 300 » | Le Panier de Crabes, sou-   |       | Voléurs et mendiants.....    | 250 » |
| Les Bonnes Affaires .....    | 250 » | venirs de Galtier-Bois-     |       | La Gastronomie (rare) ...    | 300 » |
| Hitler est-ce la Guerre? .   | 250 » | sière, édition de luxe num. | 500 » |                              |       |

Dr: GALTIER-BOISSIERE

ABONNEZ-VOUS:

MENSUEL

## LE PETIT CRAPOUILLOT

GUIDE DU LECTEUR ET DU BIBLIOPHILE

Abonnement 1949 (12 numéros): France et Col.: 250 francs. — Etranger: 300 francs.  
Collection des 12 livraisons 1948: France et Col.: 250 francs. — Etranger: 300 francs.

## LES SEIGNEURS DE LA GUERRE



MUSSOLINI (fusillé, puis pendu) ; HITLER (suicidé ?) ; HESS (condamné à la détention perpétuelle) ;  
CIANO (fusillé sur l'ordre de son beau-père) ; RIBBENTROP (pendu à Nuremberg).

# HISTOIRE DE LA GUERRE 1939-1945

par JEAN GALTIER-BOISSIÈRE et CHARLES ALEXANDRE

## TOME IV

LE DOUBLE-JEU A VICHY ❖ LES RAPPORTS ITALO-ALLEMANDS ❖ LE JEU AMÉRICAIN ❖  
L'OCCUPATION... ET LA COLLABORATION ❖ LE RETOUR DE LAVAL ❖ LES « ALLER ET RETOUR »  
DANS LE DÉSERT ❖ LE DÉBARQUEMENT EN AFRIQUE DU NORD ❖ LE DÉSASTRE DE  
STALINGRAD ❖ LA CAMPAGNE DE TUNISIE ❖ LE DUEL DE GAULLE-GIRAUD ❖  
CHUTE DE MUSSOLINI



LAISSÉZ VENIR A MOI LES PETITS ENFANTS...

## LE DOUBLE JEU DE VICHY

### La mission Groussard

*Le Maréchal Pétain était parfaitement lucide. Il suivait une politique bien définie et savait ce qu'il voulait. Il estimait tout simplement que seule, sa politique pouvait sauver la France.*

VON RENTHE FINCK, délégué spécial diplomatique du Führer auprès du Chef de l'Etat Français (Interview donné à « La Libre Belgique », novembre 1947).

UNE tentative de diplomatie de la main gauche eut encore lieu entre Vichy et Londres, sans que l'Amiral fût averti. Au mois de juin 1941, le colonel Groussard, ancien chef des G. P. à Vichy, se rendit auprès de Churchill avec l'accord de Pétain et d'Huntziger (lequel venait de négocier les accords Varlimont 1)

L'espoir de Groussard, s'il réussissait sa mission, était 1°) que les Britanniques ne traitent plus l'Etat de Vichy comme une sorte d'ennemi secondaire et le considère comme un atout sans cesser pour cela d'accorder leur appui au « Comité » du général de Gaulle, 2°) que Pétain et de Gaulle signent un pacte secret. Huntziger avait consenti à son départ en lui déclarant fort prudemment :

— « Les circonstances sont telles qu'il faut que vous preniez tous les risques, s'il vous arrive un coup dur ; vous porterez seul le poids de votre échec et vous ne me metrez jamais en cause publiquement. » (1)

A propos du général de Gaulle, le ministre de la guerre de Pétain avait déclaré :

— « Personnellement je n'ai pas d'exclusive contre cet homme. Je l'admire et je le respecte. Il a fait un travail magnifique. Si vous arrivez à avoir avec lui une explication complète, tout à fait franche, où vous

(1) Colonel Groussard : Chemins secrets.

lui raconteriez ce que vous avez vu ici, je crois que vous nous rendriez et que vous lui rendriez un service immense. Dites lui qu'à Vichy dans ce gouvernement dont je ne fais pas partie de gaieté de cœur, il y a des gens qui ne voudraient pas lui tourner le dos, qui voudraient, au contraire, entrer en liaison avec lui, parce que lui et nous, nous avons la même tâche. »

Dans ses souvenirs, le colonel Groussard a relaté quelques uns des propos que lui tint Churchill à l'époque : le Premier anglais comprenait la situation pénible de la France « saignante, pressurée, coupée en deux » :

— « Je sais que la tâche de vos chefs est presque surhumaine ; je les approuve de vouloir protéger le plus possible la France et les Français ; mais je leur demande de ne pas oublier que leurs alliés continuent à se battre ; je leur demande d'avoir foi en l'avenir... Moi aussi, si je gouvernais votre pays, je ne dirais pas aux Allemands : « Je vous déteste ! » parce qu'il faut toujours éviter le pire, avec acharnement... Moi aussi, je baiserais, je chercherais à gagner du temps, à propos de tout ; mais j'aiderais par tous les moyens possibles ceux qui restent mes compagnons d'armes... Dites à Vichy que je respecte profondément la personne du maréchal Pétain. Jamais je n'ai cru que cet homme puisse souhaiter la victoire allemande. Toutefois il aurait pu nous être utile depuis l'armistice en bien des occasions ; il ne l'a point fait. »

Churchill, très sceptique sur Darlan, tenu « pour un arriviste forcené, dont il fallait se méfier », mais de « beaucoup moins d'envergure que Laval », parlait en ces termes du Maréchal :

« Je sais combien il est précieux pour nous que ce soit un Pétain qui vous gouverne, plutôt qu'un Doriot ou qu'un Laval. LE MARÉCHAL PEUT SERVIR VOTRE PAYS AVEC AUTANT DE FRUIT QUE LE GÉNÉRAL DE GAULLE LE SERT A LONDRES. Mais ne comprenez-vous pas que la France a encore des ressources immenses dans son Empire et qu'il faut utiliser ces ressources à notre avantage ? »

D'autre part, il se rendait parfaitement compte des limites du Maréchal, lorsque Groussard évoquait son grand âge.

« Vieux... ce n'est pas la question, I Think, la vérité c'est qu'il n'est pas capable de faire le travail qu'il veut faire : c'est un militaire né ! Il a passé sa vie à donner des ordres qu'il recevait lui-même. Le voilà subitement appelé à trancher sur toutes sortes de problèmes auxquels il ne connaît rien... il a, avec ça, un tas d'idées classiques de soldat professionnel blanchi sous le harnais... »

Churchill s'était déclaré convaincu de la nécessité d'un certain double jeu, compris avec risques limités :

« J'admets qu'on m'attaque dans votre presse, qu'on calomnie l'Angleterre, si ça peut servir à endormir l'ennemi. J'admets qu'on donne cent cartouches aux nazis, si en les donnant, on en cache mille. Ce que je n'admets pas, c'est qu'on oublie que la cause de la France est celle des Alliés ! Vous avez des membres du gouvernement de Vichy qui sont d'immenses criminels : il faut les empêcher de nuire et agir derrière eux. »

Et Churchill concluait qu'après la chute de Hitler, la France redeviendrait grande et indépendante.

Groussard, qui avait été le chef d'état-major de Dentz, ayant prétendu justifier l'attitude de son ancien chef en Syrie, Churchill n'avait pas montré beaucoup d'enthousiasme à recevoir sa plaidoirie :

(1) Rendant visite au colonel Passy, Groussard le mettra en garde contre Darlan et insistera vivement pour que sa mission ne s'ébruite pas : « Il importait absolument que ni Darlan, ni le commandant Samson, chef du S. R. marine, n'en fussent avertis, sinon il en résulterait des catastrophes. » Selon lui, l'Amiral jouait complètement le jeu allemand. » (Paris-Presse, 10 mai 1947).



LE COLONEL GROUSSARD (au centre),  
DIRECTEUR DE SAINT-CYR  
LORS DU DERNIER « TRIOMPHE », LE 15 MARS 1940  
(PROMOTION DE « L'AMITIÉ FRANCO-BRITANNIQUE »)

« Churchill revint sur ce qu'il venait de se passer en Syrie et émit sur Dentz le jugement le plus sévère, affirmant surtout que le Haut Commissaire avait été criminel de s'obstiner à résister. Je répliquai que, quant à moi, je n'approuvais pas Dentz, mais que l'attitude à adopter n'était pas simple pour autant. Si le gouvernement de Vichy ouvrait, sans esquisser un geste de défense, les portes de notre Empire aux Britanniques au premier signe de ceux-ci, les Allemands ne manqueraient pas d'en tirer la leçon et d'occuper eux-mêmes les colonies dont ils pourraient se rendre maîtres. L'armistice de juin 1940 offrait quelques avantages. Si Dentz avait déclaré bonnement aux troupes d'invasion : « Messieurs, faites comme chez vous », ces quelques avantages eussent été anéantis l'instant d'après.

— Je comprends tout cela, fit le Premier, mais il était facile à Dentz de sauver la face sans verser tant de sang.

Je ne pouvais qu'être d'accord avec Churchill sur ce point. »

Le colonel vit aussi Eden et l'ambassadeur d'Amérique Winant, mais ne put malheureusement s'entretenir avec de Gaulle, absent d'Angleterre.

A sa rentrée à Vichy, Groussard se fait tancer par Huntziger qui lui reproche de l'avoir « mis dans le bain ». Toutefois le ministre de la guerre l'autorise à organiser une liaison avec la résistance intérieure et une liaison régulière entre les gaullistes et lui. Quant à Pétain, il déclara : « qu'il était à fond partisan de la continuation des pourparlers avec Londres ».

L'Amiral finit par connaître les tractations de l'ancien chef des « Groupes de Protection » et le fit arrêter au moment où il s'appretait à repartir pour Londres. (1) Au début de 1943, Groussard, définitivement « brûlé » à Vichy, passera en Suisse où il organisera le réseau de renseignements « Gilbert ». Mais il regrettera toujours de n'avoir pu réaliser son rêve, ce pacte secret Pétain-de Gaulle, qui aurait évité, croit-il, la guerre civile de 44-45 :

« Effectivement, écrit-il, si je n'avais pas été arrêté et que je fusse abouti à des accords entre une partie du gouvernement Pétain et Londres, cela aurait fourni la preuve à de Gaulle qu'il n'y avait pas que des traitres parmi les dirigeants de « l'Etat Français ». Etant donné que le général Huntziger m'avait autorisé à prendre contact en son nom avec de Gaulle, je ne doute pas que le chef de la France Libre aurait eu la hardiesse de conception et la grandeur d'âme nécessaire pour négocier par mon entremise avec certains membres du gouvernement de Vichy. »

Ici, le colonel Groussard s'illusionne : ni Pétain, ni de Gaulle n'auraient marché...

## Darlan et Ciano

« Personne ne semble jamais avoir rencontré un Français qui ait dit du bien de Darlan et de ses partisans dans le gouvernement. Ils étaient universellement détestés comme des opportunistes et des coquins fieffés. »

W. L. Langer : Le Jeu américain à Vichy, p. 174.

LANCÉ dans la haute politique, Darlan après Hitler voulut rencontrer l'autre « bâtisseur » de l'Ordre Nouveau, Mussolini, mais il ne trouva que Ciano. La rencontre se produisit le 10 décembre 1941 à Turin. En Afrique, les opérations militaires ne s'étaient pas poursuivies pour l'Axe aussi favorablement qu'en Russie : une contre-offensive avait ramené les Anglais à Derna et à Benghazi. Ciano qui était un animal scribax a laissé des entretiens de Turin des procès-verbaux qui constituent un des documents les plus accablants pour l'Amiral :

« Vis-à-vis de l'Angleterre il s'est exprimé en termes très durs et particulièrement hostiles. Il a dit n'avoir jamais aimé les Anglais pour des raisons ataviques, mais les détester profondément après avoir

(1) D'après Groussard, Huntziger aurait eu, au sujet de cette arrestation, une dispute violente avec l'Amiral. Quant au Maréchal, il se garda d'intervenir.

eu connaissance de leur conduite dans les Flandres. Même s'il n'avait pas été d'accord avec le Maréchal Pétain et n'avait pas adhéré à la conclusion d'un armistice, comme il advint en juin 1940, il n'aurait jamais remis la flotte à l'Angleterre. Il se serait plutôt retiré en Amérique du Sud, d'autant plus qu'à bord des navires se trouvaient 45 milliards d'or, ce qui aurait permis à la flotte française de pourvoir à sa subsistance pendant de nombreuses années. Même envers l'Amérique il manifeste le plus profond ressentiment. Il appelle Roosevelt un fou et croit que dans le développement des opérations entre l'Amérique et le Japon, la première est destinée à subir une série de défaites révoltantes et déprimantes pour le monde anglo-saxon. Il n'a pas hésité à définir devant le Maréchal Pétain les forces armées américaines comme des soldats d'opérelle. » (1)

L'enfant de Nérac n'avait pas manqué de souligner avec ostentation ses bons rapports avec les chefs nazis les plus huppés — que Ciano au contraire détestait :

« Darlan a marqué à notre égard et aussi à l'égard de l'Allemagne une cordialité marquée : plutôt que par des déclarations directes il l'a fait en répétant à chaque instant sa haine immuable pour l'Angleterre et sa conviction de la victoire de l'Axe, vers laquelle allaient ses vœux. Quoique cette victoire puisse imposer à la France de nombreux sacrifices, elle lui évitera, a-t-il dit, de devenir une colonie du monde anglo-saxon. Elle lui évitera le retour de Blum, des corrupteurs, des juifs et lui permettra de se reconstituer une position honorable dans l'Europe de demain. Naturellement tous les Français ne se rendent pas encore compte de l'excellence de sa politique et c'est une lourde charge de la faire comprendre à ces nombreux opposants. Il espère que la bonne volonté de l'Allemagne et de l'Italie pourra faciliter sa mission qui est d'intérêt commun et c'est tout ce qu', dans les limites du possible, il demande aux puissances de l'Axe. » (2)

La politique allemande durant l'été de 1941 ne s'était pas agrie notablement à l'égard de la France, en dépit du recul esquissé après la signature des accords Darlan-Varlimont. Ce n'est pas qu'on eût à Berlin de grandes illusions quant à la reprise sincère de la politique de Montoire ; Ribbentrop n'expliquait-il pas clairement à Ciano, en juin 1941, la position allemande :

« FRANCE. — Tout geste de force aurait comme effet immédiat le passage à la dissidence de l'Afrique du Nord où Weygand déploie une activité nettement hostile à Pétain et à l'Axe. Le gouvernement allemand prie de nouveau le gouvernement italien d'éviter tout motif spécial d'opposition avec la France... Pour les buts de la guerre et durant celle-ci il est nécessaire de MÉNAGER la France. » (3)

Hitler est d'avis que la question française ne pourra être réglée qu'à la fin de la guerre ; et en octobre 1941, Ciano, qui a été rendre visite au Führer sur le front russe, note :

« Il a peu parlé de la France, disant seulement que les Français sont toujours dans une attente, qui, au fond, n'est pas amicale pour l'Axe et évitent de prendre quelque parti que ce soit avant d'avoir vu de quel côté penchera à la fin la balance de la guerre. Après Kiev, après les victoires allemandes dans la zone centrale, l'attitude française est devenue plus courtoise, mais il n'y a pas à se faire d'illusions. Le véritable esprit de la France est celui qui fait poignarder par derrière les officiers allemands dans la zone d'occupation. Un sérieux point d'interrogation est représenté par la conduite de Weygand dans l'Empire français, mais il n'est pas à exclure que Weygand puisse être éliminé de son commandement d'ici peu de temps. » (4)

Effectivement, Weygand sera limogé à la requête des Allemands, mais Berlin ne se fera pas de grandes illusions sur ce départ :

(1) Archives secrètes de Ciano dans *Une Semaine dans le monde* du 12 juin 1948.

(2) Archives secrètes de Ciano dans *Une Semaine dans le monde* du 12 juin 1948.

(3) (4) Archives secrètes de Ciano dans *Une Semaine dans le monde* du 22 mai 1948.



DOUBLE-TRAITRE

« On ne croit pas à la sincérité de Vichy et même le rappel de Weygand n'est considéré que comme un geste d'opportunité contingente sous la pression continue de Berlin, note Ciano le 27 novembre 1941. Du reste, a dit le Führer, des Weygand il y en a beaucoup en France et n'importe lequel d'entre eux pourrait demain tenir le rôle du vieux général passionné. Ribbentrop s'est aperçu que les Français veulent brouiller les cartes et chercher à oublier ou à faire oublier qu'ils sont un pays vaincu. Ce jeu ne peut leur être permis. » (1).

## Darlan glissa-t-il à des besognes de « trahison » ?

« Passe pour Stresemann. Celui-là finissait. Moi je vous dis qu'il faut couillonner les boches. Comme disait déjà le Maréchal à l'autre guerre : « Courage... on les aura ! » C'est tout mon programme. »

Déclaration de Darlan à L. D. Girard, publiée dans « Montoire... », p. 334.

« Weygand dit... qu'il n'eut jamais dans sa vie l'occasion de rencontrer un être aussi plat, aussi veule, aussi vil. »

Roger Stéphane : *Chaque homme...* p. 98.

DARLAN, comme tous les intrigants, était un homme de police. Son service de renseignements disposait d'un budget énorme, dont devait s'alarmer Brinon, qui en écrira à Gœbbels. Avec ses collègues de la *Kriegsmarine*, l'amiral glissa-t-il du plan de la collaboration politique à celui du renseignement militaire ? Des documents exhumés récemment des archives du grand amiral Raeder laissent à cet égard de fortes présomptions. Un rapport du chef de la flotte allemande informait le Führer que :

« Darlan s'était déclaré disposé à fournir à la marine allemande des informations au sujet des forces navales britanniques, basées sur la connaissance qu'il possédait des méthodes employées par le service de renseignements britanniques. Hitler donna l'ordre de poursuivre et d'approfondir les contacts avec Darlan. »

Quelques semaines plus tard, Darlan rencontrant à Paris l'amiral Otto Schultze qui commandait les forces navales allemandes en France, lui tenait des propos dont l'amiral allemand rendait compte immédiatement à Raeder :

« Après le dîner, nous avons poursuivi la conversation avec ces messieurs. L'amiral Darlan et ses compagnons ont fait preuve d'une franchise qui frisait la camaraderie. J'ai pu me persuader que grâce à des contacts avec l'Amirauté britannique, l'amiral disposait d'un très bon service de renseignements et qu'il était en mesure de fournir à l'Etat-Major de la marine de guerre allemande des informations précieuses sur les mouvements des unités de la marine britannique et sur les intentions de ses chefs. Je ne veux prendre pour exemple que le cas du cuirassé « Bismarck ». Il ne fait pas de doute que l'Amiral Darlan s'est trouvé à cette époque en possession de renseignements qui auraient permis au « Bismarck » d'échapper à la destruction en prenant la route du nord-est. »

Du Moulin, toutefois, s'il redoutait pour Darlan le contact des marins du Reich en raison des indiscretions auxquelles « la camaraderie de la mer » pouvait le conduire, se dit certain que l'amiral n'a livré aucun secret, ni la technique du système *Azdic* de détection sous-marine, ni le moindre prototype d'appareil.

Paul Baudouin affirme au contraire que Hüntziger, le 6 août 1940 :

(1) Archives secrètes de Ciano dans *Une Semaine dans le monde* du 29 mai 1948.

« le mel au courant des bassesses de l'amiral Darlan vis-à-vis des Allemands. Par l'intermédiaire de ses représentants à la commission de Wiesbaden, il a communiqué à la marine allemande certains des renseignements secrets dont il avait eu connaissance depuis le début de la guerre sur la marine anglaise. De plus il fait surveiller les mouvements des navires anglais à Gibraltar et dans la Méditerranée occidentale et il communique chaque fois à l'Amirauté allemande, par Wiesbaden, les renseignements obtenus. » (1)

Abetz écrit de même dans son *Memorandum* que Darlan avait

« soutenu l'effort de guerre allemand par une série de mesures telles que la transmission des signalements de position des convois anglais, la cession d'armes, de vivres et de véhicules autos, transférés de l'Afrique du Nord en Lybie, et l'exécution clandestine du transport de vedettes rapides allemandes par le canal du Rhône vers la Méditerranée

Et l'Ambassadeur du Reich à Paris dit encore :

« Après avoir fait procéder à quelques arrestations, il (Darlan) est complètement sûr de la Marine. Par contre, il est encore obligé de se défier de certains états-majors de l'Armée de Terre et de l'Armée de l'Air. IL SERAIT RECONNAISSANT SI DES SERVICES ALLEMANDS LUI FOURNISSAIENT AUSSI UNE DOCUMENTATION PRÉCISE QUI LUI DONNERAIT DES POINTS DE DÉPART EN VUE DE SON ACTION D'ÉPURATION. »

Quand il aura « trahi » une fois de plus et que, passé du côté américain, l'amiral prétendra se justifier de ses agissements antérieurs sous le prétexte « qu'il n'était pas libre », de Brinon lui fera dans la presse de Paris cette réponse terrible :

« Était-ce sous la crainte de la surveillance que M.François Darlan proposait aux autorités allemandes, qui ne le lui demandaient pas et qu'étonnait son zèle, de mettre à leur disposition ses connaissances techniques, notamment sa pratique du bassin de St Nazaire ?

« Était-ce parce qu'il ne se jugeait point libre qu'il offrait spontanément ses renseignements particuliers sur les mouvements de la flotte anglo-saxonne ?

#### A SAINT-FLORENTIN



— TRÈS HONORÉ, MONSIEUR LE MARÉCHAL...

(1) Neuf mois au gouvernement, p. 281.

« Était-ce parce qu'il redoutait les espions qu'il proposait, pour la marche et la protection des convois de l'Axe à travers la Méditerranée, ses connaissances d'amiral invalide ? » (1)

Fourbe autant que vantard, l'amiral était tout à fait capable des faits reprochés. Ils collent admirablement avec sa nature d'agent double professionnel.

## La France dans la guerre, aux côtés de l'Allemagne

« Traiter avec Darlan, c'est traiter avec les Allemands... »

Message de Churchill à Roosevelt du 13 mai 1941.

Le premier décembre 1941, Pétain rencontre Goering à Saint-Florentin, dans l'Yonne,

Le Maréchal déclara que la France avait eu tort de ne pas faire une paix de collaboration en 1918, mais l'Allemagne risque aujourd'hui la même erreur. S'il y a en haut un vainqueur et en bas un vaincu, il n'y a plus de « collaboration ». Et le Chef de l'État français de lire un mémoire où il relève toutes les promesses allemandes qui n'ont pas été tenues et proteste contre les prélèvements de l'armée allemande qui se montent à un tiers des produits alimentaires : « La disproportion est par trop sensible entre le prélèvement du tiers et le rapport des 500.000 Allemands aux 39.500.000 Français. C'est un quatre-vingtième qui devrait être prélevé au lieu de ce tiers injustifiable ». (2) Goering étrangle de rage et s'écrie : « Mais dites, Monsieur le Maréchal, quels sont maintenant les vainqueurs, vous ou bien nous ? » (3)

L'événement essentiel de ce mois-là était la déclaration de guerre des Etats-Unis au Japon. L'amiral Leahy notifie la nouvelle, le 9 décembre, à Romier, qui, en l'absence de Darlan, détient le portefeuille des Affaires Etrangères. A toutes fins utiles, Du Moulin est invité par le Maréchal à resserrer les contacts avec l'ambassade des Etats-Unis et à s'inquiéter du progrès des armements américains.

D'autre part, Rommel bat en retraite et arrivera bientôt aux frontières de la Tunisie. Ordre est signifié à l'Amiral de ne lui faire aucune livraison de vivres et d'essence.

L'entrée en guerre des Etats-Unis et la retraite de Rommel expliquent le message du 1<sup>er</sup> janvier dans lequel Pétain parle de « son exil partiel et de sa demi-liberté ». Averti, l'Amiral donne l'ordre d'effacer sur la cire les expressions litigieuses. Le commandant Duvivier, chargé de la Radio, objecte l'impossibilité technique. Darlan hurle : « Je m'en fous. Je ne veux pas d'emmerdements. Faites ce que je vous dis ! » (4).

En fin de compte le discours est diffusé dans son texte intégral et le 27 janvier, à Paris, Fernand de Brinon parle avec amertume des « traverses de la collaboration ».

C'est dans ce climat que se placerait une promesse de participer à la guerre aux côtés de l'Allemagne, formulée à Vichy à la date du 11 janvier 1942. Cette thèse, qui a été soutenue par l'accusation au procès Benoist-Méchin, s'appuie sur un rapport d'Abetz à Ribbentrop, découvert dans les papiers de l'ancien ambassadeur (5).

(1) Cité dans tous les journaux de Paris au mois de décembre 1942.

(2) (3) *Memorandum d'Abetz*, pp. 122-124. D'après de Brinon, Goering invita Pétain à déjeuner et le caviar fut servi « à profusion » (*Europe-Amérique*, 9 décembre 1948).

(4) *Le Temps des Illusions*, page 408.

(5) Dans un rapport du 8 août 1941, Abetz indiquait que le Ministre de la Guerre Huntziger, le Ministre de l'Air Bergeret et le Ministre des Colonies Platon « ont déclaré la semaine passée au cours d'un Conseil des Ministres, selon une information donnée par le secrétaire d'État Benoist-Méchin que, dans le cas d'une attaque anglaise ou américaine contre les possessions françaises en Afrique, ILS FERAIENT IMMÉDIATEMENT APPEL à l'assistance allemande. » (*Memorandum d'Abetz*, p. 115).

## AU BOUT DU QUAI



GOERING A SON BATON DE MARÉCHAL,  
PÉTAIN SE CONTENTE D'UNE CANNE

Ce rapport est censé rendre compte de conversations tenues à Paris les 9 et 12 janvier 1942, entre le représentant du Reich et Benoist-Méchin :

« Sans mentionner la possibilité d'une paix préliminaire, ni les allègements prévus par le Führer pour le cas de l'entrée en guerre de la France, j'ai demandé à Benoist si le gouvernement français serait prêt à déclarer la guerre à l'Angleterre et aux Etats-Unis dans le cas où des conditions techniques permettant à la France de mener une guerre victorieuse contre les puissances anglo-saxonnes seraient établies. La France obligerait de ce fait un statut satisfaisant, compte tenu de sa défaite et il lui serait accordé au moment de la conclusion définitive du traité de paix un règlement en rapport avec les efforts qu'elle aura déployés. »

Abetz donnait ensuite le compte rendu, d'après Benoist-Méchin, d'une délibération ministérielle tenue au sujet de cette proposition en comité ultra-secret à Vichy, par quelques-uns seulement des ministres :

« Le 11 janvier avait eu lieu une délibération des ministres Darlan, Moysset, Romier, Bouthillier, Pucheu et Benoist avec le Maréchal Pétain. Cette délibération qui avait revêtu un caractère solennel, aboutit à l'unanimité dans la décision de déclarer la guerre à l'Angleterre et aux Etats-Unis, après clarification des questions préliminaires que j'avais mentionnées à Benoist, et de mener cette guerre aux côtés de l'Allemagne sans réserve, jusqu'à la victoire. »

Le Maréchal, l'Amiral ainsi que les ministres considèrent cette décision de principe comme une conséquence logique de la politique de collaboration souhaitée par eux et offerte à Monloire par le gouvernement du Reich.

Le Maréchal Pétain ajouta que la décision prise par le gouvernement français de soutenir le corps expéditionnaire d'Afrique contenait déjà la décision de l'entrée en guerre contre les puissances anglo-saxonnes.

Une telle politique de collaboration (coopération) militaire avait déjà été engagée en fait lorsque le Maréchal avait signé la convention d'armistice en juin 1940. Toutefois, ajouta le Maréchal, il importait que la déclaration de guerre eût lieu sous une forme susceptible d'entraîner l'opinion publique.

Darlan déclare qu'il était résolument partisan d'une telle politique pour entener une fois pour toutes à l'Angleterre la possibilité de continuer à semer la discorde entre les puissances européennes. De plus, en sa qualité de chef de la marine française, il avait à régler un compte personnel avec les Anglais.

Les personnes qui prirent part à cette délibération s'engagèrent mutuellement à garder le secret le plus absolu. Le Maréchal autorisa Benoist-Méchin à me mettre au courant du résultat. »

On possède sur cette affaire deux lettres de Benoist-Méchin. Dans la première, adressée à Darlan, le secrétaire d'Etat aux relations franco-allemandes s'exprime ainsi :

« Je lui signalai (à Abetz) que je croyais de mon devoir de lui répéter qu'en aucun cas, la France ne se laisserait entraîner dans des opérations susceptibles d'exiger de sa part une mobilisation totale ou partielle. M. Abetz nous répondit textuellement : « Rassurez-vous, cette éventualité est exclue dans l'esprit même du Chancelier. »

Mais dans une seconde lettre adressée à Abetz, on lit :

« Vous m'avez demandé si la France était disposée à s'associer à l'Allemagne jusqu'au terme du conflit, étant entendu que les quatre questions seront résolues (modification profonde du statut franco-allemand actuel, accord préliminaire sur le traité de paix, étude approfondie des moyens militaires et économiques dont la France aurait besoin pour faire face avec succès à ses nouvelles obligations, mode de présentation le plus favorable à l'opinion française)... Je vous ai apporté la réponse du gouvernement : oui. »

Si Pétain interrogé à l'île d'Yeu a contesté qu'un tel débat ait eu lieu, Abetz questionné sur ses propres rapports lors du procès Benoist-Méchin en a maintenu tous les termes :

« Je reconnais leur authenticité, ce sont bien là mes rapports, ces documents ne contiennent que la vérité : je n'allais évidemment pas dire des inexactitudes à mon gouvernement. » Puis il ajoute aussitôt : « Mais, comme le dit Pascal, la vérité a deux côtés. »

« ... Les Français avaient beau jeu de dire : « Si vous acceptez nos conditions, alors nous déclarerons la guerre à l'Angleterre et aux U. S. A., mais commençons d'abord par libérer les prisonniers de guerre, nous assurer la pleine possession de la Tunisie, de l'Alsace-Lorraine, etc... En fait, ils savaient que ces conditions étaient impossibles à réaliser ; c'était un appât que le gouvernement de Vichy nous tendait pour arriver à des concessions. » (1)

Benoist-Méchin, dans sa défense, ne s'est pas élevé contre l'esprit de ses lettres à Darlan et à Abetz. Ces deux textes ne sont d'ailleurs pas contradictoires, car Benoist-Méchin ne parle pas de guerre à déclarer, mais — avec une parfaite imprécision diplomatique — d'une « association à l'Allemagne jusqu'au terme du conflit. »

Soucieux de se faire valoir, Abetz aurait-il exagéré les assurances de Benoist-Méchin ? Le passage de sa déposition sur la « vérité qui a deux côtés » inclinerait à le croire.

Benoist-Méchin, à son procès, a nié avec force :

« Y a-t-il eu une proposition de guerre de la part du gouvernement français ? Non. Y a-t-il eu une intention de guerre ? Non. La question nous fut-elle posée par l'Allemagne ? Non. Y a-t-il eu des textes échangés ? Non. Y a-t-il eu une conversation à ce sujet ? Non. Y a-t-il eu des conversations d'états-majors à Vichy ? Non. Y a-t-il eu un Conseil des Ministres le 11 janvier 1942 ? Non. »

« Quand on pose la question au Maréchal et à toutes les personnes qui se trouvaient à Vichy, ils répondent : non. Quand on pose la question

(1) Le Monde du 27 mai 1947 (2) du 6 juin 1947.



DARLAN QUAND IL JOUAIT  
LA DERNIÈRE CARTE  
DU DOUBLE JEU AVEC  
LE GÉNÉRAL JUIN

au général Juin, il dit : « c'est impossible. Quand on me la pose à moi : je dis non. » (1).

Benoist-Méchin parle toutefois de « longues conférences » relativement au projet et sans doute y eut-il en 1942 d'équivoques marchandages sur le principe de l'association proposée :

« Si nous répondons oui, nous ne nous engageons en rien puisque l'association est subordonnée à une négociation préalable, disaient en substance Pétain et Darlan. Mais si nous disons non, nous risquons un coup de force sur Bizerte, objet des convoitises allemandes. » (1)

## Juin et Goering

« Je me suis senti bien plus pres d'un Bassompierre auquel on ne pouvait reprocher aucun crime, mais uniquement ses fidélités, que de tel général français qui dut se parjurer plusieurs fois pour avoir enfin un commandement du bon côté. » (2)

R. P. Bruckberger : « Nous n'irons plus au bois » p. 88.

Les pourparlers de janvier 42 doivent être reliés à l'entrevue qu'eut le général Juin, envoyé par Vichy à Berlin, avec Goering.

C'est la situation très critique de Rommel qui motiva la rencontre. Le Reichsmarschall, qui avait déjà soulevé la question auprès de Pétain au début de décembre, voulait être fixé sur l'attitude française au cas où l'« Afrika-Korps » serait rejeté en Tunisie. Il appartenait au général Juin, successeur de Weygand en Afrique du Nord, de préciser ce que l'O. K. W. pouvait attendre du gouvernement de Vichy dans cette éventualité.

Si l'on en croit L. D. Girard « le général Juin qui savait pouvoir compter sur son chef (Darlan) FEIGNIT d'accepter le risque de co-belligérance de ses soldats d'Afrique aux côtés de l'Axé. Ce jeu laissait à l'amiral Darlan le loisir de s'assurer le concours de l'amiral Leahy. Ce dernier comprit aussitôt la nécessité de faire à l'Allemagne et à l'Italie des concessions de surface et d'inviter les Anglais à ne pas pousser leur avance au delà de Benghazi ».

Cette explication a posteriori paraît obscure, spécieuse et, jusqu'à plus ample informé, gratuite.

Dans une lettre à Goebbels, de Brinon soulignera plus tard avec amertume le manque de psychologie dans cette affaire de Benoist-Méchin qui était le protecteur de Juin et l'avait chapeonné à Berlin :

« Seul, M. Benoist-Méchin pouvait compter alors comme un partisan du rapprochement avec l'Allemagne. Pour ma part, du moins, je crois qu'il travaillait dans ce sens avec franchise. Mais M. Benoist-Méchin était un isolé au sein de ce cabinet et presque un prisonnier. S'il parlait parfaitement l'allemand, il manquait par contre de psychologie et d'expérience politique. C'est lui, qui proposa après un voyage

en Allemagne de libérer le général Giraud et de le nommer commandant-en-chef des troupes françaises en Afrique. Cette mesure apparut aujourd'hui comme une monstruosité. C'est lui qui nomma à ce poste le général Juin après n'avoir pas pu obtenir la libération du général Giraud. Vous n'êtes pas sans savoir que ce général a été l'un des premiers à passer à la dissidence en novembre 1942. »

Après son retour à Paris, le général Juin adressa à l'amiral Darlan sur ses conversations avec le chef de la Luftwaffe, un rapport que *France-Dimanche*, du 15 juin 1947 a publié partiellement. Empruntons à cette publication ce « condensé » :

« Juin souligne alors la nécessité morale de ne pas abandonner la Tunisie du Sud « laquelle procurerait aux Anglais de redoutables bases aériennes offensives pour l'attaque de l'Italie du Sud. »

Goering, qui a suivi tout l'exposé avec intérêt, s'arrêta au seul problème de la défense du Sud-Tunisien. Au cas où le corps de Rommel serait obligé de se replier en Tunisie, Goering « ne saurait admettre que ce corps ne fût pas autorisé à poursuivre la lutte à nos côtés. »

Il discute ensuite des voies possibles de ravitaillement et le général Juin suggère « qu'il y a d'abord lieu de créer un climat nécessaire pour que les troupes françaises qui n'étaient pas sans souffrir des conditions imposées par l'état d'armistice, se fassent à l'idée de combattre côte à côte avec les Allemands et à fortiori avec les Italiens. »

L'entretien terminé, Goering invita le gouvernement français à répondre d'une façon claire aux deux questions suivantes :

1°) Accord sur le ravitaillement camouflé par la voie de Bizerte.

2°) Accord sur le principe du combat côte à côte en cas de reflux de l'armée Rommel dans le Sud-Tunisien.

Le gouvernement de Vichy aurait donné son acceptation aux demandes de Goering sous les réserves suivantes :

a) La liberté entière au point de vue militaire et aérienne en Afrique et en Méditerranée occidentale ;

b) Libération des cadres indispensables à l'encadrement des troupes indigènes ;

c) Remilitarisation du Sud-Tunisien ;

d) Fournitures, au fur et à mesure des besoins, par l'Allemagne des carburants et lubrifiants ;

e) Protection par la Luftwaffe dans la partie orientale de la Méditerranée occidentale des navires de transport.

Le général Juin allègue aujourd'hui que sa bonne foi avait été surprise et que furieux de la conclusion que le gouvernement de Vichy entendait donner à sa mission, il avait sur-le-champ adressé à Alger « une instruction personnelle et secrète » aux généraux Noguès, Koeltz et Barré, qui commandaient au Maroc, en Algérie et en Tunisie, leur prescrivant de s'opposer à l'entrée des troupes de Rommel en Afrique du Nord française. Le général Juin ajoute que l'amiral Darlan, informé de son initiative, lui dépêcha un émissaire pour lui enjoindre « d'incliner le brâlot. »

Si le Général Juin joua le double jeu, il faut reconnaître qu'il est un comédien de premier ordre. Abetz dit à de nombreuses reprises son entière confiance en sa loyauté : Il écrit que l'armée coloniale :



GOEBBELS

« pour fanatique qu'il fut, était lucide... » (Mc LACHLAN)

(1) Le Monde du 6 juin 1947.

(2) Nous avouons ignorer si le moine-guerrier, qui tenta d'obtenir la grâce de Bassompierre, engagé à la L. V. F. et qui fut fusillé, fait allusion à Juin, à Giraud, à De Lattre ou à tel autre général en renom...

« peut être considérée comme sûre depuis que le Général Juin en a pris le commandement et qu'elle a été renforcée par les contingents très anglophobes de la campagne de Syrie... Il est certain que l'armée coloniale française se battra avec grande bravoure si les Anglais et les Américains la provoquent à la lutte. Il faut y ajouter que le besoin de se faire valoir et la gloire française sont très développés, précisément chez les militaires des colonies et qu'ils applaudiraient fortement si la France pouvait rétablir l'honneur de ses armes après la défaite de 1940. JE SUIS CONVINCU QU'EN ALLIANCE AVEC JUIN, ROMMEL CHASSERAIT LES ANGLAIS DE LA LYBIE ET LES REFOULERAIT JUSQU'AU DELA DU CANAL DE SUEZ. »

Mais un mois plus tard les inquiétudes de Goering étaient dissipées ; l'amiral Cunningham avait desserré sa pression sur le détroit de Sicile et Rommel, qui avait reçu des renforts, passait à la contre-offensive...

Le 30 janvier 1942, Goebbels inscrivait dans son *Journal* :

« ... Rommel se réempare de Benghazi et y trouve un butin de guerre inimaginable. C'est là une nouvelle sensationnelle dont nous saurons extrêmement bien tirer parti en cette période de stagnation. Le Führer est enchanté... il nomme Rommel colonel-général. » (1)

Le *Journal* du Ministre de la Propagande du Troisième Reich est un précieux fil conducteur pour suivre l'évolution du sentiment allemand à l'égard de la France. Le même mois analysant la politique pratiquée par Vichy, Goebbels écrit que Pétain :

« ... est le véritable instigateur de la politique d'attente. Vichy ne désire certes pas une victoire bolchevique, mais il ne veut pas non plus un triomphe allemand complet. Il verrait d'un bon œil que l'Allemagne et l'Union soviétique s'usassent mutuellement et saignassent afin de pouvoir ainsi retrouver, dans une certaine mesure, une position de grande puissance. Les Français vont cruellement se mordre les doigts d'avoir adopté cette attitude et quand la guerre sera finie, ils devront payer pour avoir attendu d'une manière qui dépasse toute mesure. »

Le 6 mars il note au contraire :

« Si nous leur offrons une paix acceptable actuellement, les Français de Vichy seraient, le cas échéant, disposés non seulement à renoncer à leur neutralité, mais encore à prendre une part active aux hostilités. Toutefois, le Führer n'en veut rien savoir et a raison, car la

situation n'est pas telle que nous ayons absolument besoin de l'aide militaire française qui ne pourrait d'ailleurs qu'être modeste. Il est avant tout nécessaire que la guerre contre la France conduite à une décision historique. Car aussi longtemps que la France aura un souffle de vie, elle restera au fond notre adversaire. En conséquence nous devons une fois pour toutes éliminer la puissance politique et militaire de la France du futur échiquier des forces européennes. »

Même après que le bombardement des usines Renault à Billancourt, qui fit de nombreuses victimes, a paru susciter en France une vague d'anglophobie, Goebbels refuse de se leurrer ; il déclare même comprendre le comportement de Pétain, qui, dans sa larmoyante déclaration, ne s'est pas prononcé résolument contre Londres :

« Certes, il élève quelques vigoureuses protestations contre le crime anglais, mais il ne faut pas leur attribuer une portée politique. D'autre part, les gens de Vichy veulent à inhumain le plus vite possible les victimes du bombardement anglais. Dans les divers cimetières, les enterrements ont lieu à l'aube déjà. »

Le 4 avril 1942, il se félicite de la politique de temporisation du Führer à l'égard de la France :

« Il ne faut pas fonder de trop grandes espérances sur l'évolution française. Je considère le peuple français comme malade et pourri. On ne peut pas attendre de lui un trop grand apport à la reconstruction de l'Europe... Cela montre que la politique du Führer à l'endroit de la France a été la bonne. Il faut tendre un piège aux Français. Dès qu'on les flatte, ils tombent dans les mailles du filet. Plus on les laisse dans l'expectative, plus on les amène à composition... »

A Paris, l'Ambassade se plaignait d'un manque de clarté dans la politique à l'égard de la France sur laquelle les chefs nazis n'étaient pas d'accord : « Il faudrait conclure la paix ou faire la guerre, concluait Goebbels. Le perpétuel mouvement de pendule entre la raideur et la volonté de réconciliation est désastreux. » (1)

(1) Toutes les citations du *Journal* de Goebbels sont tirées de la *Tribune de Genève*, mars-avril 1948.

## LES RAPPORTS ITALO-ALLEMANDS

Gagner du temps est un grand art quand on n'est pas prêt.

Chateaubriand.



LE MARÉCHAL  
GRAZIANI

Depuis longtemps, on a pris l'habitude en Italie d'amplifier les choses, confiait au comte Ciano le petit roi numismate et perpétuellement enrhumé, et d'appeler une chaise un palais. Mais cela n'empêche pas qu'une chaise reste une chaise. C'est ainsi que nos divisions, dépourvues d'hommes et de matériel, n'ont de divisions que le nom. » (1).

En mai 1941, Victor-Emmanuel visite l'Albanie et assiste au Palais-Royal de Tirana à un grand dîner officiel au cours duquel huit briquets, une boîte en argent et

soixante couverts disparaissent : « Pour la société de Tirana, ce début n'est pas mal », note ironiquement Ciano. Peu après, Ribbentrop vient à Rome et déclare que « si

Staline n'est pas prudent la Russie serait liquidée en trois mois » - « C'est un tel imbécile s'écrie von Bismarck, qu'il constitue une véritable merveille de la nature ! » Goering l'appelle le « premier perroquet d'Allemagne. »

L'ambassadeur d'Italie à Berlin, Alfieri, « aimable imbécile », a trouvé une formule heureuse : « La guerre est gagnée. Il faut seulement trouver le moment d'y mettre fin. »

Entre le Führer et le Duce, les rapports s'aggravent parce que Hitler manque de déférence à l'égard de son aîné. Ne lui fixe-t-il pas des rendez-vous par téléphone ! — « J'en ai assez d'être appelé par un coup de sonnette ! hurle le matamore minimisé. Ce sont les domestiques qu'on appelle ainsi ! »

Benito se rend toutefois le 2 juin 1941, au Brenner à la convocation de son compère et rapporte de l'entretien l'impression que Hitler accepterait volontiers une paix de compromis : « Ils sont saturés de victoires, ce qu'ils veulent à présent c'est LA VICTOIRE, celle qui procure la paix. » Le Chef de l'O. K. W. ne l'a pas ébloui : « Keitel, dit-il, est un homme qui se sent heureux d'être Keitel. » Les Allemands lui apparaissent balourds et perfides : « Ce sont des canailles de mauvaise foi. »

La campagne d'Abyssinie se termine de façon piteuse et Mussolini ne décolère pas contre ses soldats : « A Gimma

(1) Toutes les citations de ce chapitre sont tirées du *Journal politique* du comte Ciano, tome II.

## RIBBENTROP ET CIANO



LES DEUX MOUSQUETAIRES DE L'ORDRE NOUVEAU

de gros contingents se sont rendus, « comme toujours », généraux en tête ; à Debra-Tabor une garnison de 4.000 hommes a mis bas les armes après n'avoir eu, en huit semaines, que deux tués et quatre blessés ; à Gondar il y aura 67 tués contre 10.000 prisonniers (1). Et le dictateur de tempêter contre la feuille du Vatican « l'Osservatore romano » qui publie des photographies de prisonniers italiens menant la bonne vie en Egypte :

« Nos soldats ont déjà trop tendance à se faire faire prisonniers. S'ils voient comme on est bien chez les autres, que pourrions nous faire pour les retenir ? »

Le 15 juin, Ciano et Ribbentrop se rencontrent à Venise pour la cérémonie d'adhésion de la Croatie au pacte tripartite. Ribbentrop est serein et détendu : l'accueil de Venise « qui avait été bien organisé et très chaleureux, y a certainement contribué. » (2).

Le 22 juin, Hitler réveille Mussolini à trois heures du matin pour lui apprendre qu'il vient d'envahir la Russie

« Je ne souhaite qu'une chose, dit Mussolini, c'est que les Allemands laissent beaucoup de plumes dans cette campagne d'Orient. C'est une erreur de parler de lutte antibolchevique. Hitler sait que le bolchevisme n'existe plus depuis longtemps. Aucun code ne protège la propriété privée autant que le code civil russe. Il ferait mieux de dire qu'il veut abattre une grande puissance continentale qui, armée de chars de 52 tonnes, s'apprêtait à lui régler son compte. » Et le Duce de se demander (le 6 juillet) « s'il ne vaudrait pas mieux souhaiter la victoire de l'Angleterre plutôt que celle de l'Allemagne. En attendant les Anglais bombardent l'Allemagne même de jour. — c'est Bruno qui me l'a dit — et cela m'a fait un très grand plaisir. »

(1) Le négus rentra à Addis-Abeba le 5 mai ; la campagne se termina le 27 septembre par la fin de l'empire italien d'Ethiopie.

(2) L'essentiel des conversations entre les deux ministres, retrouvé dans les archives secrètes de Ciano, a été publié dans *Une semaine dans le Monde*, (N° du 22 mai 1948 et suivants) d'où sont extraites les citations.

Hitler a fait un calcul faux en pensant que son attaque contre le bolchevisme amènerait les Anglais à se retirer de la lutte. Churchill, au contraire, s'est sur-le champ allié aux soviétiques, déclarant officiellement dès le 23 juin : « *Quiconque combat contre le national-socialisme aura notre aide ; quiconque marche avec le national-socialisme est notre adversaire.* » Quant aux Américains, ils rappellent leurs consuls de tous les territoires contrôlés par l'Axe.

Mussolini apprenant que des ouvriers italiens en Allemagne sont maltraités et qu'à la moindre infraction, on lâche sur eux de grands chiens, éclate : — « *Je n'admets pas que les rejelons d'une race qui a donné César, Dante, Michel-Ange à l'humanité, soient dévorés par les dogues des Huns !* »

Cette apostrophe n'empêche pas le Duce de rencontrer le 25 août à son quartier général le Führer qui lui expose la situation générale. Tout compte fait, il est excellent que la Yougoslavie et la Grèce aient été mises à la raison.

Hitler reconnaît d'autre part que le service allemand des renseignements a mal fonctionné en U. R. S. S. et a sous-estimé la puissance de l'armée russe :

« *Dans son ensemble l'armée bolchevique peut être considérée comme formée de deux grandes masses : l'une permanente, constituée par des paysans qui combattent avec une inconscience léthé, l'autre en majorité par des ouvriers qui croient dans le verbe marxiste et luttent fanatiquement. Pour des raisons opposées, tous se ballent jusqu'au dernier homme, les premiers par ignorance barbare, les seconds entraînés par la mystique communiste.* »

Hitler n'émet néanmoins aucun doute sur le prochain anéantissement de l'armée rouge. Et sitôt l'U. R. S. S. à genoux — en octobre au plus tard — il règlera son compte à l'Angleterre. Le Führer s'exprime en termes amers vis-à-vis de l'Espagne : il ne pardonne pas à Franco de ne pas avoir pris de décision au sujet de Gibraltar.

Pendant son voyage sur le front de l'Est, un allemand a désigné le Duce en disant : « *Voilà notre Gauleiter pour l'Italie !* » Et Mussolini d'écumer !

## LES DEUX COMPLICES VONT...



... D'ÉTONNEMENT EN ÉTONNEMENT

(Document allemand).

A Rome, à part quelques fascistes germanophiles, tel Farinacci, tout le monde est anti-nazi, la Cour et la haute société donnant l'exemple. Le petit roi aux colères « rattachées » (1) ne parle que des « vilains Allemands » qu'il estime capables de toutes les fourberies ; le duc d'Aoste déteste les « boches » ; la princesse de Piémont les traite de cochons. Du côté des généraux, Gambara déclare : « J'espère vivre assez longtemps pour marcher sur Berlin à la tête d'une armée italienne » et Messe dit « que le seul moyen de traiter avec eux (les Allemands) est le coup direct à l'estomac. » Von Plessler demandant à une dame dans un salon : « Quand la révolution va-t-elle éclater en Italie ? » s'entend répliquer du tac au tac : « Comme vous le savez, nous vous imitons en tout. Elle se produira donc après qu'elle aura éclaté chez vous. »

La plupart des Allemands de Rome déteste les chefs nazis : Otto von Bismarck, conseiller d'ambassade, confie à Ciano :

« Madame Gæbbels est la femme typique d'un chef nazi. Mariée en premières nocces à un aigrefin, elle faisait la grue ; puis elle devint la maîtresse de Gæbbels, ce qui ne l'a pas empêché de coucher avec de nombreux habitués des réunions du Parti au « Sport-Palast ». Gæbbels l'a épousée un jour parce qu'il était ivre. Ils ont eu plusieurs enfants ensemble, mais il se peut aussi que ce ne soit pas ensemble, car Madame Gæbbels a gardé ses habitudes. Maintenant elle continue de courir avec les hommes ; dans cette activité elle est secondée par sa belle-sœur qui est aussi une putain. J'ai honte de penser que mon épouse est obligée d'avoir des relations avec des femmes pareilles. »

Le 5 octobre, Léonardo Simoni, conseiller d'ambassade à Berlin, prévient Alfieri que, d'après les renseignements de ses agents secrets, le gouvernement allemand, se méfiant du Roi d'Italie, met au point un plan « Walkyrie » dont l'application est prévue dans un avenir assez proche ; Hitler estime :

« ...qu'il est nécessaire de nous assaillir à la première occasion au besoin après avoir suscité des incidents à l'intérieur du pays. Trois divisions devraient se tenir à Innsbruck (l'une d'elles serait, semble-t-il, la « Grossdeutschland ») prêtes à franchir le Brenner au premier signal, en prétendant, si c'était nécessaire, qu'il s'agit de « secours » destinés à renforcer notre défense côtière. A Rome, le souverain et le prince de Piémont seraient arrêtés et supprimés (mission dont serait chargé le colonel des S. S. Dollmann, représentant de Himmler en Italie). Mussolini serait contraint d'assumer une fonction purement nominale et tous les pouvoirs passeraient à Farinacci, devenu une espèce de Quisling entre les mains, bien entendu, de la Gestapo. » (2).

Le 25 octobre, Hitler, à son Q. G., explique à Ciano que la Russie ayant perdu dix millions de soldats, — morts, blessés ou prisonniers — peut être désormais considérée comme hors de combat. Il prévoit l'investissement de Moscou, la chute de Stalingrad et la conquête du Caucase qui permettra de prendre à revers les Anglais en Moyen-Orient et peut-être en Egypte. Hitler sait que Staline transporte des masses énormes d'ouvriers d'usines vers les monts Oural et la Sibérie, mais nie la possibilité :

« pour un Etat où tout est centralisé à l'extrême, où même la distribution des brosses à dents, en admettant que les Russes se lavent les dents, était réglée par le gouvernement, il nie qu'un Etat de ce genre puisse se créer un nouveau centre de commandement à ces centaines de kilomètres de distance et après avoir subi le plus grand désastre militaire dont l'histoire se souvienne. »

Pour remplacer les pertes subies par l'U. R. S. S. en matériel, Hitler estime que cinq ans de travail de l'industrie anglo-américaine seraient à peine suffisants :

« Imaginer que la Russie d'aujourd'hui PUISSE CONTINUER LA GUERRE revient à imaginer que l'Allemagne pourrait le faire après avoir perdu la Ruhr, la Silésie, 95 % de ses fabriques d'armes, 60 % de ses moyens de communication »

Quant aux Etats-Unis, Hitler ne dissimule pas l'ampleur de leur production de guerre, mais il estime :

(1) François Le Grix : *Ecrits de Paris*, avril 1948.

(2) Léonardo Simoni : *Berlin, ambassade d'Italie*, p. 299.

« qu'ils ont principalement pour but de s'assurer une large participation à la succession de l'Empire britannique après que l'écroulement aura eu lieu, plutôt que d'éviter l'écroulement lui-même. »



BADOGLIO

Après avoir écouté discourir le Führer, Ciano, « le jouisseur lucide » (1), converse avec les grands chefs allemands et il note qu'à leur avis unanime, la campagne de Russie soumet l'armée du Reich à une usure qui amènera une catastrophe. Mais nul n'ose le dire en face au Führer.

En janvier 1942, Ciano rend visite à l'amiral Horthy, régent de Hongrie, qui lui dit : « Les Allemands sont un peuple courageux que j'admire, mais l'Allemand est toujours insupportable, dépourvu de tact, grossier. »

Vendant la peau de l'ours avant de l'avoir tué, Mussolini, dès la prise de Tobrouck, donne des instructions à son genre pour organiser avec les Allemands le statut futur de l'Egypte et proposer que Rommel, commandant militaire, soit flanqué d'un Italien comme administrateur civil. Mais l'offensive Rommel est stoppée à El-Alamein...

Ciano ne s'étonne guère du renvoi de Suñer au début de septembre 1942 et de la crise gouvernementale espagnole : « Elle était devenue inévitable. Je m'en étais convaincu à Livourne en entendant Serrano parler de Franco. ON PARLERAIT AINSI D'UN DOMESTIQUE CRÉTIN. Et il le faisait sans la moindre prudence. » (2).

Le 8 octobre 1942, Mussolini ne conserve qu'un optimisme mitigé :

« Je suis tranquille en ce qui concerne l'évolution de la guerre sur le plan militaire. Il n'y aura ni surprise, ni second front. Mais si nous perdons tout de même la guerre, ce sera à cause de l'IMBÉCILLITÉ POLITIQUE des Allemands qui n'ont pas voulu agir avec bon sens et mesure et qui ont transformé l'Europe entière EN UN VOLCAN EN INCANDESCENCE. »

Et il conclut le 17 du même mois :

« On ne peut s'expliquer l'attitude à la fois brutale et stupide des Allemands qu'en admettant qu'ils sont arrivés à la conviction que désormais, tout est perdu. Sachant qu'ils doivent mourir ils veulent auparavant créer la confusion générale. »

Le 18 décembre 1942, Ciano est convoqué au Quartier Général de Hitler dans la forêt de Görnitz, après l'effondrement du front allemand de l'Est. Il transcrit cette petite conversation entre un diplomate de sa suite, Pansa, et un attaché hitlérien qui donne le ton des relations germano-italiennes :

« PANSÀ : Notre corps expéditionnaire a-t-il subi de lourdes pertes ?

HERVEL : Pas de pertes du tout, ils ont pris la fuite.

PANSÀ : Comme vous devant Moscou, l'année dernière.

HERVEL : Précisément. » (3)

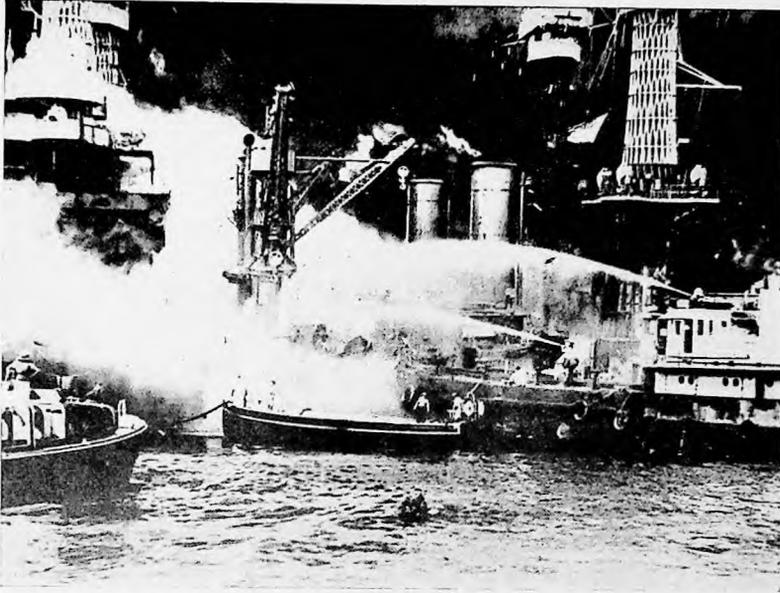
Le lendemain, Ciano voit arriver Laval, mais, note-t-il,

« dès qu'il essayait d'entamer une discussion, le Führer l'interrompait et faisait une conférence. Au fond je crois que HITLER EST CONTENT D'ÊTRE HITLER PARCE QUE CELA LUI PERMET DE PARLER TOUT LE TEMPS. En somme Laval est un Français dégoûtant, le plus dégoûtant des Français. Pour se mettre dans les bonnes grâces des patrons allemands, il n'hésite pas à trahir ses compatriotes et à dénigrer son malheureux pays. Il a dit, toutefois, une chose spirituelle, c'est qu'il lui était difficile de gouverner la France, parce que où qu'il se trouvait, il n'entendait dire que : « LAVAL AU POTEAU ! » (4).

(1) Gafenco dit.

(2) « Entre lui, Ribbentrop et Ciano, écrit Samuel Hoare, il y avait beaucoup de traits communs. La vanité et la perfidie, l'ostentation et la jalousie, le cynisme et le snobisme, faisaient d'eux les trois mousquetaires des intrigues de l'ordre nouveau. »

(3) (4) Ciano : *Journal*, II, page 225.



LA FLOTTE AMÉRICAINE EN FLAMMES A PEARL HARBOUR

## LE JEU AMÉRICAIN

JUSQU'À PEARL HARBOUR

« L'Amérique, aujourd'hui, souhaite de toutes ses forces un Munich sur une grande échelle »

Roussy de Sales : *L'Amérique entre en guerre...* p. 35.

### L'isolationnisme aux U.S.A.

**A** la mi-septembre 1939, le républicain Johnson fonde, avec vingt-quatre sénateurs, un « Comité National contre l'intervention », qui compte des personnalités de premier plan : Ford, l'ex-président Hoover, le gouverneur La Folette, et le célèbre aviateur Lindbergh.

Impressionné, Roosevelt, dans un discours du 25 octobre 1939, proclame que « les Etats-Unis restent neutres et n'ont aucune intention de se laisser entraîner dans la guerre. »

Le 1<sup>er</sup> novembre 1939, le « Herald Tribune » demande ironiquement :

« pourquoi Duff Cooper qui compte parmi les bellicistes les plus enflammés ne se bat point dans les tranchées, au lieu de faire un voyage aux Etats-Unis avec l'intention de les lancer dans la guerre ? »

En mai 1940, Morgenthau, pensant aux dix milliards de dollars de dettes restés impayés après la guerre de 14-18, s'écrie : « Je doute fort que les Américains aient envie de renouveler cette expérience. » Le même mois, Roosevelt déclare :

« Les Etats-Unis se tiennent chaque jour de plus en plus éloignés de la guerre européenne, et nos concitoyens peuvent être assurés que notre pays et que les vingt-et-une républiques américaines sont et demeureront pacifistes. »

Le 18 juillet 1940, la Convention démocratique, réunie à Chicago, adopte un programme électoral où il est dit que :

« Les Etats-Unis n'interviendront dans aucun conflit étranger et n'envoieront de forces armées pour lutter dans d'autres pays qu'à l'exception condition d'avoir été eux-mêmes l'objet d'une agression pré-

table. » Roosevelt accepte ce programme et proclame : « Je hais la guerre plus que quiconque. Je suis décidé à faire tout mon possible pour en préserver les Etats-Unis. »

Clyton Morrison, directeur de la « Christian Censury », voit néanmoins dans la réélection de Roosevelt une menace de guerre et écrit :

« Ce ne sera pas la guerre de la patrie, mais la guerre du Président. L'Histoire jugera avec sévérité l'attitude de M. Roosevelt dans cette période critique que traverse le monde. »

Les adversaires du Président le traitent de « truqueur », lui rappellent le testament de Washington, qui recommandait d'éviter toute guerre en Europe, soulignent que les fournitures de guerre ne sont livrées qu'aux seules nations qui possèdent la liberté des mers, dénoncent l'engrenage fatal, qui, comme en 1917, pour courir après les factures, ne peut qu'aboutir à un nouveau conflit, déplorent enfin l'accentuation par la presse et la radio dirigées du nationalisme anti-japonais, à seule fin de favoriser les vues expansionnistes de la grande industrie et des banques américaines sur le monde, en profitant de la décadence progressive de la Grande-Bretagne.

En juin 1941, après l'invasion de la Russie par le Reich et l'alliance sans conditions accordée par Churchill à Staline, le « New-York Daily Mirror » écrit encore :

« On s'expliquerait moins que jamais la participation des Etats-Unis à un conflit, sous le prétexte de défendre la démocratie, du moment que le nouvel allié de l'Angleterre est un Etat gouverné despotiquement. La victoire de Staline impliquerait la bolchévisation de l'Europe. L'Amérique du Nord n'a donc plus aucune raison de se mêler de cette guerre. » « Les mêmes idéalistes, renchérit Lindbergh, dans un meeting

monstre le 2 juillet 1941 à San Francisco, qui attaquent l'Allemagne nationale-socialiste, se montrent disposés à saluer les Soviets comme leurs alliés. Plus la guerre se prolonge et plus les causes qui la provoquent apparaissent comme confuses. »

Le 18 août 1941, le sénateur démocrate Reynolds, président de la Commission des Affaires militaires au Sénat, s'écrie :

« Je ne volerai pas un cent pour venir en aide à Staline, qui a brûlé les églises, proscrit la religion et assassiné des chrétiens ». (1)

Beaucoup d'Américains, remarque Jan Ciéchanowski, ambassadeur de Pologne à Washington, pensaient qu'il s'agissait :

« ... d'un conflit entre deux grandes puissances totalitaires dont la collaboration fut étroite au cours des dernières années et qu'il vaut mieux par conséquent les laisser se détruire l'une l'autre... Nazi ou communiste, le totalitarisme était l'ennemi principal. » (2)

## Les U. S. A. entrent progressivement dans la guerre

Le Président n'avait jamais dissimulé ses sympathies pour les alliés. En dépit de l'opposition des isolationnistes et des communistes (qui recevaient leurs consignes de Moscou allié de Berlin) (3), Roosevelt faisait entrer peu à peu l'Amérique dans le conflit, assurant toujours qu'il s'agissait de mesures de sécurité et promettant qu'en aucun cas il n'y aurait d'intervention armée en Europe.

Le 2 septembre 1940, l'Amérique cédait à la Grande-Bretagne 50 destroyers en échange de bases navales ; le 11 mars 1941, la loi « prêt-bail » autorisait le Président à apporter une aide illimitée à tout pays dont la défense était estimée vitale pour les Etats-Unis (4). Le 11 avril, les Etats-Unis occupaient le Groenland et le 8 juillet l'Islande. Le 14 août, la Charte de l'Atlantique affirmait l'unité de vues de l'Amérique et de la Grande-Bretagne pour la guerre et pour l'après-guerre. Le 15 septembre, ordre était donné à la marine de guerre américaine de protéger les convois vers la Grande-Bretagne et la Russie jusqu'en Islande et d'attaquer les navires de guerre de l'Axe rencontrés en Atlantique.

## Les Américains à Vichy

« En liaison avec la question de la flotte de guerre française ancrée à Alexandrie, Darlan fit remarquer que la dernière note des Etats-Unis avait aussi provoqué une grande indignation chez le Maréchal Pétain qui, dans une conversation, aurait traité les Américains de saligauds. »

Mémoire d'Abetz, p. 167.

EN juin 1940, le front français effondré et la Grande-Bretagne sur le point d'être envahie, le Président Roosevelt avait compris que si les nazis disposaient de toutes les côtes d'Europe et s'emparaient des deux plus

(1) Ces citations des leaders américains sont reproduites d'après l'ouvrage de Serrano Suñer : *Entre les Pyrénées et Gibraltar*, pages 138 à 143.

(2) *La rançon de la Victoire*, page 44.

(3) Le 4 mars 1941 Roosevelt disait à l'Ambassadeur de Pologne Ciéchanowski qu'il comptait sur lui pour montrer aux Américains « combien il est urgent d'accélérer la production américaine de matériel de guerre que NOS COMMUNISTES S'EFFORCENT DE FREINER ». Le Président dira aussi au général Sikorski : « Des influences communistes, soufflant de l'étranger, tentent de briser notre effort ».

(4) Le montant des prêts, fixé au début à 1 milliard 300 millions de dollars, s'élèvera fin 1944 à 36 milliards de dollars.

fortes marines du monde, les Etats-Unis seraient directement menacés.

Dès le 16 mai, le Président avait demandé au Congrès de voter les crédits pour constituer une armée motorisée et construire 50.000 avions de combat.

Il n'ignorait pas que pendant la bataille de France, les Anglais avaient refusé de risquer leur aviation dans le combat et que Pétain les soupçonnait d'avoir réservé leurs forces à seule fin de se trouver en meilleure posture pour traiter avec Hitler. « Dès lors, écrit William L. Langer, pourquoi la France devrait-elle jouer un rôle de dupe ? (1) ». Et l'attaché américain Biddle expliquait que :

« le Maréchal Pétain avait été choisi comme chef du nouveau gouvernement parce qu'il passait pour le seul homme qui pût amener le peuple à accepter des conditions d'armistice que l'on prévoyait rigoureuses et qui pût, en même temps, éviter une révolution. »



M. CORDELL HULL EN FIN DE BANQUET

Pas plus que l'Angleterre, l'Amérique ne reconnut de Gaulle dont le gouvernement ne comportait pas assez d'hommes « éminents ». N'étant pas belligérants, les U. S. A. décidèrent de garder le contact avec le gouvernement légal de Vichy pendant que le Congrès votait la conscription obligatoire et un énorme programme naval.

Au début de janvier 1941, après que Pershing eut refusé la mission en invoquant son grand âge, un nouvel ambassadeur, l'amiral Leahy, était envoyé à Vichy, en dépit des protestations de certaines associations patriotiques. L'amiral déclarait à une conférence de presse, avant de s'embarquer pour la France :

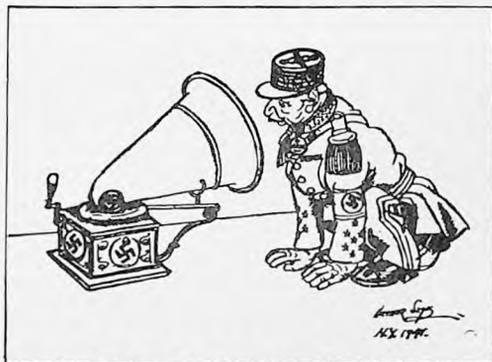
(1) Cf. *Le Jeu américain à Vichy*, ouvrage remarquable publié d'après les documents du State Department et dont sont tirées les citations de ce chapitre.

« Ce sera pour moi une grande fierté de travailler avec le Maréchal Pétain qui est une des plus nobles et des plus hautes figures de ce temps. Il veut sauver la France. Puisse-t-il m'être permis d'être son collaborateur modeste. »

Deux mois après Montoire, le gouvernement américain considérait qu'une rupture avec Vichy équivalait à laisser le champ libre à ses ennemis en France ; l'U. R. S. S. suivait son exemple en accréditant auprès du Maréchal un ambassadeur extraordinaire, M. Bogomolov (1).

Mais lorsque Pétain fit son discours du 12 août 1941, où il déclarait :

« La Révolution nationale dont j'ai, dans mon message du 1<sup>er</sup> Octobre, dessiné les grandes lignes, n'est pas encore entrée dans les faits. Elle n'y a pas pénétré parce qu'entre le peuple et moi qui nous comprenons si bien, s'est dressé le double écran des partisans de l'ancien régime et des trusts »



LA VOIX DE SON MAITRE... NAZI

Caricature américaine anti-Pétain.

le diplomate américain Matthews « dénonça le régime de Vichy comme un parfait Etat fasciste, dirigé par un pitoyable vieillard » :

« Pour Darlan et pour l'ambitieux et actif Pucheu, la réorganisation du gouvernement signifie quelque chose d'autre : la concentration du pouvoir dans leurs mains, suivant l'exemple de la Gestapo. Sous le couvert des mots d'ordre de fidélité à leur pays et à leur chef, ils se proposent d'arrêter leurs adversaires et de développer l'emploi de la matraque. »

Depuis septembre 1941, Abetz avait demandé la destitution de Weygand qui entretenait en Afrique du Nord des contacts étroits avec les Américains et quand le général vint à Vichy pour consultation, Benoist-Méchin apporta de Paris « une sorte d'ultimatum » menaçant Pétain de l'occupation de la zone libre. Le Maréchal céda, expliquant, dans une note confidentielle à l'amiral Leahy que le 18 novembre, s'il n'avait pas pris cette décision, **tout donne à penser que la pénétration des troupes allemandes en Afrique aurait été inévitable et qu'elle aurait été réalisée à bref délai.**

Cette « indigne capitulation » remplit d'amertume l'ambassadeur américain qui dépeignit à Roosevelt le gouvernement français comme « dirigé par un vieillard faible et pusillanime entouré de collaborateurs égoïstes et intéressés », et abandonna désormais tout espoir de donner « un semblant d'épine dorsale à une méduse. » (2).

Fin novembre 41, Rommel étant en difficulté, Washington apprit avec une vive inquiétude que les Allemands avaient offert de renvoyer 850.000 prisonniers français si Vichy mettait à leur disposition Marseille et Toulon et accordait le libre passage aux troupes allemandes à travers

(1) En réciprocité, Bergery fut envoyé à Moscou. On retrouvera Bogomolov à Alger, auprès du général de Gaulle...

(2) Leahy au Président, tél. du 22 nov. 1941, d'après *Le Jeu américain à Vichy*, page 204.

la France non occupée. Le 1<sup>er</sup> décembre, Pétain et Darlan rencontraient à ce sujet Goering à Saint-Florentin, mais les Français réussirent, comme nous l'avons vu, à éluder tout engagement précis.

## Comment

### les Japonais attaquent

« Notre suprématie navale dans le Pacifique fut anéantie dans la matinée d'un dimanche de décembre... »

W. L. Langer : *Le jeu américain...*

DEPUIS le 12 février 1941, des négociations étaient entamées entre l'amiral Nomura, ambassadeur du Japon, et Cordell Hull, au sujet de la Chine que le Japon entendait « liquider ». Le ministre américain des Affaires étrangères a révélé dans ses souvenirs que le service américain avait percé le secret du « code chiffré » japonais et qu'il était donc exactement renseigné sur les intentions véritables du gouvernement nippon. Le 2 juillet, par exemple, Tokio télégraphiait à Berlin : « Le Japon agira en accord avec le pacte des Trois Puissances et décidera où et dans quelle mesure il devra employer la force. » Les espoirs de paix diminuaient encore lorsque, le 17 octobre, le général Tojo, « ancien officier d'active, opiniâtre et assez stupide » (1) prit la direction du Cabinet. Le 5 novembre, dans un message à Nomura — déchiffré par les Américains — Tojo déclarait :

« Il est absolument nécessaire que toutes les mesures soient prises pour que l'accord soit signé le 25 de ce mois. Je sais que c'est là un ordre difficile, mais étant donné les circonstances, il est inévitable. »

Le 20 novembre, les plénipotentiaires japonais remettaient à Hull une nouvelle série de propositions qui faisaient figure d'ultimatum. Mais, d'autre part, les chefs militaires américains suppliaient Hull de gagner du temps. Arrivé « à ce stade où on se raccrocherait à des fétus de paille pour sauver la Paix », le secrétaire d'Etat rédigea donc des contre-propositions. (2).

Un nouveau message, capté par les Américains, indiquait que si les accords n'étaient pas signés le 29 novembre, « les événements se dérouleraient automatiquement ». Le délai limite était compté à l'heure de Tokio. « L'épée de Damoclès suspendue sur nos têtes, écrit Cordell Hull, était donc attachée à un réveille-matin. »

Le dimanche 7 décembre, par un message intercepté, Cordell Hull apprenait qu'une note « qui n'était guère qu'une insulte » devait lui être remise à une heure de l'après-midi. En effet, l'ambassadeur Nomura demanda à être reçu à 13 heures, puis à cette heure téléphona pour que le rendez-vous fût remis à 14 h. 20. Or, tandis que l'ambassadeur se présentait, Hull recevait un coup de téléphone de Roosevelt lui annonçant que la base américaine de Pearl Harbour, aux îles Hawaï, avait été attaquée par l'aviation japonaise à 7 h. 35, heure locale, c'est-à-dire à 12 h. 58 heure de Washington (3). Hull reçut les plénipotentiaires japonais à 14 h. 20, feignit de parcourir la note qu'il connaissait déjà et déclara :

(1) Les citations de ce chapitre sont extraites de *Les Secrets de la Guerre...* révélés par Cordell Hull, publiés par *l'Intransigeant*, au mois de mars 1948.

(2) Les adversaires de Cordell Hull font remarquer que ces contre-propositions étaient très dures : Retrait total et inconditionnel des troupes japonaises de Chine et d'Indochine ; dénonciation du pacte tripartite, etc...

(3) L'Amiral Yamamoto était l'auteur de ce plan audacieux qui tendait à éliminer par surprise et sans déclaration de guerre la flotte américaine du Pacifique. Son plan primitif qui comportait un débarquement et l'occupation des îles Hawaï, s'il avait été retenu, aurait peut-être changé l'issue de la guerre. (Voir à ce sujet l'article du contre-amiral Barjot : *Les dessous de la défaite japonaise dans le Figaro Littéraire* du 11 septembre 1948.)

— « Ceci dépasse tout. Au cours de mes cinquantes années de vie publique, je n'ai jamais vu un tel document bourré de mensonges aussi odieux. Je n'aurais jamais cru qu'il existât sur la planète un gouvernement qui en fût capable. »

D'un signe de tête, Hull indiqua la porte : « les ambassadeurs firent volte-face sans prononcer une parole et sortirent, la tête basse ».

## Point d'interrogation...

**L**e mystère qui plane sur le drame de Pearl Harbour n'a pas été dissipé par le procès sur les responsabilités du désastre. De l'aveu même de Cordell Hull, les hostilités paraissant imminentes depuis plusieurs semaines et une attaque-surprise contre Pearl Harbour étant prévue, il paraît inconcevable que la flotte américaine n'ait pas été mise en état d'alerte ! Or il est patent que le commandement naval se laissa totalement surprendre par l'attaque brusquée japonaise — qui n'était pourtant pas une nouveauté (1). Non seulement les installations portuaires furent très gravement endommagées sinon détruites par les 200 avions bombardiers japonais partis des porte-avions de l'amiral Chuichi Nagumo et soutenue par de petits sous-marins, mais 247 avions américains furent détruits au sol et six cuirassés américains — sur huit — coulés (2), ainsi que 3 croiseurs, 3 contre-torpilleurs et un mouilleur de mines. 3.277 hommes furent tués.

Cette surprise parut si extraordinaire que certains journaux américains adversaires de Roosevelt allèrent jusqu'à insinuer que cette catastrophe avait été provoquée pour permettre au Président de faire triompher la politique de son cœur. Le général Marshall fut accusé de n'avoir pas prévenu à temps ses subordonnés, et M. Cordell Hull, prix Nobel de la Paix, « d'avoir eu le tort, le 26 novembre 41, d'envoyer un ultimatum au Japon ». « Le New-York Daily News » n'hésita pas à écrire : « C'est Roosevelt qui est responsable du désastre ». Enfin, d'après John Chamberlain, éditeur de *Life*, Dewey, concurrent malheureux de Roosevelt aux élections, se trouva en mesure « d'établir que le Président avait trahi les intérêts des Etats-Unis en évitant de prévenir ou de pallier une attaque que, de l'aveu même du général Marshall, nous n'étions pas encore prêts à parer... » (3).

L'accusation de provocation a été reprise en France par l'écrivain Robert Louzon qui n'a pas craint d'écrire :

« Il est parfois assez difficile de déterminer qui a provoqué une guerre, mais, dans le cas de la guerre nippo-américaine, le plus léger doute n'est pas permis.

« En 1941, ce fut elle l'agresseur du Japon, tout aussi sûrement que, dix ans auparavant, le Japon avait été l'agresseur de la Chine.

« En Juillet 1941, l'Amérique était en paix avec le Japon ; ni l'un ni l'autre des deux pays ne participaient à la guerre mondiale : et pourtant, malgré cet état de paix, l'Amérique n'hésita pas, peu après l'attaque d'Hitler, contre la Russie, à prendre contre le Japon de véritables mesures de guerre qui aboutissaient pour celui-ci à un blocus presque total.

« Non seulement elle arrêta tout commerce entre elle et le Japon par le gel des avoirs japonais en Amérique, par la retenue de nombreux navires japonais dans ses ports, par l'interdiction de passer par le canal de Panama (4), mais elle fit arrêter également tout commerce avec le Japon, de la part des Indes néerlandaises qui, depuis l'occupation de la Hollande par l'Allemagne, étaient virtuellement sous son protectorat, et qui avaient été jusque-là avec elle le principal fournisseur

(1) Se rappeler de Port-Arthur où la flotte russe fut détruite par surprise en 1904.

(2) Après plusieurs mois de travail, cinq sur six des cuirassés purent toutefois être remis à flot.

(3) Voir à ce sujet l'étude documentée de Ossian Mathieu : *Pearl Harbour et les honorables marchands de canons*, dans « Europe-Amérique » du 13 décembre 1945.

(4) Cette interdiction fut motivée par le prétexte de « réparations » à faire au canal. On voit que les Russes, lorsqu'ils ont donné ce même prétexte pour interdire les transports entre l'Allemagne occidentale et Berlin n'ont rien inventé !

du Japon. Privé par là de toutes les matières premières qui lui étaient indispensables, se trouvant soumis à l'application « d'une pression économique de telle nature qu'elle violerait le droit du Japon à l'existence », le Japon était « obligé de se lever pour sa défense », ainsi que l'avait annoncé le porte-parole de l'état-major japonais, le jour où le Japon s'était aperçu qu'une telle pression allait peut-être exercée contre lui. » (1)

## Londres et Pearl Harbour

**W**INANT, ambassadeur des Etats-Unis en Grande-Bretagne a raconté comment, en week-end aux « Chequers » chez Churchill, il apprit par la radio l'attaque japonaise contre Pearl Harbour :

« Churchill étendit la main et tourna le bouton. Pendant quelques instants on n'entendit que des sons discordants, puis soudain, de la petite boîte noire sortit une voix qui annonça que le Japon avait attaqué la flotte américaine, à Pearl Harbour.

Même en tenant compte de la différence d'horaires, un fait était évident : les Services de renseignements de nos deux pays avaient été incapables d'informer en temps voulu le haut commandement britannique et c'était par la radio que le premier ministre d'Angleterre avait appris ces graves événements.

Nous nous regardâmes tous sans en croire nos oreilles. Puis Churchill se leva brusquement et se dirigea vers la porte : « Nous allons déclarer la guerre au Japon ! », s'écria-t-il. Il n'y a rien d'égoïste ni d'indécis chez Churchill, surtout dans les cas graves. (2) »

Le lendemain, la Grande-Bretagne déclarait la guerre au Japon et, le même jour, le Président Roosevelt approuvait une résolution du Congrès déclarant l'état de guerre entre les Etats-Unis et le Japon. Le 11 décembre, l'Allemagne et l'Italie déclaraient à leur tour la guerre aux Etats-Unis.

Quand de Gaulle apprit par la radio le désastre de Pearl Harbour, il déclara à Passy :

« Maintenant la guerre est définitivement gagnée. Et l'avenir nous prépare deux phases : la première sera la sauvegarde de l'Allemagne par les Alliés, quant à la seconde, je crains que ce ne soit une grande guerre entre les Russes et les Américains. » (3)

(1) Révolution prolétarienne, Janvier 1948.

(2) Reproduit d'après le *Figaro Littéraire*.

(3) Colonel Passy : *Souvenirs* I, page 23.



F. D. R. EST CONTENT, TRÈS CONTENT...

# L'OCCUPATION

« 29 décembre 1942. — «Buli a employé une image pittoresque en parlant des rapports franco-allemands. »  
Ce sont ceux d'un charretier qui fouette la mule attachée au timon en criant : « Collaboration ! Collaboration ! »

Ciano : *Journal*, II, p. 229.

## Le Militärbefehlshaber in Frankreich



### LES OCCUPANTS

Croquis du dessinateur belge  
René FOLLET

IV. — Toute grève ou lock-out sont interdits.

VII. — ... Tout accaparement de marchandises d'usage journalier est interdit.

IX. — Le taux du change est fixé comme suit : un franc français = 0,05 Reichsmark.

X. — Les troupes allemandes paieront leurs achats au comptant. (2)

Le premier « Militärbefehlshaber in Frankreich » (Commandant militaire pour la France) fut le général von Streccius, (3) « loyal soldat » au témoignage du général Fornel de la Laurencie. (4)

Suivant la « rivalité séculaire qui divise les militaires et les civils », von Streccius tenta de supplanter Abetz, mais l'ambassadeur, en faveur à l'époque, fit rapidement muter le général. Cette dualité de pouvoirs se perpétuera tout au long de l'occupation, et le mot « dualité » s'avère insuffisant, car les « autorités » allemandes se multiplièrent : c'est ainsi que l'Ambassade sera fréquemment en conflit ouvert avec le « Militärbefehlshaber », et que le « Sicherheitsdienst » (S. D.) manifesterait souvent des exigences auxquelles se refusèrent les autres services.

Dans son « Rapport final » au Gouvernement du Reich daté de 1944, le docteur Michel, chef de l'Administration militaire (A. M.) qui résidait à l'Hôtel Majestic déclare qu'il n'eut qu'à se louer dans l'ensemble de ses rapports avec l'Administration française : l'A. M. se contentait d'in-

(1) (2) cf. : *La semaine juridique* du 14 septembre 1941.

(3) Nommé par la suite à Vienne ce von Streccius fut compromis dans une agitation que menèrent les Eglises protestante et catholique contre le national-socialisme, à l'instigation de l'antique marchand von Mackensen. À l'occasion de la mort du célèbre pilote Mölders au début de 1942, Gœbbels écrivit à ce sujet que le Führer « est décidé à relever incontinent Streccius de ses fonctions. Au surplus il n'avait jamais entendu parler de ce ridicule général ». (*Journal*, 20 mars 1942).

(4) Le général de la Laurencie avait été nommé sur l'indication des Allemands parce qu'il était connu à Berlin, s'étant rendu plusieurs fois en Allemagne à l'occasion de manifestations hippiques. (cf. : *Le procès de BRINON* (pp. 48, 154).

tervenir dans la désignation des postes les plus importants « en n'exerçant qu'un droit d'opposition ». Les désaccords étaient fort rares. Toutefois la disposition à la collaboration ne résista pas « à l'allure des événements militaires » et diminua au cours de la dernière année d'occupation. Le Docteur Michel mentionne néanmoins avec satisfaction : « ... la tenue irréprochable d'une grande partie des préfets régionaux et des préfets départementaux qui ont continué à remplir leur mission difficile de coopération avec les services du Gouvernement militaire après l'invasion et après le début de la bataille de Normandie, malgré la pression croissante des terroristes. » (1)

## Les deux Stülpnagel

« La vague d'attentats s'étend de façon inquiétante dans les villes françaises. Et surtout les services de la Wehrmacht N'INTERVIENNENT PAS AVEC ASSEZ D'ÉNERGIE contre cette menace. Le général Stülpnagel a été relevé de ses fonctions à Paris ; son successeur est de nouveau un Stülpnagel. Il semble que notre administration militaire à Paris doive faire faillite par la faute des Stülpnagel.

Gœbbels : *Journal* (27 février 1942).

OTTO von Stülpnagel succéda à von Streccius le 1<sup>er</sup> Novembre 1940. D'après le général de la Laurencie, il était « l'homme d'Abetz ». (1) Lorsqu'il démissionnera de son poste le 16 février 1942, son cousin Heinrich von Stülpnagel le remplacera.

Le nom de Stülpnagel restera attaché pour les Français aux premières fusillades. Pendant son proconsulat, le seul Otto aurait fait procéder à plus de quatre cents exécutions.

C'est le 28 décembre 1940 que les Parisiens lurent pour la première fois sa signature au bas d'un avis de mort : (2)

L'ingénieur Jacques Bonsergent de Paris, a été condamné à mort par le Tribunal militaire allemand pour acte de violence sur un membre de l'armée allemande.

Il a été fusillé ce matin.

Paris, le 23 décembre 1940.

L'affaire Bonsergent ne fut guère exploitée. A l'époque, les communistes, ces maîtres ès-propagande, étant encore opposés à tout acte d'hostilité envers l'occupant, il n'y avait pas lieu pour eux d'annexer le disparu. Dans ce même mois de décembre, les communistes de Viroflay ne protestèrent-ils pas avec indignation contre une affiche les présentant comme des saboteurs ?

« Dans cette affiche, le sieur Chevalier signale également des actes d'hostilité contre l'occupant qui portent sur des lignes téléphoniques et

(1) *Mémoire* du général de la Laurencie (*Pétain et les Allemands* p. 28).

(2) Madeleine Jacob, dans une page de son *Journal* qu'a publiée *France-Tireur* (1<sup>er</sup> avril 1945) nous dépeint ainsi un coin de rue parisienne au lendemain de l'exécution de Jacques Bonsergent : « Ce soir, vers sept heures, je suis passée à nouveau devant l'affiche. Un agent venait relever son collègue car maintenant la police monte la garde : Il passe la consigne à mi-voix : « Tu dois rester là. Tu es responsable. Pas de stationnement de plus de 3 ou 4 personnes. Interdiction de laisser déposer des fleurs. » Ainsi Paris y a pensé. Paris, le Paris de tous les quartiers est venu dans tous les quartiers devant les affiches, comme il serait aller sur une tombe. »

pour lesquelles la population de Viroflay est tenue de monter la garde. Ce triste sire à l'air d'insinuer que les coupeurs de fils seraient les communistes, tentant de faire retomber la colère légitime des braves gens qui sont contraints à cette faction contre nous. NOUS INDIQUONS A CE MONSIEUR QUE DE TELLES MÉTHODES NE SONT PAS LE FAIT DES COMMUNISTES QUI ONT POUR HABITUDE DE SIGNER LEURS ACTES. NOUS RAPPELONS A LA POPULATION QUE NOUS N'AVONS PAS QUANT A NOUS, A SABOTER AU PROFIT DE L'UN OU DE L'AUTRE. » (1)

## Débuts du terrorisme

« Le martyr est ambivalent : il confirme dans leur foi les victimes et aussi les bourreaux. »

Gaston Bouthoul : 8.000 traités de paix, p. 139.

JACQUES Bonsergent s'avérait un isolé. Ce n'est qu'après l'invasion de l'U. R. S. S. qu'il trouva des imitateurs. Le 19 août 1941 deux communistes, Gautherot et Tyszelmann, sont fusillés à Paris, en représailles de manifestations dirigées le 13 contre l'armée d'occupation.

Un tract diffusé vers le 15 août par les communistes de la banlieue Nord précise :

« Si un communiste, ou bien n'importe quel Français libre était fusillé par les Allemands ou toute autre personne à leur service, immédiatement et par tous les moyens DIX ALLEMANDS, soldats ou officiers ou bien leurs créatures se disant encore français, seront exécutés sans aucune hésitation. »

Au début de septembre, un autre tract interpelle directement Stülpnagel :

« Certains de vos officiers et soldats ont déjà payé de leur vie l'exécution d'un certain nombre de Français ; cela, vous le savez, général, et si vous ne le savez pas encore, vous apprendrez ainsi que pour un peuple opprimé la vengeance est sacrée. Nous vous disons très nettement, Herr Stülpnagel que chaque Français, condamné à mort, sera vengé, terriblement vengé, tout un peuple se dressera pour frapper les bourreaux des martyrs de l'indépendance nationale. A vos assassinats répondront des exécutions justicières. »

En fait, les attentats communistes contre les soldats de l'armée d'occupation demeureront, au point de vue numérique, très en deçà des menaces propagées par la littérature du Parti. Rossi constate à cet égard :

« A partir de la mi-septembre et surtout du mois d'octobre, ces surenchères tragiques disparaissent de la littérature communiste où l'on se contente de dire que les morts seront vengés un jour. C'est que dans les faits, il s'est produit exactement le contraire de ce qu'on avait proclamé : ce n'est pas dix Allemands qui sont « abattus » pour chaque Français fusillé, c'est vingt, cinquante, cent Français fusillés pour chaque membre de l'armée allemande victime d'un attentat. Le système atroce des otages a arrêté l'épidémie. (2) »

Une statistique officielle de la S. N. C. F. indique la courbe suivante pour les sabotages : en 1940, 7 sabotages ; en 1941, 41 attentats par explosifs, 9 déraillements, 130 autres actes de sabotage ; en 1942, 110 attentats par explosifs, 12 déraillements, 154 sabotages... (3)

Pour 1940 on ne relève que les sabotages commis dans le département de l'Eure qui permirent au jeune Yves Bayet, fils d'Albert, de se distinguer par l'affiche fameuse que nous reproduisons ci-contre.

(1) La France intérieure, 15 novembre 1946.

(2) Reproduit par Ceyrat dans : « La trahison permanente ».

(3) Cité d'après la brochure de B. Nardain : Francs-lireurs et partisans, p. 47.

En raison du pacte germano-soviétique, les autorités allemandes pendant la première année de l'occupation avaient l'ordre de ne pas pourchasser les communistes français. Tous les ouvrages antistaliniens avaient été retirés de la vente par la « liste Otto » et dans ses « Mémoires »

# PRÉFECTURE DE L'EURE

# AVIS

L'enquête sur les actes de sabotage commis à EVREUX, le 10 septembre 1940 est en cours.

Les populations comprendront certainement qu'il est de l'intérêt de tous que les coupables soient trouvés.

La personne qui permettra de les découvrir recevra une prime de 10.000 francs.

Tous les renseignements susceptibles d'orienter la justice, doivent être fournis au Commissariat de Police d'EVREUX ou à la Gendarmerie Française.

Le Secrétaire général et par ordre Y. BAYET.

LA FAMEUSE AFFICHE  
DE LA PRÉFECTURE DE L'EURE

SIGNÉE : YVES BAYET

posthumes de Brinon révèle à ce sujet un fait qui ne laisse pas d'être suggestif :

« En février 1941, sur l'instruction de Durlan et d'Huntziger, j'avais signalé à l'Ambassade d'Allemagne la parution et la diffusion de l'« Humanité » interdite, dans laquelle l'armée française était vivement attaquée. Abelz ne put donner suite à cette protestation officielle. Il avait reçu en effet de son gouvernement L'ORDRE DE MÉNAGER L'ILLÉGALITÉ COMMUNISTE. Il avait même été question de permettre à l'« Humanité » de reparaitre. » (1)

(1) J'ai collaboré, mémoires de F. de Brinon (Europe-Amérique 2-12-48).

Si ce numéro vous a intéressé, ABONNEZ-VOUS aux 4 prochains : France : 1.200 francs



LE DOCTEUR PETIOT  
(CAPITAINE VALÉRIE  
DANS LA  
CLANDESTINITÉ)

Les grands sabotages et les attentats contre les membres de la Wehrmacht ne commencèrent qu'après l'invasion de l'U. R. S. S. On ne tue sérieusement du «boche» qu'à dater de juillet 1941. Petiot a bien parlé d'un imaginaire réseau «Fly-tox» dont il aurait été le chef et qui aurait procédé à des exécutions dès août 1940 ; mais c'était là vantardise gratuite d'un monomane de l'assassinat en grande série. (1)

Le premier soldat allemand qui tombe, c'est celui que Fabien — le futur colonel — abat le 21 août 1941 à la station Barbès avec l'aide de quelques activistes du Parti.

Le 22 août, Nicolle à Vichy enregistre sur ses tablettes :

*« Le Conseil des ministres s'est tenu hier dans la journée ; il a porté exclusivement sur les incidents de Paris ; il se confirme que les représailles n'ont pas tardé ; après l'attentat d'hier soir ONZE MILLE individus, juifs, communistes, suspects, ont été appréhendés et immédiatement dirigés sur des camps de concentration. »*

Le 3 septembre 1941, nouvel attentat, à la suite duquel paraît une ordonnance du « *Militärbefehlshaber in Frankreich* » annonçant que trois otages ont été fusillés en représailles.

Le 20 octobre, le lieutenant-colonel Holtz, feldkommandant de Nantes est assassiné ; le 21, le conseiller militaire Reimers tombe à Bordeaux. La répression allemande s'accroît et Fabre-Luce commente de la sorte cette vague terroriste :

*« Il est naturel que l'Allemagne attaquée se défende, mais il est inévitable que ses représailles frappent des innocents créant ainsi un ressentiment qui ne préexistait pas aux attentats. » (2)*

L'activité terroriste doit être considérée comme une diversion sur les arrières allemands pour soulager le front russe, en retenant des effectifs en France. Elle permettait, d'autre part, en raison des persécutions consécutives, de lutter efficacement contre toute tendance au rapprochement franco-allemand.

## Le drame de Chateaubriant

*« Dans le bassin de sang frais, les Tartufes de Vichy n'osaient mettre jusqu'ici le bout de la langue. Ils devront maintenant y plonger le museau. Et s'ils essaient seulement de relever la tête, ne serait-ce que pour respirer, la forte main de Hitler, les empoignant à la nuque, les replongera jusqu'aux oreilles dans le liquide fumant. »*

Bernanos : *Le Chemin de la Croix-aux-Ames*, p. 286.

CENT otages devaient être passés par les armes en représailles des assassinats de Nantes et de Bordeaux. Pucheu obtint que ce nombre fût réduit de moitié. Mais sur les cinquante noms restants, le ministre découvrit une quarantaine d'anciens combattants décorés. « Non pas ceux-là ! » s'écria-t-il :

*« Les Allemands, d'après Du Moulin, lui soumièrent une autre liste. Une liste qui ne contenait plus, à six exceptions près, que des noms de communistes. M. Pucheu garda le silence. Dix-huit de ces communistes Michels, Timbault, Granet, Guy Mocquel, Bourhies, Verduysson »*

(1) Rappelons en passant que Petiot quand il fut arrêté était sous le nom de Valérie, capitaine chargé de l'épuration communiste à la caserne de Reuilly.

(2) *Journal de la France*, II, p. 270.

*entre autres, tombaient le 22 octobre sous les balles allemandes. Les vingt-six autres furent exécutés, le lendemain dans la même carrière.*

*Le 23 au soir, devant Romier, Pucheu tentait de se justifier : « J'ai fait ce qu'aurait fait tout ministre de l'Intérieur ayant le sens de ses responsabilités. Je ne pouvais pas, je ne devais pas laisser fusiller quarante bons Français. » (1)*

On a raconté que le Maréchal avait proposé de s'offrir en holo causte à la place des otages. Le Général Laure, lors de son procès, a montré l'envers de cette image d'Épinal. La scène se serait passée ainsi : Laure avait suggéré le geste, mais Pétain, dans un premier mouvement, avait réparti : - « *Jamais de la vie !* ». Le Général insistant, le Maréchal s'était laissé convaincre mais les ministres furent hostiles au projet.

Il y a désaccord sur le nombre des victimes : Fernand Grenier qui s'évada le 18 juin 1941, parle de 25 otages prélevés sur les 400 prisonniers du camp. Céré et Rousseau dans la « *Chronologie du Conflit* » notent 27 fusillés à Chateaubriant, 22 à Nantes et 50 à Bordeaux. D'après Pucheu il y aurait eu 50 exécutions à Bordeaux, 50 à Nantes et cent otages restaient encore sous la menace lorsqu'il intervint. Aux 35 communistes qu'il désigna, les autres critériés allemands pour compléter le chiffre de 50 ajoutèrent 15 détenus condamnés par leur propres tribunaux militaires, parmi lesquels le colonel Jost, président de l'U. N. C. de Nantes.

D'après Du Moulin, Pucheu se serait simplement livré à un besogne de discrimination dans la liste soumise par les Allemands. Mais M. de Menthon, ministre de la Justice du Gouvernement de Gaulle, livra à la publicité la lettre suivante du sous-préfet de Chateaubriant, M. Le Cornu, adressée à la Kommandantur, le 20 octobre 1941 :

*« J'ai l'honneur de vous confirmer que le ministre de l'Intérieur a pris contact aujourd'hui avec le général Stülpnagel afin de lui désigner les internés communistes les plus dangereux, parmi ceux actuellement internés à Chateaubriant. » (2)*

Dans un autre rapport au préfet de la Loire Inférieure, M. Le Cornu s'exprimait ainsi, le 26 Octobre 1941 :

*« ... Je me mets en liaison avec M. Weber, de la Délégation à Paris, ainsi qu'avec MM. Chassagne et Haumont, du Cabinet de M. le Ministre de l'Intérieur afin d'établir, selon leurs directives, une liste d'internés dangereux... »*

En dehors des attentats auxquels ils se livraient contre les troupes d'occupation, les communistes abattaient régulièrement les transfuges de leurs rangs, qui après avoir ciré les bottes de Staline, faisaient relier avec le même empressement celles de Hitler. C'est ainsi que Marcel Gitton fut tué le 5 septembre 1941, dans une rue des Lilas par un cycliste furtif et Albert Clément assassiné l'année suivante. Ce dernier avait poussé l'ignominie jusqu'à regretter que Lucien Sampaix, son ex-compagnon de servitude stalinienne, n'ait été condamné par le Tribunal spécial qu'aux travaux forcés à perpétuité et il le poussait véhémentement à la répression :

*« Qu'on les châtie ! Qu'on les frappe impitoyablement ! autrement la justice ferait fausse route et le terrorisme moscovite continuerait son œuvre de désagrégation en multipliant les attentats comme celui qui ensanglanta hier une cérémonie où la France retrouvait sa vraie figure. » (3)*

(1) *Le Temps des Illusions*, p. 354.

(2) M<sup>e</sup> Paul Buttin qui fut l'avocat de Pucheu à Alger contesta que cette lettre puisse servir de pièce à conviction contre son client mais son argumentation reste très fragile.

(3) *Cri du peuple*, du 29 août 1941.



STÜLPNAGEL

Plus chanceux que Gitton et Sampaix, le vieux Cachin fut épargné par les tueurs du Parti, malgré les lignes fameuses que tous les Parisiens purent lire dans les couloirs du métropolitain (1) :

*On m'a demandé si j'approuvais les attentats individuels contre les soldats de l'armée allemande. Je réponds que les attentats individuels se retournent contre le but que prétendent atteindre leurs auteurs. Je ne les ai jamais ni préconisés ni suscités. J'en ai toujours détourné mes camarades.*

*Marcel Cachin*

La Vie ouvrière se borna à cette exécution en effigie :

« Le vieux Cachin qui pendant des dizaines d'années fut un militant révolutionnaire conséquent et un hardi défenseur du prolétariat vient de trahir pour sauver sa peau.

Arrêté, il n'a pas hésité, pour recouvrer sa liberté et retourner vivre tranquillement dans son castel breton, à faire des dépositions qui ont permis l'arrestation d'un certain nombre de nos camarades. »

Un autre chef communiste qui s'est également repêché, Julien Racamond, avait flétri les attentats, ce qui lui avait valu les félicitations du « Cri du Peuple » de Doriot, le 17 Juillet 1942.

Göbbels notera dans son Journal, le 14 mars 1943, que l'activité communiste a été très exagérée et le docteur Michel, dans son « Rapport final » sur les résultats de la « collaboration » parle avec scepticisme des débuts de la résistance :

« Mouvements de résistance et organisations secrètes n'ont joué pratiquement aucun rôle dans les premières années de l'occupation. Il est bien arrivé quelquefois, pendant l'été ou l'automne 1940, que quelques militaires allemands soient assassinés ou que quelques câbles téléphoniques militaires soient coupés. Mais ce n'était, au fond, que les derniers prolongements de l'esprit de guerre dans la jeunesse auxquels on ne devait pas attacher une grande importance, et qui cessèrent bientôt au fur et à mesure que la situation se régularisait. »

### Péri et Sampaix

L'EXÉCUTION de Péri et de Sampaix, le 15 décembre 1941, oblige à rouvrir le dossier des relations de Pucheu avec Stülpnagel. Mme Janine Bouissounouse qui fut en relations durant l'occupation avec un officier allemand antinazi qui tenait au Majestic l'emploi d'interprète, verse au débat un témoignage accablant pour l'ancien ministre de l'Intérieur. Sans le faire nôtre, il nous faut le mentionner : sa qualité d'interprète avait mis l'officier allemand dans le cas de participer en tiers à l'entrevue Pucheu-Stülpnagel, le jour où s'était débattu le sort de Sampaix et de Péri.

(1) « On m'a demandé si j'approuvais les attentats individuels contre la vie des soldats de l'armée allemande. Je répond que les attentats individuels se retournent contre le but que prétendent atteindre leurs auteurs. Je ne les ai jamais ni préconisés, ni suscités. J'en ai toujours détourné mes camarades. »

Marcel Cachin.

« L'entrevue a eu lieu au Majestic. Pucheu a commencé par remercier Stülpnagel de l'honneur qu'il lui faisait, puis a entrepris de démontrer que la condamnation de Péri et de Sampaix à 6 ans de forteresse était insuffisante et présentait de grands inconvénients. Stülpnagel lui a demandé de préciser sa pensée. Parce que, a répondu Pucheu, tant que Péri et Sampaix seront vivants, ils entretiendront un esprit de rébellion, un espoir. Stülpnagel a laissé entendre que cela n'avait aucune importance. Pucheu a alors émis cette idée qu'ils trouveraient partout des complices et pourraient bien parvenir à s'échapper. Stülpnagel paraissait sceptique. Pucheu a eu recours à d'autres arguments ; il était nécessaire, selon lui, de faire un exemple afin de mater les communistes, qui constituaient les éléments les plus redoutables, les plus actifs de la Résistance (ce n'est pas le terme employé mais un mot équivalent). Stülpnagel hésitait. Il a objecté que l'exécution de Péri et de Sampaix lui paraissait de mauvaise politique en risquant de nuire à la collaboration. Pucheu s'est récrié que l'exécution de deux communistes ne saurait nuire à la collaboration, que plus l'Allemagne, au contraire, lutterait contre le communisme, plus la partie saine de la France serait disposée à collaborer. » (1)

... que mes amis sachent que je suis resté fidèle à l'idéal de ma vie; dites à mes compatriotes que je meurs pour que VIVE LA FRANCE.

Extrait de la lettre d'adieu écrite, quelques instants avant d'être fusillé par

### Gabriel PERI



Digne de Sonnet-Davy, Vice-Président de la Commission des Adversaires étrangers, chef de la section internationale de l'Humanité, Membre du Comité Central du Parti Communiste Français (C.P.F.).

Fusillé le 15 décembre 1941 au mont Valérien, par ordre du général d'assauts des Stülpnagel, après plus de 100 étapes, parmi lesquels

### Lucien SAMPAIX

ancien Secrétaire Général de l'Humanité

Sous l'égide de Pétain, le maréchal souillant, GABRIEL PERI a été désigné par ses prisonniers à fusiller par le bandit Pucheu, ministre de l'Intérieur, qui a recommencé : « Surtout que ça se sache ! »

Les barbares n'ont eu que deux choix au communisme PERI de trahir son Parti et la France pour avoir la vie sauve. Ce n'était pas possible, ce Français d'élite a répondu avec orgueil : NON ! Et, malgré Pucheu, malgré tous les tortures-voyages, la France sait comment PERI a ses compatriotes ont été assassinés.

Quel la France sait, elle connaît les crimes et leurs complots. Dans le cœur de millions de Français le sang de PERI, de SAMPAIX et de tous les martyrs de l'Indépendance nationale est VENGANCE !

Paragraphe adressé au Parti Communiste, au Parti des députés, martyrs PERI, CATELAS, MICHELIS, au Parti de SAMPAIX, GRANEL, GARDETTE, AUFFRET, TIMBAUT, POULMARX, JEAN BAILLET, GUY MOQUOT et de tant d'autres braves morts pour la France, au Parti dont les militants luttent avec courage et sont inspirés éternellement pour LA LIBÉRATION DE LA PATRIE.

### TRACT COMMUNISTE DIFFUSÉ APRÈS L'EXÉCUTION DE PÉRI ET DE SAMPAIX.

(1) Janine Bouissounouse : *Maison occupée*, p. 257. Gabriel Péri ayant été arrêté avant la rupture du pacte germano-soviétique, les communistes avaient commencé une campagne en sa faveur (ainsi qu'en celle de Jean CateLAS) soulignant son activité pacifiste durant la drôle de guerre. Voici ce que disait un tract parvenu le 22 juin : « Jean CateLAS et Gabriel Péri estimaient qu'en octobre 1939 alors que la France n'était pas envahie, que l'armée française n'avait subi aucune défaite, que le sang français n'avait pas coulé, il était de l'intérêt du pays de tenter un effort pour la conclusion d'une paix dont ils désiraient qu'elle devait être honorable, conclue d'égal à égal dans le respect de l'indépendance du pays. Poursuivre et condamner Gabriel Péri et Jean CateLAS, ce serait justifier la guerre. » Ce texte est emprunté à l'ouvrage d'Angelo Rossi : *Physiologie du Parti communiste français* (p. 202) qui apporte une documentation incomparable sur les variations du Parti communiste du pacte germano-soviétique jusqu'à son entrée dans la Résistance.

De Brinon rapporte que dans une autre circonstance encore, Pucheu se montra inflexible, Il s'agit de l'affaire Catelas, Darlan était favorable à la grâce, Pucheu s'y serait opposé. (1)

L'étrange est que Pucheu, lors de son procès devant le tribunal d'Alger, témoigna des dispositions relativement clémentes du général von Stülpnagel, qui n'inclinait pas personnellement à la manière forte, mais ne pouvait désobéir à Hitler et à Keitel. (2)

Arrêté en zone britannique en décembre 1946, Otto von Stülpnagel se suicidera au Cherche-Midi le 7 février 1948 et M<sup>e</sup> Marcel Héraud commis d'office pour sa défense, déclarera à un journaliste que son client « type parfait de l'officier prussien et du hobereau prétendait qu'il avait quitté volontairement son poste en France pour se faire mettre à la retraite le 16 février 1942, parce qu'il estimait maladroite la dure politique qu'on lui imposait en France. » (3)

L'avènement du Stülpnagel N° 2 qui se place en fin février 1942, amène un raidissement dont Goebbels, à Berlin, se félicite. Une sentinelle allemande ayant été abattue en pleine rue, Stülpnagel fait fusiller vingt communistes. Le 18 avril, à la suite d'un nouvel attentat, le ministre de la Propagande se réjouit en apprenant que :

« le nombre des fusillés serait doublé et que plus de mille communistes et juifs vont être déportés à l'Est. Là-bas, on leur ôtera très vite l'envie de faire obstacle à la politique allemande de réorganisation de l'Europe. »

Goebbels conseille à Stülpnagel de toujours publier à l'avance le nom des olages qu'on envisage de fusiller, afin de provoquer des dénonciations de la part de leurs proches ; mais le Commandant militaire de Paris « pour l'instant n'a plus d'olages à sa disposition ET IL DOIT D'ABORD S'EN PROCURER DE NOUVEAUX. »

Goebbels proclame que les Allemands sont « à tous égards trop bons ». Pourquoi Stülpnagel n'emploie-t-il pas les moyens qui ont si bien réussi à Heydrich en Bohême-Moravie où l'état d'esprit est « excellent ». Quant à une révolte des pays occupés, elle n'est pas à envisager :

« La population des territoires occupés est écrasée de soucis matériels. La faim et le froid sévissent. Des peuples aussi éprouvés par le sort ne font pas en général de révolution. » (4)

Au cours de l'année 1942, le « Militärbefehlshaber » se trouve graduellement dépossédé des pouvoirs répressifs, au profit des S. S. Les funèbres affiches portant avis de fusillades sont maintenant signées du chef des S. S.

Le 5 mai 1942, Heydrich vient à Paris pour signifier à Bousquet secrétaire général de la police du gouvernement de Laval, les exigences du Troisième Reich en matière répressive. (5) Le général Oberg, commandant en chef des S. S. pour la France, prendra désormais le pas sur Heinrich von Stülpnagel, qui demeurera toutefois en fonction jusqu'en juillet 1944 — époque où compromis dans l'attentat contre Hitler et rappelé en Allemagne, il se tirera une balle dans la tête à Verdun, sur le champ de bataille où il avait combattu pendant l'autre guerre. (6)

(1) *Europe-Amérique*, 2 déc. 1948.

(2) M<sup>e</sup> Paul Buttin : *Le procès Pucheu*, p. 308.

(3) cf. : *Libération*, 7 février 1948. Dans sa tâche répressive, Stülpnagel était doublé par le général-tenant Schaumburg « Kommandant von Gross Paris » qui résidait à l'hôtel Meurice. Ses successeurs furent : Freiherr von Boinsburg-Lengsfeld, puis von Choltitz.

(4) *Journal*, 25 Février 1942.

(5) Bousquet, considéré comme trop tiède sera éliminé en décembre 1943 à la requête d'Oberg et remplacé par Darnand.

(6) D'après Gisevius, ce Stülpnagel N° 2 aurait figuré dans toutes les conspirations tramées par l'état-major de la Wehrmacht contre Hitler depuis 1940 (cf. : *Jusqu'à la Lie II*). Certains auteurs rapportent qu'il ne réussit qu'à se rendre aveugle et fut par la suite jugé et pendu en Allemagne. (cf. Liddell Hart : *Les Généraux allemands...*)



LE BEL HEYDRICH  
"PROTECTEUR" ET BOURREAU DE LA BOHÈME.

## L'appareil policier allemand : I) l'Abwehr

« La Gestapo est là-bas du côté du Temple, prête à devorer les restes de son festin de 40 et, ce qui est épouvantable, non loin d'elle des policiers français rédigeant les listes de résistants, de communistes, de juifs, qu'elle attend pour les tuer. »

Loustaunau-Lacau : *Mémoires...* p. 225.

Le service de renseignements de la Wehrmacht est connu sous le nom d'Abwehr (1). Son grand chef était l'Amiral Canaris, un des personnages les plus troubles et les plus indéchiffrables qui soient apparus au cours de cette guerre. Dulles nous en fait le portrait suivant :

« Le petit Grec — surnom donné à Canaris à cause de son type levantin — était un homme mince, de petite taille, aux nerfs toujours tendus. Passionné de lecture, il avait horreur de la paperasserie et de la bureaucratie ; il était entraîné par son désir de connaître la nature humaine et de la dominer par n'importe quels moyens. Pessimiste, fataliste et mystique, il avait fini par comprendre qu'il ne devait pas tenter de détourner le cours de l'histoire ; il prévoyait la terrible chute de la nation allemande, mais il était peu disposé à agir lui-même pour l'empêcher... » (2)

Un de ses anciens subordonnés, le général Lahousen, nous révèle sur Canaris tels détails difficilement soupçonnables chez un officier allemand :

« Canaris n'était nullement un homme méthodique, mais plutôt un bohème. Le cercle qui s'était constitué autour de lui était aussi bariolé et complexe que sa nature elle-même. On y trouvait des hommes de toutes les conditions et de toutes les classes, des gens aux vues larges ou étroites, des idéalistes ou des aventuriers politiques, des hommes à l'esprit froid

(1) *Spionage Abwehr* (Défense contre l'espionnage) Cf. Allen W. Dulles, *l'Allemagne souterraine*, p. 99 ; (2) p. 105.



AMIRAL CANARIS  
GREG D'ORIGINE  
ET AGENT QUADRUPLE  
DE PROFESSION.

et posé comme des mystiques ardents, des aristocrates conservateurs et des franc-maçons, des théosophes, des juifs et des demi-juifs, des anti-fascistes allemands et étrangers, des hommes et des femmes; mais tous ces gens étaient unis dans la lutte souterraine contre Hitler et son régime. » (1)

Il est admis aujourd'hui que Canaris et son entourage immédiat ont souvent travaillé contre le Führer, mais il serait exagéré d'en déduire que l'Abwehr, dans son ensemble ait contribué systématiquement au sabotage de la machine de guerre allemande.

L'Abwehr disposa d'une autonomie totale dans le cadre de l'O. K. W. jusqu'à la fin de 1943, date à laquelle Canaris et certains de ses lieutenants furent compromis dans des activités anti-

hitlériennes; Canaris ne devait de comptes qu'à Keitel.

Himmler et son administration n'avaient pas droit de regard sur l'Abwehr, qui jouissait de tous les privilèges des services secrets (Service de faux-passeports, filières particulières pour le franchissement clandestin des frontières, possibilités pour le trafic des devises, etc...)

Quelques procès de trahison jugés en France depuis la Libération permettent de reconstituer sommairement ce que fut le travail de l'Abwehr durant l'occupation. L'organisation de l'amiral Canaris avait fixé son centre à l'Hôtel Lutétia. Un de ses premiers soins avait été d'ordonner des perquisitions chez les hommes qui avaient exercé des fonctions récentes au sein du gouvernement français. C'est ainsi, raconte Gisevius, que les agents du Lutétia saisirent chez Daladier un rapport sur une réunion clandestine tenue à Ouchy, à la veille de la guerre par certains opposants allemands. Des amis de l'Abwehr étaient compromis dans l'affaire et le général Oster, l'adjoint de Canaris, s'empressa de faire disparaître le document avant qu'un autre service ait pu en prendre connaissance.

Dans les deux premières années de l'occupation l'Abwehrleitstelle (Direction locale de l'Abwehr) s'assigna comme tâche la recherche de renseignements militaires selon les méthodes classiques de l'espionnage. Quand la résistance sera devenue un phénomène essentiel, elle participera, conjointement avec le S. D. mais surtout par l'intermédiaire d'agents spécialisés, tel Masuy, à la lutte contre les agents de l'Intelligence Service et du B. C. R. A.

L'affaire des traités de « l'Hôtel Lutétia » devant la Cour de Justice (mai 1947) nous apprend que dès 1940 un colonel Winter et un major Kleemann avaient constitué des réseaux d'espions soumis à un entraînement très poussé (radiotélégraphie, codes secrets, etc...) qui devaient exercer leurs talents en Angleterre et en Afrique du Nord; les débats ont révélé que dès 1940 l'Abwehr prévoyait leur utilisation sur les arrières du front que constituerait un éventuel débarquement anglais.

D'après la chronique judiciaire, l'aviateur Dieudonné Costes aurait compté parmi les plus notables agents de l'Abwehr. (2) Le conseiller municipal Levillain, selon certains documents produits lors de son procès, aurait aussi figuré sur ces contrôles. Quant au lieutenant de Doriot, Albert Beugras, lors de sa comparution devant la Cour de Justice, il déclara avec orgueil: « J'appartiens à l'Abwehr, et non à la Gestapo ! » (3) Il aurait touché à ce titre jusqu'à 160.000 francs par mois. (4) Enfin l'abbé Alesch, un prêtre

d'origine luxembourgeoise, mettait à profit les secrets de la confession pour ses besognes d'espionnage. Ce « Ras-la-poutine de l'Abwehr » — Madeleine Jacob dit-il — avait enrôlé plusieurs de ses paroissiens dans son travail d'espion. Un Kommandant Schaeffer témoigna à l'audience que l'abbé Alesch avait donné « toute satisfaction ». » (1)

L'accusation d'avoir servi l'Abwehr a été également formulée contre le général d'aviation Alamichel qui, immatriculé sous le nom de « Titus » aurait travaillé pour la section de Lille de l'organisation. (2)

L'Abwehr eut-il des contacts officiels avec les services français correspondants, à l'exemple de ce qui s'est passé entre le S. D. et certains compartiments de la police de Vichy? La question fut soulevée lors du procès du Général Delmotte, sous-chef de l'état-major de l'armée d'armistice. L'amiral Canaris aurait convié en 1942 à une discussion professionnelle le colonel Rivet, chef du S. R. de l'Armée, et l'amiral Dupré, chargé du S. R. Marine. Le débat auquel Delmotte assistait en « observateur » aurait porté sur l'imminence du débarquement en Afrique du Nord et les moyens d'y faire face. Toutefois il ne semble pas que cette tentative de « collaboration » entre chefs de services secrets ait donné des résultats. Peut-être ces messieurs avaient-ils simplement sacrifié à la curiosité de se connaître l'un l'autre?

Il est certain, d'autre part, que les services spéciaux français continuèrent d'arrêter en zone libre et en Afrique du Nord — jusqu'en novembre 1942 — nombre d'agents allemands et italiens. Pierre Nord, alias colonel Brouillard, estime que plus de mille huit cents espions allemands furent incarcérés et jugés.

## Le S. D.

« En plaçant l'oreille contre le tuyau du chauffage, j'entendais des cris si horribles que je n'osais plus écouter. Des scènes de torture se déroulaient à l'étage... »

Loustaunau-Lacau: Mémoires... p. 283.

Le public, les journalistes, voire certains spécialistes, englobent les multiples services allemands de renseignements ou de répression sous l'étiquette universelle de « Gestapo ». Désignation le plus souvent impropre: ainsi ce n'était pas la Gestapo qui opérait dans les territoires occupés, mais le « Sicherheitsdienst » (S. D.) pièce maîtresse de l'organisation policière que l'Américain Dulles appelle le « dégradant service de Sécurité ». (3) Himmler était le chef du R. S. H. A. ou « Reichssicherheitshauptamt » (Office central de Sécurité du Reich) qui se subdivisait en plusieurs branches: la Sicherheitspolizei ou Sipol, Police de Streté; la Gestapo (Geheime Staatspolizei: Police secrète d'état) (4); la Kriminapolizei (Police criminelle); le Sicherheitsdienst ou S. D., création postérieure à la fameuse Gestapo organisée par Goering quand il était devenu ministre de l'Intérieur de Prusse en 1933.

Eugen Kogon nous explique ainsi l'origine du S. D.:

« Lorsque dans le dernier semestre de l'année 1934 et au début de 1935, les « Racher Röhms » ou « vengeurs de Roehm » assassinèrent les 155 chefs SS (sur chaque cadavre était fixé un billet avec les initiales RR) Himmler organisa le S. D. dont les membres, la plupart du temps restaient anonymes. Le S. D. est devenu à peu près le véritable cerveau de la Police secrète d'Etat et il a joué un rôle considérable aussi bien en Allemagne qu'à l'étranger. »

(1) Franc-Tireur, du 25-5-1948; Alesch a été fusillé en janvier 1949.

(2) Le Haut-Commandement allemand, en dehors de l'Abwehr, militaire disposait encore d'une police secrète répressive, dite « heim Feldpolizei » (Gefelpe), organisme analogue à la « Sécurité simple gendarmerie de campagne, veillant à la discipline et à la correction des troupes allemandes.

(3) L'Allemagne souterraine, p. 101.

(4) Un professionnel de l'espionnage qui a publié dans le magazine bruxellois Europe-Amérique de curieux souvenirs, soutient que la Gestapo était uniquement un organisme intérieur allemand (Souvenirs d'un agent double, 27 mai 1948).

(1) Jusqu'à la Lie II, p. 79.

(2) cf.: Les journaux du 27 juin 1947. L'aviateur ne nia pas ses relations avec l'Abwehr mais déclara qu'il « travaillait simultanément pour le compte du « Federal Investigation Bureau » des U. S. A. »

(3) Libération, du 13 janvier 1948.

(4) Franc-Tireur, du 12 janvier 1948.

Heydrich fut le premier chef du S.D. Après son assassinat à Prague, au printemps 1942, Kaltenbrunner — pendu depuis à Nuremberg — lui succéda. En France, le S. D. fut représenté dès le début de l'occupation par le colonel (Standartenführer) Knochen (1) qui occupait les locaux de la Sûreté nationale, rue des Saussaies. Un autre personnage, le colonel Boemelburg, chef de la section IV s'occupait du contre-espionnage politique et militaire. L'ingénieur Boemelburg avait travaillé avant la guerre à Paris dans une maison qui installait le chauffage central : il racontait qu'en cette qualité il avait notamment posé des radiateurs dans les locaux de l'École militaire affectés au 2<sup>e</sup> Bureau ! (2)

Plusieurs services policiers fonctionnaient encore en France dans la dépendance plus ou moins étroite du S.D. Une police anti-juive était installée avenue Foch sous la direction d'un capitaine Danneker et un service des Sociétés secrètes fonctionnait square Rapp sous la direction d'Arthur Pfannstiel qui s'était fait connaître avant la guerre à Paris comme traducteur de Ludendorff et de Céline, cette activité littéraire dissimulant son travail d'espion. Un procès récent (mai 1947) a révélé que Pfannstiel utilisait surtout un personnel français, parmi lequel le colonel-aviateur Bordage, l'ancien directeur du centre mobilisateur du Bourget et la journaliste globe-trotter bien connue Titayna.

Le S. D. s'était immédiatement assuré le contrôle de la police française de zone occupée et avait rempli d'officiers SS et de leurs créatures la Préfecture de Police, après y avoir fait régner la terreur par de multiples arrestations.

En zone libre les Allemands avaient dû se borner jusqu'en novembre 1942 à installer une délégation du S.D. à Vichy ; Pucheu s'est vanté d'avoir fait une chasse impitoyable à ses agents.

Après le retour de Laval, des accords nouveaux interviendront entre Bousquet, secrétaire à la police et Heydrich, chef du S. D. qui feront la part plus grande aux organismes policiers allemands. Le général Karl Oberg, le chef des SS en France participera également à la négociation. L'avocat de Pucheu prétend que :

« ... les accords Bousquet-Oberg ouvrirent les dossiers gaullistes et ainst de la Surveillance du Territoire à la police allemande et permirent l'installation de délégations de police allemande en zone libre. » (3)

Laval se défend contre une telle imputation, alléguant qu'il donna l'ordre à Bousquet de brûler les archives, lors de la nomination de Darmand comme secrétaire au Maintien

(1) A l'audience du 14 octobre 1948 du Procès de « la Cagoule », un document a établi que Méténier avait rendu compte au colonel Knochen de la fondation des « Groupes de Protection », sollicitant même une entrevue de Himmler sans doute pour lui exposer les buts de l'entreprise. Il est à remarquer que l'expression « Groupes de Protection » est une transcription presque littérale de *Schutzstaffel* (SS), échelons de protection.

(2) M. Jean Louiguy nous en fait le portrait suivant d'après les souvenirs du commissaire Belin (*France-Dimanche*, du 23 mars 1947) : « Parlant un français très pur (et même l'argot) sa connaissance du monde, du demi-monde et des bas-fonds parisiens lui facilitait la tâche. Le nom des artistes, des académiciens, des avocats lui sont aussi familiers que ceux du personnel de la Police Judiciaire et de la Sûreté nationale. Sa première convocation vise le commissaire Belin qu'il avait souvent rencontré sur son chemin avant guerre à titre de collègue et ... d'espion ».

(3) Le Procès Pucheu, p. 140. Bousquet était une créature de Laval. Fabre-Luce silhouette ainsi le personnage : « René Bousquet n'a pas trente-cinq ans. Ancien champion de courses automobiles, embarqué dans l'administration préfectorale par le caprice d'un préfet alcoolique et fantaisiste, il a commencé sa carrière en allant sauver lui-même en barque, au péril de sa vie, les victimes d'une inondation. La période des catastrophes ouverte par la guerre convient à son tempérament. Il la traverse en sportif, saisissant les chances d'action qu'on lui offre, secrètement amusé de transformer en danse sur une corde raide la politique temporisatrice de son patron Laval. Il signe des accords avec les généraux SS, leur ouvre ses dossiers, échange avec eux des fleurs et des bouteilles de champagne, mais cette intimité cesse aux échelons inférieurs » (*Journal de la France*, II, p. 561).

de l'Ordre en Janvier 1944 (1). Le fait paraît être confirmé par les attaques de la presse collaborationniste à partir de janvier 1944, notamment de « *Je suis Partout* » accusant Bousquet d'avoir laissé des cartons vides à son successeur.

Toutefois la plupart des hommes qui tombèrent dans les filets du S. D. restent convaincus que sans l'assistance de la police de Vichy les services de Himmler auraient été impuissants à les arrêter.

C'est l'avis du gaulliste Rémy qui écrit :

« Gestapo, organisme de police allemand qui a fait beaucoup parler de lui, mais dont la réputation d'habileté a été surfaite. Sans les collaborateurs de tout poil, Milice en tête, travaillant pour lui sur le territoire français, n'aurait fait que peu de ravages dans les rangs des patriotes. Son chef, Himmler, qui par une ironie du sort devra avaler à son tour le cyanure de potassium que tant des nôtres ont eux-mêmes utilisés comme suprême refuge contre le risque de parler sous la torture, nous administrera la preuve, après la capitulation de l'Allemagne qu'il ignorait pour son compte l'art d'utiliser les faux papiers. Il se fera arrêter par un simple Military Police, alors que nous eussions bien été vexés d'être appréhendés par de vulgaires Feldgendarmen ! » (2)

C'est aussi l'avis du communiste Marcel Paul, que les policiers de Vichy arrêterent et livrèrent aux Allemands :

« Dans les rangs des combattants de la Résistance, et particulièrement dans les rangs des combattants actifs nous craignons spécialement des policiers dits français qui obéissaient aux ordres du gouvernement de Vichy. Nous les craignons spécialement parce que les policiers de la Gestapo n'étaient, en général, pas aidés par les Français, ils ne pouvaient pas recueillir de renseignements pouvant leur permettre de nous arrêter. Ces policiers agissaient par ordre et avec la conviction de servir la France. Ils étaient non seulement les plus acharnés, mais les plus efficaces contre nous, parce qu'ils pouvaient obtenir ces renseignements de la population française, des gens qui étaient trompés, parce que représentant le prétendu gouvernement de Vichy ils pouvaient obtenir des renseignements qui les conduisaient à découvrir les retraites ou les lieux d'action des patriotes qui agissaient pour la libération. » (3)

(1) Laval parle, p. 222.

(2) Mémoires d'un agent secret, p. 525.

(3) Le Procès Pétain I, p. 371.

## AVIS

Malgré plusieurs avertissements, le calme à de nouveau été troublé sur certains points de la France occupée. Des attentats ont été perpétrés contre des soldats allemands par des terroristes communistes à la solde de l'Angleterre.

Conformément à ce qui a été annoncé à maintes reprises, les mesures les plus sévères ont été prises pour répondre à chaque attentat. J'ai, en conséquence, fait fusiller 93 terroristes qui ont été convaincus d'avoir commis des actes de terrorisme ou d'en avoir été complices.

J'invite la population française, dans son propre intérêt, à aider, par une extrême vigilance, à la découverte des machinations terroristes, faute de quoi je serai obligé de prendre des mesures dont toute la population aura à souffrir.

Der Hoehere SS-und Polizeifuehrer im Bereich des Militaerbefehlshaber in Frankreich.

Paris, le 11 août 1942.

AVIS DE FUSILLADE.



...DANS L'EUPHORIE DE LA DÉFAITE : VANOR (disparu), DELONCLE (assassiné), DÉAT (en villégiature), JEAN GOJ (mort dans son lit), FONTENOY (suicidé en Allemagne?).

## ... ET LA COLLABORATION

### Le rôle d'Abetz

*« Le Führer se méfie quelque peu d'Abetz. Même si Abetz s'est acquis des mérites dans la question des relations franco-allemandes, il ne doit toutefois pas oublier qu'il a épousé une Française, et qu'en conséquence il sera toujours psychologiquement très chargé. »*

Goebbels : *Journal*, 21 janvier 1942.

*« Abetz, c'est le dernier français »*

Hitler (d'après de Brinon)

C'EST le destin d'Otto Abetz d'être suspecté par tout le monde. Pour les Français, prompts aux qualifications sommaires, il est un espion vulgaire et l'organisateur en France de la « cinquième colonne ». Sa cote, chez les Allemands, n'est pas meilleure : civil et de petite naissance, les militaires n'ont pas grande considération pour lui ; le haut personnel de la Wilhelmstrasse voit en ce diplomate d'occasion un intrus que des activités obliques, indignes d'un fonctionnaire honorable, ont promu à une situation qui le dépasse ; au regard enfin des durs du N. S. P. D., il n'est pas un nazi de vieille roche et présente cette tare inexpiable d'avoir convolé avec une Française !

Le couple est d'ailleurs l'objet d'un espionnage constant et Goebbels se réjouit quand il peut noter sur son carnet :

*« A la suite d'une surveillance des conversations téléphoniques, j'apprends que la femme de notre ambassadeur Abetz a tenu des propos très irrésistibles à des politiciens français. Mais voilà, c'est une Française : c'est la preuve que les diplomates ne doivent épouser que des compatriotes. »* (avril 1943).

Le 5 août 1940, avant d'être nommé ambassadeur, Abetz avait remis au Führer un rapport sur la situation française

(1) où il semblait en premier lieu se prononcer contre « un traité trop dur ».

« LE FRANÇAIS EST NATURELLEMENT BRAVE. S'IL N'EST PAS TENU AU COURS DE CETTE GUERRE, C'EST QUE NOTRE PROPAGANDE AVAIT DÉJÀ OPÉRÉ SUR LUI EN LE PERSUADANT QU'IL S'AGISSAIT NON PAS D'UNE GUERRE FRANÇAISE, mais d'un conflit provoqué par la juiverie internationale, l'impérialisme anglo-saxon et la ploutocratie pour écraser l'Allemagne qui ne cherchait, elle, qu'une entente avec la France.

Mais qu'on lui impose un traité trop dur, le Français comprendra qu'il s'agissait bien d'une guerre pour la France. Dès lors, il se révoltera et celui-là même qui n'a pas voulu risquer sa vie en pleine guerre, n'hésitera pas à la sacrifier en temps de paix.

Pour peu que le chômage et la misère s'en mêlent, un pareil état d'esprit pourrait engendrer des mouvements analogues à celui des partisans allemands après la dernière guerre.

Cet état d'esprit serait encouragé par l'armée, le Clergé, le Comité des Forges et son développement ne pourrait être freiné que par des éléments d'extrême gauche. »

Mais Abetz, sans doute dans le dessein de flatter une de ses marottes de Hitler, parle ensuite d'un démembrement possible de la France :

*« Sans préjuger l'organisation future de la France, il faut dès présent, soutenir les mouvements séparatistes qui constituent des armes puissantes contre la centralisation. »*

En Bretagne, le mouvement autonomiste, sous la protection des troupes allemandes, cherche déjà à s'affirmer. Mais il est souhaitable pour l'instant que son rôle se limite au domaine culturel.

Dans les Flandres, en Bourgogne, en Alsace, en Lorraine, provinces qui appartenaient, autrefois, à l'Allemagne, il faudrait utiliser pour

(1) *Paris-Presse* en a publié de larges extraits les 4 et 8 septembre 1948.

a propagande des réminiscences historiques, la légende de Charlemagne, en particulier, peut être d'un grand secours.» (Ceci était un thème favori de Hitler.)

Pour garantir la frontière militaire ouest de l'Allemagne, on pourrait reculer jusqu'à l'Atlantique sa frontière ethnique. Ainsi l'ensemble de la France serait une sorte de protectorat.»

Selon le principe éternel du *divide ut impero*, Abetz concluait cyniquement que l'attitude allemande devait varier suivant les partenaires : « maintenir chez certains l'illusion qu'une entente est possible avec l'Allemagne et empêcher la constitution d'une France unie. »

L'Ambassadeur était entouré d'un personnel, qui comme lui, avait traversé les partis de gauche d'outre-Rhin. Le conseiller Achenbach, type du « *self made man* », marié à une Américaine, est ainsi croqué par Du Moulin :

« Il a jadis tiré le diable par la queue, faisant ses premières armes sur un chantier naval des Etats-Unis, puis s'essayant au journalisme... Il aime l'Amérique comme il aime la France. Il adore surtout nos littérateurs : Romain Rolland, Dorgèles, Lacretelle. Curieux mélange ! »

Le chef du cabinet du Maréchal ajoute d'ailleurs avec une crainte révérencielle : « un admirateur frénétique de Déat et plus franc-maçon peut-être que Déat. » D'emblée, Achenbach avait suggéré à Du Moulin, lors de Montoire, de constituer un cabinet avec Paul Faure, Déat et Spinasse. Du Moulin avait reculé, horrifié :

« Je reste abasourdi de ce toupet, de ces conseils glissés sur un ton de déférente insinuation. Pour qui nous prend-il ? Je lui demande si c'est Liebknecht qui a soufflé à Bismarck l'idée du Kulturkampf. Il me répond par une profession d'athéisme. » (1)

L'ambassade de la rue de Lille qui comprenait outre Abetz et Achenbach, le Docteur Grosse, ancien socialiste et le Docteur Liebe, ancien communiste, tous deux ralliés au régime nazi, désirait que la politique de collaboration franco-allemande fût faite par des hommes de gauche (2) et ne regardait pas d'un bon œil les chemises de couleur et les baudruids des agitateurs fascistes.

André Weil-Curiel qui en novembre 1940 rencontra à Paris Abetz — son ami depuis 1930 — confirme que l'Ambassadeur cherchait des appuis à sa politique dans les milieux de gauche : « Il accueille sans barguigner tous les syndicalistes qui vinrent à la collaboration — ils furent nombreux — et fonda pour eux un hebdomadaire « L'ATELIER » dont il discutait avec eux le contenu. » (3)

Si Abetz avait un penchant pour Laval, c'est que le maire d'Aubervilliers, lié d'amitié avec les leaders ouvriers

« lui semblait le plus capable d'assurer la transition entre l'ancien et le nouveau régime, de s'opposer aux mesures absurdes réactionnaires voulues par les agités de Vichy, et de rallier autour de lui une équipe d'hommes les mieux susceptibles de dorer la pilule de la défaite ou de la vassalité. »

Le *Mémorandum* d'Abetz, récemment retrouvé, nous livre sa véritable pensée et nous montre avec quelle adresse il manœuvrait les collaborationnistes. Dans son rapport : « Un an après l'armistice », Abetz observe qu'après la débâcle militaire, la recherche des responsables fut à l'ordre du jour :

« Comme lors d'un vol non éclairci, écrivait-il, ceux qui crient les premiers « Au Voleur » occupent la meilleure position, les généraux entreprirent immédiatement après la débâcle d'accuser les parlementaires quoique ceux-ci eussent eu le droit de rendre les généraux responsables de la défaite. » (4)

(1) *Le Temps des Illusions*, p. 45.

(2) Claude Varennes : *Le destin de Marcel Déat*, p. 211-212.

(3) *Eclipse de la France II*, p. 177.

(4) *Mémorandum d'Abetz*.

La France vivant sous la dictature militaire exercée au Nord de la ligne de démarcation par l'armée allemande et au Sud par l'armée française et la « Légion des Combattants », Abetz entend soutenir à Paris « toutes les formes de politique intérieure qui barrent la route à l'enracinement durable de la dictature militaire de Vichy, » (1) dans le dessein d'empêcher à tout prix la constitution d'un front national unifié.

Il estime que pour obtenir « l'affaiblissement permanent de la France » mieux vaudrait ne pas procéder à des morcellements territoriaux mais sauvegarder au contraire l'unité territoriale en empêchant « par la mise en place d'un gouvernement de GAUCHE et l'occupation militaire permanente par l'Allemagne, toute opposition contre l'Europe dirigée par l'Allemagne ». (2) L'Ambassadeur ajoute que l'Allemagne fournira les contingents de terre et de l'air et créera des bases le long de la côte française mais qu'il serait opportun « afin de rendre cette solution plus savoureuse à la vanité française » de réserver « une certaine fonction à la Flotte française et de lui accorder quelques bases dans des ports dépourvus d'importance stratégique et situés hors de France. De cette façon, l'Amiral Darlan, successeur désigné de Pétain, pourrait être également gagné en faveur d'une telle solution. » (3)

Et Abetz de faire ressortir tous les avantages d'ordre psychologique qu'apporterait auprès des pays scandinaves, de la Hollande, de la Belgique et des Balkans « le camouflage de la position de puissance allemande en puissance militaire européenne et la participation — en apparence — de la France à une telle alliance », (4). Une subordination volontaire de la France à la politique du Reich devant obliger les résistants de tous autres pays à s'incliner.

Abetz ajoute que la Méditerranée une fois nettoyée de la menace anglaise « l'intérêt de l'Allemagne commande de faire rentrer à l'arrière-plan les militaires de Vichy et de donner l'influence décisive à des POLITICIENS DE GAUCHE (5) et il conclut :

(1) (2) (3) (4) (5) *Mémorandum d'Abetz*. Il est à remarquer que le *Mémorandum* est un document rédigé après coup par Abetz dans le souci de se justifier.



LA « FORTERESSE EUROPE » DÉBUT 1942

(Extrait de « Signal »)

## ANCIENNE SECRÉTAIRE DE LUCHAIRE



SUZANNE ABETZ RECEVAIT  
LE TOUT-PARIS 1941

« Dès que le paysan français constata que ses produits obtenaient de meilleurs prix dans une Europe dirigée par l'Allemagne, dès que l'ouvrier, le paysan, le fabricant de l'industrie de luxe française se rendra compte des facilités d'écoulement plus favorables de l'espace économique Europe-Amérique libéré de ses barrières douanières, dès que l'intellectuel français verra que l'art et la science française sont considérés même dans une Europe dirigée par l'Allemagne, il sera possible de familiariser les grandes masses populaires et des fractions importantes de l'élite française avec l'idée que la France est devenue du point de vue politique et militaire un état satellite de l'Allemagne. Intérieurement la France est mûre pour percevoir LA PART DU VIEUX en Europe. »

Une partie de la « Société » parisienne et du Paris-cabot défila dans les salons de la rue de Lille. Alfred Fabre-Luce nous a dépeint l'embarras de quelques uns des visiteurs :

« ... Aux réceptions de l'ambassade, la bonne grâce de l'accueil réchauffait un instant les salons Directoire, dissipait un siècle de mauvais souvenirs. Mais même dans ce moment de luxe et de détente, la guerre restait sensible. Dans leurs uniformes simplifiés, les diplomates allemands avaient l'air de combattants camouflés et les diplomates français de marins en disponibilité (c'était parfois leur situation réelle). La ruée de quelques invités vers le jambon et les gâteaux à la crème du buffet paraissait aux autres indécente. Les éclairs de magnésium des photographes faisaient craindre un recensement policier. Sur le tard défilait au lieu du « monde » le monde des théâtres. On voyait enfin surgir le dernier, à minuit, un personnage aussi important, aussi solennel que le Roi-Soleil. Mais c'était seulement M. Sacha Guityr. »

« ... Était-ce la brume de son Rhin natal ou un commencement de mélancolie qui voilait le regard de l'ambassadeur Abetz ? Il s'efforçait chaque jour avec une sympathie réelle d'atténuer les oppositions, de dissiper les malentendus, mais trop d'éléments contraires échappaient à son influence. Tandis qu'il préparait un accord, un général allemand du fond de la steppe russe, fixait un contingent d'olages à fusiller. »

Si les Français pensaient que la collaboration était un « marché de dupes », la conviction inverse existait aussi chez les Allemands. Déposant au procès de Brinon, Abetz déclarera :

« Vous avez, vous, cru et toujours dit qu'il y a eu — le joli bon mot — la collaboration et que c'est l'Allemand qui prend la montre et qui vous dit l'heure qu'il est, c'est-à-dire que vous avez cru que c'était un marché de dupes. »

Je vais vous honorer : Hitler était tout à fait du même avis. Seulement il croyait que c'était un marché de dupes pour lui, pour l'Allemagne. » (1)

D'après Abetz, Hitler aurait désiré au début une entente avec la France, mais il avait perdu la foi :

« Moi, j'ai l'impression que Hitler hésitait. S'il y a eu un grand mouvement dans le parti hitlérien, qui était pour une paix de revanche, pour une paix dans le genre de Versailles, il y a eu un autre mouvement qui était pour une paix blanche. Mais Hitler hésitait entre ces deux formules de paix. »

Les « anticollaborateurs » ne se recrutaient pas, à Berlin, dans l'élément militaire, mais plutôt parmi les « ultras » du parti national-socialiste. Goebbels, un des plus frénétiques,

caressait des projets symétriques à ceux des « Westphaliens », français, Bainville ou Maurras, qui entendaient ramener l'Allemagne à son émiettement territorial d'après 1648 :

« En ce qui concerne la France, écrivait Goebbels dans son Journal à la date du 26 avril 1942, le Führer estime que nous ne pourrions jamais nous entendre avec elle. Les beaux discours sur la collaboration sont bons pour le temps présent. En outre, le Führer veut voir d'abord des actes, et non entendre de belles déclarations. De quelque façon que la guerre se termine, dit-il, la France devra chèrement payer car c'est la guerre qui l'a provoquée et déclenchée. La France sera rejetée sur ses frontières de 1500 ; en d'autres termes, la Bourgogne rentrera dans le sein du Reich. Nous gagnerons ainsi un pays qui par sa beauté et sa richesse du Reich. Nous gagnerons ainsi un pays qui par sa beauté et sa richesse supporte la comparaison avec n'importe quelle autre province allemande. »

Hitler a raison, d'après Goebbels, de refuser à Vichy une paix séparée qui rendrait une amputation de la France pratiquement impossible :

« Les Français, écrit-il, seraient tout au plus disposés à nous céder l'Alsace ; mais ils feraient déjà les plus grandes difficultés en ce qui concerne la Lorraine. On se demande, en fait, pourquoi nous avons combattu contre la France. Si les Français apprenaient ce que le Führer exigera d'eux une fois, il est probable que les yeux leur en sortiraient de la tête. Aussi est-il bon de garder pour le moment ces choses secrètes et d'essayer de tirer le plus possible de « l'attentisme » des Français. »

Abetz, dont la faveur avait diminué à la suite de l'échec de la politique de Montoire, fut rappelé en Allemagne après le débarquement en Afrique du Nord et le ministre Schleier fit pendant quelques mois office d'ambassadeur :

« Abetz fut toujours, je dois le reconnaître, écrivit Laval, quel que fut son désir naturel de servir son pays — et il l'accomplissait pleinement et parfois brutalement — le plus compréhensif parmi les Allemands de la situation française. Il paya d'ailleurs de sa disgrâce quelques semaines plus tard, les sentiments qu'il avait parfois manifestés sur les mauvaises méthodes allemandes appliquées à la France. On lui reprochait également l'insuffisance des résultats de la collaboration avec la France et il fut longtemps éloigné de Paris. » (1)

Si Abetz ne parut jamais partisan d'une répression systématique, son nom se trouve néanmoins mêlé à plusieurs projets de représailles. La première fois, la question est liée au sort d'un certain nombre de civils français, constitués en formations armées et chargées de combattre les fameux parachutistes ennemis (que personne ne vit jamais, en France tout au moins). Les Allemands, forts du droit de la guerre, pouvaient prétendre les fusiller. Abetz dans un télégramme à Ribbentrop en date du 8 mars 1941 suggéra de substituer aux francs-tireurs prisonniers les ministres Reynaud et Mandel qui avaient organisé ces formations : « L'exécution de Reynaud et de Mandel, déclarait-il, atteindrait deux des principaux responsables français de la guerre aviateurs et parachutistes. »

Darlan, sur la demande de Pétain, intervint en faveur des « antiparachutistes » promis au poteau et accepta volontiers de livrer Reynaud et Mandel. Mais Ribbentrop refusa le présent en ces termes :

« Je vous prie de communiquer verbalement à M. Darlan que nous sommes prêts à prendre en considération la demande adressée par le Maréchal Pétain au Führer sollicitant la grâce des gardes territoriaux justifiés en nous plaçant au point de vue juridique, de les traiter comme des francs-tireurs. »

Nous sommes également disposés à renoncer à ce que Reynaud et Mandel, les instigateurs intellectuels (sic) de l'activité des gardes territoriaux nous soient livrés AINSI QUE NOUS LE PROPOSE DARLAN. Toutefois nous faisons dépendre la grâce de la condition suivante, à savoir que de son côté le Gouvernement français emprisonne via Reynaud et Mandel et accepte la pleine et entière responsabilité

(1) Laval parle, p. 137.

(1) Les procès de collaboration (Albin Michel) p. 169-175.

de ne jamais voir ces deux anciens ministres s'évader et fuir à l'étranger. » (1)

L'historien sera-t-il accusé de partialité s'il avance que dans le climat de l'époque l'exécution des politiciens Mandel et Reynaud eût été accueillie avec moins d'indignation que celle des insignifiants gardes territoriaux ?

Les dignitaires du régime, les ouvriers de la défaite, remarque justement le R. P. Bruckberger, « en août 1940, le mépris était tel pour eux qu'aucun de ces petits-maîtres n'eût osé reparaitre et encore moins pérorer comme ils le font maintenant. C'est Pétain qui les a sauvés du pilori en les jetant en prison. Ils lui doivent une fière chandelle. » (2)

Abetz se trouvera mêlé à nouveau au problème des représailles, lors de l'affaire de la « Phalange Africaine » au printemps de 1944. Le colonel Cristofini qui avait commandé ladite Phalange en Tunisie, avait été condamné à mort le 29 mars par le tribunal militaire d'Alger. Dès le lendemain de sa condamnation, les « collabos » de Paris s'étaient agités fortement, posant la question d'exécutions à accomplir en contrepartie, si Cristofini était passé par les armes. Le 4 avril 1944, Georges Guilbaud, qui avait trempé lui-même dans l'affaire tunisienne, écrivait dans l'*Echo de la France* :

« J'ai revu le président Laval dimanche matin avant son départ pour Vichy. Nous avons longuement parlé de ces questions. Il m'a fait part des mesures que le gouvernement allait prendre pour assurer la protection des phalangistes. Il m'a dit que la liste des personnes qui répondront de la vie de nos camarades sera communiquée à Alger.

Dans mon précédent article, j'ai marqué toute notre répugnance pour ce procédé horrible que constituent des représailles sur des otages, mais il n'y a plus, je crois, d'autres moyens d'action et je veux de toutes mes forces espérer que cette menace précise et résolue empêchera la consommation du crime qui se prépare à Alger. »

Abetz avait suggéré dans un rapport du 27 avril qu'on fusillât « à titre de représailles pour l'exécution des combattants de Tunisie des personnalités de la dissidence française et responsables de la guerre, à commencer par Léon Blum, Paul Reynaud et Georges Mandel. » (3) Dans un second rapport daté du 13 mai 1944, dix jours après l'exécution de Cristofini, Abetz rendait compte que cinq officiers du 27<sup>e</sup> bataillon de chasseurs alpins, faits prisonniers au plateau des Glières, avaient été fusillés. — « Darnand, (leur ancien camarade de combat) a insisté, indiquait-il, sur la

peine que ces mesures lui ont faite personnellement » ; mais l'Ambassadeur ajoutait que, seule, « l'exécution des chefs importants de la dissidence et des personnalités françaises auxquelles s'intéressent les juifs, les gaullistes et les communistes d'Afrique du Nord », pourrait être retenue comme mesure de représailles « EFFICACE ».

Le 30 mai 1944 Hitler donnera son accord pour que Blum, Mandel et Reynaud soient fusillés à titre de représailles. Mais, seul Mandel aura lieu de pâtir de cette décision. Encore faudra-t-il l'assassinat de Philippe Henriot pour que la menace soit mise à exécution.

## Les partis de la collaboration

« A Madame Weygand qui lui disait un jour : « Il y a 80 % des Français qui ne pensent pas comme vous, Monsieur Laval, celui-ci répondit :

— « Oh ! Vous vous trompez, Madame, il y en a 98 % . »

La Chronique de Vichy, p. 299.

DEUX grands courants doivent être distingués dans la collaboration. Il est évident que Georges Dumoulin, Zoretti, Chateau, Spinasse et même Déat, professèrent un collaborationnisme très différent de celui de Rebatet, Cousteau, Costantini, Bucard, Darnand ou Mayol de Luppié. En dépit de tous les brassages consécutifs à la défaite, l'ancienne ligne de partage valut toujours : Droite et Gauche.

Thierry Maulnier, paraphrasant Lyautey, avait écrit dans la préface au *Troisième Reich* de Moeller von der Bruck : « Nous nous sentons plus proches et plus aisément compris d'un national-socialiste allemand que d'un pacifiste français. » Les anciens catéchumènes de l'*Action Française* avaient vilipendé les « sales boches » alors que les Allemands s'affichaient socialistes ou républicains ; il avait fallu l'épanouissement du nazisme pour que certains deviennent pro-allemands. Seul le respect masochiste de l'homme « d'ordre » — Mussolini ou Hitler — avait provoqué la métamorphose.

De l'autre bout de l'arc-en-ciel politique, venaient au collaborationnisme d'anciens pacifistes — « intégraux » ou « de raison » — des syndicalistes, des socialistes, des hommes de gauche qui, n'ayant pu faire triompher dans la paix leur idéal de rapprochement franco-allemand désiraient le réaliser après la débâcle. Dans le nazi, ils voulaient surtout voir « l'homme allemand » au rebours de leurs congénères de droite qui ne concédaient à l'Allemand valeur humaine qu'autant qu'il se proclamait hitlérien.

Quant aux anciens communistes, graines de domestiques et de mercenaires, ils ne faisaient en passant au nazisme que changer de maître. (1) Pour le Français moyen, avec le sage de la fable, il criait selon le temps : « Vive le Roi ! Vive la Ligue ! ».

## Le R. N. P.

Déat : « Il y a gros à parier que si Vichy en avait fait un ministre avant 1944 le régime aurait eu en lui, non pas le censeur que l'on sait, mais le défenseur qui lui a manqué ! »

Claude Varennes : *Le destin de Marcel Déat*, p. 16.

DÉAT crut réaliser sa chimère obsessionnelle du « parti unique » en fondant le 1<sup>er</sup> février 1941 le « Rassemblement National Populaire » (R. N. P.) avec un état-major d'une extrême bigarrure : Rivollet et Jean Goy, des A. C., Spinasse, S. F. I. O., Marquet, ex-néo, Chateau, Renaître, de Pressac, Grisoni, Cathala, les publicistes Luchoire, Suarez et Prade, l'ancien conseiller municipal Levillain, « la plus

(1) Nous visons ici les hommes nés ou grandis dans le Communisme à partir de 1930, date à compter de laquelle la « bolchevisation » fut parfaite.

## RÉCEPTION CHEZ ABETZ



NOTRE NATIONALE CÉCILE SOREL, COMTESSE DE SÉGUR, ET NOTRE NATIONAL-SOCIALISTE COMTE ALPHONSE DE CHATEAUBRIANT, DIRECTEUR DE « LA GERBE » (extrait de « SIGNAL »)

belle topaze brûlée de la couronne » (1)... et l'inquiétant Deloncle. (2)

Le premier but que s'était assigné le R. N. P. était d'imposer le rappel de Laval, « même, déclarait Déat, s'il devait être précédé d'une démonstration et d'une MARCHÉ. » (3). La marche sur Vichy, pour délivrer Pétain d'un entourage indigne, reçut un commencement d'exécution, auquel la Wehrmacht mit bon ordre. L'affaire, connue à l'hôtel du Parc, suscita un vif émoi et le préfet régional de Lyon, Angeli, s'empressa d'envoyer quelques argousins veiller à la sécurité de Maurras, Pujo et Calzant. (3)

Les troupes de choc du mouvement de Deloncle avaient été intégrées dans le R. N. P. mais constituèrent une fraction, sinon un véritable parti, au sein du Rassemblement sous le nom de « Légion Nationale Populaire » chargée de la police du Parti et de la sécurité de ses membres. « A un seul meurtre, s'était écrit Deloncle, nous répondrons par dix exécutions ». Ce n'était pas menace vaine de la part d'un entrepreneur patenté d'assassinats et Déat jugea bon de se séparer de Deloncle après la disparition d'une secrétaire du R. N. P. attribuée aux tueurs du gang.

Lorsque Deloncle se sépara du R. N. P., les légionnaires de Déat passeront sous les ordres de Paul Montagnon, frère de l'ancien député néo des Grandes-Carrières, et prendront mine plus débonnaire que les « Thugs » de la Cagoule.

Les effectifs du R. N. P. n'auraient jamais dépassé 8.000 membres pour la région parisienne et 12.000 pour la province. (4)

## Le M. S. R.

« Qui n'a pas son moucharde de poche ? »

Loustaunau-Lacau : Mémoires... p. 200.

Le « Mouvement Social révolutionnaire » (5) préexistait au R. N. P. Eugène Deloncle en avait jeté les bases dès juillet 1940, après un séjour à Vichy d'où il écrivait à sa femme :

« Je te récris aujourd'hui plein de joie dans la douleur. La République n'est plus. J'ai vu aujourd'hui ces pantins se suicider. J'ai assisté à leur agonie, moi qu'ils avaient persécuté. Mon rêve est à demi réalisé, celui pour lequel toi et moi nous avons tant souffert. Si tu avais vu leurs faces grimaçantes de peur, suant l'infamie, quelle n'eût pas été la joie... Je ne puis te dire mon rôle dans l'affaire, tu dois comprendre à demi-mot : Il n'a pas été nul, je te le dis. L'avenir dira si j'ai eu raison. (6) »

Dans les sphères officielles, Deloncle avait été barré par Alibert, qui, quoique cagoulard, lui-même, le détestait, tandis que son lieutenant Méténier le desservait auprès de Groussard (7). Loustaunau-Lacau tenta de l'embaucher :

« Je vais vous signer un papier que vous mellrez en lieu sûr où je déclarerai que vous avez travaillé avec les Allemands sur mon ordre et j'en prévendrai qui de droit. En échange, tous les mois, vous me ferez parvenir l'ensemble des renseignements militaires que vous aurez

(1) Jean Texcier : *« Écrit dans la nuit »*, p. III. Texcier définit l'Œuvre comme une mixture du « Libertaire et de la « Libre Parole ». Encore le mélange n'était-il pas à parties égales...

(2) En dehors de l'Œuvre, le R. N. P. disposa comme organe de diffusion d'un hebdomadaire *Le national-populaire*, dirigé par Georges Albertini, et du *Rassemblement*, plus spécialement marqué de l'impreinte de Deloncle.

(3) cf. Les dépositions de Pujo et Angeli (*Charles Maurras devant la Cour de Justice du Rhône*, brochure clandestine, p. 237-238).

(4) Après le départ de Deloncle, le R. N. P. recueillera l'association *France-Europe* et avec Desphelippon Déat tentera sans succès de mettre sur pied le « *Front social du Travail* ».

(5) Le colonel Groussard prétend que la Cagoule avant guerre ne constitua jamais le C. S. A. R., mais bien le M. S. A. R. (Mouvement social d'Action Révolutionnaire) dont le C. S. A. R. aurait été le comité dirigeant. Il ne précise pas si C. S. A. R. signifiait Comité secret ou Comité Social d'Action révolutionnaire.

(6) Cité par l'avocat général Caillaud, au procès de la Cagoule, audience du 16 novembre 1948 (*Libération*, 17 nov.).

(7) cf. : Groussard : *Chemins secrets*, p. 93 et 110.



TYPE DE CAGOUARD SUPÉRIEUR :  
EUGÈNE DELONCLE

pu recueillir. Je ne vois pas à quel autre homme, en France, s'agissant des questions d'ensemble, je pourrais provoquer une mission aussi complexe et aussi dangereuse. » (1)

Le morceau serait à encarter dans le Manuel du Parfait agent double que « l'Amicale des Anciens de la Résistance et de la Collaboration réunis » ne manquera pas d'éditer un jour prochain.

A cette époque, les commanditaires secrets de Deloncle pensaient que l'Europe s'organiserait sous l'égide de Berlin. Deloncle, rentré à Paris, rassembla ses estafiers personnels, Corrèze, Harispe, Tenaille, Delieux, Gaudot, Fauran, et fonda le M. S. R. Ainsi qu'il est normal de la part d'un nourrisson du grand capital, le Manifeste en 25 points du Mouvement s'ouvrait sur un couplet dénonçant « la Ploutocratie sans Patrie ni Honneur » qui avait déclenché la guerre; les « trusts » se voyaient stigmatisés, l'initiative individuelle encouragée, l'exploitation de l'homme par l'homme abolie; et le but à atteindre était défini de la sorte :

« Construire la nouvelle Europe en coopération avec l'Allemagne national-socialiste et toutes les autres nations européennes libérées comme elle du capitalisme libéral, du judaïsme, du bolchevisme et de la franc-maçonnerie. »

Deloncle se piquait d'instaurer une nouvelle chevalerie et le manifeste se terminait sur cet impératif catégorique :

« Unir tous les membres du Parti par un serment d'HONNEUR ET DE FIDÉLITÉ, DE DÉINTÉRESSÉMENT ET DE PURETÉ. Rester dans la vie privée et publique les dépositaires des vertus vivantes et profondes de notre Race. »

Les chevaliers de Deloncle, c'étaient les crapuleux assassins — à cinq contre un — de Bagnoles-de-l'Orne. (2) Encore n'avaient-ils frappé que se sachant ou se croyant assurés de la protection du 2<sup>e</sup> bureau ou de quelque officine attenante et les « condés » de ces messieurs, s'ils ne leur les préserver d'avances définitives. Imagine-t-on que l'affaire tua deux gardiens de la paix, avait été ravacholienne et non point cagoulienne ?

(1) Loustaunau-Lacau : *Mémoires d'un Français rebelle*, p. 201.  
(2) Voir le tome III de *Histoire de la Guerre*.

Les gens qui gravitaient autour de Deloncle appartenaient au monde spécial des « agents » qu'une fort mince cloison sépare de celui des agents doubles. « *La Cagoule, ça sentait bon l'armée!* » s'écriait Gabriel Jeantet, mangeant avec bel appétit au 2<sup>e</sup> bureau à côté de Méténier qui, dans le même temps, prenait langue avec le S. I. M. italien. Harispe émergeait au S. D. allemand, en attendant de devenir l'auxiliaire de la D. G. E. R. Deloncle supervisait tous ces contacts et assurait la liaison avec Darlan et le 2<sup>e</sup> Bureau de la Marine à Vichy, abondamment pourvu de fonds secrets (les gars « d'Eugène » n'étaient pas des ascètes!).

Delieux, lors du procès du M. S. R. a insinué que Deloncle avait reçu mission de Darlan de saboter le R. N. P., Déat étant pour Vichy l'homme à abattre. (1) Il est exact, qu'après l'attentat de Versailles, Déat conçu de sérieux soupçons. Une collaboratrice de Deloncle, Tonia Masse, antérieurement au service de Degrelle, ayant averti Déat des projets nourris contre lui, avait été assassinée. (2) Déat résolut alors de bouter Deloncle, hors du R. N. P. Dans les premiers jours de novembre il réunissait ses fidèles et leur dénonçait le M. S. R. accusé « d'organiser des attentats politiques et de soutenir les trusts ». Une expédition conduite par Paul Montagnon délogea les troupes de Deloncle du siège central du R. N. P. N'étant pas à cinq cent un, les tueurs professionnels du M. S. R. s'éffacèrent. (3)

Après sa séparation d'avec le R. N. P., le M. S. R. accueillit de nouveaux éléments, séduits par le dynamisme qu'ils possédaient à Deloncle, tels Georges Souless et André Mahé. (4)

Au « Centre d'Etudes révolutionnaires », l'ancien membre de la loge Lalande Souless rencontra Mahé qui, de 1936 à 41, avait jeté une gourme abondante au parti communiste et chez Bergery, Un livre « *la Fin du Nihilisme* » témoigna de leurs cogitations communes sur les problèmes du temps.

Chargé de créer une « école de cadres », le tandem Souless-Mahé eut tôt fait de mesurer le vide intellectuel des « élites » du M. S. R. et la tortuosité du grand patron. Mahé s'explique ainsi dans un texte encore inédit :

« ... Je connus l'envers du décor : Impossibilité de connaître la vraie politique de Deloncle : esprit sectaire de droite, activiste incorrigible de l'élément important qui venait de la Cagoule, et surtout mentalité insupportable et mœurs dissolues du petit gang dont Deloncle s'était entouré. » (5)

Deloncle fut chassé par un coup d'État pour lequel Filiol (6) et Charbonneau avaient partie liée avec Souless et Mahé. Un matin de mars 1942, une équipe de jeunes partisans armés de matraques envahit le siège du Parti, boulevard

(1) Le colonel Groussard qui eut sous ses ordres des groupes terroristes résidus de ses G. P. se flatte d'avoir monté avec le concours du colonel Ronin, chef du S. R. du Ministère de l'Air, un attentat contre Déat, qui n'aboutit pas. (*Chemins secrets*, p. 114) Voir aussi les révélations de Bernard Voiron dans *Europe-Amérique* d'Octobre 1948.

(2) Son corps fut repêché à Bougival au début d'octobre 1941. Cf. : Joseph Désert : *Toute la vérité sur l'affaire de la Cagoule*, p. 57 et l'article anonyme, mais très précis : *Madame Masse, victime du duel Déat-Deloncle* dans *Dissidence* 40, du 24 octobre 1948.

(3) Le coup de main se termina sur ce dialogue : « *Si nous parlons, le R. N. P. est fichu*, déclara Corréze. — *Fichu ou pas fichu, jouez le camp* » conclut Montagnon. (cf. : *Dissidence* 40).

(4) Ancien polytechnicien comme Deloncle, Souless avait appartenu dans la S. F. I. O. à la « *Gauche Révolutionnaire* », mais il abandonna Marceau Pivert lors de la scission de 1938 ; il avait constitué ensuite avec Zoretti (qui signera le tract « *Paix Immédiate* ») la tendance du « *Redressement Socialiste* » qui luttait à la fois contre Blum et contre Paul Faure. Fait prisonnier en juin 40, libéré en juin 41. Raymond Abellio, l'auteur d'*Heureux les Pacifiques* qui remporta le prix Sainte-Beuve en 1946, ne serait autre que Georges Souless.

(5) Comme Souless, Mahé est un écrivain de talent. Son dernier livre publié sous le pseudonyme d'Alain Sergent : « *Je suivis ce mauvais garçon* » doit beaucoup à la circumnavigation politique de l'auteur.

(6) Chargé d'arbitrer un différend Filiol-Corréze, Deloncle traité de mari complaisant, avait voulu se battre contre le calomniateur Filiol ; l'affaire n'eut pas de suite mais les deux hommes restèrent brouillés.

Hausmann (il s'agissait d'un local très luxueux, propriété juive, où les amis de Deloncle avaient largement exercé leurs talents de fourrageurs) et en chassa les occupants. Deloncle contre-attaqua sans succès et n'obtint pas l'appui des Allemands qui le tenaient déjà pour suspect. Bonny n'a-t-il pas raconté que le Capitaine Radecke du « *Lutétia* » lui avait versé 20.000 francs pour des renseignements fournis sur Deloncle et son M. S. R. (1)

Après ce coup de théâtre, Deloncle annonçait publiquement qu'il se retirait de la vie politique (2). Charbonneau s'engageait dans la « *Phalange Africaine* » pour combattre aux côtés des Allemands en Afrique du Nord. (3) Filiol était interné sur l'ordre de Laval qui soupçonnait fortement ce tueur d'être mêlé à l'attentat de Versailles.

Souless et Mahé restaient seuls à la tête du M. S. R. épuré, mais toujours subventionné à la fois par Laval qui se réservait d'utiliser le mouvement à ses fins personnelles dans l'ère mêlée des partis collaborationnistes et par le docteur Ménétrel, antilavaliste de Vichy.

Après le débarquement en Afrique, Souless et Mahé créèrent au sein M. S. R. une fraction secrète, ralliée à une organisation clandestine extérieure, dite des *Unitaires*, qui prétendait défendre les intérêts français « *en face aujourd'hui des Allemands, demain des Anglo-Saxons, après demain des Russes* ».

Ce groupement secret décidé à agir contre le clan des *Ya*, le clan des *Yes* et le clan des *Da*, comprenait parmi ses fondateurs : Armand Petitjean, de la N. R. F., Jean Maze, ancien rédacteur en chef de la « *Flèche* » — l'auteur masqué du « *Nouveau Dictionnaire des Girouettes* » — Jehan de Castellane, adjoint au secrétaire des Camelots du Roi au temps de sa jeunesse, et Michel Carrière, petit-fils du peintre.

(1) *Europe-Amérique*, 21 octobre 1948.

(2) *Le Matin*, 23 mai 1942. Deloncle participera toutefois, en novembre 1942 pour quelque besogne d'agent double, au Congrès du P. P. F. au Gaumont-Palace. Arrêté par les Allemands, le 15 décembre 1942, il sera relâché peu après. Sa fin tragique a été racontée au Tome II de l'*Histoire de la Guerre*, p. 218.

(3) Charbonneau dirigera plus tard le journal de la Milice, *Combats*, et sera blessé au cours d'un raid contre le maquis de Limoges.

## GERMANIQUE ET VIEILLES BRETelles



DER KAMARADE DORIOT UND SEINE GNÄDIGE FRAU

## Le P. P. F.

Pétain au dodo  
Doriot au poteau

(Graffiti).

Encore que Doriot passât pour un membre éminent de la cinquième colonne, le Parti Populaire Français avait « mangé du boche » comme tout le monde pendant la drôle de guerre. Rentré à Vichy, Doriot s'était signalé par ses menaces contre Dormoy et avait pris des contacts sans résultat avec Deloncle et Loustaunau-Lacau. Il jugeait que son avenir était à Paris où le premier numéro du *Cri du Peuple* sortit le 19 octobre 1940.

Depuis Munich, Doriot n'était plus un employé de confiance du grand patronat. Claude Jeantet a raconté comment, en pleine crise de septembre 38, Pucheu avait ordonné téléphoniquement au directeur politique de la *Liberté* de changer sa politique et de « s'orienter vers l'acceptation de la guerre. » (1)

Pucheu, par la suite, déclarera qu'il s'était séparé de Doriot après avoir acquis la conviction que le P. P. F. recevait de l'argent italien.

Doriot ne cessera pas d'émarger aux caisses diverses de l'occupant.

« En 1943, déclarera le gestapiste auxiliaire Masuy, j'ai conçu le projet d'utiliser l'organisation du P. P. F. en y suggérant la création d'un réseau de 200 agents d'information. Jusque là Doriot communiqueait pêle-mêle ses renseignements à la Gestapo. Au cours d'une visite à son appartement, 201, rue de Grenelle, je lui remis 5 millions. » (2)

Devant la Cour de Justice, Masuy a fourni d'autres détails :

« Doriot m'a vendu son Parti pour cinq millions, plus trois millions. Il avait fait des delles. Et puis je lui avais dit : « Quand vous serez le chef, je vous montrerai un Deuxième Bureau. Il me renseignait et me prêtait des gens à lui. Bucard travaillait aussi pour moi : coût : Deux millions. Mais il opérait dans les milieux gouvernementaux. Ceci dit, Doriot espionnait Bucard et Bucard Doriot, à mon profit. C'étaient des pauvres types. » (3)

Pour faire pièce à Laval et à Déat, Doriot se proclama un moment « l'Homme du Maréchal » et à l'occasion défendit même Maurras contre l'Œuvre qui l'accusa perfidement de « gaullisme » (4). Mais c'est en vain qu'il demandera à son fidèle Maurice-Yvan Sicard, ancien rédacteur du brûlot anarchiste « *Le Huron* » de présenter son rôle dans la guerre du Rif comme celui d'un saint-Jean Baptiste. (5) Pour les gens de l'Hôtel du Parc, Doriot restait l'homme qui, en 1925, avait prêché la fraternisation avec Abd El Krim...

De tous les partis collaborationnistes, le P.P.F. fut celui qui manifesta le plus d'activité, sans doute parce qu'il était composé essentiellement d'anciens communistes, rompus dès leur jeunesse au travail spécial de l'Agil-Prop : les anciens fiers-à-bras du communisme dyonisien Mars-hall, Dutilleul, Rolland), le gang marseillais de Sabiani, transfuge lui aussi du P. C. d'une cuvée plus ancienne (1923) et les rescapés de dix épurations successives : Nédelec,

(1) Pucheu tel que je l'ai connu dans « *Je suis Parloût* » du 24 mars 1944.

(2) La confession de Masuy, par Alex Ancel dans le « *Parisien Libéré* » du 14 mai 1947.

(3) cf. Madeleine Jacob dans *Franc-Tireur*, du 3 juillet 1947.

(4) cf. le discours de Déat du 16 juin 1941.

(5) cf. la brochure « *Doriot et la guerre du Rif* ». Mais quelle que fût l'effronterie du petit Sicard, elle fut dépassée par celle de Jacques Ducloux qui déclara froidement, lors de la Libération, que l'antimilitarisme de Doriot pendant la guerre du Maroc était le résultat d'une provocation ourdie entre le chef du P. P. F... et le Maréchal Pétain, dans le dessein de déconsidérer le parti communiste (cf. : *Vie du Parti*, janv. 45).

l'aveugle de l'ARAC, avec la mutilation duquel l'Humanité avait longtemps battu monnaie, Raoul Courtois, Marius Paquereaux, Desnot, Albert Clément, sans oublier un policier authentique, Pierre Célor, que Doriot lui-même avait contribué à faire chasser du Parti Communiste en 1931 !

## L'HOMME QUI NE S'EST JAMAIS TROMPÉ...



OU LE HÉROS QUI S'EST FICHU DEDANS

## Bucard et les Francistes

À Vichy, Marcel Bucard, obtint du Maréchal, au titre de héros de l'autre guerre, une subvention mensuelle de 300.000 francs pour reconstituer le parti profasciste qu'il dirigeait avant la guerre. Son organisation fut la première à être autorisée dans les deux zones et le « *Franciste* » se publia simultanément à Paris et à Marseille. Bucard fut toujours expert en matière d'extorsion de fonds et des documents trouvés rue de Lille prouvent qu'il toucha personnellement d'Abetz jusqu'à 100.000 francs par mois. (1) Sauckel, prenait le « francisme » très au sérieux et le tortionnaire Masuy avait également contribué à étoffer le portefeuille du « *Chef qui ne s'est jamais trompé.* » (2) Dans la collaboration, Bucard avait surtout retenu le mot de « reichsmark ».

Depuis quelque dix ans, le simili « Führer » français traînait après ses chausses une chienlit de jeunes éphèbes (3) chemisés de bleu, portant baudrier et ceinturon, qui se répartissaient en « mains bleues » et « collets noirs » (ces derniers constituant la garde personnelle du « Chef »). Avec ses dix citations (4) et sa gueule ébréchée de capitaine Conan, Bucard avait également impressionné certains gogos A. C. ; sa piteuse aventure restera significative de la sacrification de certains grands bourgeois incapables d'un bargainement pas à verser des millions à un « faisan » de cette espèce.

(1) *Le Procès Bucard*, p. 58.

(2) ... de guichet.

(3) Bucard passait pour sodomiste. L'Humanité avait publié jadis procès Bucard protesta contre cette imputation en alléguant le grand nombre d'enfants faits à sa femme !

(4) A remarquer que des trois as les plus palmés de l'infanterie Bucard et Darnand finirent au poteau et Gaston Vidal en prison pour escroquerie.

Sous réserve de certains services — sans nul doute policiers — (1) rendus au gouvernement de Vichy, Bucard avait licence de se livrer à toutes les basses besognes de la collaboration : appel à la répression et à l'assassinat des otages (juifs, francs-maçons ou communistes), racket pur et simple déguisé en expéditions punitives contre la résistance (opérations dans la Nièvre et à Troyes), exaltation de la « cruauté nécessaire : « *A nous les rênes, s'écriait-il, à vous les fionts et les guillotines !* » (2)

### LES BUCARBONARIS



FRANCISTES SUCCOMBANT SOUS LE  
POIDS DES DRAPEAUX

Cette littérature de cabanon devait mener quelques disciples de la « Grande Marcelle » à de glorieux exploits du genre de celui dont le café Floréal, boulevard Bonne-Nouvelle, fut le théâtre le 27 juin 1943. Ce jour-là un jeune franciste poignardait un consommateur qui avait refusé d'acheter la feuille du Parti. De surcroît, l'assassin était un juif qui avait cru expédient de se « planquer » dans les troupes pogromistes de Bucard. L'affaire fut classée sur intervention allemande ; mais le plus curieux, c'est qu'après la Libération, le jury communiste témoigna d'une étrange indulgence à l'égard de ce meurtrier sans excuse, alors qu'il condamnait à mort de grands écrivains égarés.

## La Ligue Française

« ... M. Pierre Costantini, commandant d'aviation, fondateur de la Ligue Française, auteur de la *Grande Pensée de Bonaparte* (en vente partout, l'auteur et l'œuvre...) »

J. H. Paquis : *Mémoires*, p. 101.

Du parti « national-socialiste » créé au début de l'occupation par Christian Message au « *Front-franc* » de Boissel et au parti « national-collectiviste » de Clémenti — le bel Aryen célébré par Maryse Choisy — nombreux furent les groupuscules fondés par des illuminés ou des escrocs sous prétexte de collaboration, mais surtout dans le dessein de

(1) Maurras et Pujo disent à ce sujet : « *Le Francisme de Marcel Bucard était dénoncé par nous, dès avant guerre, comme un groupement que la moralité de son chef mettait fatalement entre les mains de la police.* » (*Procès*, p. 565).

(2) Cité par *Franc-Tireur*, le 19 février 1946.

### BELLE TÊTE D'AFFICHE...



LE COMMANDANT COSTANTINI VOUS PARLE...

pomper dans les nombreuses caisses allemandes qui s'offraient aux tentations (Ambassade, Propagandastaffel, Majestic, Abwehr, S. D. etc.)

L'ex-commandant aviateur Costantini, après l'autre guerre, s'était lié d'amitié avec l'as allemand Westrich qu'il avait abattu en 1915. En 1940, Westrich introduisit Costantini auprès des autorités d'occupation qui l'appuyèrent dans la formation de la « Ligue Française ».

Costantini présidait des meetings et discourait :

« *Nous parcourons la France en apôtres du redressement français et nous vous posons une question, toujours la même :*

— *Voulez-vous sauver la France ?*

(Oui ! Applaudissements)

— *Mais si vous le voulez, voulez-vous aussi qu'on guillotine les coupables de notre abaissement, voulez-vous qu'on les guillotine ?*

(Acclamations)

PIERRE COSTANTINI

*ni repenti, ni converti.*

*lutte contre :*

le Marxisme,  
les Revanants,  
le Capitalisme,  
les Franaçonnards,  
les Juifs et les Enjuivés.



**Pour la France unie dans l'Europe unie**

CARTE DE VISITE



DORIOT, FIDÈLE A SES PRINCIPES, PRÊTE SERMENT A L'AUTRE PÈRE DES PEUPLES

— « Répondez du fond du cœur car il s'agit de la guillotine pour les Blum, les Mandel et les autres ? » (1)

L'hebdomadaire de la « Ligue », l'« Appel » le disputait à « Je Suis Partout » et à Gringoire pour la dénonciation minutieuse du juif et du franc-maçon. Basse besogne policière qui sera reprise à rebours par les communistes après la Libération. Deux aspects complémentaires de la même ignominie.

La « Ligue Française » qui se doublait d'un *Mouvement Social Européen* avait sa milice, chemises noires pour le *rank and file*, kaki pour la garde personnelle du « Chef ».

L'agitation burlesque de ce mythomane s'accommodait d'un sens précis des réalités financières. Hérold-Paquais nous le montre promenant perpétuellement un million en espèces dans sa serviette (2); un jour qu'il faisait passer sa carte rue des Saussaies, le colonel Boemelburg chef du S. D. disait à l'éditorialiste de Radio-Paris: « Excusez-moi un instant... Ce ne sera pas long... C'EST SON JOUR DE PAIE. » (3)

(1) Discours à Reims cf. : l'« Appel », 3 septembre 1942.

(2) cf. : J. H. Papius : *Mémoires*.

(3) Tour à tour ces divers mouvements collaborationnistes s'unirent puis se séparèrent. En octobre 1941, un manifeste dit des « Quatre » groupait Déat, Deloncle, Doriot et Costantini, mais la brouille des deux premiers entraîna la faillite de l'opération.

En juillet 1942, un doriotiste dissident, Henri Barbé organisa un *Front révolutionnaire national* (F. R. N.) auquel participèrent jusqu'en avril 1943 le R. N. P. de Déat, les francistes, le M. S. R., le groupe *Collaboration* et le *Parti Ouvrier et Paysan*. Ce rassemblement monté par Abetz et soutenu par Laval devait barrer la route du pouvoir à Doriot. L'échec du chef du P. P. F. rendit ce « Front » pratiquement sans objet et Laval aussi bien qu'Abetz ne s'y intéressèrent plus que distraitement.

Pour la plupart de nos abonnés, cette livraison est la dernière de leur souscription. S'ils désirent nous prouver leur sympathie agissante, qu'ils nous adressent dès maintenant leur renouvellement.

France: 1.200 frs — Colonies (recom.): 1.400 frs — Etranger: 1.500 frs

Edition de luxe: France et Colonies (recom.): 2.300 frs — Etranger: 2.500 frs

(Prière aux abonnés du luxe de rappeler le numéro qui figurait au tome I de « Histoire de la Guerre »)

## La L. V. F.

« Je ne me reconnais coupable que d'une erreur de chronologie. Dans quelques années nous aurons été des précurseurs. D'instinct nous sommes allés au vrai problème. »

XXX: Deux ans dans la L. V. F., p. 226.

Ce fut Doriot, ancien cosaque honoraire, qui, le 22 juin 1941, à Villeurbanne, dans un meeting P. P. F. parla le premier d'une levée contre les Rouges, annonçant qu'il serait le premier engagé. Le 18 juillet, au Vel' d'Hiv', les témoins de la collaboration, unis pour une fois, Déat, Deloncle, Doriot, Costantini, Boissel et Clémenti exaltaient la naissance de la « *Légion des Volontaires Français* » contre le bolchevisme. Seul Bucard signifiait par une bouderie son exacte dépendance du gouvernement vichyssois, lequel hésitait alors à approuver cette initiative.

Des bureaux de recrutement s'ouvrirent, en particulier dans l'ancien local de l'agence soviétique *Intourist*, 1, rue Auber. Deloncle avait pris la présidence du Comité Central. Sous le patronage de F. de Brinon, un Comité d'Honneur comprenait entre autres personnalités:

« S. Em. le cardinal Baudrillart, de l'Académie Française; M. Abel Hermant de l'Académie française; Abel Bonnard, de l'Académie française; Georges Claude, de l'Institut; le chanoine Tricot; Adrien Peytel, avocat à la cour d'Appel; Jean Luchaire, président du dent du Syndicat général de la presse parisienne; Jules Verger, président du Syndicat général des installateurs électriciens français; Henri-Marcel Magne, professeur au Conservatoire des Arts et Métiers, président de la Société d'Encouragement pour l'Industrie nationale; Lucien Daudel, Alphonse de Chateaubriant, etc... »

Dans des interviews retentissantes, ces augustes personnages vantaient les mâles vertus des légionnaires; Mgr

Baudrillart confiait à M. Y. Sicard, ex-biographe de Jo-la-Terreur, devenu chef de la propagande P. P. F. :

« Comme prêtre et comme Français, j'oserai dire que ces légionnaires se rangent parmi les meilleurs des fils de France. Placée à la pointe du combat décisif, notre Légion est l'illustration agissante de la France du moyen-âge, de notre France des cathédrales ressuscitée. Ses soldats contribuent à préparer la grande renaissance française. »

Et Doriot entre deux visites au front russe, ne pouvait moins faire que d'aller frotter son uniforme feldgrau à la pourpre cardinalice ? (1)

Les chefs des partis collaborationnistes rivalisaient d'émulation pour le recrutement des volontaires contre l'U. R. S. S. Jean Goy se vantait devant Abetz que le R. N. P. ne fournirait pas moins de 20.000 hommes. Deloncle en garantissait 10.000 pour le M. S. R. (2) et Doriot se piquait de l'emporter sur tous ses concurrents. (3) Incapable de discerner le bluff de tous ces tranche-montagne, Abetz mandait avec ingénuité à Ribbentrop que la L. V. F. ne grouperait pas moins de 80.000 à 100.000 combattants, dépassant largement l'effectif de la légion « Azul ».

En fait, Brinon, désavouant toutes les déclarations optimistes et grandiloquentes faites aux pisse-copies de la collaboration — et en particulier les siennes — (4) écrira dans ses *Mémoires* (posthumes) :

« Il n'y aura jamais plus de 3.000 volontaires. Les hommes aussi bien que les cadres étaient médiocres, avec une forte proportion de repris

(1) Cf. *Paris-soir* du 9 Janvier 1942.

(2) Deloncle joua à la L. V. F. un rôle trouble, suivant son habitude. En Cour de Justice, Corréze a révélé que les membres de la L. V. F. de l'obédience de Deloncle avaient mission de la détruire de l'intérieur. (Procès du M. S. R. — audience du 6 octobre 1948.)

(3) En fait, c'est le P. P. F. qui fournit les plus importants contingents ; Simon Sabiani lui-même, qu'on n'eût pas cru si idéaliste, participa à l'aventure, dans la personne de son fils François qui fut tué devant Smolensk, en 1942.

(4) Voir en particulier les déclarations de F. de Brinon, retour d'un voyage au front de l'Est, au rédacteur de *l'Appel*, Vauquelin des Yvelaux : « Les instructeurs allemands sont enchantés... » (20 novembre 1941).

## UN HÉROS DE LA L. V. F.



LE CAPITAINE DEMESSINE  
DÉCORÉ DE LA CROIX DE  
GUERRE ET DE LA CROIX  
DE FER. FUSILLÉ APRÈS  
LA LIBÉRATION

de justice et d'indésirables. Les éléments sincères sont extrêmement rares. Le ralaage est complet... » (1)

Le Capitaine Bassompierre déclarait de même sans ambages : « La L. V. F. se couvrira peut-être de honte, mais pas de gloire » et le Commandant Simoni ajoutait : « Tout le reste n'est que battage de journalistes, de conférences, dont les Allemands entre eux font des gorges chaudes. » C'est aussi l'avis de l'auteur anonyme de « Deux ans dans la L. V. F. » qui note :

« Car si les combattants atteignent péniblement le chiffre de neuf cents, nul n'ignore qu'à Paris DEUX MILLE héros organisent des conférences, des expositions et des publications où nous sont prêtés des propos ahurissants que nous lisons avec fureur dans nos casernes. C'est une tradition pour le permissionnaire de se rendre au Centre de la L. V. F. à Paris distribuer quelques gifles. »

Le premier départ de Versailles fut dramatique. Doriot le comparait au départ des forçats de l'île de Ré :

« Le sort de ces criminels, entourés de la pitié des curieux qui font haie sur leur passage, me parut plus enviable que notre lugubre défilé au petit jour entre deux haies de gardes mobiles surveillant les fenêtres des immeubles versaillais. La campagne d'infamie qui avait précédé notre départ avait créé une telle atmosphère de haine qu'il fallut nous cacher pour accomplir un geste héroïque. » (2)

Officiellement la L. V. F. s'était constituée avec l'accord du Maréchal et le Chef de l'Etat déclarera au colonel Labonne dans son message de Novembre 1941 : « Vous détenez une part de notre honneur militaire. » Vichy, toutefois, devait se montrer très réticent, à l'imitation de Maurras qui écrivait :

« Lorsque la L. V. F. pénétra dans la zone Sud, l'Action Française put marquer tout de suite une hostilité absolue. Au nom de la France

(1) Mémoires de F. de Brinon dans *Europe-Amérique* du 24 novembre 1948. De Brinon écrit aussi, après sa visite à la L. V. F. : « Le Sonderführer Vanor a déjà fait parler de lui fâcheusement. Il a parait-il, raflé les bottes et les mitaines aussi délibérément qu'il décrocha d'un porte-manteau à Vichy, la pelisse d'un de mes amis. Le colonel Labonne est un incapable. »

(2) *Souvenirs sur la L. V. F.* par Jacques Doriot, dans *Je Suis Parloué*, du 14 Janvier 1944.

## DÉCLARATION DE PIERRE LAVAL SUR LA LÉGION ANTIBOLCHÉVIQUE

By Français combattent en Russie. Ils sont partis  
comme volontaires. Ils incarnent les meilleurs  
tendances nationales et ils représentent le véritable idéal  
français. Le gouvernement les a félicités et ils en remercient.  
Il souhaite et il demande que leur exemple soit imité.

*P. Laval*



MONSIEUR BAUDRILLART - VOCATION TARDIVE -  
DU TEMPS QU'IL ÉTAIT PCHUTTEUX  
(extrait de "SIGNAL")

*soule*, elle blâma cette entrée en ligne de volontaires, aux côtés et sous l'uniforme de l'occupant. Ce blâme exprimé tant que la censure le laissa passer, irrita surtout les partisans de Doriot. » (1)

Retour de Russie, le chef du P. P. F. reçut à Vichy un accueil extrêmement froid sinon hostile, et Déat accusa le gouvernement de saboter le recrutement de la Légion. Plusieurs centaines d'adhésions d'anciens officiers avaient en effet été enregistrées en Afrique du Nord, mais Weygand les annula. Après la disgrâce du général, Pucheu accorda aux Européens, mais non aux indigènes la permission de s'engager et Châtel ordonna même de faire obstacle au départ pour la métropole des militants P. P. F.

L'invention par Laval et Benoist-Méchin en juin 1942, d'une Légion « tricolore », avait pour but d'imprimer un nouvel élan à la L. V. F. passablement décriée, en lui donnant droit de cité en zone sud et en assurant aux légionnaires les droits de l'armée régulière, en particulier au point de vue des pensions. *L'Œuvre* annonçait que des personnalités comme Auguste Lumière et Georges Claude entraient au Comité d'Honneur (2) tandis que Darnand, chef du S.O.L. (3) devenait membre du Comité Central.

A la suite de cette création, l'opinion des sphères gouvernementales au sujet de la L. V. F. évolua si bien à Vichy que le général Bridoux, passant au cou du général Puaud (4) chef de la L. V. F. la cravate de la Légion d'Honneur, pouvait lui déclarer :

« J'ai voulu aussi par ce geste, témoigner à votre groupe mon intérêt

(1) *Procès de Maurras*, p. 140.

(2) *L'Œuvre*, 12 octobre 1942.

(3) Service d'Ordre Légionnaire (de la Légion des Combattants).

(4) Si l'on en croit la presse suisse, le général Puaud, fait prisonnier par les soviétiques, servirait aujourd'hui en U. R. S. S. avec son grade dans la N. K. V. D. (police d'Etat).

*affectueux avec la fierté que j'éprouve à suivre ses hauts faits, d'avoir fait revivre nos plus belles traditions dans la plaine de Russie où s'illustra jadis la Grande Armée. Mais elle ne fait pas ainsi que se sceller au passé ; elle préparera l'avenir. Gardienne des vertus militaires qui ont fait notre gloire et sans laquelle il n'y a pas d'armée, animée par votre exemple, guidée par vos soins, mûrie par le combat, enrichie par l'expérience acquise sur les champs de bataille, la L. V. F. apparaîtra un jour comme un des éléments essentiels de l'armée française reconstituée. Dites-le à vos officiers, à vos sous-officiers et à vos légionnaires. »*

En Octobre 1942, deux légionnaires ayant été — pour fait d'armes — l'objet d'une promotion dans la Légion d'Honneur, Edouard Herriot, appuyé par Jeanneney, protesta auprès du Maréchal contre une profanation jugée intolérable et renvoya même sa Croix (qu'il n'avait d'ailleurs pas gagnée sur un champ de bataille). A l'époque, le geste était certes très courageux et il valut à l'ex-maire de Lyon ses premières avanies. Déat l'attaqua furieusement :

« Ces airs de bravoure ne procèdent sûrement pas d'un courage civique inné mais bien d'exhortations et de promesses venues de Londres et d'ailleurs. C'est pourquoi quelques questions indiscrètes ayant été posées à M. Herriot Edouard sur ses projets de voyage, il est désormais spécialement protégé contre les entraînements d'une navigation imprudente. »

Après le débarquement en Afrique du Nord, une *Phalange Africaine*, prolongement de la Légion, fut constituée. Trois cents hommes à peine, commandés par le colonel Christofini, furent mis en ligne en Tunisie contre les Anglo-américains. Martin du Gard donne à ce propos ce curieux instantané qui éclaire parfaitement le désarroi des esprits dans cette trouble époque :

« Le doriote Guilbaud recruta alors des hommes pour se battre aux côtés des Allemands et réunit péniblement une compagnie. Pendant qu'elle défilait dans les rues de Tunis en chantant : « Maréchal, nous voilà » : elle croisa un groupe de Français pro-alliés que les Allemands avaient fait prisonniers et qui chantaient également : « Maréchal, nous voilà ! »

## REMONTONS LES CHAMPS-ÉLYSÉES...



☐ DÉFILÉ DE LA L.V.F. ... QUE SONT-ILS DEVENUS ?

## SUR LE FRONT DE L'EST...



DORIOT FAISAIT LA GUERRE AUX POUX  
(Document allemand)

Quant au « Lieutenant » Doriot, il lui fallut retourner encore une fois en Russie pour que son Führer lui décernât en fin, le 1<sup>er</sup> décembre 1943, la Croix de Fer avec la citation suivante :

*« Malgré votre âge, vous avez été légionnaire volontaire de première ligne sur le front de l'Est, devant Moscou, au cours du rude hiver de 1941-42. VOUS ETES LE SEUL DES HOMMES POLITIQUES FONDATEURS DE LA LÉGION qui dans l'armée allemande, ayez pris part en personne aux combats contre notre ennemi commun, le bolchevisme... etc... »*

## L'attentat contre Laval et Déat

*« Les journaux de Paris déclarent que le meurtrier a appartenu à l'Action Française ou au P. S. F. de la Roche. Radio-Vichy dément et rectifie qu'il ne peut être que communiste. »*

*Mon Journal pendant l'occupation, p. 73.*

L'ATTENTAT du 27 août 1941 est lié à l'histoire de la L. V. F. Pour présider la revue des premiers volontaires, le « gratin » de la collaboration se réunit à la caserne Borgnis-Desbordes, à Versailles. Les trois couleurs sont hissées au fronton du quartier, en présence de F. de Brinon et de Laval, des engagés « d'honneur » Deloncle, Déat, Costantini et Jean Fontenoy « lieutenant dans l'armée française et capitaine dans l'armée finlandaise », de Marc Chevalier, préfet de Seine-et-Oise, qui représente le gouvernement et du ministre Schleier, envoyé par l'ambassade d'Allemagne.



COLETTE

L'attentat se produisit alors que les personnalités officielles sortant des cuisines après avoir rituellement goûté et déclaré excellente la soupe, se dirigeaient vers la sortie. Embusqué sous le porche, Colette tira à quelques mètres les cinq balles de son petit 6,35.

Laval reçut une balle dans le bras droit et une autre à quelques millimètres de la pointe du cœur. Sa première parole fut pour dire : « Ne lui faites pas de mal ! » (1) Déat paraissait plus gravement atteint mais sa balle dans le thorax put être extraite.

Revenu indemne des camps allemands, Colette a publié un récit complet de l'attentat, auquel le Général de Gaulle accorda l'imprimatur. (2) Il raconte qu'il faillit être lynché, selon les éternels réflexes d'une foule en délire ; la police l'assomma d'abord, puis le dégaga de la meute hurlante. Dans la voiture qui l'emportait deux gendarmes desserrèrent ses liens, puis lui prenant les mains avec force, lui dirent : « Mon vieux, ce que vous avez fait est magnifique. Nous sommes de tout cœur avec vous. Mais... voilà, nous sommes flics ! »

A la prison de Versailles de Brinon vient le voir et le dialogue s'engage :

« — C'est sur moi que tu voulais tirer, hein, salaud ?

— Non, tu es trop petit pour moi, tu ne m'intéresses pas.

— Combien as-tu touché pour tirer sur Laval ?

— Moins que toi, fainéant pour vendre ton pays.

— Tu es juif ?

— Non, catholique et français... Mais... dis moi, la femme à toi ne l'est-elle pas, juive ? (3)

Colette n'apprit que le lendemain, de la bouche du juge d'instruction Gerbinis, qu'en faisant son carton il avait réussi un doublé. Il aurait réparti qu'il n'avait pas l'intention d'atteindre Déat « mais qu'il exprimait sa vive satisfaction de l'avoir blessé. »

Colette comparut le premier octobre devant le Tribunal d'Etat et fut condamné à mort. « Les Allemands s'étaient opposés, assure-t-il à ce qu'il passe en Cour d'assises. Les jurés l'acquitteront, disaient-ils. » (4) Colette d'autre part s'inscrit en faux contre la légende qui veut que Laval ait demandé sa grâce : les officiels lui annonçèrent qu'il était grâcié par « le Maréchal Pétain, dans un excès de clémence sublime. »

L'attentat ayant été commis vers 18 heures et la radio anglaise en faisant état dès 19 heures 30, *Paris-Soir* affirmait que le crime n'était pas « le fait d'un isolé, qu'il était l'aboutissement de menées poursuivies sur le sol français par une organisation qui travaille au service de l'étranger. » Pour le *Cri du Peuple* doriotiste l'ordre de tuer était venu de Moscou et le *Rassemblement* rédigé par les hommes de Deloncle dénonçait « la provocation communiste. »

Au vrai, les stalinien n'en pouvaient mais, et dans un tract de l'époque « Français, unissons-nous contre l'assassinat des patriotes ! » ils protestaient contre toute participation à l'attentat. (5) Les investigations policières démontrèrent d'ailleurs que

(1) Martin du Gard : *La Chronique de Vichy* (22 octobre 1941).

(2) *France-Dimanche* publia le document le 15 août 1946 avec ce billet du général : « Mon cher Colette, votre témoignage m'a tout particulièrement touché. C'est avec émotion que j'ai lu votre récit. Croyez mon cher Colette à mes sentiments cordialement dévoués. » Peut-être le général n'a-t-il pas réfléchi qu'il est toujours dangereux de se féliciter d'un acte de terrorisme, même accompli contre un adversaire.

(3) Quelques jours après — d'après Colette, — Madame de Brinon était nommée « Aryenne d'honneur. »

(4) Interview donnée à F. Armorin pour *Franc-Tireur* du 11 octobre 1945.

(5) Cité par Rossi : *Physiologie du parti communiste*, p. 202.



LE GÉNÉRAL BRIDOU  
PRÉSENTE LE DRAPEAU  
DE LA L.V.F.

(extrait de « SIGNAL »)

Colette venait de la droite et avait milité au P. S. F. du colonel de la Rocque.

L'engagement de Colette dans la L. V. F. avait été enregistré par Deloncle et certains auteurs n'hésitent pas à penser — avec Laval — que l'attentat aurait été préparé par le gang du M. S. R. *Dissidence* 40 écrivait le 24 octobre 1948 :

« L'intermède de la caserne Borgnis-Desbordes, à Versailles, où Laval et Déat sont grièvement blessés par le jeune résistant Colette. Déat est entre la vie et la mort. Rue Saint-Lazare, on attend, espérant une fin prochaine. Si la pudeur ne les retenait pas, ils iraient tous, Deloncle, Filiol, Corréze en tête, retrouver Colette et le féliciter. »

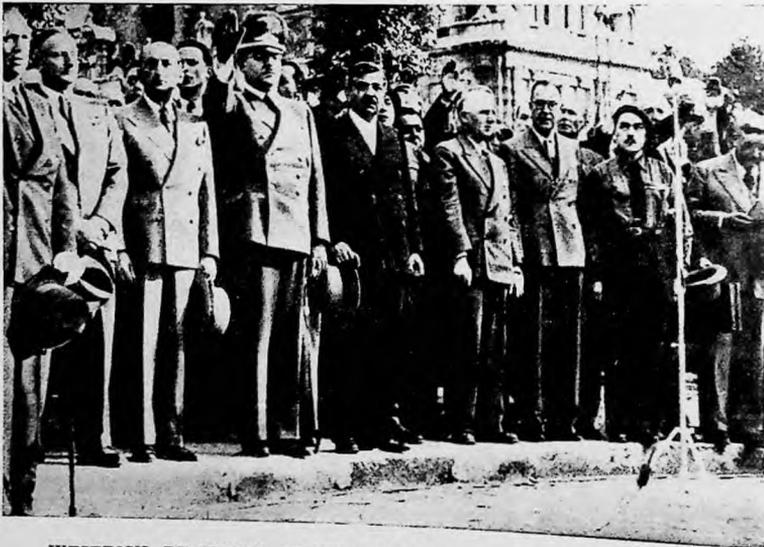
« Contre toute attente Déat à qui on vient de faire une laparotomie n'entend pas mourir cette fois encore. Trois jours après il écrit dans l'ŒUVRE : « Impressions d'un revenant... » Deloncle ne l'entend pas ainsi : « Ce revenant, dit-il, empoisonne l'atmosphère. Il faut agir. » (1)

(1) Le même témoin prétend qu'avant l'attentat de Versailles, Deloncle avait préparé un « accident de voiture » qui devait couper court à la carrière de Déat.

Enchérisant encore sur cette version que nous relatons sous toutes réserves, M. Bernard Voiron, dans *Europe-Amérique*, du 21 octobre 1948, prétend réduire le drame de Versailles à une mise en scène que Deloncle aurait réglée ainsi :

« La version présentée par Colette tendant à faire de lui un gaulliste, résistant individuel est une fable. Deloncle, décidé à se débarrasser de Déat, fit venir dans son bureau en juillet 1941 quelques jeunes gens qui haïssaient en Déat le démocrate, le franc-maçon, l'ancien socialiste. Ils reçurent pour mission de « descendre » Déat lors de la manifestation de la « Légion des Volontaires français », qui devait se dérouler à Versailles. L'un d'eux que Deloncle ne désigna pas, devait tirer sur Déat lorsque celui-ci sortirait de la caserne pour regagner Paris. S. Déat le premier échouait, les autres conjurés, sous prétexte d'abattre le meurtrier, devaient tirer sur Déat Deloncle, lui-même, désigna secrètement Colette comme exécuteur. Le scénario se déroula comme prévu : toutefois ce qui n'était pas prévu, c'était la venue de P. Laval sur lequel Colette tira également, mais Colette avait un pistolet de 6,35 et Déat et Laval ne furent que blessés. »

#### CHAMP DE TIR



WESTRICH, DE BRINON, LE MINISTRE SCHLEIER, LAVAL, DÉAT (en béret)  
QUELQUES INSTANTS AVANT L'ATTENTAT DE COLETTE

## LE RETOUR DE LAVAL

« M. Laval, en particulier, me paraît être un homme plein de sang-froid. »

Jules Romains : *Le couple France-Allemagne*, p. 132.

### Le « fumier »

« A l'heure où Hitler, sous les premiers effets de sa défaite en Russie, allait se présenter devant nous comme la bête excitée par sa blessure, il fallait trouver un homme capable de lui parler, de le flatter et de l'adoucir. »

L. D. Girard : *Montoire...* p. 423.

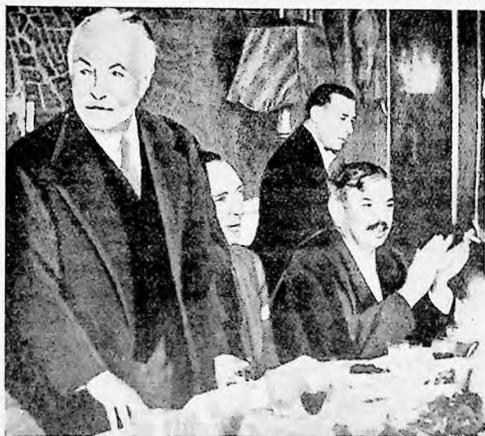
**A** PRÈS le coup du 13 décembre, Abetz, en visite à Vichy avec des SS « armés jusqu'aux dents » (1) avait fait savoir à Pétain que « le Führer prenait pour un affront

personnel l'attitude du gouvernement français à l'égard de Laval » (2). Pétain avait répliqué que « si l'Allemagne insistait pour rétablir Laval dans ses fonctions, il se verrait obligé de démissionner afin de ne pas devenir la risée du pays. » (3)

(1) Voir *Histoire de la Guerre*, Tome III.

(2) (3) *Mémoire d'Abetz*, p. 47-48. Abetz déclare que le « sénile Maréchal », ALLEGUA N'AVOIR ÉTÉ INFORMÉ NI DE L'ARRESTATION DE LAVAL, NI DE CELLE DE DE BRINON... (p. 50.)

FEU BUNAU-VARILLA



ÉCOUTÉ PAR FEU LUCHAIRE, APPLAUDI PAR FEU LAVAL, PARLE, APRES S'ÊTRE MIS A TABLE

Au lendemain de sa révolution de Palais, le Maréchal qui s'exprimait dans le privé avec la verdeur de la soldatesque disait au général Doyen en parlant de Laval : « Cet homme est un fumier. » (1) De ce fumier il avait déjà abondamment fumé ses terres et il devait recommencer.

Peut-être le Maréchal avait-il eu vent que Laval s'était déclaré prêt, dans une lettre adressée à Abetz, à renoncer « à toute coopération au sein du Gouvernement français, à rechercher une nouvelle discussion avec le Maréchal à Vichy OU A CONSTITUER EN FRANCE OCCUPÉE UN GOUVERNEMENT ET A LE DÉCLARER COMPÉTENT POUR TOUT LE PAYS. »

Les deux hommes se rencontrèrent une première fois le 19 février 1941, à la Ferté-Hauterive, près de Vichy. Avant cette entrevue, ménagée par Benoist-Méchin, Laval s'était poliment excusé par lettre des propos « un peu vifs » qu'il avait tenus à l'Hôtel du Parc, lors de sa libération de Chateldon. Mis en présence du Maréchal, le dauphin limogé se livra à un long réquisitoire contre Flandin « l'homme du marquis de Londonderry », « un politicien sans grandeur avec lequel les Allemands refuseront toujours de traiter ».

D'après Abetz, le Maréchal remercia Laval de s'être abstenu à Paris de toute activité politique et l'assura qu'il n'avait jamais douté de son patriotisme. Laval s'efforça de réfuter les griefs qu'avait eus le Maréchal contre lui et conclut :

« qu'il ne ressentait aucune haine contre le peuple anglais, que, par contre, il saluerait avec joie le jour où Churchill, Eden, Cooper et Belisha seraient lynchés. Ces hommes ont exclu de toute activité politique le duc de Windsor avec lequel il avait préparé le pacte Hoare-Laval et qui avait exigé une entente entre la France, l'Allemagne, l'Angleterre et l'Italie, et en provoquant la guerre actuelle, ils ont jeté non seulement le peuple français, mais aussi le peuple anglais dans un grand malheur. »

L'entrevue fut close par un communiqué rédigé par Du Moulin qui ne donna d'apaisement à aucun des interlocuteurs.

Laval, après cette date, s'était enfermé dans un silence qu'il ne devait rompre qu'en mai 1941, lors d'un banquet célébré pour le jubilé journalistique de Jean Luchaire. (2) Dans une allocution, il répétait les termes d'une interview donnée le même jour au journaliste américain Ralph Hein-

zen d'United Press où il racontait les péripéties de Montoire et demandait à l'Amérique — qui commençait à se montrer menaçante — de laisser se faire l'Europe sous la direction de l'Allemagne :

« La France peut devenir un jour prochain, le trait d'union entre votre continent et le nôtre. Nos échanges doivent reprendre : nous avons besoin de beaucoup de vos richesses, comme vous avez besoin de certaines des nôtres. Mais dites vous bien que cette fonction de plaque tournante entre le Nouveau Monde et la Nouvelle Europe, la France ne pourra la remplir qu'à la condition d'accepter et de pratiquer une collaboration totale et sans arrière-pensée avec l'Allemagne. »

En mars 1942, Laval fut amené à solliciter une seconde entrevue de Pétain à la suite de graves déclarations que lui avait faites Goering lors d'un entretien au quai d'Orsay et qu'il a rapporté en ces termes :

« J'entendis alors prononcer contre la France un réquisitoire très violent. « Nous nous sommes trompés, disait-il en substance, lorsque nous avons cru que nous pouvions rechercher avec votre pays une collaboration sincère. Nous avons révisé notre politique et désormais nous traiterons la France en fonction des sentiments d'hostilité qu'elle ne cesse de nous manifester. Il se plaignit des conversations de Saint-Florentin Goering était très agité, et aux protestations que je faisais, il répondit en redoublant de sévérité à l'égard du gouvernement français et des agissements français, de l'opinion française. Il ne me parla pas de la Pologne et du régime de dureté que l'Allemagne lui imposait, mais un langage dur, dépouillé de toute nuance, me permit de penser que nous en étions arrivés au point où les Allemands allaient nous traiter de la même manière. » (1)

Goering avait ajouté, bon prince :

« Si le Maréchal, vous offre de revenir au pouvoir, refusez. Ce serait pour vous trop tard ou beaucoup trop tôt. VOUS AVEZ ÉTÉ POUR NOUS UN ENNEMI HONNÊTE. Nous nous retrouverons peut-être un jour après la guerre, quand la paix sera signée, et alors vous pourrez défendre les intérêts de votre pays. » (2)

Laval tint alors à prévenir le Maréchal du sort dont la France était menacée : « la polonisation ». L'échange de vues qui eut lieu le 26 mars 1942 dans la forêt de Randan aboutit au retour de Laval au gouvernement, le 17 avril. « Le Maréchal, écrit L. D. Girard, jugea plus nécessaire que jamais de jouer son rôle de paratonnerre en face des Allemands. » (3)

Les perspectives qui s'offraient à Laval étaient fort sombres. Hitler, en effet avait annoncé un raidissement de sa politique ; en Afrique aussi bien qu'en Russie, la machine de guerre allemande était obligée à une tension extrême de tous ses ressorts. Laval jouait la difficulté :

« Rien n'aurait dû m'inciter à revenir au pouvoir, a-t-il écrit. Je n'avais aucune obligation qui me contraignait et je n'avais aucune promesse qui m'obligeait. Les Allemands s'étaient gardés de me laisser croire à une modification ou à une amélioration quelconque de leur attitude. Tout me commandait de me dérober devant une responsabilité qui s'avérait comme devant être redoutable. » (4)

Il n'avait pas à compter non plus sur un appui efficace du Maréchal et Fabre-Luce tire exactement la leçon du retour de Laval au pouvoir lorsqu'il écrit :

« Le rappel de l'initiale de Montoire n'a pas valeur doctrinale. C'est une décision d'opportunisme. Dans l'esprit de Pétain, le sort de Laval est lié à celui des armes allemandes. En ce début de printemps le succès leur semble promis : en Russie, en Lybie, et sur les mers.

(1) Laval parle... p. 95-96.

(2) Speidel, le chef d'état-major de Stülpnagel, disait de même à de Brinon « M. Laval aurait tort de vouloir revenir, nous ne pouvons rien lui donner, il s'userait au pouvoir... Faites le comprendre à Laval, vous lui rendriez service » (Mémoires de de Brinon, Europe-Amérique, 9 décembre 1948).

(3) Montoire... p. 379

(4) Laval parle...

(1) Déposition du général au Procès Pétain.

(2) Directeur des Nouveaux Temps, fusillé après la Libération.

*Tant que celle tendance persistera, on laissera agir le Président. Si elle se renverse, on le remplacera.* (1)

La réapparition de Laval n'alla pas sans susciter quelques remous dans la mare stagnante vichyssoise. Furieux, Darlan, fidèle à son tempérament d'agent double professionnel, tenta de jeter au travers de la combinaison le chargé d'affaires américain Tuck, mais Abetz riposta. L'Amiral ne pouvait réussir car sa propre équipe, les « Synarques », (2) jouait contre lui :

*« A Paris, Gabriel Leroy-Ladurie s'employait avec ardeur au retour de « l'oncle Pierre », note Du Moulin. Des sacrilèges de la rive droite aux bureaux de la « France socialiste », Jacques Guérard mobilisait en sa faveur, le ban et l'arrière-ban des consciences éprouvées. Canavaggio, l'homme de confiance de Prouvost, servait de trait d'union entre Laval et Pucheu tandis que les puissantes voitures de l'équipe Worms roulaient sur la route de Chateaudon. Laval, avant même d'accéder au pouvoir, disposait déjà des pouvoirs de l'arbitre. » (3)*

Le 7 avril, Du Moulin essaie encore d'un ultime obstacle pour faire barrage à Laval : la constitution d'un ministère où il faisait figurer, sans demander leur assentiment : Mistler, Léon Noël, Trochu, Pinelli, Candace, René Besse, Chichery et Lucien Romier. Le colonel Fonck, toujours chargé de missions confidentielles, partit vers Goering pour s'enquérir de l'opinion allemande. Pétain d'ailleurs, distrait, lui avait communiqué une autre liste que celle dressée par Du Moulin.

Le 11, la réponse parvenait de Paris sous forme d'un message impératif d'Abetz réclamant le départ du directeur du cabinet civil du Maréchal, incriminé « d'hostilité perfide et systématique à l'œuvre de collaboration franco-allemande. » (4)

## Laval revient

*« La question principale de notre politique envers la France reste, comme par le passé, le retour de Laval dans le Gouvernement. »*

Mémoire d'Abetz, p. 93.

**L**AVAL avait exigé de Pétain d'avoir prérogatives entières de chef de gouvernement. Un décret en date du 16 avril 1942 lui donna satisfaction, stipulant que « la direction effective de la politique intérieure et extérieure de la France est assurée par le Chef du Gouvernement nommé par le Chef de l'Etat et responsable devant lui. » Le Président du Conseil, suivant l'ancienne politique constitutionnelle, a également le choix des ministres.

Laval qui entend se prémunir contre un nouveau 13 décembre, s'assure les trois portefeuilles de l'Intérieur, des Affaires Etrangères et de l'Information. Darlan, exclu du ministère, conserve le poste redoutable de commandant-en-chef des trois armées de Terre, de Mer et de l'Air. Subordonné au seul Maréchal, il reste « Dauphin ».

Quelques synarques subsistaient dans le ministère, tel Barnaud maintenu au poste essentiel de délégué aux relations économiques franco-allemandes ; Jacques Leroy-Ladurie, frère de Gabriel, qui faisait figure de chef du mystérieux sanhédrin de la banque Worms, était nanti de l'Agriculture.

Pucheu était débarqué. Une incartade lui avait fait perdre le poste d'ambassadeur à Berne offert par Laval. Avant de quitter l'Intérieur, Pucheu avait eu le tort d'exposer à quelques préfets avec sa morgue protectrice que le ministère Laval ne serait qu'un intermédiaire et d'expliquer

(1) *Journal de la France*, II, p. 433.

(2) Voir le chapitre « La Synarchie » dans le tome II de *Histoire de la guerre*.

(3) *Le Temps des Illusions*. La collusion entre Laval et Pucheu sera éphémère.

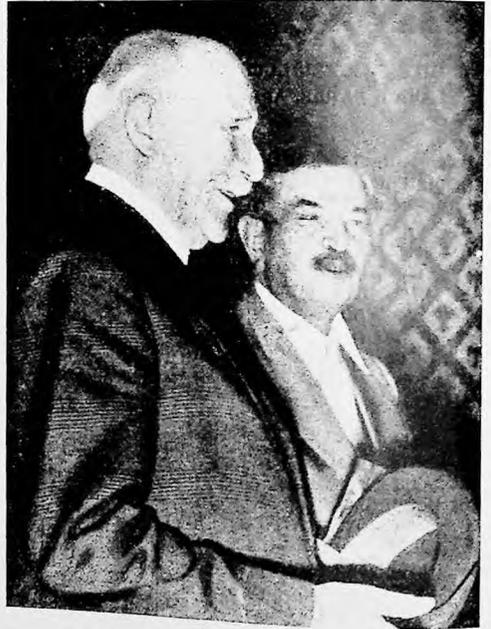
(4) *Le Temps des Illusions*, p. 420.

au cours d'un dîner au ministre de Suisse à Vichy Walter Stucki :

*« Je vais volontiers à Berne, bien que la Suisse ne m'intéresse pas spécialement. Mais c'est un bon poste d'observation, le plus proche de Vichy et je pourrai suivre tout ce qui s'y passe. Je repartirai peut-être Vichy de Suisse, car je ne porte intérêt dans la vie qu'aux extrêmes. Je finirai au plus haut ou au plus bas, chef d'Etat ou de Gouvernement, ou bien de mort violente. Pour moi, il n'y a pas d'autre issue. » (1)*

La déconvenue jeta Pucheu dans la « Résistance », une résistance articulée sur les trusts dont il n'avait cessé au cours de sa vie politique, d'être l'agent dévoué. Quelques semaines après il intriguait auprès du général Giraud. Après le débarquement, il galopera sur la route de son destin qu'il avait si bien préfiguré sur la partie catastrophique... Pucheu s'était cru doué pour la haute politique ; le malheureux aurait dû rester capitaine de football. (2)

## LA RÉCONCILIATION NATIONALE



PÉTAIN ET LAVAL REFONT AMIS-AMIS

## L'évasion du général Giraud

*« Honnête mais sans intrigue, d'intellect plutôt sommaire, il était réputé grand entrateur d'hommes à la Mangin. »*

Pertinax : *Les Fossoyeurs*, II, p. 283.

**L**E général Giraud était détenu depuis le 25 mai 1940 avec deux cents officiers à feuilles de chêne dans la forteresse de Königstein. Fort d'une expérience pré-cédente, réussie durant la guerre de 1914-18 alors qu'il était jeune capitaine, il médita de s'évader dès la pre-

(1) Walter Stucki : *La fin du régime de Vichy*, p. 34. Pucheu était bon prophète : il sera fusillé à Alger.

(2) La métamorphose de Pucheu fut complète dès octobre 1942. Les motivations théoriques d'une conversion dictée par la « conjoncture ». Voir Buttin : *le procès Pucheu*, p. 337.

mière minute de son internement (il avait d'ailleurs refusé de donner sa parole qu'il ne tenterait rien dans ce sens). Dès septembre 1940, par l'intermédiaire d'un co-détenu, le général Boël rapatrié pour raison de santé, il avait pu communiquer à sa femme un code, qui permit d'organiser son évasion.

La libération du général Mast, à la demande du gouvernement de Tokio qui désirait voir ce général reprendre son ancien poste d'attaché militaire au Japon, facilita l'achèvement des préparatifs. Mast, de retour en France, avait pris les contacts nécessaires avec le lieutenant-colonel Baril du 2<sup>e</sup> bureau et l'ancien chef d'état-major de Giraud, le général Baurès.

Le 15 avril 1942, un agent lorrain du S. R. camouflé en « travailleur volontaire » attendait le général au pied de la forteresse de Königstein, pourvu de papiers qui permettraient à l'évadé, devenu l'ingénieur Hans Greiner de Sainte-Marie-aux-Mines, de traverser le Reich avec un minimum de sécurité. Une filière aménagée par les services secrets français mena le général jusqu'en Alsace d'où il passa en Suisse. Le 24 avril, le général Giraud atteignait Berne où le colonel Masson, le chef du S. R. suisse et son ancien élève à l'École de Guerre, le traitait au champagne dans le plus grand établissement de la ville avec toute l'ostentation désirable. Le 26, il était à Vichy, où Pétain « lui manifestait ouvertement sa satisfaction ». (1)

#### A KÖNIGSTEIN



TROIS BELLES FIGURES DE  
GÉNÉRAUX FRANÇAIS EN PLEINE ACTION

(Document allemand).

Le même jour il est reçu par un Laval fort mécontent : le président du Conseil lui déclare sans ambages que son évasion le gêne et le prie de se « reconstituer prisonnier ».

Pour se rendre compte de l'importance considérable que les dirigeants nazis attachèrent à l'évasion de Giraud, il n'est que de feuilleter le *Journal* de Goebbels. Le 1<sup>er</sup> Mai, Goebbels mentionne avec scepticisme les démarches tentées par Abetz pour obtenir que le général revienne de son plein gré en Allemagne, (2) et déclare que le commandant de la forteresse de Königstein devrait être fusillé.

(1) Général Giraud *Mes évasions*, p. 131.

(2) Ces démarches aboutiront le 2 mai à l'entrevue de Moulins où Giraud, chaperonné par Laval et Darlan, rencontra Abetz sans résultat.

Le 8, Goebbels envisage de se saisir par la force du général :

« L'affaire Giraud a été retirée des mains des diplomates et remise entre celles des militaires. Le Führer a donné l'ordre de se livrer maintenant à des représailles contre les prisonniers de guerre français en Allemagne. Ils devront supporter de très fortes restrictions dans leur train de vie. En outre, je propose à l'O. K. W. de nous réemparer illégalement de Giraud, puisque celui-ci a fui illégalement la captivité allemande. Ce serait très simple. Il suffirait d'envoyer en France non-occupée une demi-douzaine de membres de la S. S. triés sur le volet, de faire surveiller Giraud durant quelques jours, de le fourrer dans une auto et de le conduire en zone occupée : ainsi nous l'aurons de nouveau entre nos mains. Certes la presse adverse tempêtera pendant quarante-huit heures, mais quoi que nous fassions, elle hurle toujours. »

D'autres révélations se sont produites à Nuremberg au sujet de Giraud. Abetz dans son *Mémoire* déclare que l'Ambassade « proposa un plan concret en vue d'enlever Giraud par la force en zone non occupée ». (1) Un adjoint de l'amiral Canaris à l'Abwehr, le général Lahousen a déposé que Keitel avait ordonné à son chef de faire assassiner le général. Canaris aurait répugné à une telle besogne et aurait argué faussement que Heydrich, le chef du *Sicherheitsdienst* avait déjà pris ses dispositions dans le sens réclamé. Le meurtre de Heydrich en Bohême ne permit pas d'éclaircir la supercherie.

Le général Giraud ne passait pas pour un phénix et Abetz qui le jugeait « d'esprit très étroit » et de « nature bornée » estime que ses chefs s'illusionnaient sur son envergure. Mais comme disait Clemenceau : « ce ne sont pas les aigles qui ont sauvé le Capitole ! »

« Giraud qui était une tête légère et qui ne possède pas de valeur militaire réelle, écrivait de Brinon à Goebbels, jouit dans l'armée et

(1) *Mémoire* d'Abetz, p. 156.



A DIEPPE, PRISONNIERS CANADIENS

(Document allemand).

au dehors d'un prestige qu'il doit à sa bravoure physique indéniable et à sa carrière de commandant-en-chef au Maroc. Il est par dessus tout orgueilleux et incroyablement futile.

« En plus cet homme est l'instrument des Jésuites. Il est un digne représentant de la politique de ruse et de l'étroitesse d'esprit d'une congrégation qui a joué un si triste rôle dans l'histoire de la France. »

Aussitôt que l'évasion du général fut connue à Londres, Passy, chef du B. C. R. A. chercha à le faire toucher afin qu'il vînt immédiatement en Angleterre, mais la communication ne fut pas faite en temps utile. (1)

Giraud jouissait dans l'armée de l'armistice d'un grand prestige que les circonstances romantiques de son évasion ne pouvaient qu'accroître. Citoyen modèle, il était aussi un père de famille nombreuse, et d'après Fabre-Luce, qui prétend tenir la formule d'un ministre de l'époque: « Le mérite se déterminait à Vichy en multipliant pour chaque fonctionnaire le nombre des citations par le nombre des enfants. »

Giraud ne déclina pas d'emblée les propositions de Vichy: il eût accepté « à la rigueur » de remplacer Scapini à Berlin comme délégué chargé des intérêts des prisonniers, mais refusa d'être l'adjoint du député aveugle, comme le lui demandèrent Laval et Darlan. (2)

Le 4 mai, le général Campet lui apporte de la part de Pétain une lettre toute préparée que le général signe. Le papier atteste son loyalisme à l'égard du régime et son engagement de ne rien entreprendre qui puisse nuire au gouvernement de Laval. Chiffon de papier entaché de restriction mentale, suivant une méthode traditionnelle dans la Compagnie de Jésus...

Le 2 juin, Laval que cette affaire empoisonne, dira à un ami du général: « Cette espèce de con, il m'emmerde. Pourquoi n'est-il pas passé en Angleterre, tout de suite ? » (3)

## Je souhaite la victoire de l'Allemagne

— C'est une leçon de courage que nous a donnée le président Laval, quand il a dit « Je souhaite la victoire de l'Allemagne ».

Discours de Paul Marion.

**L**E 22 juin 1942, Laval prononce un retentissant discours: »

« JE SOUHAITE LA VICTOIRE DE L'ALLEMAGNE, PARCE QUE SANS ELLE LE BOLCHEVISME DEMAIN S'INSTALLERA PARTOUT. La France ne peut rester passive et indifférente devant l'immensité des sacrifices que l'Allemagne consent pour édifier une Europe dans laquelle nous devons prendre notre place. »

Le même jour un député de la Charente-Inférieure, héritier d'un grand nom de l'aristocratie républicaine et qui fut le porte-coton de Clemenceau et de Mandel au temps où ceux-ci « faisaient la guerre », Albert Favre, déclare pareillement :

« Je crois à la victoire de l'armée allemande. Je crois à cette victoire et je la souhaite, parce que, sans elle, c'est inévitablement pour l'Europe et par conséquent pour notre pays, l'effondrement dans la guerre civile et le chaos, la fin aussi dans un temps prochain de cette civilisation dont nous sommes justement fiers. C'est ma conviction profonde et absolue avec la victoire allemande ce sera le triomphe de l'ordre, ordre politique, ordre économique et ordre social. »

Au procès Pétain, des discussions se sont instituées afin d'éclaircir si le Maréchal avait eu connaissance du texte de l'allocation du 22 juin et s'il avait fait quelque objection sur la fameuse phrase. Laval a prétendu que le chef de

l'Etat lui avait demandé de supprimer l'expression « je crois » que comportait la version initiale du discours, sous prétexte qu'il n'avait pas qualité pour apprécier les chances de la victoire allemande, n'étant pas militaire. Pétain a déclaré, au contraire qu'il avait demandé la suppression totale du passage et qu'il « avait bondi » quand il avait vu que la formule avait été maintenue. (1)

Laval a cherché à se justifier en déclarant qu'il était indispensable à l'époque de donner confiance à Berlin en raison de la politique de surenchère que menaient contre lui les ultras de Paris, Déat, Doriot et consorts: « Sans cette phrase, a-t-il dit, Doriot aurait eu plus de facilités pour s'emparer du pouvoir ». (2)

Au demeurant, Laval ne fut jamais, selon un mot d'Abel Bonnard que le « plus germanophile des attentistes ».

### LE FANION DE LA L. V. F.



LAVAL N'ÉTAIT PAS A UN COUP DE CHAPEAU PRÈS

Quelles considérations objectives purent déterminer chez Laval la conviction qu'il n'a pas craint d'afficher et qui le mena au poteau ? C'est en juin 1942 précisément qu'un ministre anglais, Lyttleton, chargé de la production déclara que le sort de la guerre se déciderait dans les prochains 90 jours: Rommel est aux portes d'Alexandrie et la Wehrmacht a percé les lignes soviétiques sur le Don. En août 1942, celle de l'Axe et leurs constructions navales dépassera ceront bientôt les pertes entraînées par la guerre sous-marine. A partir de cette date, les pronostiqueurs subtils commenceront à renverser leurs oracles. Et le 23 octobre 1942 Montgomery contre-attaquera à El-Alamein... Conciliateur par tempérament, Laval se leurrera sans doute sur la possibilité d'une cote mal taillée que se consentiraient les adversaires, quitte à rejeter par la suite l'Allemagne contre la Russie dont la puissance colossale commençait

(1) 10 Duke Street Londres, p. 347.

(2) Mes évasions, p. 137.

(3) Mes évasions, p. 144.

(1) Le procès Pétain, I, page 568.

(2) Laval parle, p. 133.

peu à peu à se démasquer. Des rumeurs de paix qui n'étaient peut-être que la propagation des désirs secrets des « syndarques » circulaient à cette époque dans les milieux politiques. Laval ne pouvait les ignorer :

« 23 avril. 1942 — De Paris et de plusieurs sources arrivent des bruits curieux concernant une paix possible pour juillet et août, notait Nicolle. Les Allemands et les Anglais se mettraient d'accord pour conclure une paix européenne. Il est question d'une immense combinaison financière dans laquelle on retrouve les plus grandes banques françaises Worms, Lazard, à côté des représentants du groupe Goering, liés également avec le groupe américain Dupont de Nemours. »



DESSIN DE VAN MOPPÈS, PARU DANS "FRANCE"  
(Londres, 1940)

## Le Gauleiter Sauckel

« Personne ne doute plus aujourd'hui que c'est à l'action du gouvernement de Vichy qu'on doit le traitement moins défavorable de la France. »

Claude Varennes : *Le destin de Marcel Déat*, p. 182.

La guerre à l'Est était une grande consommatrice de matériel humain — « Nous ne pourrions pas supporter longtemps une telle saignée », notait Goebbels. Si l'on considère que la guerre à l'Est nous a déjà fait perdre TROIS MILLIONS D'HOMMES, tués, disparus ou blessés, on ne peut nier qu'elle nous a coûté extrêmement cher. » (1) Une récupération sévère s'imposait dans tous les secteurs de l'économie nationale et dans les pays occupés. Au mois de mars 1942, Fritz Sauckel, nazi à poigne, était nommé commissaire du Reich pour la mobilisation de la main d'œuvre allemande et européenne.

L'opinion française tiendra éternellement Sauckel pour le Minotaure insatiable de la déportation des travailleurs. Mais son zèle, si grand fût-il, ne donnait pas encore satisfaction à Goebbels qui l'appelle « le plus défaitiste des défaitistes » et lui reproche d'être entouré d'anciens sociaux-démocrates « résidus de l'ancien régime » « qui se font naturellement une fête de mettre dedans l'idiot de Weimar. » (2)

Jusqu'au printemps 1942, le « volontariat » fournit à l'Allemagne plus de 100.000 ouvriers (3) « qui dans l'ensemble donnent toute satisfaction et sont même hautement appréciés

pour leur habileté et leur rendement », écrit le 3 mars Déat dans un article de l'*Œuvre* où il fait une première et discrète allusion à un « Service du travail obligatoire ».

C'est en mai que Sauckel formula ses premières exigences sérieuses à l'égard de la France. Laval, amateur de solutions tempérées, espérait tourner la difficulté par l'expédition de la « Relève » « euphémisme très auvergnat qui maiguignonna l'opération. » (1)

« Jusqu'au jour de la première visite de Sauckel, écrit Laval, je n'avais pas encore mesuré tout ce que pouvait avoir de douloureux notre situation. Je compris que sous le vocable de « volontaires » c'était une véritable déportation d'ouvriers français qui allait commencer. J'ai naturellement protesté solennellement dès mon premier contact avec Sauckel. J'ai naturellement fait remarquer que la CONVENTION D'ARMISTICE N'IMPOSAIT PAS UNE SEMBLABLE OBLIGATION. J'ai déclaré qu'une telle politique consacrait la fin de l'espoir d'une réconciliation et d'une entente entre nos deux pays. J'ai dit et redit tout ce qui pouvait être dit sur le ton qui convenait. La discussion — une des plus rudes que j'ai eues à soutenir — dura plusieurs heures. J'étais à ce point fatigué, ému et angoissé, que j'eus une défaillance, je fus pris d'une syncope en présence de Sauckel et notre entretien dut être interrompu. » (2)

Laval désirait qu'il y eût « un départ de travailleurs pour un retour de prisonnier ». La proposition fit sourire Sauckel. Après consultation de Hitler il fut convenu dans cette première entrevue que si 150.000 ouvriers spécialistes partaient pour l'Allemagne, 50.000 prisonniers paysans seraient libérés. L'échange se faisait donc au départ dans la proportion de 3 pour 1 mais ce taux ne fut pas immédiatement divulgué.

Le 12 août 1942, deux trains se croisaient en gare de Compiègne, l'un partait vers l'Allemagne, avec un contingent de travailleurs, l'autre ramenait quelques centaines de prisonniers. Dans l'*Œuvre* de Déat, André Guérin, ex-capitaine de 1940 et ex-prisonnier, célébrait l'attendrissant spectacle et rendait grâce à Laval et au Maréchal :

« RELEVÉS par les travailleurs volontaires, des prisonniers de guerre sont rentrés. Ils ont pu, en gare de Compiègne, crier leur gratitude à un détachement de ceux qui parlaient pour l'Allemagne. Au Maréchal, aussi et au président Laval, qui leur ont valu cette libération. » (3)

Pierre Nicolle, au contraire, constatait avec affliction :

« Toute la presse entonne aujourd'hui les louanges du gouvernement au lendemain de l'arrivée du premier train de prisonniers. Malheureusement les détracteurs ne manquent pas : tous vont disant que les Allemands n'ont pas tenu leurs promesses, treize cents prisonniers seulement ayant été rapatriés. » (4)

Au vrai, les promesses ne furent tenues ni d'un côté, ni de l'autre. Sauckel revenait à la charge brutalement et le 4 septembre une loi instituait le Service du Travail obligatoire (S. T. O.) pour tous les Français de 18 à 60 ans et les femmes célibataires de 21 à 35 ans !

Sauckel prétendait obtenir par ce moyen 250.000 ouvriers. Le 2 janvier 1943, il revenait à Paris avec un nouvel ultimatum : il lui fallait encore une levée de 250.000 hommes dont 150.000 spécialistes « Il avait reçu l'ordre de Hitler, dit Laval, de n'arrêter devant aucun obstacle ». Pour faire face à cette nouvelle demande, l'administration française procéda alors à l'appel des classes 40, 41 et de la classe 39 (dernier trimestre).

### SAUCKEL-LA-RELEVÈ



OU LE TRAVAIL  
PAR LA FORCE

(1) *Chronique de Vichy*, p. 273.

(2) *Laval parle*, p. 121.

(3) *L'Œuvre*, 22 août 1942.

(4) *Cinquante mois d'armistice*, II, p. 15.

(1) *Journal* 1<sup>er</sup> novembre 1943 ; (2) 11 avril 1943.

(3) Parmi lesquels beaucoup de condamnés de droit commun, libérés de prison pour les besoins de la cause.

## LIBÉRÉ DU STALAG



## LE RETOUR DE L'ALPIN

(Extrait de Signal).

Au 10 avril 1943, 250.000 ouvriers étaient partis, 170.000 venant des usines et 80.000 du recrutement. Mais Sauckel était là, de nouveau, le verbe haut, exigeant un nouvel apport de main-d'œuvre : 220.000 ouvriers, dont 50.000 spécialistes. C'est que depuis le début de l'année la débâcle allemande en Tunisie est venue s'ajouter au désastre de Stalingrad. Goebbels en convient sans fard, le 9 mai :

« Nous devons reconnaître que les pertes que nous avons subies là-bas sont énormes. Nous avons vécu, en fait, une manière de second Stalingrad, bien que les conditions psychologiques et matérielles aient été toutes différentes qu'à Stalingrad. »

D'autre part, les raids massifs de l'aviation anglo-américaine sèment la terreur dans le Reich et désorganisent la production. Quand les usines ne sont pas détruites, ce sont les ouvriers qui ne reprennent pas le travail. Speer se plaint à Goebbels de cet « absentéisme », cite des villes comme Mannheim où après les bombardements, 40% des ouvriers ne retournent plus à l'usine.

Le 30 juillet 1943, 170.000 hommes avaient gagné l'Allemagne, sur l'effectif exigé en dernier lieu. Retour de Sauckel le 6 août qui réclame encore 500.000 hommes pour le Reich, sans préjudice d'un accroissement d'un million (hommes et femmes) de la main-d'œuvre travaillant dans les usines françaises pour la « Festungs Europa » (forteresse Europe). Laval n'en pouvait plus. L'entretien qu'il eut alors avec Sauckel fut, nous dit-il, « le plus dur et le plus pénible » auquel il ait participé de sa vie. Martin du Gard rapporte que Laval se ballit littéralement avec Sauckel et qu'il perdit dans l'aventure « une cravate, un col et quelques boutons de gilets. » (1)

Le rapport de Sauckel à Hitler daté du 9 août 1943 qui a été retrouvé dans les archives allemandes, confirme le témoignage de l'ancien président du Conseil :

« ... le président du Conseil des ministres français a refusé énergiquement la mise en œuvre d'un programme plus développé pour le recrutement et l'engagement pour le travail obligatoire de 500.000 travailleurs français qui devaient avant la fin de l'année 1943, se rendre en Allemagne. La discussion a duré plus de six heures... Un des arguments qu'il a constamment mis en avant a été le danger de troubles

politiques intérieurs en France au cas où les travailleurs prévus pour l'embauchage se retireraient dans les montagnes et les forêts et y constitueraient des groupes terroristes. Laval lui-même ne possède plus une autorité suffisante pour avoir sous la main d'une façon constante et sûre l'Administration et la police pour l'exécution des mesures prises par lui »

Et le négrier conclut :

« Après avoir réfléchi avec calme et sang-froid, je dois vous faire savoir que j'ai totalement perdu la foi en l'honnête bonne volonté du président du Conseil français Laval. Son refus constitue un sabotage pur et net de la lutte pour la vie entreprise par l'Allemagne contre le bolchevisme. »

Le 20 septembre 1943, Laval décide de mobiliser la classe 1942. Sont toutefois exemptés du départ pour l'Allemagne, les hommes qui entrent au chemin de fer, dans les mines, dans la police, dans l'administration pénitentiaire. Laval tout joyeux du cadeau qu'il fit ce jour-là aux Français, écrit triomphalement : « Jamais le recrutement pour les gardiens de prison ne fut plus facile ni plus large que dans cette période. » (1)

« Rien n'était plus surprenant, remarque Claude Varennes (Georges Albertini) que le cloisonnement des services allemands, sinon l'hostilité que chacun d'eux éprouvait pour les autres. Tous prétendaient intervenir dans la politique française. L'incohérence de leur action était totale. Elle offrait souvent aux négociateurs français des possibilités appréciables de manœuvres. »

Laval se flatte précisément qu'en jouant des contradictions qui existaient entre les différents services allemands il ait pu éluder, à partir du 16 octobre 1943, toute nouvelle demande allemande. Et de résumer ainsi son action :

« Du 5 juin 1942 au 30 juillet 1944, deux millions soixante mille travailleurs furent exigés de la France. Ces demandes, aux termes de l'ordonnance Sauckel étaient unilatérales, c'est-à-dire sans contrepartie. Mes efforts, ceux du Gouvernement et des services ont permis

(1) Laval parle.



## LES DRAMES DE LA RELEVÉ

(Extrait de Signal).

(1) La chronique de Vichy, p. 281.

d'établir le bilan suivant au 30 juillet 1944, après plus de deux années

DÉPARTS

CONTREPARTIE

Du 5 juin 1942 au 30 juillet 1944 ..... 641.500  
 (Chiffre qui ne tient pas compte des dizaines de milliers de permissionnaires qui sont restés en France à l'expiration de leur congé de quinze jours.)

Prisonniers rentrés 110.000 (100.000 paysans, 10.000 sanitaires).

Prisonniers transformés en travailleurs « libres » 250.000  
 15 avril 1943 : commencement des permissions de quinze jours pour les prisonniers devenus travailleurs « libres ».

16 Octobre 1943 : suspension des départs pour l'Allemagne et mutations, nombre pour nombre, le nombre des travailleurs en Allemagne devant rester constant. Il n'était alors pas de plus de 400 000.

7 juin 1944 : arrêt définitif des départs. »

Sa défense — qui n'est pas sans fondement — consiste à faire remarquer que les prélèvements de main-d'œuvre faits en France, n'excédèrent pas la proportion de 13 pour mille alors que des pays comme la Belgique, la Hollande, la Pologne qui n'avaient pas de gouvernement pour les défendre et étaient à la discrétion d'un Gauleiter, connurent des réquisitions allant jusqu'à cinquante et quatre-vingt pour mille. (1)

Les Allemands, d'autre part, manquèrent souvent à leurs promesses, en particulier dans le domaine des salaires et cette carence pesa fâcheusement sur la réussite de l'ex-

périence de Sauckel. Le Docteur Michel avoue que l'obligation pour les Français de continuer à travailler en Allemagne après l'expiration de leur contrat d'un an, contribua à rendre plus difficile le recrutement et que le relèvement du taux des salaires ne fut réalisé qu'en mars 1944, alors que Laval l'avait promis dès juin 43.

Le S. T. O. eut pour conséquence de permettre à la Résistance des développements considérables. Tel qui acceptait parfaitement de travailler pour la machine de guerre allemande dans les usines de son voisinage, se découvrait des mobiles patriotiques pour se refuser à accomplir la même besogne si elle devait se faire à Chemnitz ou Eberfeld !

En fait Sauckel fut le meilleur sergent recruteur du Maquis. Alfred Fabre-Luce écrit froidement :

« Nourri par les déportations, bénéficiant de nombreuses complicités administratives, n'ayant à craindre, aucune répression sérieuse le Maquis va donc prospérer. C'est une création de l'Allemagne. Laval dit : « L'ARMÉE SAUCKEL ». (1)

L'apologiste du Maréchal, L. D. Girard, va plus loin encore. Ne prétend-il pas que le S. T. O. fut regardé par une partie de la population — celle que le système mettait à l'abri — comme un bienfait :

« N'en déplaise à tous ceux qui se munirent d'une carte de la Résistance après le départ des Allemands, il faut honnêtement rappeler que l'institution du S. T. O. fut accueillie avec soulagement par la plus grande partie de la population française. Celle-ci souffrait certes de la charge qui retombait sur les épaules de la jeunesse. Du moins, tous ceux que la loi protégeait tendaient-ils à la regarder comme une réglementation désirable. » (2)

(1) *Journal de la France*, II, p. 538. Martin du Gard prête le même mot à Abetz. (*La Chronique de Vichy*, p. 472).

(2) *Montoire, Verdun diplomatique*.

(1) *Laval parle*, p. 130.

LA GRANDE RELÈVE

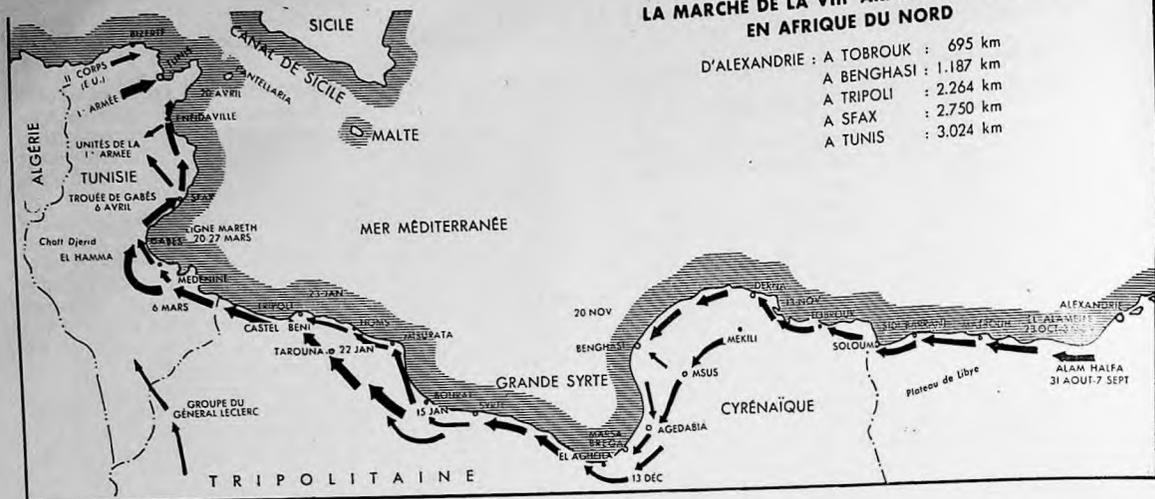


OU LE RETOUR DES VAINCUS

(Extrait de *Signal*).

## LA MARCHÉ DE LA VIII<sup>e</sup> ARMÉE BRITANNIQUE EN AFRIQUE DU NORD

|                |              |          |
|----------------|--------------|----------|
| D'ALEXANDRIE : | A TOBROUK :  | 695 km   |
|                | A BENGHASI : | 1.187 km |
|                | A TRIPOLI :  | 2.264 km |
|                | A SFAX :     | 2.750 km |
|                | A TUNIS :    | 3.024 km |



## “ ALLER-ET-RETOUR ” DANS LE DÉSERT

Bottai, en parlant de la perte de la Lybie a dit : « Au fond, c'est un autre bû qui nous avons atteint : Mussolini en 1911, avait déclaré : « Quillons la Lybie ! ! Il a tenu parole trente deux ans plus tard. »

Ciano : Journal, 3 Janvier 1943.

Les campagnes de Lybie, de Cyrénaïque et d'Egypte furent conditionnées par les énormes difficultés des deux adversaires à assurer leur ravitaillement général — eau, essence, munitions, vivres — dans le désert, chaque fois que les armées s'éloignaient — et parfois à des centaines de kilomètres de leurs bases. Elles constituèrent une succession d'« aller-et-retour », « les migrations annuelles » entre le golfe de la Syrte et l'Egypte.

Arrivé le 18 septembre 1940 à Sidi El Barrani, à mi-chemin entre Benghazi et Alexandrie, le maréchal Graziani avait dû s'arrêter trois mois pour construire le pipe-line qui apporterait l'eau potable à ses troupes.

Le 7 décembre, l'armée anglaise du Nil, commandée par le général Wawel, forte seulement de 20.000 hommes avec 114 avions démodés, lance par surprise un mouvement enveloppant, forçant l'ennemi à combattre à front renversé. Les Italiens se débandent et battent en retraite, abandonnant successivement Sidi El Barrani, Sollum et Fort Capuzzo. Beaucoup se rendent. Le 4 janvier 1941, les Anglais s'emparent de Bardia, le 22 de Tobrouk, le 7 février de Benghazi, capitale de la Cyrénaïque et atteignent le 9, El-Agheila, au fond du golfe de la Syrte ayant dénombré 125.000 prisonniers dont 22 généraux et un amiral, n'ayant perdu eux-mêmes que 1.774 combattants.

Mais le général Wawel ayant parcouru 900 kilomètres voit se poser devant lui les mêmes problèmes qui ont stoppé Graziani à l'automne. De plus une partie de ses meilleures troupes lui est enlevées pour parer à la menace allemande sur la Grèce, tandis que dès février 1941, Hitler se décide à détacher au secours de son allié en difficulté, le prestigieux Erwin Rommel et son *Afrika-Korps*, spécialement entraîné en vue des batailles du désert, mais qui n'aligne que de faibles effectifs, le Führer considérant l'Afrique comme un théâtre secondaire au moment où il va se lancer à l'attaque de la Russie.

Sous la pression des blindés de Rommel, le général Wawel dont les troupes sont réduites à 12 bataillons coloniaux, abandonne successivement El-Agheila (fin mars 1941) Benghazi (4 avril) et retraite vers l'Egypte en laissant une forte garnison à Tobrouk. Mais Rommel, dans sa poursuite, est lui aussi arrêté pendant l'été et l'automne par les len-

teurs du ravitaillement et laisse le temps aux Britanniques de masser en Egypte de nouvelles troupes. (1)

La destruction d'une partie importante de la flotte de guerre italienne par les Britanniques explique les difficultés croissantes du ravitaillement germano-italien. Le 13 novembre 1940 les avions torpilleurs anglais ont coulé trois cuirassés à leur mouillage de Tarente; le 10 janvier 1941, la flotte anglaise endommage plusieurs navires de guerre dans le détroit de Sicile, et le 28 mars, au cap Matapan trois croiseurs lourds italiens — sur quatre — sont coulés. La flotte italienne se trouve décimée et, faute d'escorte, nombre de bateaux chargés de renforts ou de ravitaillement n'arriveront pas à bon port.

Alors que Rommel compte attaquer le 23 novembre 1941, le général Cunningham lance, dès le 18, une offensive préventive de sa 8<sup>e</sup> armée (Anglais, Néo-zélandais, Hindous, Sud-africains, Polonais,) avec les intrépides de la 7<sup>e</sup> division cuirassée — surnommés « les rats du désert » — qui après une terrible bataille de chars autour de Sidi-Rezegh, sauve le canal de Suez. Les Anglais réussissent à opérer leur jonction avec Tobrouk et Rommel bat en retraite le 8 décembre 1941, laissant aux Italiens l'honneur — qu'ils déclinent — de se faire tuer jusqu'au dernier. Le 30 décembre l'armée de l'Axe regagne sa base de départ d'El-Agheila et les Anglais réoccupent une nouvelle fois Benghazi.

Au moment où la 8<sup>e</sup> armée se réorganise à 800 kilomètres de ses bases, les graves événements d'Extrême-Orient font détourner sur Singapour les renforts qu'elle attend, tandis que l'Australie, gravement menacée par le Japon, rappelle ses excellentes divisions. Si bien que le 21 janvier 1942, l'armée germano-italienne renforcée reprend l'offensive El-Gazala-Bir-Hakeim et la retraite de nouveau jusqu'à la ligne le 27 mai.

Après que Rommel a attiré les blindés anglais dans un piège et les a mis en pièces, l'âpre défense de Bir-Hakeim, sous un déluge de feu, par les cinq bataillons

(1) Dans le même temps un corps expéditionnaire anglais reprend la Somalie britannique, s'empare de la Somalie italienne et chasse les Italiens d'Ethiopie.



français (1) du général Koenig, dit « Gros Lapin », arrête l'avance ennemie pendant quinze jours. La position est toutefois évacuée, par ordre, dans la nuit du 11 au 12 juin. Neuf jours plus tard les troupes de l'Axe, à la stupéfaction générale, s'emparent de Tobrouk en 48 heures par une attaque combinée des chars et des Stukas et font, d'après le communiqué allemand, 34.000 prisonniers. Les troupes anglaises se replient jusqu'au « col de bouteille » d'El-Alamein, excellente mais dernière position organisée avant Alexandrie, le Caire et Suez, entre la mer et les marécages qui barrent l'entrée du delta du Nil. Le général Auchinleck a rameuté toutes les garnisons d'Egypte et de Palestine et entend défendre cette position sans esprit de recul contre les troupes de Rommel qui ont alors 400 kilomètres de désert dans le dos.

Mussolini était d'avis, avant de foncer sur l'Egypte, de liquider Malte en utilisant trois cuirassés italiens de 35.000 tonnes et la division parachutée « Folgore » rassemblée en Sicile : mais Hitler donne raison à Rommel qui garantit la prise d'Alexandrie et il écrit à Mussolini : « *Duce, la fortune et la victoire ne passent qu'une fois à portée de la main des hommes. Il faut les saisir au moment propice et savoir les emprisonner dans le poing. Laissez Rommel poursuivre à fond son offensive victorieuse jusqu'au Nil, sinon jusqu'au Canal de Suez.* » (1) Erreur magistrale, car la défense victorieuse de Malte constitua l'élément essentiel du salut de l'Egypte.

Renforcée et dotée de 860 chars dont 108 excellents Sherman américains de 31 tonnes, l'armée anglaise est placée sous le commandement du général Montgomery qui arrive d'Angleterre. Le 29 août, Rommel annonce à ses troupes dans un ordre du jour que l'attaque qui va se déclencher provoquera « *l'anéantissement définitif de l'ennemi* »

(1) « Deux de Légion, deux d'infanterie de marine. L'un le B. I. M. formé par les marcouins de Chypre qui rallièrent en Quarante les Forces Françaises libres et purent participer au joli coup de Sidi El Barrani. L'autre le bataillon du Pacifique constitué par des volontaires tahitiens et des colons français venus des Iles. Un dernier bataillon de Coloniale, noir celui-là, le B M 2 arrive de l'Oubanghi et du Charl ». (Saint-Roc : *Sacré rôle de guerre*, p. 156. On trouvera dans cet ouvrage un émouvant récit vécu des combats de Bir-Hakeim.)

(1) Lettre reproduite dans le « Journal » de Cavallero (cf. : *Le Soir*, de Bruxelles, 18 février 1947).

#### PETIT POSTE DANS LE DÉSERT

(Document allemand).

et qu'elles occuperont Alexandrie dans les 48 heures. (1)

Les troupes de l'Axe, très inférieures en nombre, attaquent du 31 août au 2 septembre, mais arrêtées par une concentration de feux et des bombardements aériens d'une puissance sans précédent dans la campagne d'Afrique, elles sont contraintes de revenir sur leurs positions de départ et de se retrancher derrière de vastes champs de mines.

Après un mois et demi d'accalmie, alors que les Allemands préparent un raid pour couper les ponts sur le Nil et détruire les bases anglaises à l'arrière des lignes, Montgomery contre-attaque par surprise, profitant de la pleine lune dans la nuit du 23 octobre, avec 1.000 chars.

La tactique de « Monty » trompant l'ennemi sur la direction de son attaque principale consista à ouvrir par des unités d'infanterie et du génie des « corridors » dans les champs de mines et à lancer ensuite ses blindés en rase campagne pour désorganiser les arrières de l'ennemi en séparant Allemands et Italiens.

Après dix jours de furieux combats, la rupture du dispositif ennemi est réalisée. Le général von Stumm, qui remplace Rommel en congé de maladie, meurt d'une crise cardiaque pendant un bombardement : le général von Thoma, son successeur est fait prisonnier le 4 novembre.

(1) Montgomery : *Avec la VIII<sup>e</sup> armée*, p. 17.



ROMMEL

Rommel, revenu ce jour-là de Vienne où il suivait un traitement, ne peut que lancer l'ordre de retraite générale : « *Tout est perdu, transmet-il, voyez s'il vous est possible de regagner vos positions de départ.* » Les Allemands s'emparent de tous les camions italiens pour « décrocher » plus vite, abandonnant leurs alliés qui en profitent pour mettre bas les armes avec ensemble. Cette défaite coûte à l'Axe 45.000 tués ou prisonniers — dont neuf généraux — la perte de 548 blindés, de 962 canons, de 600 avions.

Rommel n'avait pas subi auparavant de sérieux échecs parce qu'il avait toujours su se dégager à temps. « *Le*

*risque à El-Alamein, conclut Montgomery, était que l'ennemi ne résistât pas sur place. Mais il combattit jusqu'au bout ; il subit une défaite décisive ; le reste était relativement facile.* »

Les blindés de Montgomery se lancent dans une poursuite de 400 kilomètres, reprenant Tobrouk, puis Benghazi et le 27 novembre 1942, les troupes de l'Axe se retrouvent une fois de plus à El-Agheila à la limite de la Cyrénaïque et de la Tripolitaine, qu'elles avaient quittée le 21 janvier précédent. Par suite de la menace que fait planer le débarquement des Alliés en Afrique du Nord, Rommel reçoit l'ordre de retraiter en direction de la Tunisie, l'O. K. W. escomptant que l'énormité des distances empêchera les Anglais de continuer la poursuite.

Le maréchal Montgomery donne une idée des difficultés extrêmes du ravitaillement — qui commandait la cadence des opérations — lorsqu'il révèle qu'au début de janvier, tous les approvisionnements de son armée en marche sur

Tripoli, étaient acheminés de Tobrouk : « *soit à une distance de 1.200 kilomètres, ce qui correspond à une troupe en position à Vienne et un dépôt à Londres, et une seule route disponible.* » (1)



MONTGOMERY, DIT « MONTY »

Le 23 janvier 1943, ayant couvert depuis El-Alamein, 2.250 kilomètres, les troupes de Montgomery faisaient leur entrée dans Tripoli après avoir reçu le renfort de la célèbre division du général Leclerc (Philippe de Hauteclocque) qui, partie du Tchad, avait effectué dans le désert une marche forcée de plus de mille kilomètres et nettoyé tous les postes italiens du Fezzan : « *Nous ne nous arrêterons, s'était écrié Leclerc, que quand le drapeau français flottera aussi sur Metz et sur Strasbourg.* »

(1) Avec la VIII<sup>e</sup> armée, p. 66. Le major Bauer fait remarquer à ce sujet que la VIII<sup>e</sup> armée (11 divisions) consommait quotidiennement près de deux millions de litres d'essence, plus de 1.000 tonnes de munitions et plus de 1.300 tonnes de subsistance, sans compter l'eau potable.

## DANS LE DÉSERT...



LA LÉGION CHARGE...

# LE DÉBARQUEMENT EN AFRIQUE DU NORD



WEYGAND

J'AI VÉCU DE GRANDS JOURS HISTORIQUES, MAIS LE PLUS DOULOUREUX DE MA VIE FUT LE 8 NOVEMBRE 1942, QUAND J'APPRIS L'ENTRÉE DES ANGLAIS ET DES AMÉRICAINS A ALGER. JE RESSENTIS COMME SI ON M'AVAIT RAVI MON PROPRE ENFANT. »

Déclaration de Gabriel Hanotaux, de l'Académie française au magazine allemand *Signal* de juillet 1943.

« On prête à André Philip ce mot révélateur qui exprime bien l'état d'esprit qui dominait alors au Carlton-Gardens : *Le débarquement allié en Afrique du Nord est une catastrophe nationale.* »

Louis Rougier : « *De Gaulle contre de Gaulle* », p. 91.

## Weygand limogé

WEYGAND détestait de Gaulle qui, l'engageant à rejoindre la dissidence, avait terminé sa lettre par cette insolente formule : « *Je vous envoie mes respects si votre réponse est oui.* » Passy rapporte que l'ex-généralissime déclara : « *De Gaulle : douze balles dans la peau, voilà ce qu'il mérite* » (1).

L'ancien généralissime résumera le principe de son action lorsqu'il déclarera au procès Pétain : « *Lorsque j'ai été délégué-général en Afrique du Nord, j'ai pris cette devise de ma défense : Je défends l'Afrique française CONTRE TOUS...* » (2)

A l'instigation du délégué général, la chasse est faite aux gaullistes ou qualifiés tels. Loustanau-Lacau, débarqué en janvier 1941 sous le nom de Lamblin pour créer un réseau de renseignements, faillit avec sa déveine coutumière être la

première victime de cette répression ; le lieutenant colonel de Rosier, son ancien camarade de Saint-Cyr à qui il avait exposé ses projets, s'était empressé de le moucharder au général Beynet — le futur trafiquant d'or de la Riviera — et Weygand avait ordonné plusieurs arrestations. Mais le policier Achiary, chargé d'arrêter Loustanau, le laissa volontairement échapper. Lui aussi travaillait pour Londres ! (3)

Pour surveiller Weygand qu'il haïssait, Darlan avait placé à ses côtés deux A. D. D., l'amiral Abrial comme gouverneur de l'Algérie et l'amiral Fénard comme secrétaire de la délégation. Abrial illustre depuis Dunkerque, était réputé fort courageux, mais d'intellect court. Ses mots égalent en stupidité épanouie les fameuses déclarations de Mac-Mahon : « *Que d'eau ! Que d'eau !* » et « *Vous êtes le nègre, continuez !* » Comme on lui explique un jour que dans les étendues désertiques du Sud Algérien toute culture est impossible faute d'irrigation et qu'il n'y a que le mérinos qui prospère. « *Le mérinos ? rétorque l'amiral superbe. Et je voudrais bien savoir, alors, pourquoi on n'en fait pas pousser !* (4)

(1) 10 *Duke Street, Londres*, p. 357. Pertinax note de même : « Du chef des Français libres on l'a entendu dire : *Un traître. Trois balles dans la tête !* » Il porte dans sa peau les flèches acérées dont l'a criblé le censeur de l'état-major. Il lancera la police sur les pas de M<sup>me</sup> Laminat, la femme du général qui sert la Croix-de-Lorraine. Il transmettra à Vichy la lettre d'un colonel de ses amis qui n'épargne pas la politique de l'armistice et le colonel sera puni. Chez Weygand il faut affecter d'un fort coefficient des sentiments médiocres. »

(2) *Procès Pétain*, I, p. 418.

(3) Voir le récit des aventures de Loustanau Lacau dans « *Alger et ses complots* » de M. Aboulker (p.50) et dans les passionnants « *Mémoires d'un français rebelle* » du commandant lui-même.

(4) Le mot est tiré du livre très vivant et plein d'esprit de Renée Gosset. *Expédients provisoires* auquel nous empruntons plusieurs anecdotes.

Abrial faisait figure de collaborationniste et d'antiaméricain forcené : l'amiral Leahy obtint de Pucheu son rappel, le 13 juillet 1941, en échange de l'envoi du pétrolier *Shéhérazade* de la Compagnie française des Pétroles, retenu en Amérique jusqu'alors.

Les Allemands avouaient à Huntziger qu'*ils avaient fait une fameuse bêtise en ne prenant pas l'Afrique du Nord.* » (1) Mais Weygand estimait l'A. F. N. indéfendable et vis-à-vis des agents américains sa politique de temporisation se résumait en cette formule : « *Si vous venez en masse nous vous embrasserons, si vous n'envoyez que de faibles contingents nous vous combattons.* » (2)

La situation économique de l'Afrique du Nord se faisait chaque jour plus précaire, la métropole, elle-même pressurée et bloquée, ne pouvant plus lui venir en aide. Les indigènes étaient affamés et en guenilles. « *Le Français, note Fabre-Luce, n'étant plus capable de vêtir l'indigène et de se nourrir lui-même cesse d'être un demi-dieu.* » (3)

L'accord Weygand-Murphy assura à l'A. F. N. un certain ravitaillement en essence, charbon, textile et produits pharmaceutiques en échange de liège. Weygand fermait les yeux sur le travail secret des vice-consuls américains.

Les Américains s'illusionnèrent sur la possibilité de mettre le général dans leur jeu même après sa disgrâce qu'il « accepta sans murmurer ». — « *On m'a renvoyé comme un malpropre*, disait-il au fils de Mangin ». (4) Churchill et Roosevelt quand ils se rencontrèrent à Washington à la Noël 1941, se leurrèrent encore de l'espoir que Weygand accepterait de revenir clandestinement en Afrique du Nord pour y préparer le débarquement et le 20 janvier 1942, Douglas Mac Arthur, attaché d'ambassade à Vichy, conféra encore en secret près de Nice avec l'ex-généralissime.

Le fils du célèbre général ne put tirer du vieillard aucune espèce d'engagement :

« *Il a déclaré qu'il n'était plus maintenant qu'un simple citoyen n jouant aucun rôle politique, qu'il était totalement fidèle au Maréchal et que si la France avait le malheur de perdre le Maréchal, il n'aurait aucune possibilité sous le successeur désigné légalement par le chef de l'État, de rendre service à son pays.* » (5)

En juin 1942, Weygand faisait tenir au chargé d'affaires

(1) *Le Procès Pétain*, p. 406.

(2) Passy : 10 *Duke Street Londres*, p. 337. Renée Gosset nous montre « *le vieux petit jockey* » assez peu ferme dans ses opinions suivant les différents publics auxquels il s'adresse. Aux officiers du 5<sup>e</sup> chasseurs il déclare : « *Ne perdez pas de vue que l'allié d'hier peut devenir l'allié de demain* », mais il proclame devant la Légion des combattants : « *Croyez-moi, le devoir ne saurait être du côté de l'ancien allié.* » (*Expédients provisoires*, p. 13).

(3) *Journal de la France*, I, p. 239. Fabre-Luce note ce trait : Le protecteur vient maintenant demander du pain à son protégé : « *Ti es content ici ti peux manger* », lance un voyou arabe au Parisien qui sort congestionné d'un restaurant et il lui vend au prix fort la part de sa ration de sucre. — *J'ai accepté*, dit le Parisien, *il faut à bien faire vivre les indigènes.* »

(4) R. Stéphane : « *Chaque homme est lié au monde* », p. 99.

(5) W. Langer : « *Le Jeu américain à Vichy* », p. 222.

américain à Vichy, Tuck, un message dans lequel il se déclarait :

*« fortement opposé à toute tentative de débarquement en Afrique du Nord, en partie en raison de la situation défavorable et en partie par la crainte d'un combat entre troupes françaises et américaines. »* (1)

Façonné par plus de cinquante ans de « servitude militaire ». Weygand qui déclarait : *« Ce n'est pas à mon âge qu'on devient un rebelle »*, opinait que la future tentative de débarquement devrait s'accomplir en « France continentale » et « de préférence en zone occupée ». Ses objections contre le plan d'Afrique du Nord ruinèrent les derniers espoirs que le *State Department* avait pu fonder sur lui et les Américains cherchèrent sur-le-champ à prendre contact avec le général français qu'illuminaient la gloire toute neuve de sa récente évasion de Königstein : Giraud.

Les grands artisans de l'embauchage du général pour le compte des U. S. A. furent le diplomate américain Robert Murphy et l'industriel français Lemaigre-Dubreuil.

## Murphy et Lemaigre-Dubreuil

*« Le problème pour nous était de subsister en Afrique du Nord ; même si l'esprit des accords Weygand-Murphy était constamment violé par la politique de collaboration de Darlan. »*

Kenneth Pendar : *Le dilemme...* p. 104.



MURPHY

Bob pour les amis

Murphy venait de France où il avait été un des collaborateurs de Leahy à Vichy.

*« Murphy, note Passy, avait passé quelques années dans notre pays avant la guerre (à l'ambassade des U. S. A. à Paris) et il s'en était fait une image toute personnelle en papillonnant dans les bars et dans les salons du laubourg Saint-Germain. »*

Son subordonné et apologiste Kenneth Pendar, s'inscrit en faux contre les journaux libéraux qui peignirent Murphy « comme un réactionnaire » de la société élégante, voire comme un fasciste. Il le présente au contraire comme un « *señal made man* » né d'une humble famille irlandaise aux fortes attaches terriennes et qui « *dut peiner très humblement suivant la meilleure tradition américaine pour gagner l'argent de ses études.* » Il avait de plus d'excellentes raisons personnelles de détester l'hitlérisme, son épouse ayant été grossièrement traitée par les nazis alors qu'il occupait à Berlin un poste dont il fut rappelé à la demande des Allemands.

Marcel Aboulker, qui le connut à Alger, le juge toutefois un tantinet snob :

*« Le personnel du « State Department » américain est aussi réactionnaire, écrit-il, que celui des Affaires Etrangères en France. Comment donc en vouloir à M. Murphy s'il ne fréquente à Alger que les gens du même monde que celui qu'il voyait à Vichy ou à Paris ? Il rencontre donc souvent et cela est évidemment pour lui une source de renseignements, différents membres de la famille Germain, grands propriétaires fonciers algériens, dont l'un, Robert, mon camarade de lycée, dirige le parti doriotiste ; il voit aussi très souvent la princesse de Ligne, les Polignac, milieu royaliste dont il est difficile de prétendre qu'il représente la démocratie française. »*

Les erreurs de jugement de M. Murphy, après le 8 novembre, sont beaucoup plus explicables par ses goûts sociaux que par un machiavélisme dont on l'a souvent accusé. Mais, en outre, sa philosophie personnelle s'accorde assez bien avec celle de la diplomatie américaine. Dès 1940 le « *State Department* » accuse une tendance fâcheuse à considérer l'Europe comme une seconde Amérique du Sud. Il est normal qu'il y applique des méthodes qui ont fait leurs preuves en Colombie, au Paraguay et en Bolivie. » (2)

(1) W. Langer : *Le Jeu américain à Vichy*, p. 293.

(2) *Alger et ses complots*, p. 45.

Murphy avait tissé sur toute l'Afrique du Nord un réseau serré d'informateurs. Sous couleur de veiller à l'exécution stricte de l'accord Murphy-Weygand, un grand nombre d'officiers américains déguisés en « vice-consuls » sillonnaient les pays.

*« Personne ne se trompa à leur sujet ; écrit Passy, les commissions d'armistice allemande et italienne envoie moins que les colons ou les indigènes : ils étaient manifestement des officiers de renseignements. » ... les valises diplomatiques circulaient à un rythme hallucinant « ... les valises diplomatiques, économiques et militaires : elles bourrées de renseignements politiques, économiques et militaires : elles constituaient en fait le réseau de liaison de tous les S. R. Au bout de peu de temps, d'ailleurs, les Américains s'attribuèrent dans ce domaine une sorte de monopole et les Anglais leur abandonnèrent peu à peu l'initiative des opérations. »*

Tout ce personnel américain était violemment anti-gaulliste. Cet antigauillisme était le reflet de l'hostilité des grands colons et des officiers de l'armée d'Afrique contre l'hème de Londres, considéré comme un épouvantail révolutionnaire et un agent britannique. L'Afrique du Nord qui n'avait oublié ni Mers-El-Kébir, ni Dakar, était ardemment maréchaliste.

*« De Gaulle, note Kenneth Pendar, était considéré comme un Jan tche anglais. Je fus étonné lorsque je commençais à travailler en Afrique du Nord de découvrir la violence des sentiments antigauillistes. En Amérique, j'avais considéré que tous les Français antinazis étaient pour de Gaulle. Au Maroc, je trouvais que les hommes qui, surtout nous aidèrent de leur mieux dans leur action militaire, hommes d'un caractère très haut et d'un patriotisme à toute épreuve, étaient tous plus antigauillistes qu'ils n'étaient antibritanniques. Ils ne purent jamais oublier que de Gaulle, un Français, avait pris les armes contre ses propres concitoyens. »*

En bon Américain, Murphy préférait pour traiter des affaires sérieuses s'accointer avec des gens du « Big Business » qu'avec des officiers subalternes ou des agitateurs sans crédit. Lemaigre-Dubreuil lui fut un partenaire de choix.

De 1934 à 1939, Lemaigre-Dubreuil avait joué un rôle de culte dans la vie politique française. Sa situation de gros actionnaire du « Printemps » et des « Huiles Lesieur » (« qui rendent la bonne cuisine encore meilleure »), lui permettait une action « acile » sur la presse. (1) Le journaliste d'« *Action Française* » L. F. Auphan brossait en 1943 ce portrait du personnage

*« Il avait le plus grand mépris de ses contemporains. Il entendait en user à sa guise. Il les poussait comme le joueur de dames passe les pions sur le damier où il a engagé sa partie. Il n'admettait pas qu'on lui résistât. Un journal refusait-il pour les motifs les plus compréhensibles, et par conséquent les plus valables, de servir sa politique et d'insérer ses communiqués, qu'aussitôt le chef de la publicité était avisé que les contrats que d'importantes maisons avaient souscrits étaient résiliés. Qu'on ne cédât pas à ce chantage le stupéfiait. Cet homme devenu riche n'admettait pas que quelque chose ou quelqu'un ne fût pas à vendre. »*

Si M. Lemaigre Dubreuil était convaincu que tout s'achetait, il n'était pas pour cela prodigue de ses deniers. Peu d'« arroseurs » furent aussi peu généreux. Au temps du Front Populaire comme il désirait livrer bataille au fameux trust anglo-judeo-américain Unilever avec lequel, à la fin, dit-on, la paix, il avait fait appel à deux hebdomadaires de gauche. Il supposait sans doute que des jeunes lui coûteraient moins cher que des hommes d'âge mûr ou d'âge certain. Les deux équipes de jeunes journalistes se lancèrent avec légitimité dans la bagarre. Il arriva sur le « trust » maléfaisant, elles se heurtèrent dans une furieuse polémique où elles s'accusèrent réciproquement, alors qu'elles avaient le même commanditaire, de travailler pour les capitalistes. »

(1) Kenneth Pendar écrit : « Il avait épousé Simone Lesieur, la fille de l'une de ces deux cents familles qui avaient avant la guerre la réputation de contrôler la France ». (*Le dilemme...* p. 127).

(2) « *L'Insurgé* » avec Thierry Maulnier, Maurice-Yvan Sicard, Ralph Soupault. Mais quel était l'hebdomadaire de gauche ?



LEMAIGRE-DUBREUIL  
avait pris  
Giraud pour une huile.

Beaucoup de légendes ont circulé sur Lemaigre-Dubreuil. Dirigeant de « La Ligue des Contribuables », on l'a accusé d'avoir été un des organisateurs du 6 février 1934 ; toutefois, s'il participa personnellement à l'émeute, il convient de reconnaître qu'il n'entra à la Ligue qu'en 1935. Il nie avoir appartenu à la Cagoule, encore qu'on ait trouvé son nom dans les listes d'Aristide Corre, un des archivistes de la Société. (1)

Dès 1939, Lemaigre-Dubreuil avait pris une position antiallemande et fait apposer sur les murs de Paris, en réplique à Déat, une affiche intitulée : « Les frontières de la France sont à Dantzig. » (2) D'après L. F. Auphan, il donnait son approbation à la politique belliciste de Geneviève Tabouis à l'Œuvre, d'Emile Buré à l'Ordre, d'Henri de Kérillis à l'Époque.

Comme capitaine de réserve il aurait figuré pendant la guerre à l'état-major de Giraud à Saint-Omer (3). Il réussit à mettre la main sur le « Jour-Echo de Paris » où il plaça un homme à lui, Rigault, que l'on retrouve à ses côtés, au titre d'éminence grise durant tout le drame africain. (4)

Lemaigre-Dubreuil estima, dès 1940, que les États-Unis l'emporteraient sur l'Axe et que la partie se jouerait en Afrique. Dans une lettre à l'Aube, il a insisté sur le fait que ses premières conversations avec Murphy dataient de fin 40, c'est à dire « d'une époque où le pacte germano-soviétique n'était pas dénoncé, où les États-Unis étaient encore loin d'envisager leur entrée dans la guerre, où la puissance de l'Allemagne était encore inébranlée. »

Il a d'ailleurs fait condamner pour diffamation, le 2 juin 1947, le pamphlétaire Pertinax qui dans « Les Fossoyeurs » l'avait accusé de ne s'être converti à une politique antiallemande qu'en 1942 et d'avoir, entre temps, procuré des fournitures à l'armée Rommel. (5)

« Ses intérêts bien compris seconderont sa foi patriotique » remarque malicieusement Mme Chamine qui démonte ainsi le mécanisme de l'opération :

*En octobre 1940, sur la demande du gouverneur général Boisson, les industriels métropolitains sont pressentis pour monter en A. O. F. une usine de trituration d'arachides. La Société Lesieur prend l'opération à son compte. L'usine de Dakar légitime une installation à Casablanca, puis à Alger. Voilà le circuit bouclé. A l'abri de l'entreprise commerciale, on pourra construire la partie politique de l'opération.*

*L'huile va permettre d'obtenir les moyens matériels de déplacement et de liaison souhaités : priorité sur avions et bateaux, télégrammes en langage convenu dont les maladies et les cours des cacahuètes font*

(1) D'après Joseph Desert (*Toute la vérité sur l'affaire de la Cagoule*, p. 106) son indicatif d'immatriculation était : Lemaigre-Dubreuil, 176-A. S.-45. Emile-Meunier, Paris. Renée Gosset dans *Expédients provisoires* écrit de même : « Plus tard lorsque des hommes du 6 février se groupent sous le Comité secret d'Action Révolutionnaire, le fameux C. S. A. R., on retrouve parmi les cagouleurs démasqués par la Sûreté le nom de Lemaigre-Dubreuil.

(2) Jacques de Launay : *Le Monde en guerre*, p. 258.

(3) Renée Gosset tient pour Giraud, Marcel Aboulker pour Weygand.

(4) *Le Jour* replié à Vichy sera amené à se saborder sur les remontrances réitérées de Marion.

(5) Voici à titre strictement documentaire, les imputations diffamatoires de M. Pertinax : « Avec Lemaigre-Dubreuil apparaissent les industriels qui « collaborèrent » trop souvent dans le passé, se ménagèrent dès 1941 une conversion éventuelle vers le dollar et discernèrent, dans l'été de 1942, les lacunes du réapprovisionnement allemand, ce qui les encouragea à prendre des risques. Lemaigre-Dubreuil est entré par le mariage dans la famille Lesieur, propriétaire d'usines échelonnées de Dunkerque à Dakar pour traiter l'huile d'arachide. Fournisseur de l'armée Rommel il circulait librement dans la France et dans l'Empire. Ses relations avec Robert Murphy datent du premier semestre 1941. Ces relations avec l'Amérique la révolution nationale exécutée grâce à l'Allemagne c'est le programme. » (*Les Fossoyeurs* II ; p. 281).

*les frais. L'huile va permettre les contacts les plus divers, chefs du gouvernement, ministres de Vichy, Allemands haut placés, consuls américains, donnent pendant deux ans à l'industriel leur point de vue sur les territoires français d'outre-mer.*

*« Renseigné jour après jour par les intéressés eux-mêmes, il peut suivre l'évolution des rapports franco-allemands. » (1)*

L'activité de Lemaigre-Dubreuil a été rattachée par certains aux manœuvres synarchiques. Son champ d'action se trouve évidemment dans les grands conseils d'administration, les chancelleries, les é ats-majors ; les contacts avec le *rank and file* de la résistance ne sont pris que par la personne interposée de Rigault. Quant aux relations avec les « Allemands haut placés » Murphy lui-même les situe de la sorte :

*« Pendant les deux dernières années, Lemaigre-Dubreuil a collaboré avec moi. Il a établi, avec mon approbation, un faux dossier de police en France. Ce dossier montrait qu'il était collaborationniste et pendant des mois il a entretenu des relations avec Laval, Abetz, De Brinon (Auer et Cie) et il a réussi à obtenir d'eux des renseignements précieux qui figurent dans les rapports que j'ai adressés au Département d'Etat. Il a également exercé les fonctions d'agent de liaison entre le général Giraud et moi. Lemaigre-Dubreuil est selon moi un Français courageux et patriote qui hait les Allemands et les Italiens avec une lucidité implacable et qui est acquis à la cause des Alliés. » (2)*

Quels que soient les motifs qui l'ont poussé, le rôle du potentat des Huiles Lesieur fut déterminant dans la préparation du débarquement et l'on peut conclure avec Mme Chamine : « Son démon ne l'entraîne pas sans de solides boîtes de plomb. IL RÈVE A TERME, MAIS SE COUVRE AU COMPTANT. » (3)

## La résistance en Afrique du Nord

« Ce matin Pétain chantonnait :  
C'est pas d'la soupe, c'est du rata,  
C'est pas d'la merde, mais ça viendra ! »

*La Chronique de Vichy*, p. 295 (8 novembre 1942).

Les premières manifestations de la Résistance en Afrique du Nord furent le fait d'officiers qui refusaient de croire à la victoire finale de l'Axe : le capitaine Beaufre de l'état-major d'Abrial, le commandant Faye du commandement supérieur de l'Air (tous deux arrêtés et condamnés par la cour de Gannat en même temps que Loustaunau-Lacau), le lieutenant-colonel Jousse de l'état-major de Noguès, qui sera le conseiller militaire de la Résistance.

Dans le même temps, un policier socialiste de la « Surveillance du Territoire », Achary, auquel Marcel Aboulker prête généreusement « la tenacité et le sens politique d'un Talleyrand et le secret d'un Fouché » (4) s'essaya à nouer contact avec de Gaulle, mais ne touche que l'Intelligence Service... Cet Achary se révèle la cheville ouvrière de tous les complots d'Alger ; il entre en relations avec Murphy dès son arrivée en mai 41 et c'est par lui que Lemaigre-Dubreuil s'abouchera avec les officiers qui travaillent à faire rentrer l'A. N. F. dans la guerre.

C'est aussi par son intermédiaire que le Flamand van Hecke — vingt ans de Légion Étrangère, treize citations — chef des Chantiers de Jeunesse et le royaliste Henry d'As-

(1) *La conjuration d'Alger*, p. 55.

(2) *Le Jeu américain à Vichy*, p. 242.

(3) Rallieront aussi le mouvement : le général Mast qui avait été le compagne de captivité de Giraud à Königstein, le général d'aviation Bouscat, futur chef d'état-major de l'armée de l'Air, le général marquis de Montsabert, etc...

(4) *Alger et ses complots*, page 66.

tier de la Vigerie (1) qui opère à Oran au 2<sup>e</sup> bureau de l'E. M. local, s'agrègeront au groupe initial.

Tous les historiographes des intrigues algéroises ne tarissent pas sur la particulière séduction d'Henry d'Astier, ancien royaliste d'Action Française, vanté tour à tour comme grand seigneur ou brillant condottiere :

« Les hommes eux-mêmes remarquent qu'il est beau, écrit M<sup>me</sup> Chamine, un long corps un peu voûté, un visage ardent et brun de saint espagnol macéré dans les bitumes, un sourire blessé qui n'est pas sans grâce, un style général damasquiné — peut-être un peu facile, un peu danseur mondain — telle est l'enveloppe corporelle dont il fait peu de cas.

« ... Des jeunes se sont fîts à lui ; il entrainera bien loin quelques-uns d'entre eux, mais là où il les envoie, n'y aurait-il pas été lui-même ? Il use de vérités parfois différentes suivant les êtres auxquels il s'adresse sans qu'on puisse l'accuser de falsification ; il s'engage en personne chaque fois.

« Animé d'une foi religieuse dont il parle avec la simplicité d'un homme du xv<sup>e</sup> siècle, il reçoit de cet abandon aux mains divines une liberté extraordinaire pour disposer de sa vie et de celle de ses hommes. » (2)

Dès le mois d'avril 1942, un état-major de CINQ membres coiffait le mouvement : Lemaigre-Dubreuil — en code : Robinson Crusoe ; Rigault — « Friday », c'est-à-dire Vendredi, le compagnon de Robinson ; Henry d'Astier de la Vigerie, van Hecke et Tarbé de Saint-Hardouin, un diplomate en congé qui avait fait partie de la délégation de Wiesbaden. Le colonel Jousse est conseiller technique du groupe.

Dans ce conseil, aussi bien que dans tout le mouvement, la Résistance spécifiquement gaulliste était minime. « L'impopularité de de Gaulle dans ces régions nous mettait dans l'impossibilité de nous servir de lui », constate Pendar. (3) Les militaires, en particulier, étaient violemment hostiles au général de Londres pour une raison qu'Eisenhower a parfaitement analysée dans ses « Mémoires » :

« Il est facile de comprendre pourquoi de Gaulle était haï dans les rangs de l'armée française régulière. A l'époque de l'armistice de 1940, es officiers restés dans l'armée avaient accepté la position prise par leur gouvernement ; ils avaient abandonné le combat. A leur point de vue, si la route choisie par le général de Gaulle était la bonne, chaque officier français obéissant aux ordres de son gouvernement était un lâche. Naturellement les officiers ne tenaient pas à se voir sous ce jour. Ils se considéraient comme des Français loyaux acceptant les ordres d'une autorité civile régulière et ils considéraient de Gaulle comme un déserteur. » (4)

Dans leurs souvenirs, Passy et Soustelle soulignent avec amertume les difficultés qu'éprouva de Gaulle à étendre sa propagande en Afrique du Nord. Passy parle « du barrage monté par les autorités anglaises et américaines pour nous empêcher d'entrer en contact avec les résistants de Tunisie, d'Algérie et du Maroc. » (5) Cette hostilité anglo-américaine se maintint jusqu'au débarquement et il manqua en résulter une sérieuse pierre d'achoppement entre de Gaulle et les Britanniques. Passy le dit explicitement :

« Le général de Gaulle intervint dans la bataille et pour vaincre l'obstination des Anglais, nous prescrivit, au début de mai 1942, de cesser toute relation avec les services secrets britanniques, tout au moins en ce qui concernait l'entreprise d'activités nouvelles. » (6)

Le professeur de droit René Capitant était un des points de cristallisation du gaullisme en Afrique du Nord. Soustelle lui rend hommage en ces termes :

« Capitant, volontiers rageur, entêté, ardent, apportait à la résistance nord-africaine une note que l'on ne trouvait ni chez d'Astier, ni chez

(1) De la tribu multiforme des d'Astier. L'échantillon le plus bruyant, Emmanuel, joue aujourd'hui les petits-maîtres communistes après avoir naguère pâmé devant les mérites de Doriot. Un autre, le général d'Astier fut un des proches collaborateurs de de Gaulle.

(2) *La conjuration d'Alger*, page 96.

(3) Kenneth Pendar : *Le dilemme...* p. 128.

(4) Cf. *Paris-Presse*, 12 novembre 1948.

(5) 10 *Duke Street Londres*, p. 345 ; (6) p. 345.

van Hecke, ni chez les militaires : la note républicaine. Pour lui, la délivrance de l'Afrique du Nord par une opération militaire impliquait nécessairement le rétablissement de la légalité républicaine sous l'égide du général de Gaulle et de la France combattante. Il était par là plus proche des mouvements métropolitains que les groupes de choc d'Oran ou d'Alger. » (1)

De la quasi-inexistence du mouvement gaulliste en Afrique du Nord, en particulier dans l'armée, revancharde mais antianglaise, (2) Kenneth Pendar porte témoignage par l'anecdote suivante :

« Lorsque je commençai à travailler au Maroc, je demandai à entrer en contact avec les mouvements gaullistes. André Philip, chef du mouvement clandestin gaulliste, fut obligé d'avouer qu'il n'existait pas de cellule gaulliste en Afrique du Nord. »

Aufur et à mesure que la situation militaire évoluait et que s'évanouissaient les chances de victoire allemande, les conjurés d'Alger trouvaient de plus nombreuses complications dans l'appareil de l'Etat. Ils étaient depuis longtemps en liaison avec le colonel Chrétien, (3) chef du bureau des Menées antinationales à Alger, qui avait monté deux organisations d'écoutes téléphoniques lui permettant de capter toutes les communications des consulats allemand et italien et des commissions d'armistice. La première fonctionnait à Alger sous l'inductif « X-19 », la seconde au Maroc suivait toutes les conversations du consul allemand Auer.

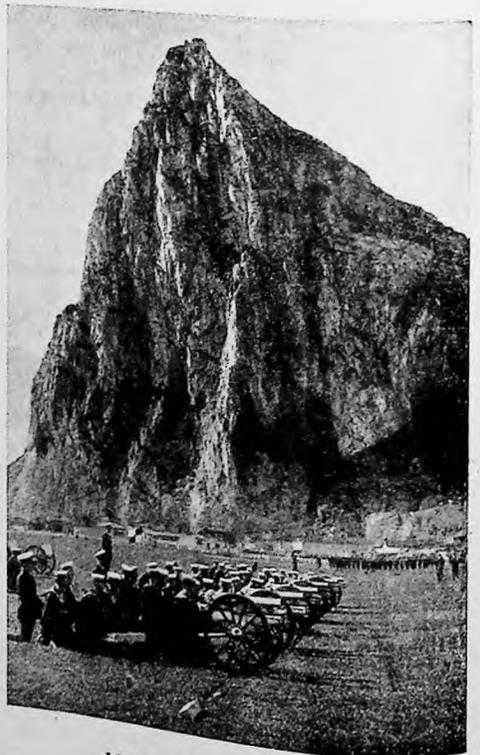
Ledit Auer, d'après Kenneth Pendar, était antinazi et n'avait d'admiration que pour l'Angleterre :

« Il avait coutume d'attirer quelques-uns de nos diplomates à l'écart pour leur glisser dans l'oreille qu'il représentait la « meilleure partie » de l'Allemagne et qu'il regrettait d'être contraint de s'associer à la

(1) *De Londres à Alger*, p. 430.

(2) Après la Syrie, Darlan envoya en Afrique du Nord les officiers de l'armée Dentz, particulièrement montés contre les Anglais et les gaullistes qu'ils venaient de combattre.

(3) C'est le colonel Chrétien qui, en octobre 42, présenta à Murphy les offres de service de Darlan.



LE ROCHER DE GIBRALTAR

canaille nazie. Il demandait à nos diplomates s'ils ne pourraient pas, quand le moment inévitable serait venu, lui procurer un passeport et l'aider à se désolidariser de la commission d'armistice. Tombant un jour sur Murphy à Rabat, il lui prit les deux mains et lui rappela le jour où ils étaient collègues à Paris... J'appris plus tard que ses maîtres nazis l'avaient fait décapiter pour ses insuccès et ses indiscretions. » (1)

Pendar affirme que Noguès, menacé de rappel par Vichy, fit intervenir Auer pour « soutenir sa cause auprès des Allemands et lui demanda même d'intervenir auprès de Laval. Auer accepta. Laval et les Allemands le réintégrèrent dans son poste. » (2) Le même diplomate américain n'hésite pas à avancer que le général Huntziger, dans son voyage de retour d'Afrique du Nord « fut délibérément accidenté par des Français antivichyssois... » (3)

UNE BELLE FIGURE D'INTELLECTUEL



LE BRAV' GÉNÉRAL GIRAUD VOUS PARLE...

L'opération Torch

« La plus grande surprise que nous avons éprouvée au cours de la guerre a été le débarquement allié en Afrique du Nord. L'arrivée en Algérie nous a complètement pris de court. »

Déclaration du général Jodl au cours de son interrogatoire à Flensburg.

À la suite de conversations anglo-américaines à Londres entre le 20 et le 24 juillet 1942, l'établissement d'un second front en Europe fut reconnu impossible et les « Combined Chiefs of Staff » décidèrent une opération de

débarquement en Afrique du Nord qui fut baptisée « Torch ». Après l'échec — prévu — du coup de main sur Dieppe, le 21 août, Churchill se rendit à Moscou pour informer Staline de l'ouverture en décembre d'un deuxième front en Afrique.

Dès le 19 mai 1942, Lemaigre-Dubreuil avait pris langue à Lyon avec Giraud, de la part de Murphy. L'illustre évadé exposa son plan qui comprenait pour le printemps 1943 : le soulèvement de la France occupée, l'entrée en campagne de l'armée d'armistice, un débarquement anglo-américain organisant une tête-de-pont entre Port-Vendres et Toulon, l'Afrique du Nord ne servant que de base de ravitaillement ; enfin l'appui rapide de l'armée d'Afrique rééquipée à neuf entre temps par les U. S. A.

C'est en octobre 1942 que les pourparlers entrent dans la phase décisive. Murphy et Giraud échangent des lettres spécifiant que la coordination de commandement sera exercée par Giraud, que les Américains seront en Afrique du Nord les hôtes des Français et non des occupants et que le débarquement aura un caractère purement américain, ni les Anglais, ni les Français de Londres ne devant y participer

Une conférence secrète réunit le 22 octobre à Fontaine-du-Génie, près de Cherchell à 110 kilomètres d'Alger, les conjurés français et quelques officiers américains débarqués non sans danger du sous-marin *Séraph* par une mer déchaînée, parmi lesquels le général Clark, représentant d'Eisenhower, déjà installé à Gibraltar. Du côté français, le général Mast, délégué de Giraud et le lieutenant-colonel Jousse, conseiller du groupe des CINQ, représentaient les militaires ralliés au projet ; d'Astier, Rigault et van Hecke étaient les délégués des groupements qui devaient aider au débarquement par un putsch intérieur.

Le plan définitif était encore loin d'être arrêté : le général Clark envisageait une opération qui ne s'étendrait pas au delà d'Oran tandis que ses interlocuteurs insistaient vivement pour qu'Alger fût compris dans la zone de débarquement. Les Français désiraient que le commandement-en-chef des troupes interalliées fût attribué à Giraud lequel entendait que rien ne soit entrepris avant le printemps 1943 et exigeait que la date du débarquement soit fixée d'un commun accord. Clark, toutefois, pour éviter les indiscretions se refusa à toute précision.

Roosevelt avait interdit que de Gaulle soit informé de l'opération « Torch », « si irrité qu'il puisse être ou si irritant qu'il puisse devenir. »

« Depuis le début, de Gaulle et la « France combattante » étaient impossibles, certifie l'historien officiel américain Langer. Il était généralement reconnu qu'ils étaient sans partisans en Afrique du Nord et que leur apparition sur la scène aurait inévitablement signifié la guerre civile. L'Afrique du Nord était antiallemande et passionnément dévouée au Maréchal Pétain et au gouvernement de Vichy. »

C'est seulement le 4 novembre au soir, trois jours avant le débarquement, que les Américains conurent l'acceptation finale et sans réserves de Giraud de prendre la tête des opérations du côté français ». Ce même jour, Lemaigre-Dubreuil revenait de Vichy où il avait longuement conversé avec Laval qui avait enjoint à Jardin, son chef de cabinet, de lui délivrer une « priorité absolue à bord de l'avion qui devait le ramener. » (1)

Enlevé dans la nuit du 5 au 6 novembre par un sous-marin anglais au large de Bandol, Giraud exigea d'être d'abord conduit à Gibraltar pour conférer avec Eisenhower. Il considérait en effet comme un « terrible manque de confiance » de n'avoir été averti ni de la date de l'opération, ni de sa portée restreinte en Afrique. Le choc fut violent, car Giraud avait compris qu'il serait le commandant-en-chef des troupes alliées, alors que les Américains n'entendaient lui offrir que le commandement des troupes françaises.

(1) Crusoë : *Vieillesse d'une victoire*, p. 26. Cet ouvrage fut rédigé, dit-on, par M. Saint-Germain, ex-chroniqueur financier des *Nouveaux Temps* et parut avant le livre de Chamine à qui le directeur des « Huiles Lesieur » avait précédemment communiqué ses principaux documents.

En vain Giraud fait-il observer que si un général français est à la tête des troupes de débarquement, c'est une libération ; si c'est un général étranger, c'est une invasion suivie d'une occupation.

*« J'avais préparé le débarquement en France, déclara-t-il par la suite, et je me trouvais en face d'un débarquement limité en Afrique à la région Casablanca-Bône, sans aucune intervention sérieuse en Tunisie. »*

*Certes, il était trop tard pour rien changer et je sais aussi bien que n'importe quel général les servitudes d'un plan mûrement préparé.*

*J'avais cependant le devoir de signaler au général Eisenhower (il ne s'en souvient pas) le danger de ne pas tenter un débarquement aérien à Tunis et à Bizerte.*

*Il en avait les moyens. Il y avait des risques, c'est certain. Les Allemands n'ont pas hésité à les courir. La bataille a duré au moins trois mois de plus à cause de cette prudence de l'aviation américaine. (1)*

Giraud ne réussit pas à convaincre le général américain qui n'avait pas une dévotion particulière pour les chefs français de mai 1940. Après une discussion orageuse qui dure toute la nuit, un accord bâtarde est toutefois conclu. Eisenhower accorde à Giraud le commandement-en-chef dans le cas — fort peu probable — où les forces françaises engagées dans un combat seraient égales aux forces anglo-américaines.

Giraud perdit stupidement deux jours à discuter pour des questions de préséances pendant que se jouait le sort de l'Afrique du Nord. Pour donner le change, sa proclamation à l'armée fut lue tous les quarts d'heure au micro de Radio-Alger par le D<sup>r</sup> Raphaël Aboulker :

*« ... Je reprends parmi vous ma place de combat. Je vous demande votre confiance. Vous avez la mienne. Nous n'avons qu'une passion : la France ; qu'un but : la Victoire ! Souvenez-vous que l'armée d'Afrique tient entre ses mains le destin de la France ! » (2)*

(1) Voir les *Mémoires* d'Eisenhower publiées dans *Paris-Presse* et *France-Soir* (novembre 1948) et la réplique de Giraud dans *France-Dimanche*, du 28 novembre 1948.

(2) Renée Gosset affirme que Giraud n'arrivant pas, la proclamation fut fabriquée à Alger par le diplomate Tarbé de Saint-Hardouin et que le général n'osa pas donner un démenti par la suite. Ce genre de discours est d'ailleurs interchangeable.

Or, tandis que « Giraud s'enlétait à passer par Gibraltar ce qui lui fera raler le départ de la compétition » (1) — FAUTE CAPITALE, constate Lemaigre-Dubreuil non sans humeur — un événement tout-à-fait imprévisible bouleversait les plans des conjurés : l'Amiral Darlan, dauphin de France, était arrivé depuis le 4 à Alger, appelé auprès de son fils atteint de poliomyélite et en péril de mort.

Le plan prévu par le colonel Donovan, chef de l'O. S. S. pour l'opération « Torch », envisageait

*« trois débarquements simultanés à A..., B..., C... Il est considéré comme indispensable que l'opération soit ENTièrement AMÉRICAINe au début. En conséquence toutes les troupes seront américaines, mais seront assistées par la Marine Royale et la Royal Air Force. Il est évidemment impossible de camoufler la Marine Royale, mais la R.A.F. recevra un camouflage américain. »*

Le 11 octobre, à Casablanca, Murphy avait assuré à Lemaigre-Dubreuil que les forces américaines comporteraient 500.000 hommes, une centaine de navires de guerre, porte-avions, etc... (2) L'historien officiel américain W. Langer concède que les premiers effectifs ne dépassèrent pas 100.000 hommes (3) et Marcel Aboulker parle de l'entreprise américaine en Afrique du Nord comme « du bluff le plus sensationnel de la guerre ». (4)

Les membres de la Résistance algérienne furent pareillement leurrés. Les Américains leur avaient promis un matériel abondant, qui n'arriva qu'après le débarquement. Les conjurés — moins de 400 volontaires — ne disposaient que de revolvers et de lebel, au lieu des mitraillettes attendues. Toutefois en dépit de cet équipement misérable, le putsch se déroula de façon satisfaisante et ne fut compromis par la suite que par le manque de synchronisation entre l'insurrection et les opérations de débarquement, les libérateurs ne se présentant aux portes de la ville que le soir du 8, alors qu'on les espérait au petit matin.

(1) Crusoë (Lemaigre-Dubreuil) : *Vicissitudes d'une victoire*, p. 55.

(2) *Le Jeu américain à Vichy*, p. 335 ; (3) p. 361. Renée Gosset opine pour 35.000 et le major suisse Bauer s'en tient aussi à ce chiffre.

(4) *Alger et ses complots*, p. 160.



LE DÉBARQUEMENT EN ALGÉRIE

Depuis le 6, de grands convois étaient signalés au large de Gibraltar, mais les augures pensaient que les navires faisaient route sur Malte, dans le dessein de couper tout ravitaillement ou toute retraite à Rommel, alors très menacé en Tripolitaine. Le chef du S. R. allemand, l'amiral Canaris avait été persuadé par un émissaire de Vichy que les Alliés feraient une tentative sur Dakar et Darlan avait même fait transférer en A. O. F. les meilleures troupes françaises d'Afrique du Nord, tandis que l'amiral Doenitz envoyait tous les sous-marins disponibles devant la côte du Sénégal.

Dans la journée du 7, alors que 850 navires — 300 de guerre et 300 de transports — voguaient vers l'Afrique du Nord (1) l'amiral Michelier qui commandait à Casablanca, assurait avec suffisance à Darlan « qu'aucun convoi allié ne menaçait l'Afrique du Nord et que d'ailleurs pas un navire américain ne pouvait croiser dans l'Atlantique sans qu'il en fût immédiatement prévenu. » (2)

Le 8, tandis que la B. B. C. lance sans arrêt l'avertissement « Allo, Robert, Franklin arrive ! » les groupes de choc constitués par d'Astier et José Aboulker — 377 hommes en tout — font prisonniers à deux heures du matin, dans leurs résidences respectives, le général Juin, l'amiral Darlan, l'amiral Fenard, le général Koeltz, le préfet Temple, les chefs de la Légion, les hauts fonctionnaires ; ils occupent les immeubles de la police, la Préfecture et le Central téléphonique de Mogador. (3) Ces groupes sont surtout composés de Juifs algériens recrutés par la famille Aboulker, qui a joué un grand rôle depuis le début de la Résistance algérienne, mêlée à la fois aux pourparlers du groupe Murphy-Lemaigre-Dubreuil et aux activités gaullistes. L'affaire était d'autant plus risquée qu'Alger comptait 11.000 soldats et 20.000 S. O. L. ou P. P. F. armés.

Dans le même temps, le colonel Baril occupe la plage de Sidi-Ferruch où il accueillera les premiers contingents américains, tandis que le général de Monsabert s'empare de l'important aérodrome de Blida.

Vers deux heures du matin, le conseiller Murphy se présente chez le général Juin pour lui signifier la grande nouvelle. Juin, tout en se déclarant d'accord avec le plan exposé, objecte la présence de Darlan, représentant de Pétain, pour se refuser à toute décision compromettante.

Prié de venir sur l'heure, l'amiral Darlan arrive, accompagné de l'amiral Fenard, et les marchandages commencent. D'Astier déclare à Darlan et à Juin qu'ils doivent se considérer comme prisonniers. Parmi les jeunes conjurés qui cernent la villa des Oliviers, résidence du général Juin, se trouve un certain Bonnier de la Chapelle...

Le conseiller Murphy discute avec Darlan jusqu'à 6 heures du matin, heure où cinquante gardes mobiles viennent délivrer le général Juin et l'Amiral. Depuis 2 heures du matin, les gardes mobiles ont eu le temps de donner leur agrément à l'insurrection, puis de se retourner contre elle. Pourquoi les Américains n'arrivent-ils pas ? C'est là le drame dont Darlan va jouer supérieurement. Murphy lui-même s'agite. Dans un rapport officiel, il se dépeint lui-même ainsi :

« M. Murphy devenait de plus en plus inquiet à mesure que le temps passait sans qu'on ait aucune nouvelle de l'arrivée des troupes américaines. Il commençait à croire qu'il y avait eu une erreur de date ou que les choses tournaient mal. Des messages furent adressés par radio à Gibraltar et à la flotte, demandant des renseignements. Les quelques centaines de jeunes gens qui s'étaient emparés de la ville après quelques escarmouches commençaient à avoir des craintes ; la prévôté militaire et le corps d'armée français prenaient des mesures. » (4)

(1) La flotte alliée trompa les observateurs ennemis par des feintes astucieuses, faisant d'abord mine de se rendre à Dakar, puis à Malte. Voir à ce sujet, Pierre Barjot : *Le Débarquement*.

(2) *Alger et ses complots*, p. 168.

(3) Deux des chefs insurgés furent tués par les troupes vichystes : le lieutenant Jean Dreyfus et le capitaine Pilafort, d'une bravoure légendaire (cf. Pierre Barjot : *Le débarquement...*)

(4) *Le Jeu américain*, p. 364.



LES AMÉRICAINS DÉBARQUENT

Darlan, le traître professionnel qui n'entend, lui aussi, ne jouer que des coups sûrs, se rend compte de l'angoisse de Murphy et la met à profit de façon à se couvrir de quelque façon que tourne l'aventure. Il obtient d'abord de prendre contact avec Pétain et un premier message par :

« EXTREME URGENCE. — Clair par Baudol. — 8 Novembre, 2 heures. — AMIRAUTÉ FRANÇAISE. — Amiral Darlan au Maréchal Pétain. — J'ai été demandé à 1 h. 45 par le général Juin, et j'ai trouvé chez lui M. Murphy qui m'a déclaré que :

« sur la demande d'un Français, le général Giraud, le président Roosevelt avait décidé d'occuper l'Afrique du Nord avec des forces imposantes, ce matin même. Que les Etats-Unis n'avaient qu'un but : détruire l'Allemagne et sauver la France qu'ils désiraient maintenir dans son intégrité.

Je lui ai répondu que la France avait signé une convention d'armistice et que je ne pouvais que me conformer aux ordres du Maréchal de défendre nos territoires. »

Darlan insiste pour qu'on le laisse communiquer par lettre secrète avec l'Amirauté locale. Murphy refuse d'abord, puis cède. Une première missive est interceptée par les agents de d'Astier, mais une seconde touche l'Amirauté. Darlan demande à ses subordonnés que les clauses de l'armistice soient respectées : c'est l'ordre de s'opposer au débarquement.

Libéré par les gardes mobiles, Darlan se rend au Fort-l'Empereur avec le général Juin, moins pour stimuler la résistance que pour voir où en est l'opération et aviser en conséquence. Quand l'amiral s'est convaincu que le débarquement s'effectue avec des forces suffisantes et que l'affaire est sérieuse, il se prépare à virer de bord. Dans l'intervalle, trente Stukas ont bombardé Alger, coulant deux paquebots anglais.

Dans l'après-midi du 8, sur l'ordre de l'amiral, Juin téléphone à Murphy pour l'informer que les Français désirent cesser le combat. Les troupes du général américain Ryder sont maintenant proches de la ville. Un accord intervient aux termes duquel tout acte de guerre cessera



LES TROUPES AMÉRICAINES A L'ASSAUT DES POSITIONS FRANÇAISES

à partir de 7 heures du soir dans la zone d'Alger. Darlan, qui n'est pas prompt à s'engager, a limité à cette seule région le bénéfice de l'armistice signé avec les Américains.

Au Maroc, les choses se déroulaient plus tragiquement. Le général Béthouard, héros de Narvick, qui était depuis longtemps dans la conjuration (et que Pucheu, comme l'on sait, avait discrètement incité à prendre la tête de la dissidence) avait fait afficher l'annonce du débarquement dès le 7 novembre, 11 heures du soir, dans les cinémas de Casablanca et de Rabat. Une telle imprudence lui vaudra d'être jugé comme un piètre conspirateur par l'Américain W. Langer. A minuit, Béthouard fait arrêter Nogués et appelle les troupes à la révolte. Mais par une politesse qui aurait pu lui coûter la tête (1) il laisse le général dans son appartement. Or un fil secret y est aménagé qui permet à Nogués d'alerter l'amiral Michelier à Casablanca et de lui ordonner de résister contre le débarquement annoncé. Des troupes fidèles de Meknès sont envoyées à Rabat, arrêtent Béthouard et rétablissent Nogués dans son commandement.

C'est en vain que Béthouard avait câblé à la flotte alliée de ne pas se présenter face à Casablanca pour éviter le feu des batteries côtières et de tourner la ville par des débarquements qui l'auraient encerclée. Les Américains ayant négligé cet avis, il s'en suivit, sur l'ordre de l'amiral vichyste Michelier (2) un sérieux combat aéronaval au cours duquel le cuirassé *Jean-Bart* fut sérieusement endommagé, le croiseur *Primauguet* coulé, 4 contre-torpilleurs échoués, 6 torpilleurs et 12 sous-marins perdus (3), 500 hommes tués et 2.000 blessés.

C'était, par suite de l'inertie criminelle d'un autre amiral et de l'imprévoyance des Américains la réplique de Mers-El-Kébir : « *Slight misunderstanding* » un « léger malentendu », dirent les Américains.

En fait, l'ordre venu d'Alger de cesser le feu arriva au Maroc à 16 h. 30 le 10 Novembre, mais l'amiral Michelier le garda quatorze heures en poche et ne l'exécuta que le 11 à 8 heures du matin.

Si la résistance militaire, par suite de fausses manœuvres, avait échoué au Maroc, c'est la résistance civile qui para à Oran aux mesures de défense prises par les officiers vichystes et sauva le port de la destruction.

D'après l'amiral Auphan, c'est un grand malheur que les Américains n'aient pas prévenu de leur débarquement certaines personnalités vichystes qui contraient la poétique de Laval. « *On critique après coup*, écrit-il dans une brochure clandestine, l'ordre de « défendre l'Empire contre

(1) Dans des conseils tenus à Vichy le 8, l'amiral Platon avait proposé que Béthouard fut fusillé sans jugement.

(2) « *Un de ces rudes marins auxquels nous devons la mort de plusieurs milliers de braves soldats et quelques unités au fond de l'eau* » (P. Sandhal : *De Gaulle sans képi*, p. 11).

(3) A Casa et à Oran, 475 avions français furent, de plus, détruits.

quiconque » qui était depuis l'armistice le slogan de la politique française. Mais on ne pouvait donner publiquement un ordre différent sans rompre l'armistice et l'on ne pouvait risquer une rupture de l'armistice qu'avec l'assurance d'être soutenu militairement par les Alliés, tant dans la métropole que dans l'Empire. »

## L'imbroglio algérien

« Darlan a toujours été guidé par la pensée de rechercher au bon moment les postes où il pouvait se distinguer. »

Revue des Deux-Mondes, 1<sup>er</sup> avril 1940.

Nous atteignons ici le point culminant du double-jeu vichystes. Si complexe est l'intrigue qu'il est malaisé de distinguer ce qui peut sembler concession imposée par l'événement de ce qui est duplicité délibérée. Toutes les autorités françaises, après le 8 novembre, vont se débattre dans des ordres et des contre-ordres, chacun poursuivant son intérêt en prétendant chercher son « devoir ».

Le 7 novembre au matin, Darlan, qu'un fil secret reliait à l'amiral Auphan avec un code personnel inconnu des Allemands, avait indiqué à Vichy que le convoi qui croisait devant Gibraltar se rendait à Malte. Les Allemands acceptèrent d'abord ce point de vue, mais le même jour à minuit, le chef allemand de la Commission d'armistice à Wiesbaden, le général Boehme, faisait savoir au délégué français le colonel Vignal qu'il pouvait fort bien s'agir de troupes destinées à un débarquement en Afrique du Nord. En conséquence, l'O. K. W. demandait que les autorités militaires françaises prennent toutes mesures utiles pour s'y opposer. L'Allemagne offrait sa coopération éventuelle, mais précisait « *qu'elle n'interviendrait que si le gouvernement français le lui demandait.* » (1)

Dans la nuit du 7 au 8 s'échangeaient entre Wiesbaden et Vichy de nombreuses communications, qui aboutirent à une proposition faite le matin du 8, à 7 heures : « *L'O. K. W. propose le concours de l'aviation de l'Axe, basé sur la Sicile et la Sardaigne. Sous quelle forme et en quel lieu souhaiteriez-vous ce concours ?* »

A cette heure-là, Darlan ne sait encore rien de précis sur les forces américaines de débarquement et il peut croire que l'entreprise s'achèvera dérisoirement, comme l'affaire de Dieppe. Aussi répond-il vers 10 heures :

« CONCOURS SUR TRANSPORTS AU LARGE D'ALGER »

A 11 heures du matin un conseil des ministres se réunit

(1) (2) Les origines de la campagne de Tunisie, par Albert Kammerer dans « *Une semaine dans le Monde*, du 3 juillet 1948.

à Vichy pour délibérer sur l'offre allemande que Laval est d'avis d'accepter. Aucune opposition sérieuse ne s'étant manifestée, Laval téléphone à de Brinon pour qu'il prévienne Abetz de l'acceptation française. L'avis doit être donné en ces termes :

« Le gouvernement français accepte le concours des avions de l'Aze agissant directement de leurs bases de Sicile et de Sardaigne contre les transports et forces navales devant Alger. » (1)

A 17 heures, l'O. K. W. prenant son parti d'une occupation totale de l'Algérie — alors qu'elle n'est pas encore exécutée — tourne exclusivement ses visées vers la Tunisie qui lui paraît d'une importance capitale en raison de la retraite de Rommel. Le commandement allemand demande donc à Vichy l'autorisation de survoler la zone libre. Façon de dire, car la requête allemande qu'apporte à Vichy Krugg von Nidda, est conçue en ces termes :

« Faites savoir ce qui précède au gouvernement français dont nous supposons le consentement. » (2)

Entre temps, le gouvernement de Vichy a proclamé sa rupture avec les U. S. A., mais les Allemands n'ont pas été suivis qui prétendaient exiger une déclaration de guerre.

A 21 h. 45 l'armistice signé à Alger était connu de l'état-major de la Wehrmacht. A l'aube du 9 novembre, un ultimatum impliquant une réponse dans le délai d'une heure est transmis de Wiesbaden à Vichy :

« L'O. K. W. estime indispensable la disposition des bases de Tunis et de Constantine. En limitant la portée de l'offre qui lui est faite, le gouvernement français paraît ne pas désirer opposer à l'attaque anglo-saxonne la résistance qui s'impose. En conséquence, l'O. K. W. attend dans une heure la réponse du gouvernement français pour baser ses avions sur Constantine et Tunis. Si cet accord ne parvient pas dans ce délai, l'O. K. W. prendra les mesures nécessaires. »

Laval, en tant que ministre des Affaires Étrangères dont dépend la Tunisie, prend sur lui de répondre favorablement. Cette décision est notifiée immédiatement aux amiraux Esteva et Derrien et au général Barré qui commande en Tunisie. Déjà le matin du 8 à huit heures, un premier ordre leur était venu de « résister à l'ennemi » (les troupes de débarquement). Le 9, à 5 heures du matin, l'amiral Auphan confirme à Esteva et Derrien la décision de Laval « d'agir contre l'agresseur ». Simultanément les Allemands se félicitaient auprès du général Beynet — l'ancien dénonciateur de Loustaunau-Lacau — qui représentait la France à Wiesbaden, « de la collaboration qui venait de s'établir ». Durant toute la journée du 9, de nombreux avions allemands et italiens se posent sur les aérodromes tunisiens. La présence d'avions italiens était considérée comme particulièrement humiliante par le gouvernement français qui tenta, en vain, d'obtenir des Allemands que lui fut épargnée cette flétriressure supplémentaire.

La confusion régnait dans les milieux dirigeants de l'Armée et de la Marine. Analysant le désarroi des grands chefs, Albert Kammerer écrit :

« Il faut le répéter, devant le péril d'invasion, Esteva, Derrien et Barré étaient unanimes contre l'Allemagne et contre toute collaboration. Ils désiraient l'arrivée des Alliés, mais ils avaient beau être d'accord entre eux et protester à Vichy, ils ne firent rien d'utile : ils se bornèrent à des télégrammes. Ce fut la caractéristique de la période qui précéda immédiatement la campagne de Tunisie. Elle paraîtra dans l'histoire comme pire que de confusion, comme une fuite devant les responsabilités de tous les hauts agents et de tous les chefs civils et militaires. Ainsi, dès le 9 novembre au début de l'après-midi il fut interdit aux troupes de tirer et les premiers Allemands débarqués furent ravitaillés le soir même par l'intendance française. »

Le 9 à 7 heures un nouveau télégramme de Vichy à Tunis prétendait apaiser les consciences bourrelées :

« Les Américains ayant envahi l'Afrique les premiers sont nos adversaires et nous devons les combattre, seuls ou assistés. »



AMIRAL AUPHAN

Mais le 10, à 10 heures du matin, Darlan suffisamment édifié sur la force américaine et ayant flairé définitivement le vent, signe avec le général Clark un accord aux termes duquel le combat doit cesser sur tous les fronts d'Afrique du Nord. En conséquence, Darlan téléphone gouailleur à Esteva : « Eh bien ! Jean-Pierre, tu vas devenir américain ! »

Le général Juin, de son côté, donne au général Barié qui couvre la Tunisie « sur direction d'Alger et de Bône » l'ordre suivant : « Continuez à vous opposer aux autres forces étrangères (aux Allemands). »

A 14 h. 50 Pétain, informé de l'accord Darlan-Clark, désavoue Darlan. Du coup, l'Amiral n'aurait pas à revenir sur ses ordres de la matinée se déclare prisonnier des Américains. Mais dans la soirée Darlan, par le fil secret de l'Amiral Auphan qu'utilise le capitaine de frégate Jouanin (1) reçoit un nouveau télégramme de Vichy par lequel le Maréchal « désavoue son désaveu » de l'après-midi ! (2) De toutes façons cette nouvelle position devait demeurer secrète et Darlan ne pouvait en prendre prétexte pour accroître son autorité.

Les fluctuations de Pétain s'expliquent par les influences contradictoires qui s'exerçaient sur lui dans ces jours troublés. Weygand, qu'il avait fait venir de Cannes dès la nouvelle du débarquement a pesé sur lui, appuyé par l'amiral Auphan, dans le sens d'une résistance aux exigences allemandes : Weygand voudrait que l'armée de l'armistice prenne la montagne et que la Flotte appareille. Laval, d'autre part, est parti pour Berchtesgaden dans la nuit du 9 au 10, convoqué par Hitler. Apprenant, alors qu'il va être reçu par le Führer, l'accord intervenu entre Darlan et Clark et que Pétain, poussé par Weygand et Auphan, est sur le point d'entériner, Laval téléphone immédiatement à Vichy, « menaçant de démissionner et prédisant d'affreuses représailles de la part des Allemands si Darlan n'était pas désavoué ». (3) Pétain cède, mais dans le même temps donne satisfaction à Weygand et à Auphan par un second texte démentant le premier, câblé secrètement à Darlan.

Et le 11, comme il importe de paraître logique dans la comédie qui se joue, Pétain nomme Nogués en remplacement de l'Amiral, officiellement déchu.

Le soir, Nogués — que les Américains appellent « No-Yes » — arrive à Alger pour assister à une conférence militaire. Il refuse de serrer la main à Giraud et lui tourne le dos en disant : — « Je ne connais pas un général de dissidence ! » — « Assez de votre sale politique, Nogués ! lui rétorque Juin, nous allons maintenant combattre les Allemands ! »

Nogués n'eut-il pas l'aplomb de demander l'envoi par avion d'un officier à Vichy pour prendre les ordres du Maréchal, prisonnier des Allemands ? Les généraux américains, non sans rudesse, eurent tôt fait de le rappeler à la raison.

Le 11, à onze heures, le maréchal von Rundstedt arrive à Vichy pour notifier à Pétain l'occupation totale du territoire français. A l'instigation de Weygand, Pétain rédige

(1) cf : Amiral Auphan : *Histoire de mes trahisons* (brochure clandestine).

(2) Pétain a confirmé ces dépêches secrètes dans une note datée du 5 juillet 1945 remise à la commission d'instruction de la Haute Cour

(3) *Le Jeu américain à Vichy*, p. 369 et *Histoire de mes trahisons* p. 33.

(1) (2) Ces citations sont empruntées à l'article de M. Kammerer déjà cité.

contre la nouvelle mesure allemande, une protestation qui est transmise par radio jusqu'au moment où Laval, retour de Berchtesgaden, en arrête la diffusion. Weygand quittant Vichy dans une voiture du Maréchal, est arrêté par les Allemands et déporté en Allemagne. (1)

Le même jour en Tunisie, l'amiral Derrien, ayant annoncé que « l'ennemi c'est l'Allemand et l'Italien », ordonne de « s'opposer par la force à tout débarquement des troupes de l'Axe », mais se fait rabrouer par l'amiral Esteva, « tatillon, hésitant, obéissant, médiocre ». (2) Derrien annule son ordre du jour et après avoir ordonné de tirer sur les Anglo-saxons sur l'ordre de Vichy, puis sur les Italo-allemands sur l'ordre d'Alger, il commande « d'adopter une attitude de stricte neutralité à l'égard de toutes les forces étrangères de terre, de l'air ou de mer TANT DE L'AXE QU'AMÉRICAINES OU DE LEURS ALLIÉS. »

Le 12 novembre les Alliés débarquent sans opposition à Philippeville et à Bougie tandis que les troupes allemandes aéroportées atterrissent toujours plus nombreuses à Bizerte.

« Je suis dans le noir », note l'amiral Derrien dans son carnet. (3)

Quant au général Barré, qui avait habilement pris position à distance de Tunis et de Bizerte, il recevait ce soir-là un coup de téléphone de Juin qui, d'Alger, lui ordonnait d'ouvrir le feu sur les Allemands, et de Vichy, un télégramme du Maréchal, signé par l'amiral Auphan lui disant : « Votre commandement s'exerce indépendamment de celui d'Alger et du Maroc. Votre mission est de défendre le territoire de la Tunisie contre toute attaque anglo-saxonne. » (4)

Tiraillé entre des ordres contradictoires et incapable de sortir d'une obéissance formelle au Chef légal de l'Etat, l'amiral Derrien écrivait le 14 à son ami, le capitaine Jozon, ces lignes désespérées :

« Je vais être l'amiral qui a livré Bizerte aux Boches, et pourtant je n'ai fait qu'obéir aux ordres qui m'ont été donnés. Mon honneur militaire est fichu. J'hésite à faire massacrer des centaines de braves gens pour sauver ma réputation. » (5)

Le manquement à la tradition de Derrien, acceptant le déshonneur militaire plutôt que de faire massacrer pour le seul souci de son prestige des centaines de personnes sera sanctionné par une condamnation au bagne à perpétuité.

## Le carrousel des « feuilles de chêne »

**D**ARLAN, malgré l'astuce qu'on lui prête s'était trouvé depuis le débarquement dans le cas de subir les événements plutôt que de les orienter. Son accord avec le général Clark lui avait été imposé avec brutalité et n'était nullement le résultat de son prétendu machiavélisme.

« Darlan continuait d'osciller d'un parti vers l'autre, précise W. Langer, mais finalement menacé d'arrestation et ayant été averti qu'on lui donnait une demi-heure pour se décider, il consentit à donner l'ordre de cesser le feu partout. Il accepta ensuite de donner à la Flotte française l'ordre d'être prête à quitter immédiatement Toulon si les Allemands procédaient à l'occupation de toute la France. Entre temps il devait exercer son autorité complète sur l'Afrique

(1) Le soir même Pétain fait lancer une consigne aux journaux : « Défense de parler de l'arrestation du général Weygand ».

(2) & (3) Kammerer - Les origines de la campagne de Tunisie, dans Une Semaine dans le Monde, juillet 1948.

(4) Le général Barré berna les Allemands jusqu'au 19, jour où il reçut d'eux un ultimatum suivi de l'ouverture des hostilités.

(5) Cité par Kammerer dans Une Semaine dans le Monde, juillet 1948.



NOGUÈS ET PATTON DANS UNE ÉCOLE INDIGÈNE

du Nord « au nom du Maréchal » et ordonner à tous les militaires et fonctionnaires de rester à leur poste. » (1)

Quand, après avoir signé le 10 novembre l'ordre de cesser le feu, l'Amiral voulut l'annuler sous prétexte que Vichy l'avait privé de son mandat, le général Clark lui répartit avec violence : « Que le diable vous emporte si vous le faites ! » Darlan feignit alors de se considérer comme prisonnier. Tant de manigances ne pouvaient qu'irriter les Américains et Roosevelt dans une déclaration officielle allait bientôt réduire le personnage à son rôle d'« EXPÉDIENT PROVISOIRE ».

Clark à qui sa négociation avec Darlan fut âprement reprochée déclara au cours d'une conférence de presse :

« L'Amiral était le seul homme qui pût contrôler les forces aériennes, terrestres et navales et sur l'ordre de qui la résistance pût s'étendre au Maroc et en Algérie. Sur lui reposait notre seul espoir d'amener la Flotte à quitter Toulon. Darlan avait persuadé Noguès qui détenait le mandat de Pétain sur l'Afrique, de lui transmettre ce mandat. Et finalement, Darlan nous avait laissé tenir nos engagements envers Giraud. » (2)

Au vrai, Roosevelt reconnut que Darlan avait épargné « une période de nettoyage de l'Afrique d'un mois ou deux. »

L'arrivée le 10 du général Giraud compliqua les questions de préséances entre tous les roitelets militaires qui se verraient alors en Afrique du Nord. D'après Lemaigre-Dubreuil, supporter de Giraud : « les grands premiers rôles lui ont échappé PAR SA FAUTE. En politique comme à la guerre, l'initiative compte seule. Il ne la possède plus. » (2) Ne s'étant pas suite de son retard, il se trouve dans cette situation ridicule de se voir traiter de « rebelle » par Darlan, Juin et Noguès qui ont eu l'habileté de traiter avant lui avec les Américains. « On entourera son nom d'une sorte de suspicion, comme s'il s'agissait d'un factieux, d'un général de coup d'Etat. » (3)

(1) Le Jeu américain à Vichy, p. 368.

(2) (3) & (4) Crusoe : Vicissitudes d'une Victoire. Dans son discours du 1<sup>er</sup> décembre 1942 en séance secrète de la Chambre des députés, Churchill justifia la confiance secrète de la Chambre des députés à Darlan par la nécessité où ils étaient d'arrêter le combat. (Mes Discours secrets, p. 127).

Les Américains préférèrent traiter avec Darlan qui représentait le seul personnage « légal » de la situation.

La position de Juin, nommé par Pétain commandant-en-chef des troupes de l'A. N. F. était d'autant plus délicate qu'il n'avait été mis en congé de captivité, à la demande de Weygand, qu'en donnant sa parole d'honneur de ne jamais reprendre les armes contre les Allemands — tandis que Giraud avait refusé le serment. (1)

L'intrusion inopinée de Darlan remettait en question les accords obtenus à grand peine par Giraud à Gibraltar. Après force palabres, il fut convenu que Darlan serait le chef politique et que Giraud exercerait le commandement militaire. Engagé dans son scénario en partie double, Pétain fulmina normalement l'excommunication majeure contre Giraud « chef rebelle et félon », mais ces airs de bravoure doivent être jugés à la même aune que les affirmations antérieures de Giraud lui-même, protestant de son loyalisme à l'égard de Pétain — et même de Laval — dans une lettre que lui fit signer un émissaire de Pétain :

*« Monsieur le Maréchal, comme suite à nos récents entretiens, et pour dissiper toute équivoque sur mon attitude, je tiens à vous exprimer mes sentiments de parfait loyalisme.*

*Vous avez bien voulu m'expliquer, ainsi que le Chef du Gouvernement la politique que vous entendez suivre vis-à-vis de l'Allemagne.*

*Je suis pleinement d'accord avec vous. JE VOUS DONNE MA PAROLE D'OFFICIER QUE JE NE FERAI RIEN QUI PUISSE GÉNÉRER EN QUOI QUE CE SOIT VOS RAPPORTS AVEC LE GOUVERNEMENT ALLEMAND ou entraver l'œuvre que vous avez chargé l'amiral Darlan et le président Laval d'accomplir sous votre autorité.*

*Mon passé vous est garant de ma loyauté.*

*Je vous prie, Monsieur le Maréchal, de vouloir bien accepter l'assurance de mon absolu dévouement.*

Henri GIRAUD.

Les accords Darlan-Clark — beaucoup moins favorables à la France que les engagements Giraud-Murphy — étaient imputés à crime à Darlan tout autant par les résistants d'Afrique que par les collaborationnistes de la métropole.

*« On dirait presque, écrit le giraudiste Lemaigre-Dubreuil, qui recueillit le général dans sa villa de Mustapha supérieure, qu'on nous tolère désormais « un straponlin » aux côtés des Américains... Il ne s'agit plus avec l'homme douteux et transitoire qu'est Darlan de « considérer la France comme une alliée et de la traiter comme telle » ainsi que le stipulaient les accords Giraud-Murphy. Désormais on fait « un bout de chemin » avec des gens dont on est obligé de se servir, mais on se méfie d'eux et on ne leur cache pas : « Le personnel gouvernemental français (que d'ironie méprisante dans ces mots !) continuera à exercer ces fonctions avec loyalisme, en fonction du but poursuivi par les forces sous le commandement du général, commandant l'armée des Etats-Unis. Et la déclaration ne contient-elle pas cette phrase : « La souveraineté*

(1) L'Histoire nous apprend que les hauts militaires soucieux de tenir leur parole sont extrêmement rares (voir à ce sujet le pamphlet : *Tradition de la Trahison chez les Maréchaux*).

*française sera respectée CHAQUE FOIS QUE LES CIRCONSTANCES LE PERMETTRONT. » (1)*

Le gaulliste Soustelle dit pareillement :

*« Les accords du 2 novembre avec Murphy retombaient dans le néant, remplacés par la convention Darlan-Clark qui faisait de l'Afrique du Nord un pays occupé et de la France tout au plus une co-belligérante, mais non une alliée. Et Vichy subsistait, sous l'autorité de Darlan, AGENT DOUBLE COURONNE... » (2)*

Le 11 novembre, Darlan lance un message : *« Nous avons tenu nos engagements. Il faut maintenant cesser cette lutte sanguinaire et inutile. J'assume l'autorité sur l'Afrique du Nord AU NOM DU MARÉCHAL. »*

Le 13, le général Noguès annonce à Radio-Alger qu'il se met aux ordres de l'Amiral et Darlan proclame qu'il assume la responsabilité des intérêts français *« en plein accord avec les autorités américaines, pour défendre l'Afrique française contre tout agresseur. »* Pétain télégraphie à l'amiral Darlan : *« Je donne l'ordre à l'armée d'Afrique de n'exercer aucune action, en aucune circonstance, contre les forces de l'axe et de ne pas ajouter aux malheurs de la Patrie. »*

Le 15, Darlan annonce que Pétain étant prisonnier, les autorités d'Afrique du Nord doivent considérer ses ordres comme étant ceux du Maréchal lui-même et il nomme au commandement-en-chef — à seule fin de le neutraliser — Giraud *« grand soldat qui a toujours servi la France avec honneur »* — alors que cinq jours avant, il annonçait à Pétain que, s'il traitait avec les Américains c'était afin *« d'empêcher le chef REBELLE ET FÉLON, le général Giraud, d'usurper le commandement des troupes... »*

Aussitôt Pétain enjoint à l'armée de refuser l'obéissance à ce général *« qui a forjait à l'honneur ».*

*« J'interdis au général Giraud d'invoquer mon nom et de se réclamer de moi... Vous ne vous ferez pas les complices de sa trahison. »*

et désavoue à nouveau Darlan :

*« La proclamation de l'Amiral est un appel à la dissidence... Il a abusé de mon nom et de ma confiance... En se mettant AU SERVICE DE L'ÉTRANGER, il s'est placé en dehors de la communauté française »*

Giraud réplique par une proclamation à l'armée : *« TOUS UNIS DERRIÈRE LE MARÉCHAL, N'AYONS QU'UNE PASSION : LE DEVOIR ! »*

Le 16 novembre, Pétain se décide à déclarer l'Amiral Darlan déchu de toute fonction publique et de tout commandement. L'Amiral de la Flotte réplique par un message radiodiffusé : *« Nous continuerons d'administrer nos territoires. Le poste de Haut Commissaire que j'assume en accord avec les autorités américaines M'A ÉTÉ ATTRIBUÉ PAR*

(1) cf : *Vieillesse d'une victoire*, p. 64.

(2) *Envers et contre tout*, p. 457.

En pleine liberté, en plein accord  
avec le général NOGUÈS et sur sa demande

**L'amiral de la flotte François DARLAN**  
*assume la responsabilité des intérêts français en Afrique*

**PROCLAMATION**

Il a l'assentiment des autorités américaines

**PROCLAMATION**

du général d'armée **NOGUÈS**

avec lesquelles il compte assurer  
la défense de l'Afrique du Nord

de l'amiral de la flotte **DARLAN**

HABITANTS DE L'AFRIQUE FRANÇAISE.

Le Maréchal m'a désigné le 10 novembre 1942, avant l'en-

**L'ECHO D'ALGER**

NUMÉRO  
14  
NOVEMBRE  
1942  
N° 1124

21, rue de la Liberté, ALGER. Tél. 374.81. 81. 82. 83. 84. 85. 86. 87. 88. 89. 90. 91. 92. 93. 94. 95. 96. 97. 98. 99. 100.

UN FRANC

ABONNEMENTS : AGENCE HAVAS, 31, rue de la République, ALGER. Tél. 33.34. 35. 36. 37. 38. 39. 40. 41. 42. 43. 44. 45. 46. 47. 48. 49. 50.



LE GÉNÉRAL CLARCK

*Jetons nous hardiment dans la voie qui mène à la Libération de la France et du Maréchal !* (1)

Enfin le 27 novembre, Vichy annonce que l'« EX »-amiral Darlan et l'« EX »-général Giraud sont privés de la nationalité française — « *Me faire ça à moi, qui suis un bon Français !* » s'écrie Giraud, navré. (2)

Ainsi se termine provisoirement cette histoire de fous.

## Le « putois puant »

« Nous avions l'impression qu'ils nous vendaient comme des mercenaires au plus offrant... Nous étions placés si dangereusement entre l'erreur et la vérité que les mêmes mots servaient avec autant de force l'un et l'autre. »

Jules Roy : *Le Métier des armes.*

CERTAINS mémorialistes ont soupçonné une connivence entre Darlan et les Américains, qui expliquerait sa présence en Algérie dès le 5 novembre, sous le prétexte d'une visite à son fils malade. A Washington, Leahy aurait confié à Murphy certaine déclaration de Darlan datant de juin 1941 : « *Si les Etats-Unis sont capables de débarquer à Marseille 500.000 hommes, 5.000 chars et 5.000 avions, je suis prêt, moi Darlan, à marcher avec eux.* »

Pour étayer cette thèse, René Gosset fait remarquer : 1° qu'au cours de sa tournée d'inspection qui se termina le 30 octobre, Darlan avait eu un entretien avec Murphy ; 2° que regagnant Vichy il laissa à Alger sa femme, son chef d'état-major et le chef de sa police ; 3° qu'il reçut de l'amiral Fénard à Alger un télégramme le rappelant d'urgence le 4 novembre, c'est-à-dire le jour même où les princi-

paux conjurés furent prévenus par Murphy que le débarquement aurait lieu le 8...

Ces coïncidences sont certes troublantes, mais d'autres auteurs soutiennent — avec raison, selon nous — la thèse contraire :

« *Ceux qui ont assisté à la consternation de M. Murphy apprenant la présence de l'Amiral à Alger le 5 novembre, écrit Marcel Aboulker, ont témoigné qu'il ne pouvait être question d'une entente préalable entre les deux hommes.* » (1)

Le vice-amiral Barjot fait remarquer que le fils de Darlan étant considéré comme perdu le 4 novembre, le cercueil et la chapelle mortuaires furent préparés et que Murphy « *supputant que l'enterrement pourrait avoir lieu le 6 ou le 7* » (2) pensait que l'Amiral serait de retour à Vichy le 8, jour du débarquement.

Abetz fait remarquer que ce sujet « *le fait que Darlan a signalé au commandement de la marine allemande jusque vers la fin de l'été 1942 les positions des convois anglo-saxons et qu'il n'aurait certainement en aucun cas sacrifié sa flotte à Casablanca s'il avait conspiré avec les Anglo-saxons dès avant le 8 novembre.* » (3)

Le meilleur argument pourrait bien résider dans certaine confiance faite à Roger Stéphane par Joseph Barthélémy :

« *... L'Amiral est allé en Algérie pour soigner son fils. Si dès ce moment il avait connu le véritable objectif des Alliés et s'il avait aussitôt décidé de partir, il eût pris certaines précautions. Il avait lui-même prononcé trop de déchéances de la nationalité française pour en ignorer les inconvénients ; il n'eût pas laissé 400.000 francs à son compte en banque et plusieurs millions de titres dans son coffre, que nous n'avons eu qu'à saisir. M. Lemaigre-Dubreuil n'a pas laissé un sou.* » (4)

Il était naturel que les Américains, aussi « *matter of fact* » que peuvent l'être leurs congénères de Londres, voulassent tirer de l'« *expédient provisoire* », une fois que l'accord Clark l'eût mis à leur discrétion, tout le bénéfice souhaitable. Dans un rapport adressé à Washington dès le 14 novembre, le général Eisenhower qui, ayant traité avec Giraud était hostile au début à toute entente avec Darlan, exposait clairement les répercussions que provoqueraient une éviction brutale de l'Amiral :

a) *Les troupes françaises locales nous opposeront une résistance passive et dans certains cas, active ;*

b) *l'espoir d'obtenir une collaboration dans cette région devra être abandonné, à notre grand détriment, car le rythme des opérations se ralentira et exigera l'envoi de nouvelles troupes ;*

c) *nous perdrons l'occasion d'obtenir le concours des autres unités navales et militaires françaises d'Afrique du Nord.*

D'après W. Langer, tous les Américains « *depuis Eisenhower jusqu'aux échelons inférieurs* » n'acceptèrent la solution Darlan qu'avec la plus extrême répugnance. Les journaux anglais et américains n'appelaient l'Amiral que le « *putois puant* » — *stinkings skung* ».

En dépit de son robuste aplomb, l'Amiral comprit que le flot l'emporterait. Il déclarait dans une interview à l'hebdomadaire T. A. M. du début décembre « *qu'il gérait simplement les intérêts français en Afrique du Nord au nom du Chef de l'Etat prisonnier* », (5) et laissait entendre dans une

(1) *Alger et ses complots*, p. 166.

(2) Le fils de Darlan ne mourut pas et Roosevelt l'invita à suivre un traitement en Amérique.

(3) *Mémorandum d'Abetz*, p. 185.

(4) *Chaque homme est lié au monde*, p. 186. La presse parisienne donna complaisamment les résultats d'une perquisition opérée sur Vichy. On y trouva dix-sept uniformes, d'énormes quantités de livres de jambon, de pommes de terre, 500 livres de café, 800 livres de sucre, etc...

(5) Cité par Churchill : *Mes discours secrets*, p. 137. L'épouse de l'Amiral qui craignait pour sa vie, le pressait vivement à cette époque d'abandonner la politique.

(1) Cité dans « *Montoire, Verdun diplomatique* », page 418-419.

(2) R. Richard et A. de Sérigny : *La bissectrice de la guerre.*

lettre au général Clark qu'il rentrerait bientôt dans la vie privée :

« Monsieur le Général, écrivait-il, des informations émanant de diverses sources tendent à faire croire que « je ne suis qu'un citron que les Américains laisseront de côté après en avoir exprimé le jus. »

« Lorsque la restauration de l'autorité française sera un fait accompli et j'espère que cela se fera le plus tôt possible, j'ai la ferme intention de retourner dans la vie privée et de finir dans la solitude une vie au cours de laquelle j'ai servi ma patrie avec ardeur. »

Abetz prêtera un machiavélisme extravagant à l'Amiral lorsqu'il mandera à Berlin le 1<sup>er</sup> juillet 1943 :

« Mais peut-être Darlan voulut-il aussi, en faisant semblant d'entrer dans les vues des Américains, garder en main l'Administration et l'Armée française d'Afrique du Nord EN VUE DE SOUTENIR A NOUVEAU L'EFFORT DE GUERRE ALLEMAND dans le cas d'un revirement favorable en Afrique du Nord. L'assassinat de Darlan ne contredit pas tout au moins une telle thèse. » (1)

## Laval et l'alliance « durch Dick und Dünn »

« La France en temps que pays vaincu — et Darlan ne l'oublie pas un instant — ne peut en effet collaborer que dans la mesure désirée et fixée par l'Allemagne. »

Mémorandum d'Abetz, p. 61.

LE représentant de Hitler à Vichy, le consul Krugg von Nidda, n'était pas plus qu'Abetz ou Achenbach, un diplomate de carrière. Résidant à Paris avant la guerre, vice-président de la Presse étrangère, marié à une Suisse, auteur d'un essai sur la France : « Marianne », von Nidda était très intimidé devant le Maréchal :

« Avec Laval, écrit Martin du Gard, il en use tout autrement et on colporte dans Vichy des propos plutôt libres qu'inspire à von Nidda la personne de Laval et sa politique d'artisan, comme il l'appelle. Il y a tout un clan allemand où se recrutent les aristocrates francophiles qui ne pardonnent pas à Laval d'avoir rendu presque impossible la réconciliation franco-allemande en raison de son impopularité personnelle, passée ou présente ; ils lui tiennent rigueur d'avoir pris le pouvoir en 40 et de l'avoir repris en avril dernier ; mais ce qui les choque le plus, c'est qu'un homme d'Etat fasse des affaires et qu'il continue à en faire au gouvernement. Von Nidda ne se gêne pas pour le dire. L'autre jour il a eu un mot terrible sur Laval : « Il a l'air du mari de la patronne de la maison. » (2)

Le 8 novembre 1942, Krugg Von Nidda vint trouver secrètement Laval pour le presser de déclarer la guerre à l'Angleterre et aux Etats-Unis et lui donna l'assurance que s'il prenait cette initiative le Reich se tiendrait pour lié à la France « durch Dick und Dünn » (littéralement « pour l'épais et pour le mince »). Mais Laval déclina spontanément la proposition (3) et Pétain informé lui donna raison.

Certains membres de l'entourage du Maréchal pressaient le vieillard de s'envoler vers Alger ; il a clairement exposé les raisons de son refus :

« C'était trop facile, disait-il à Martin du Gard, c'eût été lâche de ma part. Le « Strasbourg » chauffait à Toulon, il y avait aussi un aviateur qui voulait m'enlever. Weygand me suppliait de partir. Qu'est-ce que vous seriez devenu tous ? A voir ce qu'ils font déjà contre le

maquis, les Allemands, c'eût été beau. Et dans les camps de prisonniers en Allemagne ? Les représailles eussent été atroces à mon départ. En restant je n'ai pas permis qu'ils fissent certaines choses. J'ai évité les sévices contre les Alsaciens-Lorrains réfugiés, contre les Juifs, contre les communistes. Les Juifs, si j'étais parti, les S. S. les auraient tous massacrés, tous, vous m'entendez ? Comme en Pologne ! Voilà ! J'avais dit une bonne fois, quand tout tombait sur nos têtes : « Je ne quitterai pas la métropole ! » Je pensais : « Je veux que tout ce que je suis, tout ce que je représente, tout ce que je rappelle à l'ennemi serve à protéger les pauvres gens. Je n'ai qu'une parole avec les Français. »

Le soir du 8 novembre, Laval était convoqué par Hitler à Munich où par suite d'une tempête de neige, il n'arriva, escorté d'Abetz, que le 10. Laval ne laissait pas d'être inquiet et s'attendait au pire : « Quelles allaient être les représailles allemandes ? » (1)

Hitler avait déjà pris ses décisions — occupation totale de la France, débarquement en Corse, tête-de-pont en Tunisie — lorsque Laval fut introduit. Le Reichkanzler avait conféré auparavant avec Ciano qui nous montre Laval essayant ce jour-là sur ses interlocuteurs les procédés qui lui avaient réussi naguère auprès des sous-vétérinaires du Palais-Bourbon :

« Laval avec sa cravate blanche et son complet mal coupé de Français moyen est très désorienté dans le grand salon au milieu de tant d'uniformes. Il essaie de parler sur un ton familier de son voyage et de son long sommeil dans la voiture, mais ses paroles tombent dans le vide. Hitler le traite avec une politesse glaciale. L'entretien est bref. Le Führer parle le premier et demande en peu de mots si la France est à même de garantir des points de débarquement en Tunisie. Laval, en bon Français, s'efforce de gagner du temps et voudrait profiter de l'occasion pour se faire donner, par l'Italie, l'assurance qu'elle renoncera à la Tunisie. Je n'ai pas le temps d'intervenir car Hitler déclare nettement ne pas vouloir porter la discussion sur ce terrain, et que, d'ailleurs les revendications de l'Italie sont des plus modestes. Laval ne peut prendre sur lui la responsabilité de céder Bizerte et Tunis à l'Axe, aussi nous conseille-t-il lui-même de le placer devant un fait accompli, c'est-à-dire d'envoyer une note à Vichy pour lui communiquer les intentions de l'Axe. Le malheureux était loin d'imaginer devant quel fait accompli les Allemands allaient le placer. » (2)

Effectivement, Laval ne fut pas averti de l'occupation

(1) Laval parle, p. 136. D'après L. D. Girard : « pour être sûr de ne céder à aucune contrainte le chef du gouvernement français avait pris la précaution de se munir d'une ampoule de poison qui ne devait plus le quitter. (MONTAIGNE, VERDUN DIPLOMATIQUE, p. 434).

(2) Journal II, p. 210.



HITLER (de dos), BRAUCHITSCH, KEITEL, à, s. w...

(1) Mémorandum d'Abetz, p. 186.

(2) La Chronique de Vichy, p. 322.

(3) « Mais Laval, il faut le dire à son honneur, évita de faire entrer son pays dans une telle alliance » constate W. Langer (Le Jeu américain, p. 370).

imminente de la zone libre et Ciano révèle que c'est grâce à lui

« si on n'a pas publié un communiqué dans lequel, sans le dire ouvertement, on laissait du moins entendre que Laval avait donné son adhésion à toutes les mesures prises par l'Axé. Pourtant les mots de loyauté et d'honneur sont toujours dans la bouche de ces chers Allemands. »

A peine descendu de l'avion qui le ramenait de Munich le 11 novembre, Laval, pratique comme à l'ordinaire, donnait l'ordre de distribuer les stocks de l'armée aux municipalités ; l'Intendance voulant se mettre au travers de son projet, il hurla : « Ce sont des cons ! Ils vont se faire tout barboter par les Boches. » (1)

Il ne semble pas que Laval ait réussi à se faire obéir. Les commandants de garnison précipitamment alertés

« n'ont pas eu toujours le temps, note Fabre-Luce, ou le soin de distribuer dans la région les chevaux, les chaussures. Pour raisons administratives le service de Santé militaire a refusé de passer ses stocks au Service de Santé civil. Des réserves de toutes sortes, constituées par des autorités trop prévoyantes en vue de luttes hypothétiques ou des famines futures TOMBENT AINSI AUX MAINS DES OCCUPANTS. Il découvre aussi des dépôts d'armes habilement camouflés qui eussent pu être employés un jour contre lui. » (2)

Lorsque la Wehrmacht envahit la zone « nono » l'armée de l'armistice ne bougea pas. Seul le général de Lattre de Tassigny battit la campagne avec cinquante soldats et deux canons de 75.

« Cette équipée amuse la galerie, note Martin du Gard à Vichy. Ce général a été victime, je pense d'une mauvaise transmission ; il a du croire qu'un débarquement allait s'effectuer sur notre côte méditerranéenne. On essaie de le ridiculiser dans l'entourage de Laval. »

A Paris les « collabos » tourment en dérision l'initiative du général et le truculent Rebatet écrit pour « Inter-France » :

« A l'annonce de l'attaque des Anglo-américains sur l'Afrique du Nord, le général de Lattre de Tassigny a senti bouillir son sang de démocrate. Ceignant son épée, il est aussitôt rentré en campagne emmenant avec lui l'ordonnance de son chien, l'ordonnance de son cheval, son brosseur, une dizaine de gradés, trois ou quatre douzaines de troupiers et deux canons. La première matinée de l'expédition se déroula probablement dans une mâle ivresse. Mais le soir venu, le général fut bien obligé de constater que les vaillantes troupes du « héros Roosevelt » comme dit M. Charles Maurras, n'avaient point encore débarqué à Palavas-les-Flots. M. de Lattre de Tassigny et ses hommes rôdèrent trois jours à travers champs. Le quatrième, à la place des Sammies, ce fut un lieutenant de gendarmerie qui apparut à l'horizon. Et le général de Lattre de Tassigny, redoutant pour sa santé, je suppose, les effets d'un camping prolongé, se rendit à cet admirable militaire, ni plus ni moins qu'un tambour en bordée. »

Le 15 novembre le maréchal von Rundstedt apparaît à Vichy et le 26, de son quartier général de l'Est, le Führer envoie au Maréchal un long factum qui retrace l'histoire des relations franco-allemandes depuis l'armistice. Hitler insiste sur le manque de parole des officiers français et en tire argument pour justifier la décision de dissoudre l'armée de l'armistice. Le Führer concède toutefois : « J'ai conscience, Monsieur le Maréchal, que vous n'avez personnellement aucune part dans tous ces événements et que c'est vous, par suite, qui en souffrirez le plus... »

(1) *La Chronique de Vichy*, p. 295.

(2) *Journal de la France*, II, p. 478.



VON RUNDSTEDT

Les événements d'Afrique avaient suscité en France des espoirs excessifs :

« Pour beaucoup, la libération définitive n'était qu'une question de semaines : 95 % de la population se réjouit des succès obtenus par les Américains en Afrique du Nord. Dans le peuple on est certain que bientôt nous allons pouvoir manger du pain blanc, des conserves de Chicago. Le lait condensé sera distribué largement et chacun pourra fumer à sa guise du tabac de Virginie. » (1)

C'est au contraire le temps le plus dur de l'occupation qui commence : la police allemande tend son immense filet sur la France et ouvre l'ère des déportations massives.

Quelques départs se sont produits au sein du gouvernement. L'amiral Auphan « le meilleur cerveau de la marine » d'après Darlan, a discrètement quitté le bord, pressentant une navigation difficile pour les jours à venir : il avait été le grand artisan des savantes manœuvres qui, à coup de télégrammes secrets, avaient contribué à débousoler le commandement d'Afrique du Nord. Un technicien, Gibrat le suivit.

Le 17 novembre 1942, Laval reçoit les pleins pouvoirs et Pétain le réinvestit officiellement du droit de succession au poste de chef de l'Etat. Toutefois, le « Vieux » se fait donner une contre-lettre qui le laisse seul juge du temps pendant lequel Laval jouira de la plénitude du pouvoir.

## Le sabordage de la Flotte

« A Toulon la Marine s'est coupé un membre pour sauver son âme. »

Amiral Auphan : *Histoire de mes « Trahisons »* p. 45. (2)

COMMENT les Allemands purent-ils s'abuser jusqu'au 8 novembre sur la destination réelle de l'immense Armada mouillée devant Gibraltar ? Jacques Soustelle remarque

« que certains se demandaient jusqu'à quel point les dirigeants militaires allemands, l'O. K. W. voyant la partie perdue, ne cherchaient pas quelque issue vers une paix négociée dont les troubles combinaisons de Darlan auraient constitué la première étape. Et l'on faisait valoir à l'appui de cette thèse la carence vraiment incompréhensible du S. R. allemand, de l'Abwehr, qui avait vu passer sous les yeux de ses observateurs postés à Algeris le plus grand convoi naval de tous les temps sans parler de son aveuglement étrange devant les activités du général Giraud et son départ pour l'Afrique. Nous savons maintenant que l'amiral Canaris, chef de l'Abwehr, était un adversaire déterminé de Hitler. » (3)

Lorsque le représentant de l'Abwehr à la Commission d'armistice d'Alger, le major Wurmman, arrêté après le débarquement, livra la liste des vingt principaux agents qu'il avait utilisés en Algérie on s'aperçut que douze de ces agents appartenaient au service du contre-espionnage français et avaient incliné le major, par de faux rapports, à croire à une attaque sur Dakar.

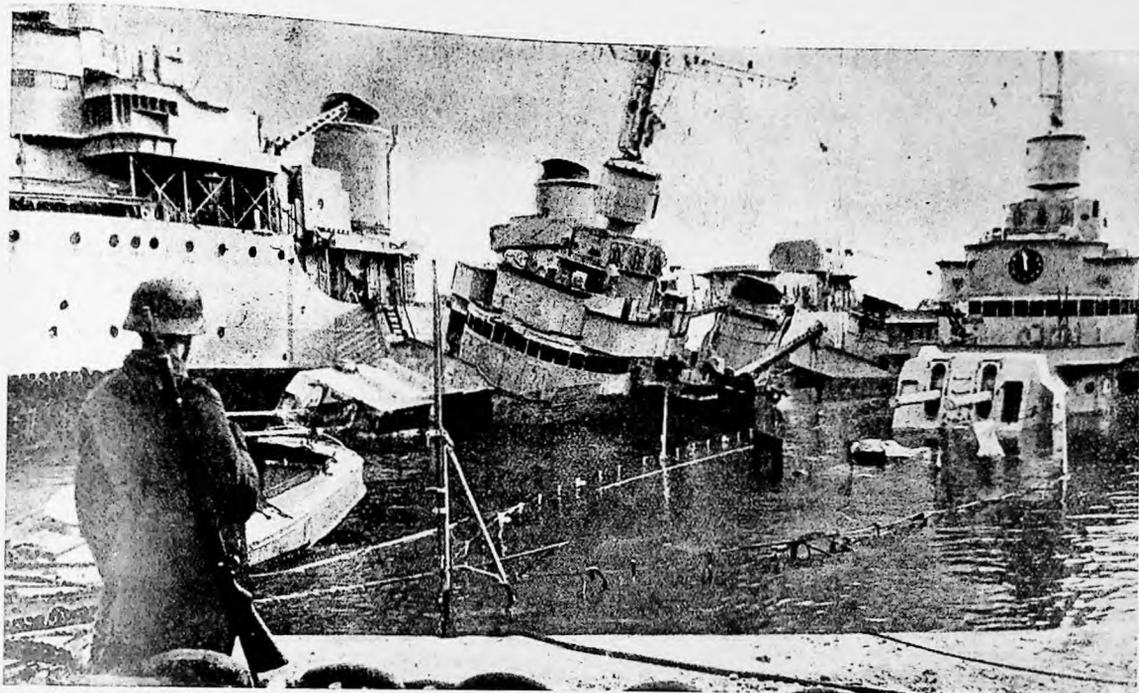
Après les événements d'Alger et les appels de Darlan aux marins de Toulon, il était fatal que parmi les mesures de rétorsion allemandes la capture de la flotte française fût envisagée, pour l'empêcher de rejoindre les Anglo-saxons.

Les Allemands avait solennellement déclaré que, seule, la région de Toulon demeurerait hors de leur contrôle et l'Amiral de Laborde chef de l'escadre de la Méditerranée,

(1) *Cinquante mois...* II, p. 75.

(2) D'après l'amiral Auphan, c'est l'attaque anglaise sur Mers-El-Kebir qui empêcha l'envoi, implicitement accordé par les Allemands, y être désarmées.

(3) *Envers et contre tout*, p. 462 ; (4) p. 428.



LA FLOTTE FRANÇAISE S'EST SABORDÉE A TOULON...

avait triomphé auprès de ses subordonnés de la mesure de faveur accordée à la Marine française : (1)

*« En dépit des bruits absurdes répandus par des agents de l'étranger, la place forte de Toulon n'a pas été occupée... Le Maréchal m'a chargé de vous dire qu'il comptait sur vous pour sauver l'unité et l'honneur de la France. Je compte qu'aucun de vous ne sera assez inconscient pour ne pas comprendre ce devoir. »*

En fait, le représentant local de la Commission d'armistice avait simplement offert au chef de l'escadre, qui en référé à l'amiral Auphan (2) de faire respecter par les troupes allemandes le camp retranché et la Flotte, s'il s'engageait à défendre Toulon contre toute agression. Auphan avait accepté en spécifiant que l'engagement de défendre Toulon contre les Anglo-Saxons ne saurait comporter d'opérations offensives en haute mer et il avait prévenu Darlan par le fil direct avec Alger afin d'éviter de la part des Anglais un nouveau Mers-El-Kébir.

Le 12 novembre, une conférence réunit au fort Lamalgue, P. C. du Préfet maritime, tous les hauts officiers et il leur fut demandé de « donner leur parole de défendre Toulon contre une attaque anglo-saxonne » et de renouveler leur serment de fidélité à la personne du chef de l'Etat : *Tous acceptèrent*, à l'exception d'un seul, le capitaine de vaisseau Pothuau, qui fut immédiatement relevé de son commandement.

Les officiers venus de Vichy annoncèrent que Laval, à Berchtesgaden, avait été averti que si la flotte française ralliait l'Afrique du Nord l'armée de l'armistice serait emmenée en captivité et l'envoi de colis aux prisonniers interdit. (3)

Le 27 novembre, revenant sur sa première déclaration, l'O. K. W. ordonnait l'occupation du port de Toulon après avoir mouillé des mines magnétiques dans la rade. Tandis

que les troupes allemandes envahissaient l'arsenal, l'Amiral de Laborde, en conformité des instructions — jamais annulées — de juillet 40, lançait l'ordre du sabordage de la Flotte. A dix heures du soir un dernier communiqué annonçait que :

*« par suite des explosions des soutes à munitions et des chambres des machines, aucun navire en état de prendre la mer n'est tombé entre les mains des Allemands. »*

Le cuirassé « Strasbourg », sept croiseurs, un porte-avions et un grand nombre de petites unités furent coulés dans la rade. Les sous-marins « Vénus », « Iris », « Diamant », « Casablanca », « Glorieux », appareillèrent sous le feu de l'ennemi. Le « Casablanca », le « Glorieux » et le « Marsouin » purent gagner l'Afrique, l'« Iris » se fit interner à Barcelone, le « Vénus » se saborda au large...

Le drame de Toulon se doublait à l'arrière-plan d'une rivalité ancienne entre l'Amiral de Laborde, authentique marin, et Darlan, nautonnier des commissions parlementaires et des antichambres ministérielles. Aux adjurations que Darlan prodiguait aux équipages de Toulon dans les troubles journées de novembre, Laborde n'avait répondu qu'un seul mot : « Merde ! » (1)

Darlan se trouvait victime des dispositions qu'il avait lui-même édictées. N'avait-il pas pris soin d'indiquer que s'il contremandait un jour l'ordre de sabordage, ses subordonnés devraient présumer qu'il n'était plus libre et ne pas lui obéir. (2)

*« L'entreprise est risquée, notait Fabre-Luce. Peut-être, l'assailant compte-t-il, malgré les soupçons qu'il affiche, sur une résignation in extremis de l'Amiral de Laborde ? Celui-ci est arrivé à l'âge de la retraite. On lui a proposé de prendre, quand il quitterait le commandement de la Flotte, celui de la Légion Tricolore. (3) On le sait « colle-*

(1) cf. : W. Langer : *Le Jeu américain à Vichy*, p. 390.

(2) cf. : Pertinax : *Les Fossoyeurs*, p. 285.

(3) L'Amiral fut mêlé à un projet de « Légion du Tchad » destinée à une reconquête des territoires coloniaux passés sous l'autorité de Leclerc. Au cours de son procès il a plaidé que la formation de ladite Légion avait pour but d'arracher aux Stalags un grand nombre de prisonniers.

(1) L'occupation de la zone libre paraissant imminente, les ingénieurs israéliens en service à l'arsenal de Toulon avaient été autorisés dès le 10 novembre à prendre une permission de durée illimitée. Cf. *Histoire de mes « Trahisons »* brochure clandestine, p. 41.

(2) Cf. *Histoire de mes « Trahisons »* brochure clandestine, p. 41.

(3) cf. : Le rapport remis aux officiers commandants d'unités en Afrique du Nord en avril 1943.



AMIRAL DE LABORDE

L'Amiral aura le temps de prendre ses dispositions. Quand les occupants arrivent à l'arsenal, il est déjà trop tard. Des explosions ont retenti. » (1)

Pas plus que le 8 novembre, Laval ne fut averti à l'avance de l'attaque du 27 sur Toulon. Krugg von Nidda ne lui fera part de la décision, qu'après la mise en train de l'opération et, dans son plaidoyer *pro domo*, Laval remarquera à ce sujet :

« Si j'avais souhaité aider militairement l'Allemagne, le gouvernement allemand l'aurait su et il n'aurait pas manqué, en telle circonstance, un tigre de fer à mon égard »

Le 29 novembre, Hitler exige la dissolution de l'armée d'armistice. Vichy écrase furtivement une larve tandis qu'à Paris, Déat préconisant la constitution d'une armée nouvelle sur le modèle de la Wehrmacht et daubant sur l'ancienne armée qui s'est ridiculisée, écrit :

« Qu'était-elle sinon le refuge de tous ces généraux invraisemblables de 1939-1940, auteurs incontestables de notre désastre. Si encore la défaite leur avait été la révélation de leur incapacité et si elle les avait mis dans cet état de méditation féconde où l'on revise les idées, où l'on repense les principes, où l'on recrée la technique. Mais non, aucun d'entre eux ne consentit depuis deux ans à faire oraison. A croire qu'ils avaient gagné la guerre au lieu de la perdre.

« Et nous assistâmes à ces cérémonies ahurissantes, à ces parades parfaitement grotesques, où des tambours exhibaient des « gants à crispins » et où le vainqueur de l'Aisne ou de la Bidassoa recevait des cordons et des plaques. »

Von Rundstedt est reçu par le Maréchal et verse quelques larmes sur sa blessure d'amour-propre. Nicolle dit que l'entretien fut empreint « d'une parfaite courtoisie » et selon Martin du Gard « l'Allemand était sorti les yeux mouillés ».

## Polémiques sur Toulon

« L'entreprise de propagande qui a consisté à faire de ce sabotage honteux une espèce de fait d'armes est une escroquerie qui vaut celle des communistes de s'être fait passer pour un parti national. Encore les communistes ont-ils laissé des plumes dans l'affaire. Nos amiraux sont rentrés de Toulon frais comme l'œil, flambants dans leurs uniformes, de plus en plus préjés, de plus en plus ministres. »

R. P. Bruckberger : « Nous n'irons plus au bois... »

LES destructions de Toulon furent accueillies, selon les camps avec des transports de joie ou d'indignation. Churchill ravi, claironnait : « La France renaitra des cendres de Toulon ». La Pravda constatait : « La collaboration a été coulée dans la bale de Toulon ». « Bien que négatif constate le pétainiste L. D. Girard, l'héroïque sacrifice de

borateur » et peu ami de Darlan. Le croit-on séduit, incapable de résister ? Si oui, c'est qu'on ne le connaît pas. Cet homme fermé qui ne parle que pour commander ou tempêter et se repose en barrant seul son voilier est un marin intégral, incapable de transiger avec son devoir. On n'a d'ailleurs pas osé le pressentir. Les troupes allemandes, qui le 27 avant l'aube attaquent le fort du Mourillon, commencent même par couper les fils téléphoniques qui permettraient de l'avertir. Un fil subsiste (auquel est suspendu en cet instant l'honneur de la France).

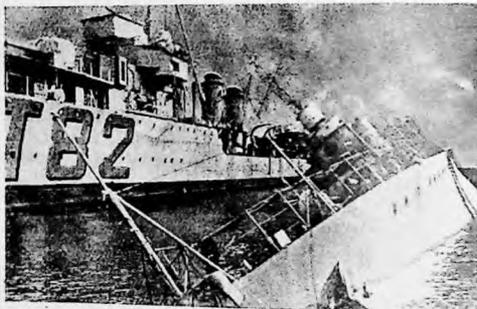
la Flotte avait une haute portée morale ». Ne fut-il pas salué par les presses anglaise, américaine et russe comme une marque sublime de patriotisme ? Sur l'ordre de Moscou le parti communiste français ne glorifia-t-il pas le geste des vaillants équipages ? (1)

Des légendes naissaient, qui faisaient périr volontairement sous le signe tricolore officiers et matelots de l'escadre dans une apothéose de ferraille et de dynamite.

« En fait, il n'y eut que SIX victimes accidentelles, note calmement Fabre-Luce, tout s'est passé dans le port par quelques mètres de fond et les commandants n'auraient pu mourir que d'un bain de pied un peu froid. »

Déat, lui, dénonçait dans le sabotage un mauvais coup des officiers maurassiens acharnés à appliquer à leur bord la théorie de la « France seule » :

« ... Ils ont détruit la flotte française. Sans se mouiller les pieds, je le précise, car il y a encore un certain nombre de français pour croire naïvement que les Amiraux et les Commandants se sont coulés avec leur navire. Ne craignez point, bonnes gens ; ces glorieux saboteurs ont regardé du rivage brûler et exploser leurs bâtiments. » (2)



LES MILLIARDS TRANSFORMÉS EN PARC-A-MOULES

Chose curieuse, le gaulliste Bernanos apprenant la nouvelle au Brésil, se révéla du même avis que le prohitlérien Déat, quoique pour des raisons contraires :

« ... Les lâches qui après avoir anéanti en quelques minutes une grande part de la puissance française non seulement pour le présent mais pour un long avenir, ont été capables de rentrer au port et de reprendre leur vie quotidienne, comme s'ils revenaient d'un simple exercice de tir — je dis que ces misérables lâches auraient été assurément aussi capables de livrer notre flotte que de la couler. » (3)

Le non-appareillage de la Flotte — qu'il fut réalisable ou non — sera par la suite àrement reproché aux officiers de marine qui transformèrent les milliards de leurs unités en parcs-à-moules. L'Amiral Auphan, prenant leur défense, fait remarquer qu'à une certaine époque la Flotte pouvait, sans aucune difficulté, prendre la mer et que l'ordre ne fut pas lancé :

(1) André Marty exaltera sous le titre : « L'heure de la France a sonné » le « magnifique exemple d'héroïsme » de Toulon et Jean-Richard Bloch qui, encore que juif et communiste, avait gagné sans difficulté Moscou via Berlin au printemps 1941, écrira sur le thème de l'Oural, mais sombra à Paris sous le ridicule.

(2) Le rapport du 5 avril 1943 que nous citons plus haut, indique qu'un enseigne de vaisseau fut tué sur le « Strasbourg » alors qu'il tirait sur les blindés ennemis avec le 37 de son bâtiment. Cinq fantassins allemands qui avaient pris pied sur la plage arrière du « Colmar » auraient été tués ; du côté français, on avait perdu un quartier-maître tué et quelques marins blessés sur les quais. Les officiers et prisonniers furent relâchés par les Allemands au bout de deux jours et démobilisés.

(3) Bernanos : *Le Chemin de la Croix-aux-Ames*, p. 283.

(1) *Journal de la France*, tome III, p. 475.

« Il y a une date où la Flotte aurait pu, sans hésitation et dans la discipline, passer aux Alliés. C'est celle du 16 juin 1940. Des hommes politiques pensent que la flotte aurait dû appareiller pour l'Angleterre. Il n'y avait pas de question politique, pas de sang versé entre nous et nos Alliés. La flotte d'un seul bloc serait passée dans les ports alliés sans sourciller, je m'en porte garant, si le ministre régulier de la Marine, dans le cabinet dont faisait partie le général de Gaulle lui en avait donné l'ordre. » (1)

## Laval vu par Goebbels

« C'était le seul cerveau de Vichy. »

Loustaunau-Lacau : Mémoires... p. 215.

LE journal intime de Goebbels révèle l'évolution des sentiments de certains (2) chefs nazis à l'égard de Laval. En mars 1942 Goering dans une entrevue secrète qui resta ignorée d'Abetz, avait conseillé au désesté-nestré du 13 décembre de ne pas rentrer au gouvernement et lui avait délivré ce satisfecit : « Vous avez été pour nous un ennemi honnête ». Le 22 avril Goebbels se félicite dans son *Journal* de la rentrée de Laval, tout en flétrissant au passage sa moralité équivoque : « ... Mais ça nous est indifférent. Nous ne pouvons guère trouver un homme meilleur que Laval pour notre politique. Il nous faudra probablement lâcher un peu de lest si Laval confirme les espérances que nous avons mises en lui. Mais il lui appartient d'abord de nous montrer ce qu'il peut faire. »

Mais le 30, il se sent moins sûr du nouveau président du Conseil : « Les Anglais font derechef des avances à la France de Vichy. Ils n'ont pas encore renoncé à l'espoir de gagner peut-être Laval à leur cause. »

Le 9 décembre, il prend encore parti pour Laval contre Doriot qui, arc-bouté sur un autre clan allemand, prononce un discours farci d'insultes contre le Président : « Je crois, écrit Goebbels, qu'il va falloir tôt ou tard que nous fassions taire Doriot, il commence à devenir un terreur. »

Après la crise de novembre 1943, le ministre de la Propagande prendra une conscience plus précise du « cas Laval » au moment où la censure allemande interdit la diffusion du discours du Maréchal au sujet de sa succession éventuelle :

« ... Aussi bien Pétain que Laval ont pris le parti de temporiser. Tous deux sont au fond d'eux-mêmes des adversaires acharnés du Reich et de ses intérêts, ce qui est d'ailleurs dans l'ordre des choses. Il ne faut donc pas leur accorder une confiance exagérée. Pétain espère voir un jour la France appelée à négocier la paix entre l'Allemagne et les puissances occidentales. » (3)

## L'assassinat de l'Amiral

« Le 20 décembre en manchette en tête de la première page, la *Voix Marocaine* reproduit une phrase terrible de Paul Claudel : « Il n'y a pas de plus grande charité que de tuer les êtres maléfaisants. »

Renée Gosset : *Expédients provisoires*, p. 217.

APRÈS le sabordage de « sa » flotte, l'Amiral perdait la pièce maîtresse de son jeu, celle qui, depuis juin 1940, lui avait permis tant de fructueux chantages. Univer-sellement méprisé, Darlan voyait monter vers lui une vague de dégoût, chaque jour plus puissante. Dans la *Marseil-*

laise de Londres, Quilici lui appliquait le même sobriquet que Georges Suarez dans *Aujourd'hui* à Paris : « Le Frégoli de la trahison » et les Anglais n'apportaient aucune mesure dans l'expression du mépris qu'ils lui portaient. Goebbels en décembre 1942, notait sur ses tablettes :

« De Gaulle a une fois de plus parlé à la Radio anglaise et attaqué avec une extrême vigueur Darlan et les opportunistes français. Il déclare que les possessions françaises appartiendraient toujours à la France et que les soldats français ne combattaient que pour l'honneur de la France et pour son empire. Ce discours est de toute évidence une flèche empoisonnée par les soins de Churchill. Celui-ci se sert de de Gaulle pour s'opposer aux prétentions des impérialistes et ploutocrates américains en Afrique du Nord française. La lutte entre la City et Wall-Street se poursuit avec une violence soutenue au sujet des colonies françaises. » (1)

A Alger la température montait ; les véritables artisans



GOERING

du débarquement ne pouvaient se résoudre à accepter l'autorité de Darlan. Marcel Aboulker nous décrit ainsi l'atmosphère d'angoisse qui enveloppait l'Amiral tous les jours un peu plus :

« La mort était sur lui depuis le 8 novembre et depuis Toulon personne ne songeait à l'en préserver. Il essayait par tous les moyens d'échapper à la fatalité. Caché dans son petit pavillon de Mustapha, il en sortait dans une voiture rapide, entouré d'une nuée de motocyclistes. Il téléphonait personnellement chaque jour au commissaire de police, Laffont, pour se plaindre de n'être pas assez gardé. Il enleva à la police municipale le soin de sa protection, qu'il confia à la garde mobile. Il sortit de moins en moins, reçut de plus en plus de journalistes américains et français pour justifier sa politique, le tout vainement. » (2)

Albert Kammerer nous dit qu'on buvait dans les restaurants : « A la mort de l'Amiral ». (3) La veille du meurtre, *Combat*, le journal gaulliste que dirigeait Capitant, n'avait pas craint d'écrire : « Darlan, dont les jours sont comptés... »

Dans ce climat d'excitation, il était fatal qu'un homme — même sans qu'une instigation précise fût nécessaire — cherchât à réaliser le vœu général. L'issue se réalisa le

(1) *Tribune de Genève*, du 21 mai 1948.

(2) *Alger et ses complots*, p. 225.

(3) « Le meurtre de Darlan » : dans *Les Œuvres libres*, N° 2.

(1) *Histoire de mes « Trahisons »*.  
(2) On ne saurait parler d'un sentiment général, car les nombreux documents mis à jour par la défaite allemande montrent que les dirigeants hitlériens étaient très divisés sur l'appréciation des faits et des personnes.

(3) 16 Novembre 1943.

## LE « GRIS CHAPEAU » DU PREMIER ANGLAIS



V... CHURCHILL

24 décembre par l'intermédiaire du jeune Bonnier de la Chapelle, qui avait milité dans la résistance algérienne sous les ordres d'Henry d'Astier de la Vigerie.

Dans la longue suite des « complots d'Alger », l'affaire Bonnier de la Chapelle ouvre un des chapitres les plus tragiques.

Le colonel Passy dans ses « Souvenirs » résume ainsi les diverses hypothèses qui furent envisagées :

*« Les histoires les plus invraisemblables commencèrent immédiatement à circuler au sujet de Bonnier de la Chapelle. On prétendit tout à la fois qu'il avait été poussé par l'Intelligence Service, par les Italiens, par le B. C. R. A., par Henry d'Astier et son fidèle abbé Cordier, que sais-je encore ? Cette dernière version fut la seule qui, finalement, parut présenter quelque consistance. »*

*L'Histoire dira probablement s'il fut dirigé par un groupe quelconque ou s'il agit seul, persuadé, à force d'entendre ses camarades le dire, que Darlan constituait l'unique obstacle qui paralysait la réalisation de l'indispensable unité. » (1)*

Bonnier de la Chapelle s'était posté dans le hall du Palais d'Eté. Darlan, qui a fixé rendez-vous au speaker de la Radio française de Londres, Pierre Bourdan, de passage à Alger, arrive et Bonnier tire sur lui plusieurs coups de feu à bout portant. Blessé, l'Amiral fait encore quelques pas jusqu'à son cabinet où Bonnier le suit pour l'achever. Maîtrisé après avoir essayé de fuir, le meurtrier est traîné dans une dépendance du Palais, tandis que Darlan expire à son arrivée à l'hôpital.

Le général Bergeret qui faisait figure de second de l'Amiral au Conseil Impérial, prescrivit qu'on recherchât immédiatement les complices du jeune exalté, le général estimant qu'il ne pouvait s'agir de l'acte d'un isolé.

Kammerer nous trace ainsi le portrait du meurtrier :

*« ... âgé de vingt ans à peine, un étudiant en droit au teint mat et aux yeux brûlés d'ardeur, fils d'un journaliste d'Alger et d'une mère italienne, vivant à Génes. Bon catholique et de bonne conduite, il avait été, en raison de la situation du ménage de ses parents, élevé à Paris chez un oncle du même nom. Incorporé dans un Chantier de Jeunesse de van Hecke au milieu de 1941, il avait été promu rapidement chef de chantier. Puis il avait voulu s'engager dans l'aviation, où, en raison des tendances anglophiles qu'on lui connaissait, on l'avait découragé de peur de le voir s'envoler vers Gibraltar avec un avion. » (2)*

Le directeur de la Sûreté algérienne, Muscatelli, confia l'enquête au Corse Guaridacci, « policier de bas étage et des vengeurs suspects » d'après Kammerer. Dans un premier interrogatoire, Bonnier déclara avoir agi seul. Mais au cours d'une entrevue nocturne dans sa cellule, Guaridacci aurait tiré du prévenu des aveux plus précis dont le procès-verbal fut divulgué que longtemps après l'exécution du meurtrier. (1)

*« J'affirme avoir tué l'Amiral Darlan, Haut-Commissaire en Afrique française après en avoir référé à M. l'abbé Cordier sous forme de confession. »*

*C'est M. Cordier qui m'a remis les plans du bureau du Commissariat et du cabinet de l'Amiral ; et c'est par lui que j'ai pu me procurer le pistolet et les cartouches qui ont servi à exécuter la mission que je m'étais assignée et qui était de faire disparaître l'Amiral.*

*Lorsque je me suis engagé dans les corps-francs, j'ai recruté de ma propre initiative, parmi les gradés et hommes de troupe, des hommes de main dont M. d'Astier aurait pu avoir besoin. MAIS M. D'ASTIER N'A JAMAIS ETÉ AU COURANT DE MON ACTION PERSONNELLE.*

*« Je sais que MM. Cordier et d'Astier ont rencontré récemment le Comte de Paris, au même titre qu'ils rencontrèrent des personnalités ; enfin j'ai l'impression que M. d'Astier de la Vigerie ne vit pas en excellents termes avec M. Rigault dont l'action auprès de l'Amiral est gênante pour lui et pour ses amis. »*

*Lu, persiste et signe ; signons*

Bonnier de la Chapelle.

L'abbé Cordier arrêté comme complice dans l'attentat, après la découverte du procès verbal, se retrancha derrière le secret de la confession. Il convint, toutefois, avoir rencontré le matin du meurtre Bonnier qui avait besoin de mettre « en ordre sa conscience » et lui avoir fourni, quelques jours avant, un plan sommaire du Palais d'Eté, sous un prétexte sans aucun rapport avec l'attentat projeté. (2)

Henry d'Astier de son côté, veut bien ne pas nier « sa responsabilité morale » dans l'attentat, mais conteste formellement l'avoir prôné. (3)

Justiciable de la Cour martiale, Bonnier de la Chapelle était conduit le 25 devant le Tribunal militaire présidé par le colonel Eloi, de la Garde Mobile. A l'audience, Bonnier de la Chapelle resta dans le thème de ses premières déclarations, se gardant de toute allusion aux confidences à Guaridacci. Sans doute espérait-il que d'Astier tenterait un coup de force pour le sauver. Ses avocats protestèrent en vain contre l'anormale précipitation de la procédure. Après quelques minutes de délibération, les juges rapportaient le verdict de mort qu'avait réclamé le Commissaire du Gouvernement.

La dernière nuit de Bonnier de la Chapelle fut déchirante. Kenneth Pendar, renseigné par les officiers de la Garde Mobile préposés à sa surveillance, raconte

*« qu'il se pendait aux barreaux de sa cellule, pleurait et demandait où était le messager qui devait bientôt venir lui apporter le pardon qui lui avait été promis deux fois. Il dit aux gardes qu'il n'avait fait sa confession originale que parce que ceux qui l'appuyaient lui avaient certifié qu'ils le sauveraient de la Justice. » (4)*

En dernière heure, les amis du jeune garçon mirent leur

(1) D'après Kammerer, Guaridacci garda secret ce procès-verbal dans l'intention de s'en faire une arme contre d'Astier, à l'époque de l'Intérieur.

(2) Mis en cause dans un récit publié par le Figaro du 25 décembre 1945 l'abbé Cordier a protesté encore une fois qu'il n'avait eu à des renseignements généraux au secrétariat de l'Intérieur.

(3) Kammerer : *Le meurtre de Darlan*, dans les *Œuvres Libres*, p. 128.

(4) *Le dilemme France-Etats-Unis*, p. 218.

(1) 10 Duke street Londres, p. 370.

(2) *Les Œuvres libres*, N° 26, p. 127.

espoir dans une grâce arrachée au successeur de Darlan. Mais la succession de l'Amiral n'était pas encore réglée : (1) Noguès et Giraud, pressentis, se renvoyaient la balle, répugnant l'un et l'autre à toute mesure de clémence en faveur de l'assassin de l'Amiral. Le matin du 26 décembre, Bonnier était mené au peloton d'exécution sur un ordre dûment signé par Noguès...

Le colonel Passy rapporte ce détail qui en dit long sur la comédie judiciaire qui se joua à Alger en ce jour de Noël 1942 :

« On alla jusqu'à commander la bière pour l'enterrer AVANT MÊME qu'il eût été traduit devant le tribunal chargé de le condamner. N'était-ce pas là reconnaître qu'on commettait une infamie en massacrant sans même l'entendre un gamin, qui pour toute la résistance, apparaissait non pas comme un meurtrier, mais bien comme un justicier. » (2)

« Le minable de l'aventure d'Alger, conclut Marcel Aboulker, est qu'aucun des hommes responsables de l'époque n'a eu le courage d'élever la voix pour demander un jugement public que même la canaillerie de Laval n'avait pas refusé à celui qui avait tenté de l'assassiner. » (3)

Le 21 décembre 1945, un arrêté de la Cour d'Appel d'Alger a réhabilité Bonnier de la Chapelle. Fichue consolation.

LE COMTE DE PARIS



Le roi sans couronne se met la ceinture.

général Giraud. Giraud à son tour avait découragé les ambitions politiques de Henri de Guise et lui avait simplement offert un grade d'officier subalterne dans son armée. Dans l'après-midi du même jour, Bergeret, avant l'ouverture du Conseil impérial, avait entretenu ses collègues, les généraux Noguès et Giraud, les gouverneurs Chatel et Boisson, des offres du prince, mais personne ne les avait jugées acceptables.

En conséquence, le 27 décembre, le prince était prié de regagner le Maroc. S'étant fait porter malade, il fut toutefois autorisé à séjourner en Algérie jusqu'au 10 janvier 1943.

Au cours de son passage en Algérie, le prétendant, se cherchant des intelligences dans les milieux les plus divers, s'était fait amener quantité de personnalités, parmi lesquelles le futur préfet de police Luizet et le vénérable de la Loge d'Alger. Le conseiller Murphy avait été également pressenti, que l'on n'avait pas raison de croire particulièrement hostile, mais Washington ne retint pas la suggestion. C'est l'hostilité américaine qui aurait décidé le prince à abandonner le projet un instant caressé. (1)

Sentant sa cause perdue, le prince avant de quitter l'Algérie, envoya à Giraud un désaveu de ses partisans :

« Je désavoue formellement l'action de ceux qui, prétendant agir en mon nom, ont préparé mon accession au pouvoir. »

Plus tard, dans une déclaration au journal « Ici France » (2) où il expliquait les circonstances du complot royaliste de décembre 1942, il contesta en ces termes qu'il y ait eu commencement d'exécution :

« On aurait pu justifier les bruits de putsch monarchiste si j'avais laissé agir les officiers et mes amis royalistes qui voulaient faire au Conseil d'Empire le coup de Bonaparte aux Cinq-Cents. »

Et il ajoutait dans la même déclaration : « C'eût été de la folie ».

Le complot monarchiste

« Par exemple, l'intrigue la plus surprenante peut-être à laquelle nous nous soyons heurtés en Afrique du Nord venait des Britanniques. Je parle de la tentative du premier ministre Churchill, au printemps de 1941 d'obtenir que le Comte de Paris — prétendant de la famille Orléans-Bourbon au trône de France — publiât un manifeste et ralliât les Français aux doctrines royalistes soutenues par les Britanniques. »

Kenneth Pendar : *Le dilemme...* p. 75.

L'avènement de Giraud

« Goering n'hésite pas à déclarer que l'occupation de l'Afrique du Nord est le premier but marqué par les Alliés depuis le début de la guerre. »

Ciano : *Journal II*, p. 210.

Dès le lendemain du débarquement, les gaullistes d'Algérie avaient été traités en indésirables par Darlan et les autorités américaines. Il appartenait à Giraud d'oser l'opération qui permettrait de se débarrasser d'eux définitivement. Son conseiller dans l'affaire fut Jean Rigault, l'aller ego de Lemaigre-Dubreuil.

Dans la nuit du 28 au 29 décembre, sous couleur de complicité dans l'assassinat de Darlan, quatorze personnes parmi lesquelles plusieurs fonctionnaires de la police sont arrêtées et déportées « administrativement » dans le Sud. L'opération est effectuée, avec sa délicatesse coutumière par la Garde Mobile dont les consignes sont sans ambiguïté :

« VOUS ALLEZ ARRÊTER DES ESPIONS ALLEMANDS

D'AUCUNS prétendent lier l'affaire Bonoier de la Chapelle à un complot royaliste ; le jeune meurtrier de Darlan avait espéré jusqu'à la dernière minute que le succès d'une telle entreprise assurerait sa libération.

Depuis le 10 décembre, le prétendant, venu de sa propriété du Maroc espagnol, séjournait en Algérie. Poussé par Henry d'Astier auquel ses fonctions officielles donnaient toutes facilités, le prince se flattait de réaliser la synthèse des différentes tendances françaises et pensait l'instant favorable à la réalisation de ses desseins. Mais au rebours de la thèse acceptée, l'assassinat de l'Amiral ne servit pas sa cause et le prétendant déclina promptement toute responsabilité dans l'attentat du Palais d'Été. Ses partisans pourtant le pressaient de pousser les avantages que lui offrait la mort de l'Amiral, mais ils se leurrèrent sur les chances que pouvaient avoir le prince d'être nommé au Conseil impérial.

Le 26 décembre, une entrevue avait été arrangée entre le prétendant et le général Bergeret, qui l'avait renvoyé au

(1) Les Américains s'opposèrent à la nomination de Noguès en remplacement de Darlan et imposèrent Giraud.

(2) 10 Duke Street Londres, p. 370.

(3) Alger et ses complots, p. 229.

(1) Kammerer : *Le meurtre de Darlan* dans *Les Œuvres Libres*, p. 148.

(2) 14 Novembre 1947.

**FORTEMENT ARMÉS ET ORGANISÉS, QUI DÉFENDRONT CHÈREMENT LEUR VIE. IL FAUDRA VOUS EN EMPARER CÔTE QUE CÔTE. ORDRE DE TIRER AU MOINDRE GESTE. » (1)**

A cet effet, les exécutants avaient été pourvus de mitraillettes et de grenades et dans un commentaire de cet épisode « florentin », Renée Gosset révèle que nos gardes mobiles pratiquèrent des raffinements de cruauté que n'eussent point désavoués les plus experts tortionnaires de Buchenwald et autres lieux :

*« On eût souhaité une « purge » sanglante, à la mode nazie, qu'on n'eût pas agi d'une autre façon. Si l'un d'eux pouvait faire un geste...*

*Me permettra-t-on de rappeler... qu'au moins une douzaine de ces malheureux ont risqué quotidiennement leur liberté et leur vie pendant des mois pour préparer le débarquement allié, que celui qui a signé leur ordre d'arrestation — le général Bergeret — était ministre de Vichy à la même époque que ceux qui font exécuter ou laissent exécuter cet ordre, étaient leurs amis, leurs complices, leurs chefs d'hier ?*



**AU CIMETIÈRE DE BEN M' SIK, CÉRÉMONIE A LA MÉMOIRE DES SOLDATS FRANÇAIS ET AMÉRICAINS TOMBÉS AU « BAROUD D'HONNEUR » DU 8 AU 10 NOVEMBRE 1942**

*Les gardes mobiles se le tiennent pour dit. Ils procèdent en force et avec prudence. Les commissaires Achary, Muscatelli, Esqueyré sont convoqués séparément au Palais d'Été et à la Division d'Alger pour affaire de service. Ils n'en ressortent pas. Rue Michelet, les sbires terrorisent pendant une heure et demie les petits-fils du docteur Aboulker, le fusil-mitrailleur braqué sur leur ventre, pour faire avouer aux enfants où se trouve leur oncle José. Le professeur Aboulker, grand mutilé de guerre, est appréhendé alors qu'il a quitté l'appareil qui lui rend l'usage de sa jambe mutilée. Ils l'obligent à demeurer dix minutes, bras en l'air, oscillant sur sa jambe valide, avant de lui passer les menottes. » (2)*

Henry d'Astier de la Vigerie, croyant que ses fonctions de secrétaire à l'Intérieur le préserveraient de l'arrestation, laisse faire. Mais quelques jours plus tard, le général Bergeret le fait appréhender à son tour. La plupart des victimes du coup d'État Rigault-Bergeret ne resteront d'ailleurs internés qu'une dizaine de jours : l'intervention du clan libéral des Américains les fera relaxer.

Le bruit répandu sur l'ordre du général Giraud que les conjurés méditaient plusieurs assassinats, dont celui de Murphy, n'avait dupé personne et le conseiller américain qui connaissait presque tous les inculpés pour avoir cain qui connaissait presque tous les mois précédant le débarquement avec eux durant les mois précédant le débarquement, s'était montré tout à fait sceptique quant à la menace dont Giraud prétendait l'épouvanter.

Hormis le quarteron « d'activistes » qui avaient préparé le débarquement, le général de Gaulle n'avait pas de troupes véritables en Algérie. Darlan et Giraud étaient apparus successivement comme les meilleurs garants contre les tentatives subversives que les grands colons et les officiers de l'armée d'Afrique prétaient — gratuitement d'ailleurs — au général de Londres. L'essentiel pour eux était de sauver l'héritage de la « Révolution nationale. »

Les Américains devaient avoir leur part de la mésétime qui, progressivement, s'attacha à Giraud. Pourtant dès le 26 décembre, le généralissime Eisenhower, en faisant de Giraud le successeur de Darlan, lui avait déclaré très nettement

*« qu'il jugeait le moment venu de rompre absolument avec l'idée que la législation de Vichy était indispensable à la justification d'un régime créé en Afrique du Nord pour poursuivre l'effort de guerre en commun des Alliés. » (1)*

De son côté, Kenneth Pendar, en dépit de sa sympathie pour Giraud, ne peut que constater :

*« Il fut beaucoup trop lent à restaurer les libertés civiles abolies par Vichy, à remettre la loi Crémieux donnant aux Juifs leur droit civil et à se débarrasser de la clique de Vichy en Afrique du Nord. » (2)*

Giraud prétend se justifier en alléguant sa tâche militaire qui, à son dire, le prenait tout entier. En fait, il n'était pas aussi étranger qu'il voulait le laisser croire, aux jeux de la politique. Daladier, dans le passé, avait prononcé à son endroit l'épithète de « fasciste » et plusieurs témoignages laissent entendre qu'il avait connu d'assez près les activités de la branche militaire de la Cagoule alors qu'avant 1939 il commandait à Metz.

Il est, d'autre part, un document qui éclaire d'une lueur très vive les conceptions politiques du général : c'est le rapport qu'il rédigea à l'intention de Pétain après son évasion d'Allemagne sur les causes du désastre et qui semble provenir d'une collaboration entre l'adjudant Flick et le commandant Biavida. (3)

Le général met la défaite sur le compte de la décroissance de la natalité, de la désertion des campagnes, de l'abus du sport et de l'usage... du bâton de rouge :

*« Entre 1914 et 1918 nous avons fait un effort surhumain et nous sommes sortis de l'épreuve physiquement et moralement épuisés. Notre idéal ne consista pas à faire profiter le monde de notre victoire, il consista à vouloir s'amuser ou plutôt s'étourdir. »*

*L'école apprenait à l'enfant « l'égoïsme, l'intérêt personnel et le culte de l'envie. En plus, la négation de tout ce qui était spirituel, la proclamation, était du moins encouragée. »*

*« Manque d'autorité, affaiblissement de la production : « Tantôt un dactylo arrivait un quart d'heure en retard et perdait encore un quart d'heure à se mettre du rouge aux lèvres et à se poudrer. Tantôt un voisin au lieu de s'occuper de son mouleur... »*

*La guerre de 14-18 et l'arrivée des Américains ont fait disparaître en France la mentalité petite-bourgeoise et l'habitude du bas de propriétaire, l'ouvrier, le manœuvre, aussi bien que les directeurs*

(1) Renée Gosset : *Expédients provisoires*, p. 318.

(2) *Expédients provisoires*, p. 320-321.

(1) W. Langer : *Le Jeu américain à Vichy*, p. 395.

(2) *Le Dilemme France-Etats-Unis*.

(3) Ce factum fut publié pendant la guerre aux États-Unis ; l'Ordre en a donné un résumé dans son numéro du 1<sup>er</sup> septembre 1945.





L'« INVINCIBLE » WEHRMACHT EMBOURBÉE EN RUSSIE

(Document allemand).

ganise des troupes autonomes « *Mot-Pulk* » — le poing motorisé — possédant chacune son infanterie, ses panzers, son artillerie, son aviation et sa « *Flak* » (artillerie contre avion).

Le plan de Hitler est :

1° De pousser le groupe des armées Sud du Maréchal von Bock, fort de deux millions de combattants et de 7.000 chars jusqu'à Stalingrad, au coude de la Volga, et jusqu'à Astrakan sur la mer Caspienne; puis de rabattre ces armées en direction du Nord;

2° D'isoler Moscou en lançant deux armées jusqu'à Gorki (Nijni-Novgorod) et d'opérer ainsi l'encerclement des armées russes coupées de leur ravitaillement de pétrole du Caucase et du matériel anglo-saxon qui arrive par le golfe Persique, l'Iran (1) et la Caspienne;

3° De s'emparer avec un groupe d'armées D (25 divisions) des puits de pétrole de Maïkov, de Grosny, de Bakou dans le Caucase et du port de Batoum sur la mer Noire.

Ce groupe d'armées se scindera ensuite : une première armée traversera la Turquie (2) — consentante ou non — et après avoir écrasé les Anglais en Syrie, s'emparera de Suez et opérera sa jonction avec l'« *Afrika-Korps* » de Rommel; une seconde armée envahira l'Iran et l'Anatolie, s'emparera de Bessorah, le grand port du golfe Persique et donnera la main aux Japonais, conquérants des Indes Anglaises, aux environs de Karachi. (3)

(1) Anglais et Russes avaient occupé l'Iran pour maintenir libre cette très importante voie de ravitaillement.

(2) Hitler ne prévoyait pas une résistance turque et von Papen avait installé à Ankara le colonel d'état-major Toppe chargé de préparer les bases de ravitaillement pour l'armée allemande.

(3) cf. : Antoine Wiss : *Les plans du Grand Etat-Major allemand*, dans le *Figaro* du 20 août 1946; et Jacques Darcy : *Histoire de la guerre*, p. 150.

Stalingrad constituera le pivot de cette gigantesque manœuvre et la prise de cette grande cité est essentielle pour la réussite du plan.

Les Russes tentent de prévenir l'offensive allemande en attaquant Kharkov mais subissent une grave défaite, abandonnant, d'après le communiqué allemand, 240.000 prisonniers, 2.026 canons, 1.249 chars. Le général Gorodiansky, commandant la VII<sup>e</sup> armée, est tué la mitrailleuse à la main; le général Poldas, commandant la 57<sup>e</sup> armée, se suicide avec tout son état-major. Toutefois la mission de sacrifice de Timochenko en retardant le déclenchement de l'attaque allemande, procura à Stalingrad plusieurs semaines de répit pour l'organisation fébrile de sa défense.

Dans le même temps la Wehrmacht a jeté à la mer les Russes de la tête de pont de Kertch et von Manstein a liquidé Sébastopol. Bombardée du 3 au 6 juin par les obusiers géants *Thor* du calibre 625 — non utilisés à Gibraltar — attaquée à la baïonnette le 7 juin, la place forte tombe le 4 juillet — 245<sup>e</sup> jour du siège — après des corps-à-corps acharnés.

La grande offensive des armées du Sud est lancée le 3 juillet. Le front russe est enfoncé sur 100 kilomètres, et le 12, les panzers ont couvert 500 kilomètres provoquant la capture de 250.000 hommes. Ce même jour est déclenchée une seconde attaque plus au sud; Rostov tombe le 24. La ligne de chemin de fer Rostov-Moscou étant coupée, la Volga reste la seule artère de ravitaillement du front russe. Le 11 août le D. N. B. annonce 590.000 prisonniers, la destruction de 6.271 chars et de 6.142 canons depuis le début de l'offensive.

La Wehrmacht se scinde alors comme prévu : un groupe fonce au Sud, à travers les steppes du Kouban vers la Caspienne et dès le 27 août la 1<sup>re</sup> Panzer n'est plus qu'à 130 kilomètres des puits de pétrole de Grosny tandis que les avant-gardes allemandes hissent la Croix gammée au sommet du mont Elbrouz. L'autre groupe a pour mission en avan-

çant vers le Nord-Est de faire sauter le « verrou » de Stalingrad dont les défenses extérieures et les aérodromes de Stalingrad sont pris dès le 20 août par les 19 divisions dont 8 blindées ou motorisées du général von Paulus.



PATROUILLE DANS LA NEIGE

(Document allemand).

## L'enfer de Stalingrad

### • J'OBÉIS A L'ORDRE •

« Ces mots avaient fait de rues entières des rues de la mort, ils avaient transformé des maisons en charniers et des hôpitaux en positions de combat ; ils avaient transformé en un immense champ de cadavres le pays entre Volga et Don et au Sud jusqu'à Karpovka ; à cause d'eux des régiments entiers et des divisions étaient devenus des troupeaux prêts pour l'abattoir. »

Théodor Plievier : Stalingrad.

L'ASSAULT de Stalingrad fut compliqué par un bizarre effet des bombardements, déjà observé au cours de la guerre d'Espagne : la ville étant composée d'immenses bâtiments construits en ciment armé, les pilonnages de aviation entassèrent dans les rues d'énormes blocs de béton qui interdisent le passage aux blindés ou ne permirent leur emploi qu'en nombre très limité.

La bataille dans la ville, de ruine en ruine, se poursuivit acharnée, pendant des mois : « Le sort du peuple russe dépend de l'issue de la bataille. Plus un pas en arrière et de Kulusov, comme se sont battus les soldats d'Alexandre et de Kutusov, nous résistons jusqu'à la mort. Nous pouvons et devons être vic-torieux ! » s'était écrit Staline dans un appel désespéré à l'armée rouge, ordonnant au général Tchouikov de tenir jusqu'au bout.

Voyant fondre progressivement ses objectifs dans cette fournaise comparable au laminage de Verdun, von Paulus propose un repli. Hitler refuse avec véhémence :

« Les Allemands qui subissent une crise d'effectifs ne sont pas en mesure de secourir la garnison de Stalingrad, note le 26 novembre le secrétaire d'ambassade italien Leonardo Simoni. Tout l'état-major affirme et proclame, à pleine voix, que Paulus doit se retirer au plus vite pour ne pas être abandonné et ne pas se trouver dans la douloureuse nécessité de sacrifier toutes ses troupes. Le Führer s'oppose obstinément à cette retraite. Stalingrad doit résister à tout prix. Que la VI<sup>e</sup> armée suive l'exemple de la XVI<sup>e</sup> armée à Demiansk. Von T. s'arrache les cheveux : « Nous allons à un désastre ! »

Au G. Q. G. de Dniepropetrovsk, Halder et von Bock

essaient en vain de fléchir le Führer qui, obsédé par le nom prestigieux de la « ville de Staline » s'obstine rageusement. Halder est remplacé par le colonel-général Zeitzler, nazi fanatique : von Manstein succède à von Bock.

Staline, de son côté, charge le général Joukov, le vainqueur de Moscou, de monter avec 150 divisions et 5.000 chars une puissante contre-offensive pour dégager Stalingrad. Joukov lance deux attaques, l'une du Nord, l'autre du Sud, pour couper de ses arrières la VI<sup>e</sup> armée allemande qui assiège la grande ville. La manœuvre réussit. (1) Les deux branches de la tenaille se rejoignent et le 22 novembre toute la VI<sup>e</sup> armée du général von Paulus — 330.000 combattants — est encerclée devant Stalingrad, entre Don et Volga.

Ce n'est que trois semaines plus tard que le G. Q. G. allemand réussit à monter une contre-attaque avec huit divisions seulement, dont trois panzers, qui s'effondrent sous les concentrations de feux, « les murs d'artillerie », du fameux spécialiste Voronov.

Le même jour, au nord du secteur de Stalingrad, les Russes traversaient le Don gelé et repoussaient les Germano-italiens de 100 kilomètres faisant perdre à l'O. K. W. tout espoir de débloquer la VI<sup>e</sup> armée.

Le 24 janvier 1943, von Paulus prévient Hitler de sa position catastrophique : Stalingrad manque de vivres, de carburant et de munitions. Hitler répond de résister jusqu'au dernier homme. Von Paulus accepte alors la mission de sacrifice de fixer d'énormes masses russes qui, s'il désaillait, déferleraient contre les autres armées allemandes, très ébranlées par leurs derniers échecs, s'empareraient de Rostov et couperaient de leurs bases les armées qui opèrent dans le Caucase.

« Le Maréchal mort sur la Volga, telle était l'exigence, écrit l'écrivain allemand Théodor Plievier dans son livre terrible « Stalingrad », et maintenant qu'on avait volatilisé dix milliards de marks, maintenant qu'on avait gaspillé deux cent mille vies humaines, ce n'était plus seulement l'exigence d'un Führer dément, c'était l'impératif absolu d'une caste militaire dressée à la conquête qui essayait un échec pour la deuxième fois dans la même génération. Le Maréchal mort sur la Volga : ce serait l'apogée de la marche à la mort, la couronne sur le front blanc de l'Armée engloutie ; ce serait le phare qui conduira une génération future à une nouvelle marche conquérante qui déferlera sur la Volga. C'était l'idée, c'était l'ordre, c'était la loi ; et cette loi, le Maréchal la voyait comme le sang de son sang et la chair de sa chair. »

Le 25 janvier, les Russes occupent le champ d'aviation de Stalingrad ; le 31, von Paulus est nommé maréchal. D'après Leonardo Simoni, cette nomination avait pour but d'inciter le chef allemand à accepter la mort.

Tout de même, le 2 février, le général Roske et un interprète sortent de la cave où depuis des semaines est terré l'état-major allemand. L'interprète apostrophe un officier russe de tanks, un lieutenant ukrainien de vingt et un an, et lui dit en russe :

« Mon lieutenant, faites cesser le feu ? J'ai quelque chose de tout à fait important pour vous ; ça vous fera avoir de l'avancement et toutes les décorations que vous pouvez imaginer ! Vous n'avez qu'à venir avec moi, vous ferez prisonniers le Maréchal et tout l'état-major de l'armée allemande. » (2)

Aussitôt la capitulation signée, le feu cesse. Des milliers de moribonds hagards émergent des débris de la ville maudite : « Sortant des caves, des ruines, des trous, des canalisations, des champs, des débris, des balkas, il apparaissait sans cesse de nouveaux visages et ceux qui se ras-

(1) En partie grâce à une de ces ruses de guerre que l'on tient toujours pour déshonorante lorsqu'elle est le fait de l'ennemi : le pont essentiel de Kalatch, sur le Don, fut enlevé par surprise par un détachement de 50 volontaires escortant cinq chars allemands capturés et remis en état de marche.

(2) Théodor Plievier : « Stalingrad ».



LE GROIN DU LANCEUR DE FLAMMES ALLEMAND

(Document allemand).

semblaient en masse grise se rangeaient en une colonne interminable et attendaient le départ et n'avaient plus à se couvrir la tête de cendres. Ce peuple de soldats était « fini » ; il n'avait plus de jambes, plus de cerveaux, plus de cœurs, il était sans passé et sans avenir, l'avance sur la Volga ne pouvait plus jouer le rôle d'un passé et n'offrait pas une perspective pour l'avenir, les soldats étaient finis, ils étaient usés, consommés, n'étaient plus que cendres ». (1)

Le Maréchal, un homme « à visage marqué et fatigué », avait exigé d'être considéré « comme une personne privée » et de ne pas être emmené à pied à travers la ville. Un colonel russe lui fit traverser les lignes dans une voiture fermée.

Après cinq mois de combats furieux et le bombardement continu de 34 régiments d'artillerie, l'armée von Paulus avait perdu 240.000 tués et laissait aux mains de l'ennemi 91.000 prisonniers dont 23 généraux et un Maréchal, ainsi qu'un énorme matériel (1.550 chars ; 6.700 canons, 67.000 camions et automobiles.)

A Berlin, la Radio annonça laconiquement la nouvelle de la chute de Stalingrad, qui fut suivie de la diffusion du vieux chant allemand pour les morts au champ d'honneur : « *Ich halt' einen Kameraden* ». « La ville, note Simoni, est comme pétrifiée par la terreur, plus encore peut-être que

par la douleur. » Goebbels fait courir le bruit qu'après un dernier coup de téléphone au Führer, le Maréchal von Paulus s'est fait sauter avec tout son état-major. Puis Hitler décrète un deuil national de trois jours...

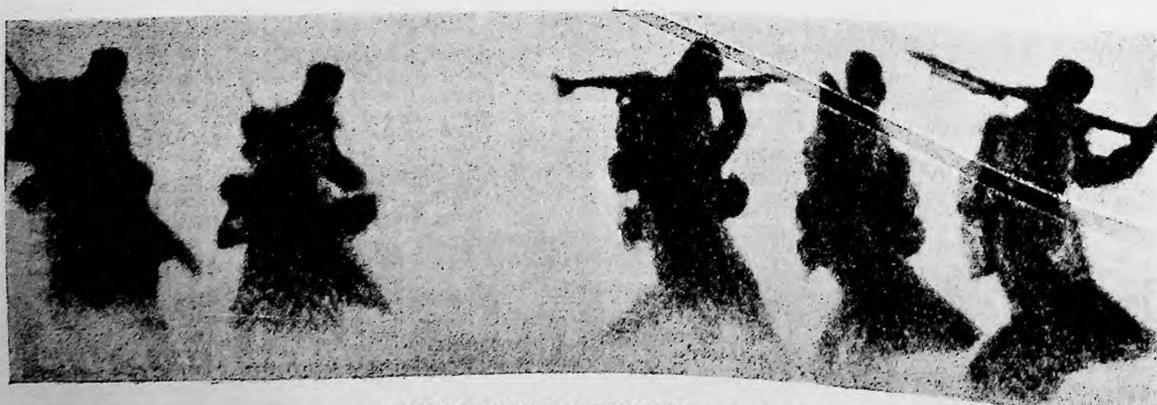
L'offensive russe du sud en direction de Rostov avait contraint l'O. K. W. à ordonner le repli de toutes les armées engagées dans le Caucase. Dès le 9 janvier 1943 le secteur avancé de Grosny était évacué : le 13 février, Rostov est abandonné. Tout le front russe s'ébranle et le 16 février les Russes font une entrée triomphale à Kharkov. Devant cette situation catastrophique, Hitler n'hésite pas à dégarnir le front franco-belge de 22 divisions fraîches qui contre-attaquent et obligent, début mars, les Russes à évacuer Kharkov, pour éviter l'encerclement. Mais les communiqués russes proclament que du 10 novembre 1942 au 31 mars 1943, les armées de l'Axe ont perdu 850.000 tués, 343.825 prisonniers, 9.390 chars et 19.360 canons. (1)

Au mois de mars 1943, la Wehrmacht se trouvait repoussée par l'armée rouge au delà de ses bases de départ du printemps 1942.

(1) Chiffres donnés par le Major Bauer dans la *Guerre des Blindés*. Les communiqués des deux adversaires étant également « gonflés », nous reproduisons tantôt les uns, tantôt les autres, pour faire une moyenne.

(1) Théodor Plievier : « *Stalingrad* ».

### LE « GÉNÉRAL HIVER »



L'AVANCE DANS LES TOURMENTES DE NEIGE

(Document allemand).

Ce terrible échec allemand était dû à l'obstination forcée du Führer qui, pour une raison de prestige avait refusé d'abandonner ce Stalingrad dont il avait formellement promis la prise à son peuple et d'opérer le raccourcissement du front de l'Est sur la ligne Riga-Odessa, que les stratèges jugeaient indispensable.

L'O. K. W. d'autre part avait commis une énorme erreur d'appréciation quant au prodigieux effort industriel et militaire que permirent aux républiques soviétiques leurs inépuisables réserves d'un « matériel humain » courbé sous une discipline de fer, mais aussi animé d'un ardent patriotisme et d'un esprit de sacrifice exceptionnel. (1)

Par une lettre datée du 25 mars 1943, Mussolini tentait de faire entendre raison au Führer au sujet de l'U. R. S. S. :

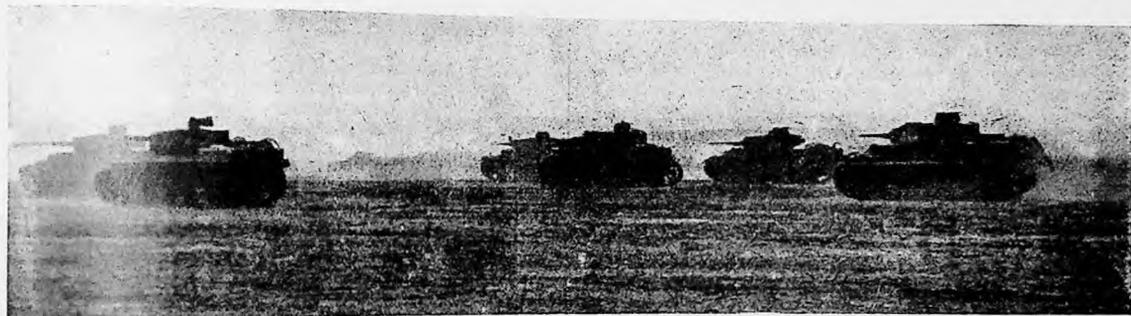
(1) Cet esprit n'est pas un produit du bolchevisme : « Ces Russes, disait Napoléon après Eylau, même quand ils sont morts, il faut qu'on les pousse pour qu'ils tombent. »

« En près de deux ans de guerre, grâce à d'énormes sacrifices et à des actes d'héroïsme extraordinaires, vous avez réussi à affaiblir la Russie de telle façon qu'elle ne peut plus constituer, au moins, pour longtemps, une menace sérieuse.

C'est pourquoi, je prétends que le CHAPITRE RUSSE PEUT ÊTRE CLOS PAR LA PAIX SI POSSIBLE — et je crois que c'est possible — ou par l'organisation d'un système de défense — important rempart oriental — que les Russes ne parviendront jamais à franchir. La raison qui m'amène à cette conclusion est que la Russie ne peut être anéantie parce qu'elle fut et qu'elle est toujours protégée par un espace si grand qu'on ne pourra jamais le conquérir ou l'occuper.

L'anéantissement de la Russie ne peut non plus advenir, à mon avis, à la suite d'une intervention assez improbable du Japon, étant donné l'énorme distance qui sépare les deux pays. IL FAUT DONC D'UNE FAÇON OU D'UNE AUTRE CLORE LE CHAPITRE RUSSE. » (1)

(1) Cité par Léonardo Simoni : Berlin, ambassade d'Italie, p. 378.



TANKS EN ACTION

(Document allemand).

## LA CAMPAGNE DE TUNISIE

### L'Axe s'empare de la Tunisie

« Nous verrons ce qui se passera en Tunisie, où doivent arriver ce soir, les premiers détachements des troupes germaniques. En Lybie, Rommel continue à se retirer précipitamment. Il y a beaucoup de frictions entre les troupes allemandes et italiennes ; à Halfaia ELLES SE SONT MEME TIRÉ DESSUS ; les Allemands ont, en effet, pris tous nos camions pour se retirer plus vite et ont planté là nos divisions, au milieu du désert où des masses d'hommes meurent littéralement de faim et de soif. »

Ciano : Journal, 12 novembre 1942.

**L**E 8 décembre, alors que le corps expéditionnaire de Tunisie comprend déjà 38.000 hommes, disposant de 140 chars lourds, de 45 chars légers et d'une importante aviation, Hitler décide de démobiliser les troupes françaises. Le général Krauss remet à l'amiral Dorrien un ultimatum, exigeant la remise de tous les bateaux, de toutes

les installations portuaires et de toutes les armes des troupes françaises avec un délai de réponse de TRENTE MINUTES

« Si vous ne croyez pouvoir accepter ces conditions ou bien si, lors de la remise des bateaux de guerre, de la résistance est opposé ou encore s'ils sont eulés, détruits ou endommagés, tous les navires, batteries et les cantonnements de troupes seront bombardés de suite par les avions allemands avec des bombes à grande puissance et attaqués par nos troupes jusqu'à complet anéantissement. Les équipages seront tués usqu'au dernier officier ou soldat. On ne fera pas de prisonniers car une résistance de la part de vos troupes, parce que les forces des armées françaises ont été dissoutes par le Maréchal Pétain, aura comme conséquence que ces mêmes troupes ne seront plus considérées comme régulières d'après les lois de la guerre.

A vous, mon Amiral, la décision. Ou bien le libre retour en France ou bien la mort. Je vous prie de me donner votre réponse dans le délai de trente minutes et aussi de prendre les dispositions nécessaires dans ce délai : faute de quoi nos actions se déclancheront automatiquement.

L'amiral Derrien qui s'est mis dans l'impossibilité de résister, accepte le diktat pour éviter un massacre.

Les 3 torpilleurs, les 9 sous-marins et les 3 avisos de la

N'oubliez pas de vous réabonner au « CRAPOUILLOT » 1949

base de Bizerte sont emmenés en Italie où ils serviront désormais contre les Alliés. (1)

Par suite des combats engagés au Maroc et en Algérie — sur l'ordre des chefs vichystes — et des tergiversations des amiraux Esteva et Derrien en Tunisie, les Alliés avaient perdu trois jours qu'ils auraient pu employer à occuper Tunis et Bizerte. Les premiers avions de l'Axe n'atterrirent en effet à Tunis que 32 heures après l'entrée des Alliés à Alger. Le meurtrier *baroud d'honneur* commandé par les Michelier et les Noguès et les fausses manœuvres des Américains eurent pour résultat de faire démolir une partie de la flotte française d'A. N. F. par les Anglo-saxons; d'en livrer une autre partie sans coup férir aux Italiens; de reculer de six mois la prise de possession de la Tunisie par les Alliés et d'entraîner une dure campagne qui coûta, aux seules troupes françaises, plus de 10.000 morts!

## L'effondrement italo-allemand

« Les restes de l'Afrika-Korps se sont laissé engager gentiment. Phénomène explicable. Se révolter, entraîner des hommes dans une bataille sans espoir, c'est bon pour des subalternes, des sans-grades, des aventuriers aux réactions primitives. Mais il y avait parmi nos captifs beaucoup trop d'officiers supérieurs. »

Saint-Roc : *Sacrée drôle de guerre ?* p. 219.



VON ARNIM

Dès le 16 novembre les Américains avaient établi le contact avec les troupes françaises de Tunisie, les 12.000 hommes sous les ordres du général Barré. L'intention d'Eisenhower était d'empêcher la jonction des troupes italo-allemandes débarquées en Tunisie et des restes de l'armée de Lybie et de l'Afrika-Korps, qui venaient d'évacuer Benghazi et retraits le long de la côte en direction de la Tunisie. Mais cette manœuvre ne put être exécutée, les troupes du colonel-général von Arnim ayant attaqué vigoureusement et repoussé aussi bien les Américains, novices au feu, que les Anglais et les Français — ces derniers équipés de façon dérisoire. Les Alliés ne purent

empêcher le 29 janvier 1943 la jonction des deux armées de l'Axe aux environs de la ligne Mareth — la ligne Maginot du Sud-Tunisien — et Rommel lui-même, avant de passer le commandement au général italien Messe, bouscula les Américains aux cols de Fald et de Kasserine, leur faisant 4.000 prisonniers et provoquant une vive émotion au Q. G. d'Alger.

Le Führer avait ordonné de tenir en Tunisie jusqu'en octobre 1943 pour permettre la mise en état de défense des côtes italiennes. Mais von Arnim ne se faisait guère d'illusions sur l'issue de la campagne : « *Qu'espère-t-on de la continuation de la guerre ?* disait-il en février à von Rahn de passage à Tunis. *Elle est déjà perdue en Afrique, sinon en Europe.* » Von Rahn lui aurait répondu :

« *La majorité du personnel diplomatique pense comme vous et estime que cette guerre est perdue depuis un an. Mais comme le gouvernement et le parti ont décidé la guerre à outrance, il ne nous reste plus qu'à obéir et à continuer. Hitler et Ribbentrop ont vainement essayé d'arriver à un accord avec l'Angleterre. Ils n'ont pas eu plus de succès avec les*

(1) Après la débâcle allemande de Tunisie, l'Amiral Derrien sera condamné par le Tribunal militaire aux travaux forcés à perpétuité, peine commuée en détention perpétuelle, soit à cause de son âge, soit par suite des menaces allemandes de fusiller Reynaud, Mandel et Blum, transmises à Alger par Laval via Lequerica (voir le tome V). Placé dans un bagne indigène parmi les condamnés de droit commun, puis transféré très malade dans une clinique, il mourut de désespoir.

Soviets. Des diplomates isolés qui, de leur propre initiative, ont cherché à entamer des négociations ont été relevés de leur poste. Comme le parti n'a plus rien à perdre et qu'il connaît le sort qui l'attend, il est résolu à la guerre totale. » (1)

### CHEZ LE BEY



« LE RÉSIDENT GÉNÉRAL FRANÇAIS, L'AMIRAL ESTEVA, TRANSMET A SON ALTESSE ROYALE LES VŒUX SINCÈRES DU MARECHAL PÉTAINE... »



« LE GÉNÉRAL VON ARNIM, COMMANDANT EN CHEF DES PUISSANCES DE L'AXE EN TUNISIE EST ACCUEILLI D'UNE MANIÈRE EXTRÊMEMENT CORDIALE PAR S. A. R. LE BEY DE TUNIS... »

(Clichés et légendes de Signal).

Le 6 mars 1943, Montgomery qui arrivait à marches forcées de Tripoli pour secourir les Américains, fut attaqué et livra une bataille défensive couronnée de succès. Rommel laissa sur le champ de bataille de Médénine 52 chars et 5.000 hommes; miné depuis des mois par la malaria, le maréchal allemand abandonna alors définitivement son commandement africain.

Le 21 mars, Montgomery prononçait sur les ouvrages fortifiés de la ligne Mareth, une première attaque qui échoua; mais cinq jours plus tard, tandis que le groupe Leclerc tournait la position ennemie, les Néo-Zélandais enfonçaient les lignes italiennes qui se repliaient derrière l'oued Akarit et s'établissaient sur un front de 11 kilomètres entre le golfe de Gabès et le grand étang du Chott-El-Djérid. Dans la nuit du 5 avril, la VIII<sup>e</sup> armée attaqua par surprise et après avoir bousculé les Italiens, prenait le contact le 8 Allemands se repliaient encore et tentaient de constituer un dernier front étiré sur 215 kilomètres du Cap Serrat à Alamein à la Tunisie, avaient perdu presque tous leurs avions

(1) Antoine Wiss : *Les plans du grand Etal-Major allemand* (Figaro, 22 août 1946).



GÉNÉRAL MESSE

— abattus en particulier par le nouveau chasseur Hurricane II D armé de 2 canons de 40 mm — et presque tous leurs tanks détruits par les avions américains « Tinopener » (« ouvreurs de boîtes de conserve »). Leurs yeux crevés, leurs blindés disparus, les axes se trouvaient de plus acculés à la mer. Les Américains, les Anglais, le 19<sup>e</sup> corps d'armée français et les gnomiers marocains au coude à coude prononcèrent l'ultime attaque le 6 mai 1943. Tunis était pris le 7 par les Anglais, Pont-du-Fahs par les Français et Bizerte par les Américains de Bradley. Du 9 au 12 mai toutes les troupes de l'Axe étaient tronçonnées et encerclées : von Arnim était fait prisonnier par les Hindous ; le général italien Messe, nommé maréchal *in extremis* — comme von Paulus à Stalingrad — remettait le 13 son épée à Montgomery, chef de la VIII<sup>e</sup> armée qui

« avait parcouru trois mille kilomètres depuis El Alamein pour être présent à l'hallali. » (1)

L'incontestable supériorité des nouveaux chars « Tigre » allemands n'avaient pu jouer parce qu'ils avaient été écrasés par l'aviation (2). Après avoir perdu 50.000 tués et 43.000 prisonniers, l'armée italo-allemande, encore forte de 248.000 hommes, se rendait tout entière aux Anglais, Américains et Français. Seuls 638 officiers et soldats parvenaient à s'échapper en avion. La campagne d'Afrique du Nord se terminait par un triomphe des Alliés.

### Esteva fêté à Vichy

L'épisode de la « Phalange Africaine » et la résistance opposée par l'amiral Esteva aux Anglo-Saxons en Tunisie.

- (1) Maréchal Montgomery : Avec la VIII<sup>e</sup> armée, p. 97.
- (2) Le major Bauer voit dans les combats de Tunisie une préfiguration des batailles de Normandie où l'aviation a nettement vaincu et écrasé les chars.

avaient pu faire croire aux Allemands à une modification de la politique française dans le sens d'une collaboration sincère. Esteva devait être la victime de cette équivoque : c'était un personnage étroit, mélange de moine et de marin, qu'une conception félicite de l'obéissance passive prosternait devant l'autorité existante. Incapable de démêler le vrai dans les ordres et contre-ordres publics et secrets d'Auphan, de Darlan et de Pétain, l'Amiral s'était borné à respecter les injonctions officielles du Maréchal. Il paraît admis aujourd'hui qu'il n'aurait pas dû agir contre les Allemands. Son acceptation de l'occupation germano-italienne devait pourtant aboutir en mai 1943 à une réception spectaculaire à Vichy et à un très compromettant témoignage de satisfaction de Herr von Ribbentrop qui le couvrait de fleurs :

« Le rapport du chargé de mission des Affaires Etrangères allemand en Tunisie m'a permis de prendre connaissance de la contribution que votre Excellence a apportée à la défense du territoire tunisien contre les envahisseurs anglo-saxons et les généraux félons. Vous avez opposé à leur attitude de trahison à l'égard de la France et de l'Europe la conduite exemplaire et loyale d'un soldat fidèle à son devoir, exécutant avec courage et honneur les consignes du Maréchal. Grâce à l'impulsion que vous avez donnée à l'administration vous avez permis une coopération sans heurts entre les différentes couches de la population et les unités germano-italiennes. VOUS AVEZ AINSI FACILITÉ AUX PUISSANCES DE L'AXE LA CONDUITE DES OPÉRATIONS. Je tiens à vous exprimer pour cette attitude les remerciements et la gratitude du gouvernement du Reich. »

C'est le point culminant des bonnes relations entre Vichy et Berlin :

« Le gouvernement de Tunis qui est arrivé en avion de Paris, accompagné de l'ambassadeur de Brinon et du ministre allemand Rahn, a été l'objet d'attentions toutes particulières. Le Maréchal a voulu par là marquer sa reconnaissance à l'amiral Esteva qui a exécuté en Tunisie tous les ordres qui lui avaient été donnés au moment de l'entrée en dissidence de l'Algérie et du Maroc, attitude qui lui vaut d'être aujourd'hui condamné à mort par le Conseil de guerre réuni à Tunis par l'ex-général Giraud. » (1)

(1) Cinquante mois d'armistice II, p. 175.

### RETOUR DE TUNIS



A VICHY, ESTEVA FUSILLÉ PAR LES PHOTOGRAPHES

# LE DUEL DE GAULLE-GIRAUD

## Première rencontre

« L'hostilité s'exerce entre les deux généraux et il parut certain que de Gaulle franchirait tous les obstacles, ferait disparaître toute opposition patiemment, comme un boa constrictor qui avale aussi bien un lapin qu'un piano, à condition de prendre son temps. »

Jean Oberlé vous parle, p. 203.



GÉNÉRAL KÖENIG

**D**EVANT la tournure prise par les événements en Afrique du Nord depuis le débarquement, de Gaulle avait senti le découragement le gagner.

« Rienôt, Noguès, Darlan, et peut-être Pétain seront à Alger, soutenus par les dollars de l'Amérique, disait-il à Soustelle. Ils paraderont dans de longues voitures... Et dans deux ans, la Revue des Deux Mondes démontrera que c'est Noguès qui a sauvé l'Empire. » (1)

Mal vu de Roosevelt, le chef des so called free French (soi-disant « Français Libres »), ne devait apprendre le débarquement qu'après que son exécution eut commencé. Mais les Anglais avaient senti le danger de la défiance américaine à l'égard de de Gaulle pour l'avenir de leur propre politique; aussi pour tempérer l'amertume du général, Churchill et Eden l'avaient-ils prié à déjeuner aux « Chequers » le 8 novembre. Rien que de Gaulle leur eût paru souvent insupportable, il n'eût pas été sage, à pareille heure, de lui donner l'impression qu'on l'abandonnait.

De son entrevue avec Churchill et Eden, de Gaulle était sorti rasséréiné. Passy apprit avec joie :

« que le Premier Ministre appuyait sans réserve le général que le gouvernement britannique continuait à considérer comme le chef unique de la Résistance française, car il fallait à tout prix éviter que celle-ci fût divisée. En outre, l'administration de Madagascar devait être confiée au Comité National quelques jours plus tard. » (2)

Churchill avait suggéré que deux représentants de la Résistance métropolitaine, Fréney et Emmanuel d'Astier de la Vigerie qui se trouvaient à Londres, fussent envoyés à Alger pour exposer à Giraud les exigences des mouvements de Résistance. Le Premier anglais, dans sa conversation avec de Gaulle avait aussi effleuré le projet d'un gouvernement provisoire dans lequel entrerait éventuellement Mandel (l'ancien ministre de l'Intérieur parvenait à communiquer avec Londres et de Gaulle venait précisément de recevoir une lettre de lui). Le général avait acquiescé.

Répondant dans un message du 11 novembre à une note où Churchill exposait ses scrupules quant à l'attitude à observer vis-à-vis des Français Libres, Roosevelt convenait sans tard : « En ce qui concerne de Gaulle, j'ai éprouvé jusqu'à présent une tranquille satisfaction à vous l'abandonner. » (3)

Le Président américain ressentait la plus vive antipathie pour « l'enfant terrible » du Premier anglais :

« De Gaulle, déclarait-il à son fils, a l'intention d'établir en France un gouvernement d'un seul homme. Je ne puis imaginer un homme qui m'inspirerait une plus grande défiance. Toute son organisation de la France libre fourmille d'espions policiers, il y a des agents qui espionnent ses propres collaborateurs. Pour lui, la liberté de parole se ramène à sa propre liberté d'agir... sans être critiqué ? Comment pourrait-on dès lors avoir une confiance entière dans les forces qui soutiennent de Gaulle ? »

La cote du général, déjà médiocre en Amérique — Stettinius lui trouvait « le caractère chatouilleux d'une grande coquette » — n'avait rien gagné à certaine mission accomplie en octobre par Philip auprès de Roosevelt pour le Comité National de Londres. Encore plus impropre à la diplomatie qu'aux Finances, le missus dominicus avait fait une impression déplorable à Washington. Ayant obtenu une audience du Président, il arriva avec un retard considérable; Roosevelt, quoique fort mécontent de cette violation des règles de la bienséance, (1) consentit à accorder un second entretien. Philip se présenta accompagné de Tixier qui sentit

« ses cheveux se dresser sur sa tête en entendant notre Commissaire national à l'Intérieur parler au Président. Ce fut... un long monologue de Philip, au cours duquel Roosevelt ne put placer un mot. Il stigmatisa avec violence et sans aucune retenue l'attitude des Etats-Unis; il hurla, vociféra, menaga presque devant le Président un peu abusard par ces débordements d'éloquence. On eût dit un posteur annonçant à l'une de ses ouailles les tourments éternels qui le quittaient s'il ne réformait pas d'urgence sa conduite indigne et scandaleuse. » (2)

Il est juste de reconnaître que Giraud ne conquit pas davantage le président des U. S. A. qui le tint, après un premier entretien, pour une vulgaire ganache : « Voilà l'homme autour duquel, à entendre Bob Murphy, les Français pourraient se rallier ! s'exclama-t-il. IL EST NUL COMME ADMINISTRATEUR ET SERAIT NUL COMME CHEF. » (3)

Le président avait dit à Cordell Hull que sa première idée, lors de la compétition Darlan-Giraud « était de mettre Darlan, Giraud et le représentant de de Gaulle seuls dans une pièce et de donner le gouvernement à celui qui en sortirait. » (4)

De Gaulle avait d'abord refusé de traiter avec Darlan, puis, après l'assassinat de l'amiral, il avait attaqué les Etats-Unis dans son appel du 2 janvier qui prétendait formuler un programme de gouvernement pour les territoires libérés d'Afrique du Nord :

« La confusion ne cesse de s'accroître en Afrique du Nord et en Afrique occidentale française, déclare-t-il. Le remède à cette situation, c'est l'établissement en Afrique du Nord et en Afrique occidentale française comme dans tous les autres territoires français d'outre-mer, d'un pouvoir central élargi, ayant pour fondement l'union nationale, pour inspiration, l'esprit de guerre et de libération, pour lois, les lois de la République, jusqu'à ce que la Nation ait fait connaître sa volonté ! Telle est la tradition de la démocratie française... Le 25 décembre dernier, d'accord

(1) Envers et contre tout, p. 460.

(2) 10 Duke Street Londres, p. 359. Les Anglo-Américains s'étaient emparés de Madagascar le mois précédent dans le dessein prétendu de prévenir une occupation japonaise.

(3) Elliott Roosevelt : Mon père m'a dit, p. 98.

(1) André Philip se fit remarquer constamment par son mépris pour certaines convenances. A Alger, ne se présentant-il pas un jour au Conseil en short — « Vous n'avez pas apporté votre cerceau ? » lui demanda de Gaulle, ironique...

(2) 10 Duke Street, p. 361.

(3) Elliott Roosevelt : Mon père m'a dit, p. 119.

(4) Cordell Hull : Les secrets de la Guerre, dans l'Intransigeant du 29 mars 1948.

avec le Comité National et avec le Conseil de défense de l'Empire, j'ai proposé au général Giraud de nous rencontrer immédiatement en territoire français pour étudier les moyens d'atteindre ce but. »

Cinq jours plus tard à Dakar, Giraud acceptait le principe d'une rencontre pour la fin du mois.

Quelques jours après son arrivée à Casablanca (18 janvier), Roosevelt envoyait un message à Cordell Hull lui expliquant sur le mode badin :

« Nous avons pu voir le fiancé, (le général Giraud) qui s'est très aimablement déclaré prêt au mariage et qui était tout disposé à agir selon nos vœux, j'en suis sûr. Mais nos amis (c'est-à-dire Churchill) n'ont pas pu amener la capricieuse fiancée (de Gaulle). Elle est montée sur ses grands chevaux lorsqu'on l'a mise au courant ; elle a déclaré qu'elle ne voulait voir aucun de nous et elle ne manifeste aucune intention de partager la couche de Giraud. Nous ferons tout ce que nous pourrons et je crois que nous arriverons quand même à quelque chose. Giraud me paraît être un homme qui désire se battre et que les questions civiles n'intéressent pas. »

Les deux généraux se rencontrèrent à Anfa, le 24 janvier 1943. Ils étaient venus en parents pauvres, chacun dans la suite de son puissant protecteur. Roosevelt et Churchill en effet s'étaient donné rendez-vous à Casablanca pour disputer du destin du Monde, et c'est au cours d'un cordial déjeuner que l'un trouva et lança l'expression : « *Capitulation sans conditions* ».

Fassy nous dit bien que son patron avait rechigné à l'entreprise, soucieux qu'il était « de ne pas faire arbitrer un problème purement français par des étrangers » ; mais finalement, mesurant combien s'avérait mythique la « grandeur » dont il se rebattait les oreilles, le général s'était résigné à l'humiliante tutelle.

On sauva les apparences avec quelques simagrées, dont Fassy nous fournit le détail :

« Churchill, pressé par Roosevelt qui ironisait sur la rétivité de son « poulain » de Gaulle, envoya à Londres un télégramme dans lequel il menaçait de rompre les relations avec le Comité National si le général ne se rendait pas à Anfa. Le Comité National se réunit pour étudier la question. Il fut convenu que de Gaulle se rendrait à l'invitation de Churchill et de Roosevelt pour entendre les suggestions qui seraient faites. » (1)

L'Américain Kenneth Pendar, lui, déclare brutalement que pour obtenir que de Gaulle se dérangeât

« on dut lui rappeler que le mouvement de la France libre DÉPENDAIT FINANCIÈREMENT de la bonne volonté du gouvernement britannique et de M. Churchill, premier ministre. Alors même, il fallut deux ou trois télégrammes de moins en moins polis pour que de Gaulle arrivât à Casablanca. » (2)

La « prima donna » qui voulait être priée, note Elliott Roosevelt, maugréa contre les honneurs qui étaient rendus par des soldats anglais et américains. Quant à Giraud, par des soldats anglais et américains. Quant à Giraud, interrogé sur ses desseins, il se réfugia dans son radotage ramollesque : « *Je veux faire la guerre, je veux faire la guerre.* »

Cordell Hull rend compte en ces termes de l'entrevue des deux généraux rivaux qui furent photographiés se serrant solennellement la main :

« La « fiancée fantôme » fit une apparition au cours des jours suivants et elle eut une longue conversation avec le « fiancé ». Cependant

(1) 10 Duke Street Londres, p. 374.

(2) Le dilemme France-États-Unis, p. 240. Elliott Roosevelt note de même : « Mon père exprima l'avis que l'Angleterre et les États-Unis devraient faire à de Gaulle des représentations énergiques et lui faire comprendre qu'à moins qu'il ne cessât de boudier et qu'il ne prît immédiatement l'avion pour Casablanca toute aide lui serait désormais retirée. »



CETTE POIGNÉE DE MAIN DE DE GAULLE A GIRAUD N'ÉTAIT QU'UNE COUVERTURE...

ces noces politiques ne furent pas conclues et de Gaulle rentra à Londres pour reprendre son offensive contre tous les éléments français qui ne s'étaient pas ralliés à son mouvement et tout particulièrement contre Giraud. » (1)

De Gaulle n'avait réussi qu'à ajouter aux préventions que le Président des U. S. A. nourrissait contre lui. Le général, si l'on en croit Pendar, s'était montré d'un égocentrisme délirant. Témoin ce dialogue que le diplomate yankee certifie exact :

« Le Président Roosevelt dit d'abord à de Gaulle que la France était militairement dans une si mauvaise position qu'elle aurait besoin d'un général du calibre de Napoléon :

— « Mais je le suis, dit de Gaulle.  
— Elle est, poursuivit le Président, dans un tel embarras financier, qu'elle a besoin d'un Colbert.

— « Mais, affirma de Gaulle avec simplicité, je suis un Colbert.  
— Enfin ajouta le Président en dissimulant sa surprise, elle est si affaiblie politiquement qu'elle a besoin d'un Clemenceau. »

De Gaulle se leva avec dignité et dit :

— « Mais je suis cet homme ! » (2)

A Pendar, qui lui demandait son avis sur le chef des Français libres, Churchill confiait :

« NOUS LE SURNOMMONS JEANNE D'ARC ET NOUS CHERCHONS LES ÉVÊQUES POUR LE BRÛLER... »

(1) Cordell Hull ; Les secrets de la guerre, dans l'Intransigeant du 23 mars 1948.

(2) Le dilemme France-États-Unis, p. 244.

## L'armée et la rivalité Giraud - de Gaulle

*« La bonhomie de Giraud était touchante. Je n'ai jamais connu un patriotisme plus fervent, ni une honnêteté aussi claire presque enfantine. Cette espèce de puerilité s'avéra néfaste à la fin, politiquement parlant. »*

Kenneth Pendar : *Le dilemme...* p. 172.

L'ARMÉE d'Afrique était demeurée profondément maréchaliste. A Giraud, le corps des officiers avait préféré Darlan qui bénéficiait encore à leurs yeux de l'investiture de Vichy. L'Amiral disparu, ils avaient consenti à reporter leur foi sur Giraud, mais sans rien renier de leur attachement au Maréchal. Quant à de Gaulle sa cote était très faible : et Pétain avait sans doute raison de dire que s'il « s'était présenté avec les Alliés, toute l'armée d'Afrique se fût opposée au débarquement. » (1)

Le développement des opérations en Tunisie amenait en Afrique du Nord des troupes nombreuses et les grands chefs candidats au pouvoir tentaient de se constituer une garde prétorienne en se disputant à prix d'or les mercenaires qui proposaient leurs services. Le bâtonnier Paul Buttin nous restitue ainsi la physionomie d'Alger en 1943 :

*« La rivalité entre les divers corps de troupes français augmentait le pillorifique. Les régiments, suivant qu'ils étaient fidèles aux généraux Leclerc, de Gaulle ou Giraud, se livraient à une intense propagande de recrutement. Les soldats désertaient d'un corps de troupe pour passer à un autre, attirés par une solde plus forte ou attirés par le nom d'un chef. »*

*« La nuit, les rues d'Alger étaient moins que tranquilles. Les soldats noirs américains y ont laissé de mauvais souvenirs. Les agressions se multipliaient. »* (2)

D'après Pendar, vers la fin du printemps 1943 les effectifs

(1) M. Martin du Gard : *Chronique de Vichy*, p. 308.

(2) *Le Procès Pucheu*, p. 49.

gaullistes ne dépassaient pas 15 000 hommes tandis que l'armée Giraud était forte de 125.000 soldats.

Au lendemain du débarquement, les gaullistes avaient créé un « corps franc » sous la direction du général de Montcabelt. L'opération permit de diriger rapidement vers le front tunisien la plupart des jeunes gens qui avaient participé aux journées de novembre. Le général Noguès, cynique, déclarait à ce sujet : « Ce corps franc d'Afrique pourrait devenir un excellent four crématoire pour gaullistes » (1) et il affectait aux recrues dudit corps « un camp de la région de Taza sur lequel il les faisait diriger par wagons à bestiaux sous l'œil vigilant de Sénégalais armés jusqu'aux dents... » (2)

Le racolage des troupes ne s'opérait pas qu'en Afrique du Nord. A New-York et Philadelphie les comités gaullistes tentaient de débaucher les équipages du *Richelieu* et du *Montcalm* (c'est à cette occasion que Kérislin rompit avec de Gaulle) et le secrétaire d'Etat à la Marine américaine se vit obligé de publier une déclaration officielle sommant les matelots français de rester à leurs postes « sous peine d'être traités comme des étrangers rentrés aux Etats-Unis sans passeport ».

Dans l'âpre concurrence qui jetait l'un contre l'autre les deux factions, le général gaulliste Catroux serait allé jusqu'à avertir les Alliés que « l'armée Giraud était une armée fasciste qui menaçait les arrières des Américains et des Anglais » (3) et le « bobard » fut même propagé que « Giraud était en réalité un pro-allemand et que son évacuation de Koentzstein en Allemagne était un complot allemand. » (4) Giraud laisse aussi entendre qu'il fut victime d'un attentat perpétré par ses ennemis gaullistes. (5)

(1) & (2) Cf Jacques Abtey : *La guerre secrète de Joséphine Baker*, p. 159.

(3) Louis Rougier : *De Gaulle contre de Gaulle*, p. 84.

(4) K. Pendar : *Le dilemme...* p. 309.

(5) Dans une polémique née de la publication des souvenirs de J. Soustelle dans *Carrefour*, le général Giraud s'est exprimé ainsi : « ... y compris l'attentat dirigé contre moi et qui a moins bien réussi que certains ne l'espéraient, M. le Directeur des Services (Soustelle) a certainement des lueurs sur tout cela... » (*Carrefour*, 30 avril 1947).

## CHUTE DE MUSSOLINI

*« Dans tous les combats que nous avons livrés ensemble, nous n'avons pas eu un seul échec ; nous avons réussi toutes nos entreprises. Je sais que cela est dû au sens du devoir, à la chaleureuse collaboration de chaque officier et soldat bien plus qu'à tout ce que j'ai pu faire moi-même. »*

Montgomery : *Message personnel*, à lire à toutes les troupes.

### Campagne de Sicile



HUBE, le général manchot

Au moment où l'Italie s'attend à être envahie, quels effectifs peut-elle opposer à l'invasion alliée ? Elle a perdu le meilleur de son aviation et une grande partie de sa flotte : 13 croiseurs, 75 torpilleurs, 72 sous-marins. Trois armées italiennes ont été successivement anéanties en Afrique du Nord. La 8<sup>e</sup> armée du général Gariboldi a laissé dans les steppes russes la totalité de son matériel et les trois-quarts de ses hommes. L'Italie a perdu au combat 35 de ses divisions, soit le tiers

de ses forces et un autre tiers est employé à l'occupation de ses « conquêtes » en Croatie, au Monténégro, en Albanie, en Grèce, en mer Egée, en France, à savoir 36 divisions qui ne peuvent être rappelées sans crainte de soulèvements et de massacres.

Pour la défense de la Sicile, de la Sardaigne et de la « botte », le chef d'état-major Ambrosio ne dispose donc que d'une trentaine de divisions actives, plus une vingtaine de divisions « côtières ». Le moral de l'infanterie est peu brillant : officiers et soldats détestent « l'allié allemand ».

*« L'officier n'oubliait pas, écrit le major Bauer, comment Rommel avait abandonné en plein désert, ses camarades de combat, en leur due la bataille du Don qu'en gare de Millerovo, les Allemands avaient vidés les trains sanitaires italiens des blessés de la 8<sup>e</sup> armée pour y entasser leur matériel et leur butin et les avaient froidement abandonnés sur le ballast par 30 degrés sous zéro. »*

Le général Guzzoni, chargé de la défense de la Sicile, a sous ses ordres 10.000 officiers et 220.000 soldats et sous-



lini, qui s'abusait candidement sur sa position, se borna à répondre :

« *Tranquillisez-vous. Tant qu'il s'agit du Roi, je suis parfaitement à l'aise. Je l'ai vu une nouvelle fois ce matin, et c'est avec un sourire affectueux, presque paternel qu'il m'a pris l'épaule et m'a dit : « — Mon cher Mussolini, ce sont de sombres moments pour vous. Mais soyez persuadé que vous avez un ami en moi, un véritable ami. Et si, l'hypothèse est absurde, tout le monde vous abandonnait, je serais le dernier à le faire. Je sais trop ce que le peuple italien et la Maison de Savoie vous doivent. »* (1)



LA PETACCI  
LA JOLIE MAÎTRESSE DE MUSSOLINI

« *Le duc et sa Savoie sont pleins de précipices* » a dit Victor Hugo... En fait, la famille royale avait depuis longtemps pris contact avec Badoglio, en vue d'un coup d'État éventuel. Le maréchal italien eut d'abord une entrevue au Quirinal avec le Roi qui l'écouta parler, mais ne prit aucun engagement ferme.

« *Par contre, la princesse héritière s'agitait et insistait pour obtenir une solution rapide. En 1942, je m'étais entretenu avec elle aux environs de Cogné, non sans avoir pris d'innombrables précautions pour que rien n'en transpirât. La princesse, douée d'une vive intelligence, et parfaitement informée de la situation, me poussait à prendre des décisions énergiques. Nous eûmes par la suite de nombreuses conversations à Rome, en nous entourant de toutes les précautions, car on nous surveillait. Nous traitions toujours du même thème mais les difficultés restaient insurmontables. Comment pouvais-je, sans une organisation spéciale, surprendre et renverser le gouvernement !*

*Je pris ensuite contact avec le ministre de la Maison Royale, qui avait été quelques temps mon officier d'ordonnance quand j'étais lieutenant. Le duc d'Aquarone me déclara que sa Majesté avait maintenant pris son parti d'un renversement de la situation. »* (2)

(1) *Les mémoires de Farinacci (Europe-Amérique, 24 juillet 1947).*

(2) *L'Italie dans la guerre mondiale, p. 63-64.*

L'« ordre du jour » Grandi, sur lequel le Grand Conseil fasciste devait voter le 24 juillet 1943, circulait sous le manteau. Scorza en avait soumis le texte au Duce qui l'avait qualifié de « lâche et d'inacceptable ». (1) Toutefois, s'exprimant sur les projets prêtés aux conjurés, Mussolini avait paru ne pas les prendre au sérieux, traitant les allégations de Scorza, de « roman jaune ». (2)

Le 24 juillet, à 17 heures, le Grand Conseil fasciste se réunissait au Palais de Venise. Willy Sperco rapporte à ce sujet :

« *On a dit que les membres du Conseil étaient tous armés. On a raconté que Grandi qui n'était pas sûr de sortir vivant de la séance s'était confessé la veille et avait communiqué le matin même. »* (3)

Mussolini précise dans ses souvenirs qu'ils étaient tous en uniforme : saharienne noire !

Le Duce ouvrit la séance et après avoir analysé avec beaucoup d'objectivité sa propre situation, déclara :

« *En ce moment je suis certainement l'homme le plus détesté ou le plus haï d'Italie, ce qui est parfaitement logique de la part des masses ignares, souffrantes, ayant subi des dommages de guerre, sous-alimentées, assujetties à la terrible usure physique et morale des bombardements « libérateurs » et aux suggestions de la propagande ennemie. »*

Puis il tourna le feu de sa critique contre Badoglio, citant avec astuce des textes d'une parfaite platitude ou le duc d'Addis-Abeba l'assurait d'une « dévotion illimitée ».

Grandi développa ensuite sa philippique, s'avisant — un peu tard — de l'ignominie du fascisme :

« *Tu nous as imposé une dictature historiquement immorale. Tu as graduellement jour après jour, supprimé nos libertés et violé notre droit. Tu as étouffé pendant des années nos individualités sous cette funèbre casaque. »* (4)

Ciano — allié à Grandi — étala enfin son ressentiment contre une politique étrangère qui n'avait jamais eu son adhésion :

« *Le Führer est un homme étrange et mystique, mais il a à ses côtés un état-major célèbre qui nous haït d'une manière tenace depuis le 24 mai 1915 et peut-être même depuis 1866. Il a auprès de lui von Ribbentrop qui rêve à un bloc franco-allemand, même à notre détriment. Car von Ribbentrop sait très bien que le Duce, obligé par les Puissances occidentales à soutenir Hitler, aurait de loin préféré être le promoteur d'un bloc latin unissant la France, l'Espagne et l'Italie pour la défense de la liberté méditerranéenne. »* (5)

Au sortir de la réunion, le général Tringali-Casanova, de la Milice fasciste, aurait dit à Ciano : « — *Jeune homme, tu paieras de ton sang ton action de ce soir. »* (6)

L'ordre du jour de Grandi concluait sur un appel à la Couronne :

« *Le Grand Conseil du Fascisme... invite le gouvernement à prier Sa Majesté le Roi, vers lequel se tourne, fidèle et constant le cœur de toute la Nation, de bien vouloir, pour l'honneur et le salut de la Patrie, assumer avec le commandement effectif des forces armées de Terre, de Mer et de l'Air suivant l'article 5 du Statut du Royaume, la suprême initiative de décisions que nos institutions lui attribuent et qui ont toujours été, dans toute notre histoire nationale, l'héritage glorieux de notre auguste destinée de Savoie. »*

Il recueillit 19 voix contre 7. La plupart des plus anciens dignitaires avaient voté avec Grandi et Ciano, à savoir

(1) *Histoire d'une année, p. 72-76. Farinacci : Mémoires.*

(2) Les romans policiers paraissaient obligatoirement en Italie sous couverture jaune, d'où l'expression (Cf *Histoire d'une année, p. 72*).

(3) *L'éroulement d'une dictature, p. 107. (4) p. 111 (6) p. 115,*

(5) *Farinacci : Mémoires (Europe-Amérique, 31 juillet 1947).*

le maréchal à barbiche de Bono, héros de la Marche sur Rome, de Vecchi, Federzoni, Rossoni, Bottai, Alfieri, Bastianini, Marinelli. S'étaient rangés autour du Duce : Scorza, Buffarini, Biggini, Polverelli, Tringali, Prattari et Galbiati.

Quant au germanophile délirant Farinacci il vota pour son ordre du jour personnel qui réclamait un resserrement des relations italo-allemandes alors que Ciano et Alfieri déclaraient que l'Italie devait se retirer de la guerre de la manière la plus avantageuse possible ! (1)

Mussolini termina lui-même le débat en déclarant : « Vous avez provoqué la crise du régime. La séance est levée. »

Le Thermidor mussolinien s'acheva sans que le Duce esquissât contre ses collègues du Grand Conseil la moindre tentative de rébellion. Cet apologiste frénétique de la violence ne cherchait-il pas, le lendemain, des arguties juridiques pour prouver que le vote n'avait pas valeur constitutionnelle ? Et pourtant Mussolini avait encore dans la main les cadres aussi bien du Parti que de la Milice et Grandi, en dépit de son triomphe, avait cru sage de ne pas reparaitre à son domicile...

Cette journée du 25 juillet allait consommer la ruine du Duce. A midi, le général Ambrosio, chef de l'état-major de l'armée, mandait le général Cérica, commandant des carabinieri et lui intimait, au nom du Roi, l'ordre d'arrêter le Duce dans l'après-midi.

Vers 17 heures, Mussolini se présentait à la Villa Adda, où résidait Victor-Emmanuel :

« Il avait, dit Sperco, un costume d'été bleu noir, un chapeau marron fripé. Sa suite, composée de cent trente hommes armés transportés en autocar, se rangea le long du trottoir de la via Salaria. Ces gardes ne se doutaient de rien : ils savaient vaguement que la veille, le Grand Conseil s'était réuni et que le Duce allait sortir tranquille et satisfait d'un de ses nombreux entretiens avec le Roi. »

Or, le petit roi invitait sur-le-champ Mussolini à donner sa démission et lui annonçait que Badoglio prenait sa succession, sans l'avertir du sort qui l'attendait.

Comme il regagnait sa voiture un officier surgissant devant lui, l'assura qu'il avait mission de le protéger et le conduisit dans une caserne de carabinieri.

Ce soir-là, Farinacci que ses ennemis appelaient « le Gauleiter » se rendit à l'ambassade d'Allemagne et apostropha avec véhémence von Mackensen, lui révélant que le Duce avait mystérieusement disparu. « Il est certain qu'après tous les avertissements que j'ai donnés, même à vous autres, Allemands, vous vous êtes laissés surprendre comme de parfaits imbeciles. » (2)

Farinacci propose de prendre le commandement de la division loyale « M » cantonnée à Tivoli, de rentrer à sa tête dans Rome, d'arrêter les membres de la Maison Royale ainsi que Badoglio et de délivrer Mussolini. Mais von Mackensen n'accepte pas cette intervention :

« Jamais ! Jamais ! Je dois maintenir des relations normales avec l'allié de mon gouvernement. Cet allié est le gouvernement légitime de l'Italie. Je suis ambassadeur du Reich, accrédité auprès du roi d'Italie et je n'ai pas connaissance d'un acte illégal qu'aurait perpétré le Roi. Seul un chef de gouvernement a quitté son poste. Il y en a un autre et cet autre est notre allié ! » (3)

Et l'ambassadeur envoie par avion au Quartier Général du Führer Farinacci qui, pour éviter d'être arrêté, se costume en colonel de S. S.

Le 26 au soir, des policiers transféraient le Duce déchu à Gaète dans le golfe de Naples et l'embarquaient sur la corvette *Perséphone* à destination de l'île de Ponza, dans

laquelle le nouveau prisonnier avait lui-même fait déporter des milliers d'antifascistes. Mais le nouveau gouvernement romain n'estimant pas le lieu assez sûr, le 7 août la « *Panthère* », un vieux contre-torpilleur français dont les Italiens s'étaient emparés à Toulon, amenait Benito à la Maddalena, « l'île la plus aride et la plus solitaire de toutes celles qui entourent, au nord, la Sardaigne ». C'est dans ce séjour que parvint au Duce le fameux cadeau du Führer : une édition des œuvres complètes de Nietzsche en 24 volumes, avec dédicace autographe. Mais à la suite du survol de l'île par un avion allemand, Mussolini, le 28, était emporté par un appareil de la Croix-Rouge qui le déposait au bord du lac Bracciano aux environs de Rome, d'où une voiture ambulance le conduisit au Gran Sasso, à plus de 2.000 mètres d'altitude, dans l'Apennin.

## L'enlèvement du Gran Sasso

« Si ému que je sois, humainement parlant, de la libération du Duce, je n'en suis pas moins sceptique quant à ses avantages politiques. Tant que le Duce n'était pas là, nous avions la possibilité de faire table rase en Italie. En prenant prétexte de la colossale trahison de Badoglio, nous pouvions résoudre à notre gré et sans nous faire de scrupules les problèmes pendants avec l'Italie. Je songeais qu'outre le Tyrol du Sud, nous pourrions éventuellement annexer la Vénétie. Ce ne sera guère possible si le Duce joue de nouveau un rôle politique. Nous aurons déjà les plus grandes difficultés à faire valoir nos prétentions sur le Tyrol du Sud. »

Gœbbels (12 septembre 1943).



SKORZENY, LE S. S.  
LIBÉRATEUR DE MUSSOLINI

Si l'on en croit Gœbbels, le S. D. avait retrouvé la trace de Mussolini à l'île Maddalena, mais le nouveau transfert les avait laissés quelque temps dans l'inconnu. A telle enseigne, que le 10 septembre encore, soit l'avant-veille de l'enlèvement, le maître tout-puissant de l'Information ne pouvait que bâtir des hypothèses comme un infime journaliste :

« Certaines nouvelles affirment que le Duce aurait été livré aux Anglais ou aux Américains. Je puis me représenter que les Italiens fassent en sorte qu'il tombe entre les mains de l'ennemi. Mais qu'ils le livrent officiellement, ce serait le comble ! Jamais on n'aurait vu ça dans l'histoire d'un pays en guerre. Selon certaines informations, le Duce aurait déjà été transféré en Afrique du Nord et il serait prochainement traîné devant un tribunal international. »

La question de la livraison de Mussolini aux Alliés avait été effectivement débattue. Winston Churchill l'a dit dans son discours du 22 septembre 1943, à la Chambre des Communes : « La capitulation inconditionnelle... prévoyait non seulement en deuxième lieu, et d'une façon spéciale, la livraison des criminels de guerre, mais il y avait une stipulation particulière pour la livraison du sieur Mussolini. »

Le gouvernement de Washington aurait insisté pour que l'ex-dictateur lui fût remis. Le journaliste suisse Paul Gentizon qui prit une interview de Mussolini après son évasion du Gran Sasso raconte à ce propos :

« D'après certaines dépêches, le maire de New-York, La Guardia, aurait proposé d'organiser à travers les rues de la ville un « cortège triomphal » composé du Duce, de divers généraux italiens et de certains

(1) Mussolini, au cours du débat, avait révélé que s'il décida d'entrer dans la guerre le 10 juin 1941 « ce fut sous la pression de Victor-Emmanuel ». (cf. : *Mémoires de Farinacci : Europe-Amérique* 7 août, 1947).

(2) & (3) *Mémoires de Farinacci, Europe-Amérique*, 21 août 1947.



LE FÜHRER FÉLICITE MUSSOLINI, ÉVADE PUBLIC N° 1

dirigeants fascistes. La Paramount aurait fait une offre d'un million de dollars et la Goldwyn Mayer de trois millions de dollars pour avoir le droit d'exhiber Mussolini. » (1)

Dans son discours, Churchill avait également révélé que « les carabiniers de la garde avaient l'ordre de tuer Mussolini en cas d'une tentative quelconque de le libérer ». Ce détail ravira Goebbels et le Führer qui y verront une raison de plus pour que Mussolini reste attaché à leur char :

« En révélant qu'il avait exigé que le Duce soit livré aux Alliés et que les carabiniers avaient l'ordre de tuer le Duce au cas où les Allemands tenteraient de le libérer, Churchill nous a rendu un service qui vaut son pesant d'or. Le Führer est enchanté, car il croit que le Duce n'a plus aucune possibilité de traiter avec l'adversaire; en le faisant il mettrait sa vie en jeu. »

Ce n'est que quatre jours après l'armistice signé par Badoglio que les Allemands parvinrent à délivrer Mussolini. Goebbels exulta :

« Au début de la soirée, nous recevons l'heureuse nouvelle qu'à la suite d'un coup de main, nous avons réussi à libérer le Duce. Le mérite de cet exploit héroïque revient au S. D., aux troupes de parachutistes de Student et aux Waffen S. S. »

L'entreprise avait été réalisée par le capitaine Skorzeny, une célébrité de la Waffen S. S. Dix-huit hommes du S. D. et des S. S. avaient été désignés pour exécuter l'enlèvement du Duce. Skorzeny avait auparavant survolé les parages et prit de nombreux clichés. Selon Gentizon, le sauveur de Mussolini a fourni lui-même les détails de son exploit :

« Les avions piquèrent d'une hauteur de 4.500 mètres. Le danger d'atterrissage ressort du fait que l'étendue disponible devant l'hôtel était fort exigüe et se terminait par de véritables précipices. Tous les participants remplirent admirablement leur tâche. Chacun, sans commandement et par simple décision personnelle, fit ce que la situation imposait. Aussitôt après avoir pris contact avec le sol, les aviateurs mirent leurs mitrailleuses en position. Pendant ce temps, le capitaine Skorzeny, accompagné de deux hommes, pénétra dans l'hôtel par derrière et à coups de crosse de pistolets, détruisait la station de radio. Puis revenant devant la maison, il se heurta aux carabiniers dispersés en désordre autour du perron. Les menaçant de son arme, il leur dit :

« Mani in alto » (mains en haut). Au même moment il aperçut Mussolini à la fenêtre de sa chambre et lui cria : « Duce, attention, ne restez pas à la fenêtre ! » Lorsque tout danger fut passé, il monta jusqu'à la chambre de celui qu'il était venu libérer et s'annonça : « Duce, le Führer m'envoie pour vous sauver. Vous êtes maintenant sous ma protection. J'espère que tout réussira. » Sans mot dire, Mussolini se dirigea vers lui, l'entoura de ses bras, très ému. Puis il déclara : « J'avais le pressentiment et n'ai jamais douté que le Führer ferait tout pour m'arracher à ma prison. » La bataille du Gran Sasso ne coûta pas un coup de feu. Elle n'en fut pas moins l'une des plus étonnantes de la guerre et ses conséquences furent considérables. Plusieurs parachutistes perdirent leur vie en tombant dans les gorges de la montagne. L'un d'eux qui avait été blessé fut abordé par le Duce qui lui serra la main et le remercia en le qualifiant de camarade. A la fin de l'opération, le commandant des carabiniers italiens se présenta au capitaine Skorzeny en tenant un verre de vin rouge. Il l'offrit à l'officier allemand avec ces mots : « Au vainqueur ! » (1)

Mussolini, de son côté, retrace ainsi l'événement :

« L'élément de surprise joua un rôle important. C'était au début de l'après-midi, peu après deux heures. J'étais à la fenêtre de ma chambre lorsque les avions allemands percèrent les nuages en piqué. Immédiatement je compris qu'on tentait de me délivrer. Sous mes yeux, devant l'hôtel, je voyais les carabiniers et les policiers qui s'agitaient déjà. L'heure était décisive. Une mêlée pouvait éclater et dans ce cas, probablement j'aurais perdu la vie. Je me penchai donc et criai de toutes mes forces : « Ne bougez pas... ne faites rien... tout est fini... »

Churchill expliquera que les carabiniers avaient manqué à leur devoir « à cause de la prépondérance des forces allemandes descendues du haut des airs, forces qui les auraient tenus pour responsables de la santé et de la vie du prisonnier. »

Du Gran Sasso, Skorzeny ramena Mussolini à Rome, puis il fut acheminé sur Vienne et Munich où l'attendait sa fille Edda Ciano.

Quelques jours après, le Duce rencontre Hitler. Celui-ci trouve un Mussolini malade et fatigué et qui ne nourrit pas le dessein furieux de représailles que désiraient les Allemands. La déception du Führer enchante Goebbels, qui déteste les Italiens tout autant que les Français :

« Le Führer est extrêmement déçu de l'attitude du Duce. J'en suis

(1) En écoutant Mussolini, dans le Mois Suisse de mars 1944.

(1) En écoutant Mussolini, dans le Mois suisse de mars 1944.

enchanté. Je craignais que l'entrevue entre le Führer et le Duce ne ressoudât fortement leur amitié, ce qui eût pu nous créer de très grandes difficultés politiques. Mais ce n'est pas le cas, au contraire, je n'ai jamais vu le Führer aussi déçu du Duce que cette fois. Le Führer reconnaît maintenant que l'Italie n'était pas une grande puissance, qu'elle n'en est pas une aujourd'hui et qu'elle n'en sera pas à l'avenir. L'Italie a abdiqué en tant que peuple et que nation. C'est conforme aux lois de la nature et aux principes de justice de l'évolution historique.»

## INTIMITÉ



ADOLF ET EVA

**Badoglio et son armistice**

« Il est intéressant de voir comment on s'efforce, à Vichy, de comparer la capitulation italienne avec la française et de tirer moralement parti de ce parallèle. Les Français et les Italiens se battent pour savoir qui s'est conduit le plus lâchement et qui a le plus sali son honneur. Il n'est pas douteux que dans cette lutte, les Italiens remportent la palme.»

Gœbbels : *Journal* (14 septembre 1943).

« J'entrevois la fin de cette sanglante connerie. »  
R. Stéphane : *Chaque homme...* p. 236.

Au lendemain de la chute de Mussolini, les Allemands témoignèrent d'une grande inquiétude. Le *Journal* de Gœbbels nous montre Himmler, Bormann et Goering conférant au Quartier Général du Führer. Dès le 27 juillet, Hitler tirait assez sagacement la leçon de l'événement :

« Il va de soi qu'en dernière analyse cette crise est dirigée contre l'Allemagne. On voudrait faire sortir l'Italie de la guerre pour mettre ainsi le Reich dans une situation des plus périlleuses. Pour le Führer il n'est pas douteux que les Anglais et les Américains agissent dans

les coulisses. Il est persuadé que Badoglio a pris contact avec l'ennemi avant de franchir ce pas décisif. Quand il déclare que la guerre continue, cela ne signifie rien de tout. Il ne pouvait rien dire d'autre car toute déclaration inverse eût provoqué l'intervention de la Wehrmacht et l'Italie serait devenue quant même un théâtre d'opérations, ce qu'elle voudrait maintenant éviter à tout prix. Les Anglais attendraient l'occasion la plus favorable et l'heure la plus propice pour débarquer si possible à Gênes, afin d'isoler les formations allemandes stationnées en Italie méridionale. Il importerait donc de les devancer.» (1)

Et Hitler envisage de frapper un grand coup : une division de parachutistes stationnée dans le midi de la France occuperait Rome, arrêterait le Roi et toute sa famille, ainsi que Badoglio, et les transférerait à Berlin.

En prenant le pouvoir le 25 juillet, le maréchal Badoglio avait protesté de son désir de continuer la lutte aux côtés des Allemands. Recevant le 27 l'ambassadeur Mackensen et le maréchal Kesselring, il leur avait prodigué des assurances. Le militaire avait paru s'y laisser prendre et Gœbbels, colérique, tançait la myopie politique des généraux :

« Tard dans l'après-midi, Badoglio a reçu Kesselring, qui a rapporté une impression favorable de cette entrevue. Il croit que Badoglio a effectivement l'intention de poursuivre la guerre avec tous les moyens dont dispose l'Italie. Mais il est clair que Kesselring s'est laissé mettre dedans par une mise en scène bien préparée. Les généraux sont à l'ordinaire beaucoup trop ignorants en politique pour discerner les dessous d'une telle mise en scène. Quoi qu'il en soit, Kesselring est persuadé que pour l'heure nous n'avons pas lieu de nous faire trop de soucis.»

Deux partis divisent l'état-major du Führer. Les uns inclineraient à des mesures rapides, d'autres, dont Rommel, croient pouvoir temporiser.

Des questions de préséances entre maréchaux compliquent encore le problème :

« La grande question qui s'est posée à nous durant la conférence au grand quartier-général du Führer est la suivante : devons-nous préparer jusque dans les moindres détails les mesures que nous projetons contre la clique de Badoglio et en réponse à la trahison de l'Italie — ce qui prendrait en tout cas une semaine — ou bien est-il nécessaire au contraire d'agir vite et en improvisant ! Le Führer préférerait naturellement obtenir le plus rapidement possible des résultats tangibles et il a raison. En Italie la situation n'est pas encore assez consolidée pour que nous ne puissions pas la retourner en frappant un grand coup à l'improviste. Rommel, en revanche, en sa qualité de soldat expérimenté se montre plus réservé sur nos chances de succès. Il penche pour une intervention longuement mûrie, qui nous mènerait plus sûrement au but. Le Führer donne à Rommel la haute main sur les mesures que l'O. K. W. va devoir prendre en Italie. Keitel et Jodl font des pieds et des mains pour empêcher que Rommel ne prenne en même temps le commandement suprême de nos troupes se battant en Sicile. Ils ne voudraient pas que Rommel reçût de pouvoir et trop de troupes parce qu'ils sont jaloux de lui. Mais ce n'est pas une raison pour ne pas faire le nécessaire ; aussi le Führer décide-t-il d'accorder à Rommel le commandement suprême de toutes nos troupes stationnées en Italie.»

Dès le 26 juillet, de nombreuses troupes allemandes avaient fait irruption en Italie, se répandant successivement en Ligurie, dans le Frioul, en Emilie, en Romagne, et en Toscane. « L'Allemagne jetait le masque, écrit Badoglio, et se hâtait de prendre les dispositions propres à lui garantir la possession de la vallée de Padoue. » (2)

Le maréchal, auquel le Führer avait refusé une entrevue, (3) entendait tenir les Allemands en suspens pendant qu'il entrerait en relations avec les Anglo-Américains.

Nommé ministre des Affaires Etrangères, le baron Gua-

(1) *Journal* de Gœbbels. (*Tribune de Genève*, du 8 juillet 1948).

(2) *L'Italie dans la guerre mondiale*, p. 89.

(3) *L'Italie dans la guerre mondiale*. Le Maréchal avait demandé que l'entrevue ait lieu en Italie, car, dit-il : « J'étais sûr que si j'avais été en Allemagne, je n'en serais jamais revenu. »

riglia, ambassadeur à Ankara, s'était ouvert à demi-mot, le 28 juillet, au ministre turc Menemendjoglou du « changement de route » que prendrait sous peu la politique italienne. Arrivé à Rome, Guariglia prit des contacts avec l'ambassadeur de Grande-Bretagne et le chargé d'affaires des U. S. A. auprès du Saint-Siège, mais ces diplomates ne possédaient pas de chiffre secret pour communiquer avec leurs gouvernements. Le 1<sup>er</sup> août un revirement de Hitler vient rendre plus difficile la réalisation des projets Badoglio-Guariglia. Le Führer, en effet, accepte subitement de rencontrer Badoglio le 6 à Tarvisio. Comment accepter sans susciter la méfiance des Alliés ? C'est alors que Badoglio et Guariglia tombent d'accord sur ce programme, chef-d'œuvre du double jeu (Pétain et ses conseillers se révélaient des enfants auprès du maréchal italien !) :

« Il fut décidé : 1° que, le lendemain, un fonctionnaire des Affaires Etrangères partirait pour Lisbonne afin de notifier aux gouvernements alliés nos intentions. Cet émissaire expliquerait notre adhésion à l'offre d'une conférence à Tarvisio destinée à endormir les soupçons croissants de l'Allemagne et à nous faire évaluer des mesures plus rigoureuses encore. (La communication de notre envoyé fut transmise aux gouvernements de Londres et de Washington le 4, d'après l'affirmation du ministre anglais à Lisbonne.)

2° que nous enverrions à Tanger avec charge de ministre un fonctionnaire des Affaires Etrangères qui ferait des communications analogues au ministre de Grande-Bretagne dans cette ville.

3° qu'une mission militaire, chargée de conclure un armistice utiliserait le train diplomatique qui devait partir le 12 à destination de Lisbonne pour y transporter les personnalités diplomatiques des Affaires Etrangères.

Pour cette dernière mission, le général Ambrosio proposa le général Castellano auquel fut adjoint le docteur Montanari, fonctionnaire des Affaires Etrangères, choisi pour sa parfaite connaissance de la langue anglaise. » (1)

Le 6 août, Badoglio rencontrait Hitler, comme prévu et si l'entrevue n'avait pas de conséquences, les Allemands n'en sortaient pas avec le sentiment que le maréchal était en passe de les jouer supérieurement.

Le 13 août, les émissaires de Badoglio rencontraient à Madrid Samuel Hoare, mais l'ambassadeur de Grande-Bretagne n'avait pas qualité pour prononcer sur leurs propositions. Il ne pouvait qu'en référer à Londres. Les envoyés italiens, reprirent alors la route de Lisbonne, but prétendu de leur voyage officiel — ils étaient censés accueillir une mission italienne retour du Chili. Mais dans la capitale

portugaise, ils eurent le loisir de prendre un nouveau contact avec l'ambassadeur britannique Ronald Campbell. Le général Eisenhower, prévenu, dépêchait son chef d'état-major Bedell Smith. Un projet d'armistice fut alors débattu et on convint que la radio italienne diffuserait un certain message dans les journées des 28 et 29 août, pour indiquer que les conditions étaient acceptées. Mais aux dates dites, la diffusion attendue ne se produisit pas...

Une nouvelle mission italienne débarquait bientôt au Portugal, menée par le général Carton de Wiart, un prisonnier anglais qui avait été rendu à la liberté pour la circonstance par le gouvernement de Badoglio. Craignant que la première équipe n'ait pu accomplir sa mission, le maréchal avait cru expédient d'en envoyer une seconde. En fait le général Castellano avait pu regagner Rome porteur des conditions du général Eisenhower. Les pourparlers traînèrent encore quelques jours, Badoglio ne trouvant pas sa position militaire assez favorable pour accepter le plan américain et requérant des Alliés un débarquement massif avec quinze divisions au moins.

C'est en Sicile que se déroulèrent les dernières négociations. Le 3 septembre, l'armistice était signé, mais il ne devait être rendu public que le 8.

Quelques heures avant que l'armistice fût connu officiellement, Victor-Emmanuel recevait le ministre allemand von Rahn, venu lui présenter ses lettres de créance et l'assurant de sa fidélité à l'axe. Laissons à Goebbels le soin de conclure :

« Au cours de cette entrevue Rahn a posé au Roi une série de questions délicates auxquelles ce dernier a répondu tantôt évasivement, tantôt avec beaucoup d'aplomb. Le Roi a affirmé que l'Italie resterait fidèle à l'Axe et qu'en aucun cas elle ne nous laisserait compagnie. Deux jours auparavant Badoglio avait certifié la même chose à Rahn. Il avait même donné à Rahn SA PAROLE D'OFFICIER ET DE GÉNÉRAL à ce propos. On sait maintenant à quoi s'en tenir au sujet de la parole d'un général italien.

« La nouvelle de la trahison italienne nous est parvenue par l'intermédiaire de Radio-Londres ; c'est là sans doute un événement sans précédent dans l'Histoire. Comme nous le soupçonnions, les négociations de capitulation se déroulaient depuis longtemps et elles ont abouti le 3 septembre déjà. Les Anglais avaient insisté pour que leur publication fût retardée jusqu'au moment où elles auraient leur plus grand effet politique. Ainsi s'explique pourquoi les troupes italiennes n'ont guère offert de résistance en Calabre.

« LE VRAI TRAITRE PARMİ TOUTE LA CLIQUE ENNEMIE ITALIENNE, C'EST BADOGLIO. IL A PRÉPARÉ DE LONGUE MAIN AUSSI BIEN LA CHUTE DU DUCE QUE LES NÉGOCIATIONS DE CAPITULATION AVEC L'INTENTION ÉVI-DENTE DE NOUS METTRE DEDANS. »

(1), *L'Italie dans la guerre mondiale*, p. 101.



Si le communisme représente la démocratie de demain, les chrétiens doivent-ils se refuser à y entrer sous prétexte qu'il est condamné par l'Eglise ?

Dans *Un Jeune Catholique devient Communiste*, Louis Salleron expose le débat intérieur qui agite une fraction notable du christianisme français. (1)

(1) La Jeune Parque.

**LE DOCUMENT  
DONT ON PARLE...**

PÉTAÏN  
ET LES ALLEMANDS

**MEMORANDUM  
D'ABETZ**

EDITIONS GAUCHER  
201, FAUB. S.-HONORÉ, PARIS

un vol.  
in 8 carré  
300<sup>f</sup>

*Le passionnant historique  
d'une frontière interdite*  
1940 - 1945



Un essai politique

d'ARMAND PIERHAL  
**LE COMBAT  
DE POITIERS**  
ÉLOGE DE LA DÉMOCRATIE

Citoyen,  
garde-toi à gauche,  
Citoyen,  
garde-toi à droite.

ROBERT LAFFONT

HENRI MASSIS  
**ALLEMAGNE  
d'Hier  
et d'Après-Demain**

Un vol. 160 p. in-8<sup>o</sup> couronne  
sous couverture forte 175 frs

Editions du Conquistador  
8, rue de la Sorbonne, Paris 6<sup>e</sup>

ALAN MOOREHEAD

**MONTGOMERY**

Traduit de l'anglais par  
Lucien-Paul SÉE

Avec 10 gravures hors-texte

In-8<sup>o</sup> soleil. Sous couverture illustrée 420 fr.

PLON

**VENT du LARGE**

15, rue du Louvre

Paris-1<sup>er</sup>

**LE GRAND DÉFI**  
PAR LOUIS FISCHER

*Les Américains considèrent ce livre  
comme l'un des trois ou quatre  
plus importants qui aient été  
publiés sur la haute stratégie  
mondiale au sortir de la guerre.*

(Le Crapouillot Tome III)

Un vol. 14x21

380 frs

**AMBASSADEUR  
EN MISSION SPÉCIALE**

PAR SIR SAMUEL HOARE

*A conseiller dans toutes les  
bibliothèques sur la guerre.*

(Le Crapouillot Tome III)

Un vol. 14x21

440 frs

**KRAVCHENKO DÉPOSE  
devant la Commission  
d'Enquête**

*Ce document est extrêmement  
révélateur sur l'organisation  
du Parti Communiste en Russie  
et de l'espionnage soviétique  
à l'étranger.*

(Le Crapouillot Tome III)

Un vol. 14x21

180 frs

**MES QUATRE VÉRITÉS**  
PAR DOMINIQUE AUCLÈRES

*Toutes ces choses qui forment un  
univers (celui du journaliste) pren-  
nent à l'entendre un singulier relief.*

(Le Crapouillot Tome III)

Un vol. 14x21

380 frs

**UN GRAND SUCCÈS**

**LIDDELL HART**

**LES GÉNÉRAUX ALLEMANDS PARLENT...**

*" Liddell Hart a prodigieusement stimulé la technique et la conception de  
la guerre moderne "*

WINSTON CHURCHILL

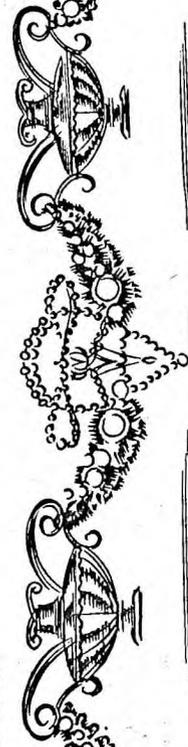
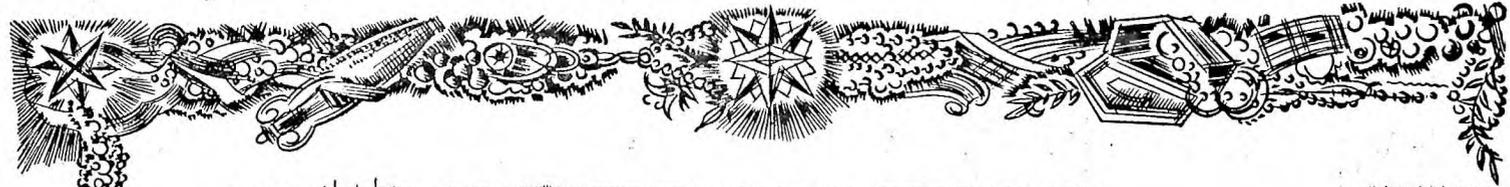
*" Dans bien des cas l'inspiration nous a été donnée par ses écrits "*

MARÉCHAL MONTGOMERY

*" L'écrivain militaire qui est de loin le plus stimulant et le plus réfléchi  
que nous ayons "*

GÉNÉRAL WAVELL

**STOCK**



LOTTERIE  
NATIONALE



L'Opinion Publique est unanime!



# QUELQUE PART EN EUROPE

de GEZA RADVANYI

est un chef-d'œuvre  
et son exclusivité au Marbeuf un triomphe!

**ANDRÉ GIDE** : Un film admirable!

**HENRI TROYAT** : L'un des meilleurs films  
du monde ! (La Bataille)

**ANDRÉ LANG** : Un film bouleversant qui  
rend l'homme meilleur  
(France-Soir)

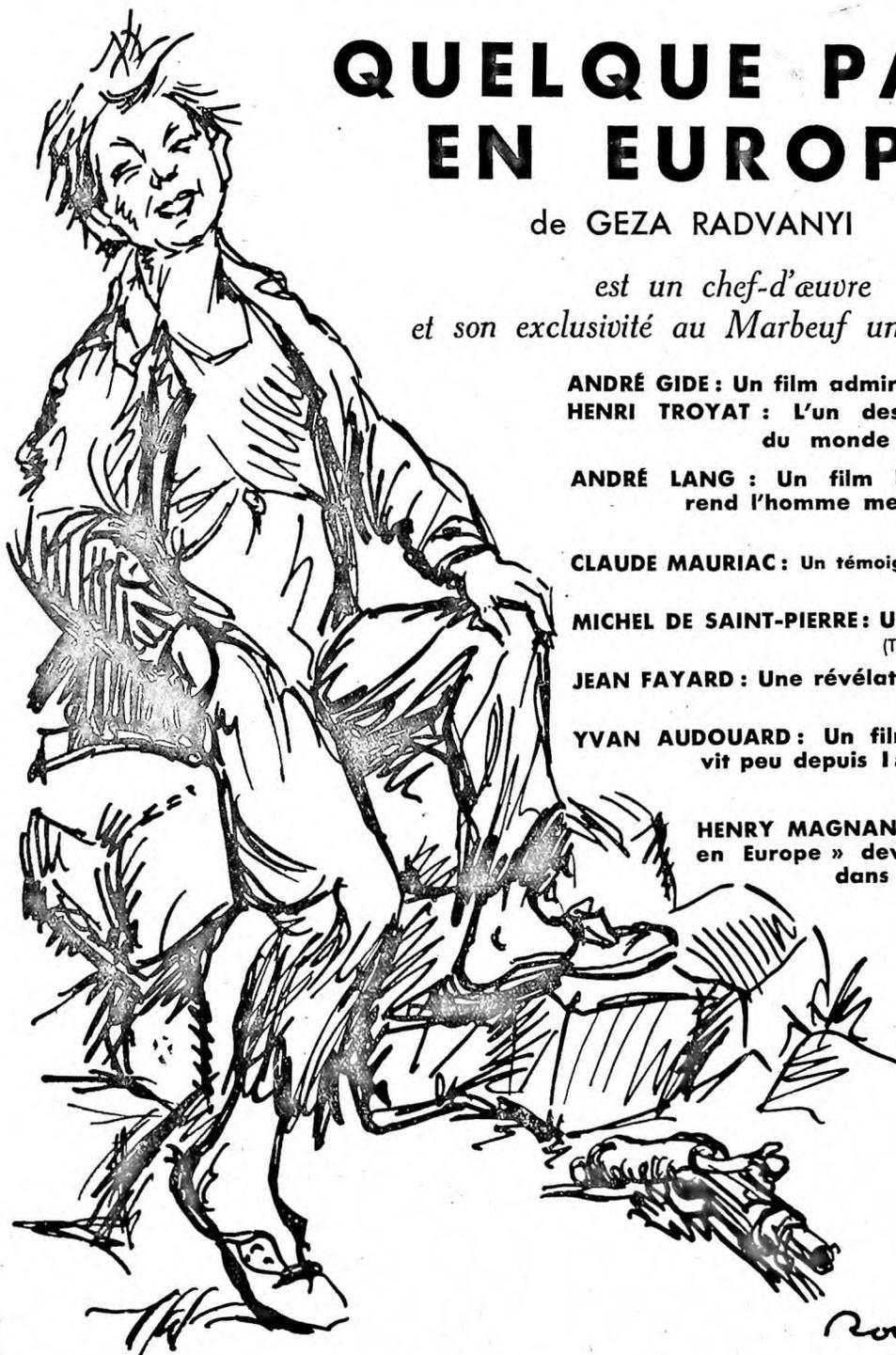
**CLAUDE MAURIAC** : Un témoignage bouleversant  
(Le Figaro Littéraire)

**MICHEL DE SAINT-PIERRE** : Un film admirable!  
(Témoignage Chrétien)

**JEAN FAYARD** : Une révélation capitale  
(Opéra)

**YVAN AUDOUARD** : Un film comme on en  
vit peu depuis 15 ans!  
(France-Dimanche)

**HENRY MAGNAN** : « Quelque part  
en Europe » devrait être projeté  
dans le monde entier!  
(Le Monde)



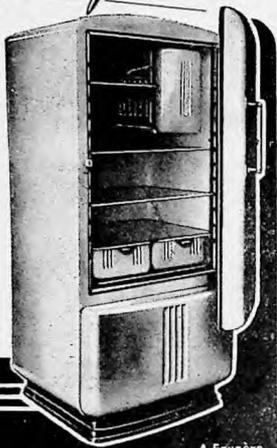
Roulbot

La Révélation de l'Année!



*L'ami des beaux jours ...*

est aussi un ami fidèle grâce à lui, plus de courses inutiles, fatigantes chez les commerçants ; il suffit à la consommation hebdomadaire de tous foyers moyens. Vous connaîtrez enfin le plaisir de manger et boire frais. Pratique, élégant, solide, d'une contenance de 150 ou 200 litres car il existe en deux modèles. Vous pourrez l'acquérir avec 25.000 francs, le solde en quelques versements.



A. Faugère

**Frigilec**  
LICENCE VERKOT USA

Exposition et Vente : 29, Rue de Berri, BALZAC 51-30  
Siège Social : 34, Rue du Mont-Thabor, OPERA 58-56

**N'OUBLIEZ PAS**

chaque semaine

# CARREFOUR

LE GRAND HEBDOMADAIRE FRANÇAIS D'INFORMATION MONDIALE

qui vous présente :

- Les grands problèmes de politique internationale.
- Les secrets de la politique intérieure.
- Les dessous de la lutte des partis.
- Ses grands reportages.
- Les arts, les spectacles, etc...
- Son roman, sa nouvelle.
- Tous les potins du monde.
- Les dessins humoristiques.

et toutes les rubriques qui font l'originalité du journal.

ACHETEZ **CARREFOUR**

LE JOURNAL DONT TOUS LES ARTICLES SONT SIGNÉS

« Pour tous renseignements concernant la publicité dans « Le Crapouillot », s'adresser :

« pour la publicité commerciale, à DOC-PUBLICITÉ, 21, avenue des Champs-Élysées (Elysée 36-96) ;

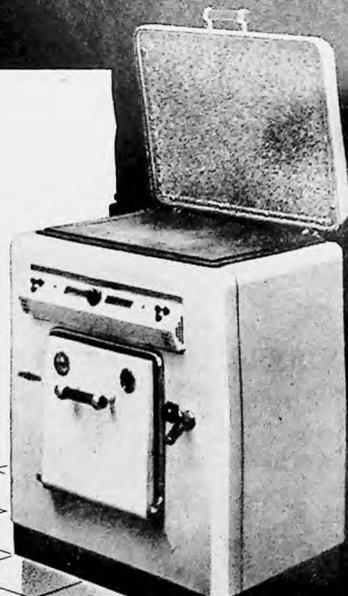
« pour la publicité littéraire, à P. E. P., 33, rue du Dragon, Paris 6<sup>e</sup> (Litré 78-21) ».

## SUPER CUISINIÈRE ÉLECTRIQUE

à accumulation de chaleur

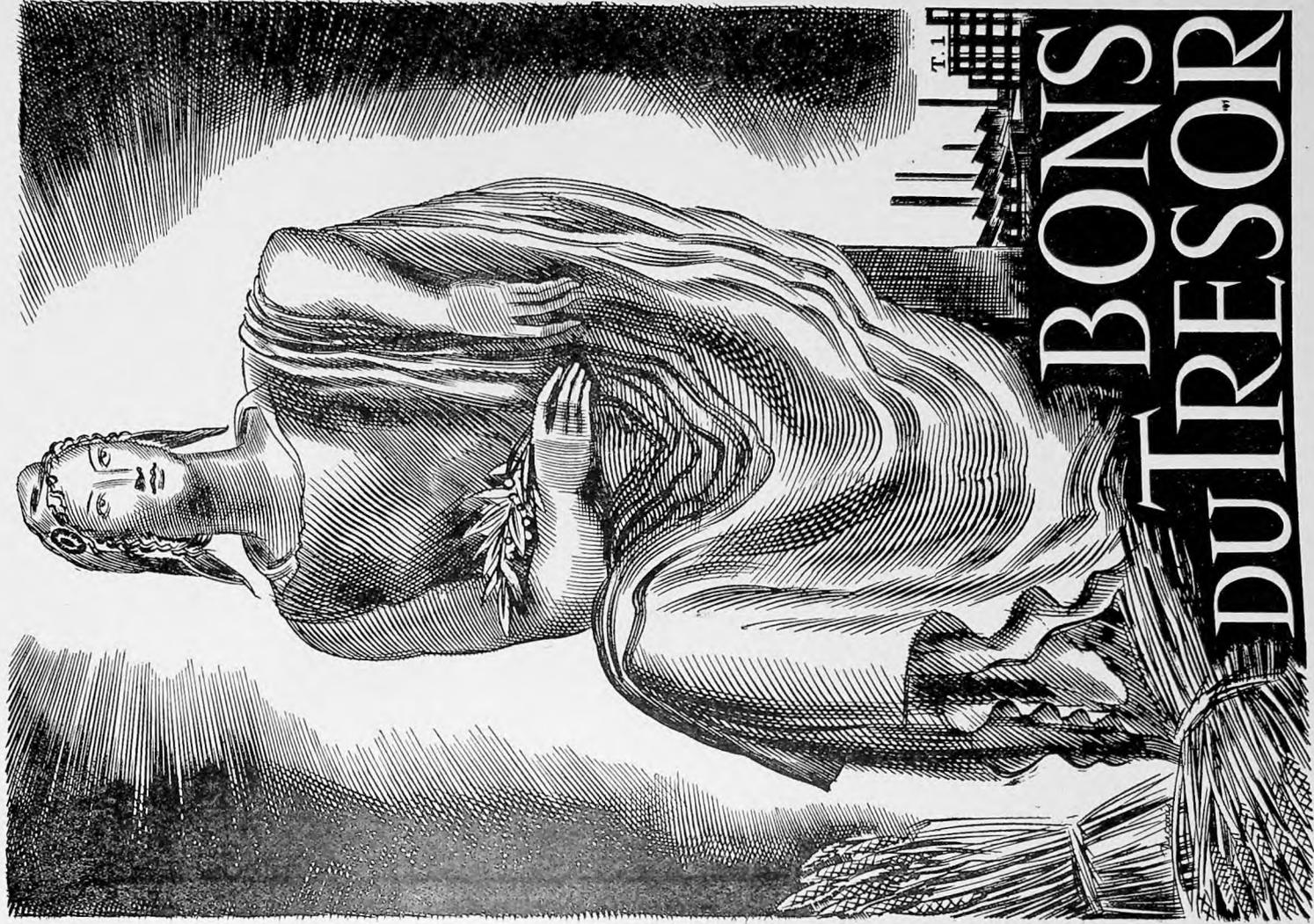
- Ne nécessite pas de branchement force : faible consommation.
- Se rit des coupures de courant.
- Distribue en permanence l'eau chaude à la cuisine.
- Toujours prêt à l'emploi instantané, plaques de grandes dimensions constamment en température.
- Résistances d'appoint permettant toutes cuissons vives.
- Son four spacieux se maintient automatiquement à 65/70° et sert alors d'étuve, de chauffe-plats, etc... Les résistances complémentaires permettent de le porter à 300° pour grillades, rôtis, pâtisserie, etc.
- Souplesse d'emploi exceptionnelle.
- Réglage breveté progressif.
- Son coffre émaillé blanc parfaitement calorifugé (corps et couvercle) est en harmonie avec toute cuisine moderne.

PUBLICIS



**OTHERMO**

Demandez la notice illustrée détaillée N°318 à la :  
**COMPAGNIE FRANÇAISE OTHERMO**  
52, CHAMPS-ÉLYSÉES - PARIS



BONS  
DU TRÉSOR

Où voulez-vous aller ?

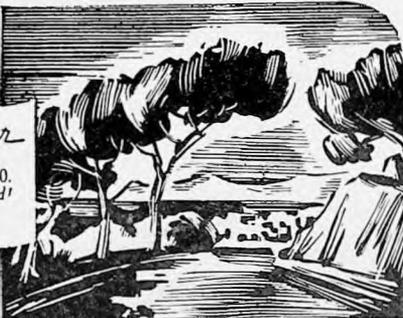
# AIR FRANCE en quelques heures vous conduira

*n'importe où!*



*Sur la Côte d'Azur*

*Vous pouvez aller à Nice en 2 h 30.  
Quelle facilité pour un week-end!*



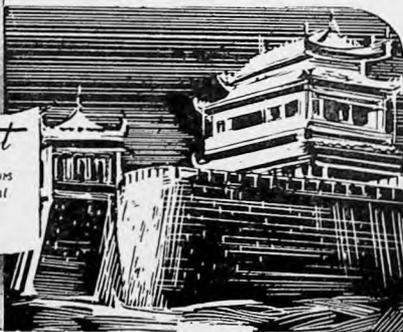
*En Afrique du Nord*

*Vous y arriverez en trois ou quatre  
heures, partant de n'importe quel  
point de France.*



*ou encore  
En Extrême Orient*

*Vous serez à Shanghai en trois  
jours après un voyage passionnant*



QUE ce soit aux ÉTATS-UNIS,  
en AMÉRIQUE CENTRALE,  
en AMÉRIQUE DU SUD,  
en AFRIQUE, dans le  
PROCHE-ORIENT, aux INDES,  
en EXTRÊME-ORIENT, ou tout  
simplement dans une ville d'Europe,  
Air France vous conduira rapidement.



Vous trouverez un confort absolu,  
des fauteuils spacieux et confortables,  
ou même des couchettes luxueuses,  
qui vous permettront de voyager  
avec le minimum de fatigue et le maximum d'agrément.



SI vous aimez les bonnes choses,  
vous apprécierez tout particulièrement  
la cuisine savoureuse et bien française  
d'Air France. Si vous êtes exigeant,  
vous serez sensible à ce prestigieux  
service qui fait la gloire d'Air France.



*Voyagez par* **AIR FRANCE**

Vous voyagerez plus vite, plus agréablement, plus sûrement

POUR TOUTS RENSEIGNEMENTS ADRESSEZ-VOUS 119 CHAMPS-ÉLYSÉES, TÉL. BALZAC 50-29 ET TOUTES AGENCES DE VOYAGES

Où voulez-vous aller ?

**AIR FRANCE** en quelques heures vous conduira

*n'importe où!*



*Sur la Côte d'Azur*

*Vous pouvez aller à Nice en 2 h. 30.  
Quelle facilité pour un week-end!*



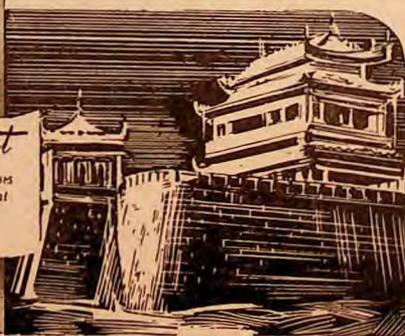
*En Afrique du Nord*

*Vous y arriverez en trois ou quatre  
heures, partant de n'importe quel  
point de France.*



*ou encore  
En Extrême Orient*

*Vous serez à Shanghai en trois  
jours après un voyage passionnant!*



QUE ce soit aux ÉTATS-UNIS,  
en AMÉRIQUE CENTRALE,  
en AMÉRIQUE DU SUD,  
en AFRIQUE, dans le  
PROCHE-ORIENT, aux INDES,  
en EXTRÊME-ORIENT, ou tout  
simplement dans une ville d'Europe,  
Air France vous conduira rapidement.



Vous trouverez un confort absolu,  
des fauteuils spacieux et confortables,  
ou même des couchettes luxueuses,  
qui vous permettront de voyager  
avec le minimum de fatigue et le maximum  
d'agrément.



Si vous aimez les bonnes choses,  
vous apprécierez tout particulièrement  
la cuisine savoureuse et bien française  
d'Air France. Si vous êtes exigeant,  
vous serez sensible à ce prestigieux  
service qui fait la gloire d'Air France.



*Voyagez par* **AIR FRANCE**

Vous voyagerez plus vite, plus agréablement, plus sûrement

POUR TOUTS RENSEIGNEMENTS ADRESSEZ-VOUS 119 CHAMPS-ÉLYSÉES, TÉL. BALZAC 50-29 ET TOUTES AGENCES DE VOYAGES